

CENT ANS DE DICTATURE

***L'histoire contemporaine de l'Iran
sous les deux régimes
Monarchique et Islamique***

Qui sommes-nous ?

L'actuel régime Islamique en Iran est une des dictatures les plus répressives et brutales du monde. Suite à son accession au pouvoir après la révolution de 1979, le régime théocratique a immédiatement entrepris d'étouffer les justes aspirations démocratiques des peuples iraniens...

Dans la République Islamique d'Iran, il y a aujourd'hui, beaucoup plus de prisonniers politiques, d'arrestations arbitraires et d'exécutions sommaires, une pratique de torture physique et psychologique beaucoup plus étendue, un respect des libertés politiques et des droits de l'Homme beaucoup moins grand et une forme de censure et de répression des libertés artistiques et intellectuelles beaucoup plus flagrante que jamais auparavant.

La classe ouvrière est privée des droits les plus fondamentaux tel que le droit d'association, de négociation collective et de grève...

Les femmes sont confrontées à une oppression sans précédent avec les lois moyenâgeuses et réactionnaires du régime religieux qui les réduisent officiellement au rang de citoyens de seconde zone et leur interdisent de mener une vie humaine normale...

Tous les droits des minorités nationales et religieuses sont supprimés. Le régime mène une politique d'occupation militaire de leurs régions et utilise les méthodes de répression les plus brutales pour écraser leur résistance.

Néanmoins, l'opposition populaire aux atrocités par le régime islamique grandit. Les ouvriers, les femmes, les étudiants, les intellectuels, les minorités nationales et toutes les couches de la population opprimée ont résisté contre ces attaques et ont

continué à lutter pour leurs revendications malgré la riposte extrêmement dure et violente de l'Etat.

Pour l'actuel régime, le seul moyen de maintenir sa mainmise sur le pouvoir réside dans sa capacité d'imposer les formes de répression politique les plus brutales à l'immense majorité de la population

Voilà pourquoi il est nécessaire de lancer une campagne contre la répression en Iran. Cette campagne se fait sur une base large et se donne comme but d'organiser des actions de solidarité avec tous ceux qui luttent contre le régime répressif islamique et de porter à l'attention de l'opinion publique la situation terriblement dramatique du peuple iranien et les efforts de l'opposition progressiste au régime.

Une telle campagne sera d'autant plus efficace qu'elle sera capable de représenter un large éventail de l'opposition iranienne et qu'elle s'évertuera à défendre toutes les revendications justes et progressistes de tous ceux qui luttent contre la répression en Iran, et qu'elle ne se limitera pas à un certain nombre de points choisis à l'avance.

Toutefois, la clé du succès de cette campagne ne réside que dans votre soutien moral et matériel à La **Solidarité Socialiste** avec les **Travailleurs en Iran** (S.S.T.I.).

Vous pouvez contribuer à cette campagne en y adhérant et en soutenant ses buts et ses activités. Si vous êtes membres d'une organisation (telle qu'un syndicat, un parti, une association, etc.), vous pouvez essayer de la faire adhérer également à cette campagne.

Sommaire

Avant-propos.....	6
Une Brève histoire de l'Iran en 20^{ème} siècle	9
<i>L'Iran sous la coupe des grandes puissances</i>	<i>10</i>
<i>La "Révolution Constitutionnelle" (1906-1911)</i>	<i>13</i>
<i>L'instauration de la dictature de Pahlavi (1921-41).....</i>	<i>14</i>
<i>Un mouvement ouvrier combatif trahi.....</i>	<i>18</i>
<i>Combat contre les compagnies pétrolières (1951-53)</i>	<i>22</i>
<i>C'était le blocus.....</i>	<i>24</i>
<i>La dictature du Chah au service de l'impérialisme.....</i>	<i>26</i>
<i>Des contradictions sociales explosives</i>	<i>29</i>
<i>L'opposition à la dictature.....</i>	<i>32</i>
<i>Juin 1963 : Khomeiny contre le Chah.....</i>	<i>32</i>
<i>Les mouvements de la guérilla.....</i>	<i>33</i>
<i>La montée du mécontentement.....</i>	<i>36</i>
<i>Les masses dans la rue</i>	<i>38</i>
<i>Toute l'opposition alignée derrière Khomeiny.....</i>	<i>39</i>
<i>La classe ouvrière entre dans la lutte.....</i>	<i>40</i>
<i>Du "vendredi noir" au "dimanche rouge" de Téhéran.....</i>	<i>42</i>
<i>L'armée contre les grévistes du pétrole.....</i>	<i>44</i>
<i>Le retour de Khomeiny en Iran.....</i>	<i>47</i>
<i>Février 1979 : l'insurrection de Téhéran.....</i>	<i>49</i>
<i>Khomeiny établit sa dictature</i>	<i>50</i>
<i>La gauche victime de Khomeiny et de sa propre politique.....</i>	<i>54</i>
<i>L'affaire de l'ambassade américaine</i>	<i>56</i>
<i>La guerre contre l'Irak et la stabilisation de la dictature</i>	<i>58</i>
<i>Nationalisme et populiste d'une dictature réactionnaire.....</i>	<i>59</i>

La République islamique d'Iran en 21^{ème} siècle.....	63
<i>Les héritiers de Khomeini affrontent les étudiants.....</i>	<i>64</i>
<i>L'ombre de la guerre ou la guerre des ombres?</i>	<i>77</i>
<i>Fuite en avant du régime iranien.....</i>	<i>89</i>
<i>Sur la nature du régime iranien</i>	<i>96</i>
<i>Crise du régime et mobilisations populaires</i>	<i>109</i>
<i>Où va la République Islamique d'Iran ?.....</i>	<i>123</i>
<i>Résistible ascension des gardiens de la révolution iranienne..</i>	<i>154</i>
<i>Extraits du testament de Farzad Kamangar</i>	<i>160</i>
<i>Iran: crise au sommet sur fond de crise sociale.....</i>	<i>164</i>
<i>La situation des femmes</i>	<i>168</i>
<i>La peine de mort en Iran</i>	<i>174</i>
<i>Conflit Iran-Israël : Accalmie ou menaces réelles?.....</i>	<i>180</i>
<i>Iran : la modernité face à la dictature</i>	<i>183</i>
<i>Iran : tractations autour du nucléaire</i>	<i>186</i>
<i>Les gouvernements en Iran et la question de classe.....</i>	<i>188</i>
<i>Iran : Derrière la «réforme», la crise *</i>	<i>194</i>
<i>Les ambitions régionales de la République islamique d'Iran ...</i>	<i>197</i>
<i>Iran : Après les élections, les problèmes demeurent.....</i>	<i>208</i>
<i>Les relations entre l'Iran et la Syrie</i>	<i>210</i>
<i>La République islamique d'Iran. Une dictature capitaliste, réactionnaire et corrompue</i>	<i>221</i>
<i>Le rôle de l'Iran dans la tragédie syrienne.....</i>	<i>231</i>
<i>Iran : après le tremblement de terre, le tremblement social.....</i>	<i>237</i>
<i>Aux racines de la révolte.....</i>	<i>245</i>
<i>Iran : Un tournant politique radical.....</i>	<i>249</i>
<i>Crise socio-économique, répression et élans démocratiques..</i>	<i>259</i>

Avant-propos

Cette brochure est consacrée à l'histoire contemporaine de l'Iran.

La Solidarité Socialiste en Iran Avec les Travailleurs en Iran (S.S.T.I.) est une campagne de masse qui ne peut, par sa nature même, se prononcer sur telle ou telle analyse politique détaillée de la situation en Iran, au-delà des principes exprimés dans sa plate-forme.

Les bulletins d'information publiés par son comité directeur, y compris la présente brochure, ne peuvent donc être considérés comme totalement représentatifs des opinions des individus et des tendances qui participent à cette campagne. Ils ne sont publiés qu'à titre d'informations sur les problèmes autour desquels sont organisées nos activités.

Bien que la publication de ces bulletins s'inscrive dans le cadre général de notre campagne, les positions qui y sont défendues le sont sous l'entière responsabilité de leurs auteurs.

Nous vous invitons à nous faire part de vos commentaires et suggestions sur le contenu de ces brochures. Nous les transmettrons avec plaisir aux auteurs si vous le souhaitez ou si cela s'avère indispensable.

La Solidarité Socialiste en Iran Avec les Travailleurs en Iran (S.S.T.I.) s'efforce de mettre l'accent sur la situation du mouvement démocratique et ouvrier en Iran et consacre la plus grande partie de ses efforts à développer des liens de solidarité avec les mouvements démocratiques et les syndicats français.

Vous pouvez nous aider en faisant voter par votre syndicat une condamnation de la répression en Iran et le soutien à cette revendication. Faites-nous parvenir la copie des résolutions ainsi votées.

Vous pouvez aussi faire parvenir des lettres de protestation aux autorités en Iran et à l'Ambassade iranienne à Paris. Votre

adhésion ou mieux encore celle de vos organisations syndicales nous serait bien évidemment du plus grand secours. Il va sans dire que notre campagne a aussi besoin de soutiens financiers pour continuer et pour étendre son action. Tout soutien matériel que vous pourrez nous apporter sera très apprécié•

Partie 1

Une Brève histoire de l'Iran en 20^{ème} siècle *

* Par Houshang SEPEHR, paru dans [*Echo d'Iran*](#)
http://www.iran-echo.com/rapport_cent_ans.html

L'Iran sous la coupe des grandes puissances

A partir du 19^{em} Siècle, la Perse, qui est devenue l'Iran en 1934, tomba sous l'emprise à la fois de la Russie des Tsars, sa puissante voisine sur plus de 2000 km, et de la Grande-Bretagne, pour qui elle présentait le grand intérêt de séparer la Russie justement de son propre empire colonial en Inde.

Ces deux puissances se surveillaient l'une l'autre et se faisaient contrepoids, ce qui explique sans doute pourquoi la Perse n'est pas devenue une colonie. Mais son indépendance devint de plus en plus formelle. Le pays en était resté alors à un stade pré-capitaliste et quasi-féodal, avec des propriétaires possédant des centaines de villages; des territoires entiers étaient encore contrôlés par des chefs de tribus nomades.

La dynastie en place pendant le 19^{em} Siècle somnolait grassement grâce aux finances qu'elle extorquait à une paysannerie toujours au bord de la famine. Ces rois ne bâtirent d'ailleurs pas de force militaire. Quand ils avaient besoin de troupes, ils appelaient les seigneurs de guerre des tribus à leur rescousse. Le seul embryon d'armée était à la fin du 19^{em} et au début du 20^{em} Siècle, une Brigade Cosaque sous le commandement d'officiers russes.

La rivalité entre l'Angleterre et la Russie entravait toute velléité de modernisation des infrastructures. La Perse n'avait ni routes, ni chemins de fer, ni service postal.

Un Résident politique anglais établit ses quartiers dans le Golfe arabo-persique, sans avoir de comptes à rendre à la Cour de Téhéran, sous la protection des canonnières britanniques. En 1901, quand le pétrole fut découvert dans cette région, l'Angleterre mit la main dessus.

De son côté, la Russie des Tsars s'implanta dans le nord du pays, dans les régions autour de la mer Caspienne. Bref, la Perse fut mise en coupe réglée. Grande-Bretagne et Russie se

firent attribuer des concessions à long terme dans toutes les branches possibles. De l'une de ces concessions, Tiers en personne déclara qu'elle ne laissait de son pays au Chah de Perse que l'atmosphère!

Les traités officiels conclus par le Chah barrèrent la voie à la formation éventuelle d'une industrie autochtone, et entraînèrent l'introduction massive dans le pays de biens manufacturés par l'industrie européenne.

Il y avait en Perse une certaine bourgeoisie basée sur le commerce, des marchands, des artisans et des usuriers, regroupés géographiquement au cœur des villes, dans ce qu'on nomme le "Bazar", qui est leur centre économique traditionnel. La classe des *bazaris* avait grossi avec le développement du commerce au long du 19^{em} Siècle, et elle se trouva frappée de plein fouet par la concurrence des marchandises importées.

On ne peut pas parler des *bazaris*, sans parler des religieux chiites. En fait, il s'agit largement de la même classe sociale, provenant souvent des mêmes familles.

Le corps des religieux disposait d'une certaine indépendance car il contrôlait des fonctions sociales qui sont de nos jours associées à l'administration de l'État.: une partie de la justice, les écoles existantes. Et puis, bien sûr, ils récoltaient directement eux-mêmes des impôts religieux obligatoires, géraient des donations, étaient bien souvent propriétaires fonciers.

La plupart de ces *ulémas* s'associèrent à la résistance de la bourgeoisie marchande devant la pénétration économique de l'Occident. Ils le firent alors bien sûr au nom de la religion. Car dans l'Islam chiite le clergé constitue un corps social distinct, avec ses motivations et ses intérêts propres. L'apparition d'idées laïques dans les couches éduquées était pour lui un défi. Le clergé craignait de voir à terme son autorité diminuer, de voir empiéter sur ses prérogatives traditionnelles. Il n'aspirait

pas à voir le pays s'engager sur la voie du progrès, au contraire.

Cette opposition réactionnaire différait donc radicalement de celle de la couche sociale d'un genre nouveau qui apparaissait en Perse à cette époque, les intellectuels ouverts aux idées de nationalisme, de libéralisme, parfois même de démocratie et de socialisme, en tout cas imprégnés des idéaux de la Renaissance Européenne et de la Révolution Française.

Pour ces adeptes de réformes modernes, les religieux apparaissaient pour ce qu'ils étaient : obscurantistes, ennemis du progrès, et ils les fustigeaient. Du moins jusque dans les années 1890. Car alors survint un événement qui eut d'importantes répercussions.

En 1891, le Chah concéda à des Anglais le monopole de l'achat et de la vente du tabac, alors que c'était une source importante de revenus locaux. Les chefs religieux se portèrent alors à la tête de toutes les forces d'opposition en déclenchant une campagne de boycottage du tabac qui eut un tel succès dans toute la population que le Chah dut renoncer à son projet.

L'affaire de la concession du tabac ouvrit l'ère des luttes d'inspiration nationaliste en Iran.

A cette occasion, l'élite cultivée constata que les leaders religieux avaient une capacité considérable de mobilisation des masses. Dès lors, ce fut, semble-t-il, une tactique consciente de sa part de garder pour soi ses opinions éclairées, son scepticisme religieux, voire un franc athéisme, tout en manifestant dans les interventions publiques le soin de ne pas déplaire aux *ulémas* et de se référer elle aussi à l'Islam pour légitimer ses critiques du régime.

La bourgeoisie persane n'était pas une bourgeoisie puissante et conquérante. Ses idéologues n'étaient pas non plus des novateurs hardis, capables de heurter de front l'obscurantisme

religieux au nom d'idéaux de progrès. Au contraire, ils capitulèrent dès le début devant la religion et ses défenseurs.

La "Révolution Constitutionnelle" (1906-1911)

L'alliance entre religieux et intellectuels opposés au Chah se concrétisa lors du soulèvement nationaliste de 1906-1911, qui reste connu sous le nom de "Révolution Constitutionnelle".

La défaite de la Russie devant le Japon suivie de la Révolution Russe de 1905 eurent, entre autres conséquences, pour effet d'interrompre le commerce dans le nord de la Perse, d'où une hausse brutale des prix dans les grandes villes. Le gouvernement s'en prit aux marchands comme bouc-émissaires.

Dans un climat général de mécontentement, cela mit le feu aux poudres en Iran. A partir de décembre 1905, l'agitation alla en s'amplifiant, pour atteindre son sommet en août 1906. La foule se trouva confrontée à la Brigade Cosaque qui tira dans le tas. Une grande partie des notables religieux décidèrent alors d'entrer en dissidence. De leur côté, plusieurs milliers de marchands, de membres des guildes d'artisans et de mollahs, occupèrent les jardins de la Légation de la Grande-Bretagne.

Pendant trois semaines, toute l'activité économique de la capitale se trouva suspendue, tandis qu'un flot de télégrammes de soutien arrivait de province. Le Chah finalement capitula et accepta le principe d'une constitution.

Celle-ci créa un Parlement qui limitait étroitement les pouvoirs du monarque, tout en accordant aux supérieurs du clergé chiite le droit de s'assurer, en dernière instance, que les lois adoptées étaient bien conformes à la loi religieuse.

De toute façon, l'épisode de la Révolution Constitutionnelle n'alla pas loin, car les grandes puissances veillaient au grain. En 1907, l'Angleterre et la Russie se partagèrent la Perse : à chacune sa zone.

En Juin 1908, la Brigade Cosaque commandée par un colonel russe bombardra le Parlement. Ce n'en était pas tout à fait fini du mouvement, pourtant. Tabriz, capitale de l'Azerbaïdjan, région située au nord du pays, à proximité de la Russie, se souleva. Le Conseil Révolutionnaire de Tabriz regroupait les couches inférieures de la petite-bourgeoise, plus radicales que les gros marchands. Un Parti Social-Démocrate y avait même été fondé en 1904, inspiré du Parti Social-Démocrate Russe, parmi les travailleurs émigrés de Perse dans les champs pétrolifères de Bakou. Les constitutionnalistes de Tabriz soutinrent un siège de dix mois, avec une population réduite à la famine.

Mais en fin de compte, en 1911, l'armée du Tsar de Russie bombardra Tabriz et lança un ultimatum à Téhéran, avec l'accord secret des Anglais. Le gouvernement s'inclina en décembre 1911, le Parlement fut renvoyé et le Chah rétabli dans son autorité.

L'instauration de la dictature de Pahlavi (1921-41)

Pendant la Première Guerre mondiale, la Perse, pratiquement occupée par les Russes et les Anglais et attaquée par les Turcs, alliés des Allemands, fut un champ de bataille pour les belligérants.

Avec le renversement du Tsar au printemps 1917, les troupes russes présentes à Tabriz depuis 1909 commencèrent à se désagréger : soldats russes et démocrates iraniens dansèrent, paraît-il, ensemble dans les rues de la ville.

Et en janvier 1918, le gouvernement des Bolcheviks annonça qu'ils renonçaient aux vieux traités conclus au temps des Tsars, annulaient toutes les dettes russes de la Perse, puis retiraient les troupes. Cette politique fut célébrée par des manifestations de masses enthousiastes à Tabriz et à Téhéran.

Cependant, les mouvements de dissidences régionaux se multipliaient : au Kurdistan, mais aussi en Azerbaïdjan, et surtout au Guilan, province voisine bordant la mer Caspienne.

Dans les forêts du Guilan il existait une guérilla animée par des radicaux du mouvement constitutionnaliste, surtout des petits fermiers et des religieux, et dont le leader se nommait Kuchik Khan. C'était un mollah prêchant un populisme à base islamique. Un certain Rouhollah Khomeiny, alors jeune apprenti curé, voyait, paraît-il, avec intérêt les idées de Kuchik Khan. Mais il y avait aussi dans le Guilan des militants communistes liés aux bolcheviks.

Lorsqu'en mai 1920, les péripéties de la guerre civile russe amenèrent l'Armée Rouge dans la région, les forces coalisées de Kuchik Khan et les communistes proclamèrent la République du Guilan. Le Parti Communiste de Perse fondé peu après, envoya 192 représentants au Congrès des Peuples d'Orient, à Bakou, en septembre 1920.

Cette république vécut seize mois. L'insurrection ne put s'étendre, et la République ne tint que tant que l'Armée Rouge fut présente. C'est alors que, à l'insinuation des Anglais, Reza Khan, un colonel de la Division Cosaque (laquelle était désormais payée par les Anglais), s'empara du pouvoir, à Téhéran le 21 février 1921 par un coup d'Etat militaire.

Pour l'Angleterre, il était urgent maintenant d'établir en Perse un pouvoir d'Etat central fort, pour préserver le pays de la contagion de la Révolution Bolchevique. Sans compter qu'il y avait le pétrole qui était devenu important avec la guerre, au point que l'Etat anglais avait pris la majorité des parts dans la Compagnie Pétrolière Anglo-Persane.

Reza Khan devint commandant de l'armée et ministre de la Guerre. Il commença par abattre la République du Guilan. En 1923, il devint Premier ministre. En octobre 1925, le Chah fut

déposé et l'ancienne dynastie abolie. L'ambition de Reza Khan était de bâtir en Perse un Etat moderne, s'inspirant de celui que Mustapha Kemal instaurait en Turquie. C'était une ambition dans laquelle la plupart des nationalistes ci-devant démocrates pouvaient en grande partie se retrouver, même si Reza Khan avait la poigne de fer d'un dictateur militaire. Les nantis de Perse avaient aussi besoin d'un sauveur pour ramener l'ordre, l'unité du pays et la sécurité du commerce.

Reza Khan envisageait, dit-on, de faire de la Perse une République comme la Turquie. C'est devant la réaction d'hostilité catégorique du clergé chiite qu'il y renonça, peut-être sans trop de peine tout de même, puisqu'il se fit couronner lui-même Chah quelques mois plus tard, fondant la nouvelle dynastie des Pahlavis.

Reza Chah bâtit une armée de type moderne. Il y eut désormais des garnisons dans les coins les plus reculés du pays. Et cette armée lui permit d'abord de se servir : au nom de la famille Pahlavi, il s'empara de terres représentant plus de deux mille villages. Comme les féodaux, il voyait le pays comme un fief à exploiter.

Il réalisa une certaine unification du pays sous la botte militaire. Les chefs de tribus durent résider à Téhéran ; les nomades furent contraints à se sédentariser, dans des conditions misérables, et les révoltes furent écrasées par des méthodes de terreur expéditives. C'est alors que les territoires arabes du sud pétrolier, restés jusque là pratiquement autonomes sous la surveillance des Anglais, furent intégrés brutalement sous le contrôle central.

Ce qui ne donna évidemment pas pour autant à l'Iran le contrôle de son pétrole, sa ressource essentielle, entièrement aux mains de la Compagnie Anglo-Iranienne (l'AIOC), c'est-à-dire de l'Angleterre.

La modernisation du pays n'alla pas loin. Cependant, elle laissa des traces particulières dans la société iranienne. L'extension de l'autorité de l'Etat se fit notamment aux dépens de l'hégémonie cléricale. Même si Reza Chah ne fit pas de la Perse un Etat laïc comme la Turquie d'Atatürk qu'il admirait tant, sa lutte brutale les mollahs fut une des caractéristiques de son règne. Le plus célèbre des ayatollahs fut envoyé en exil ; un certain nombre de religieux disparurent dans des conditions mystérieuses, tandis que les sbires du Chah coupaient la barbe ou faisaient un mauvais sort à ceux qui leur tombaient sous la main. La population dans l'ensemble ne bougea pas pour défendre le clergé. L'intelligentsia, elle, lui était hostile. Si bien que les commentateurs de l'époque considérèrent que le dictateur avait mis fin à sa toute-puissance.

En revanche, le Chah entreprit de ranimer tout ce qui pouvait rappeler la Perse antique, celle d'avant l'Islam. Il mena une campagne de "persianisation" - prétendant notamment purger la langue persane de ses mots d'origine arabe ou turque, ce qui contribua à développer un chauvinisme persan au détriment des autres minorités nationales du pays. C'est ainsi qu'il fit de la Perse l'Iran, en 1934, le mot Iran étant censé signifier que ce pays était le berceau de la race aryenne. Comme le nom de Pahlavi donné à sa dynastie, il était destiné à rappeler un lointain passé qu'on dépeignait comme glorieux.

Parallèlement, cependant, en voulant séculariser la société par la force, Reza Chah souleva bien des rancœurs - comme par exemple, quand il voulut imposer à tous le port du vêtement de style européen, ou quand, au nom prétendument de l'émancipation des femmes, le port du voile fut interdit de manière autoritaire. Et comme en même temps le fossé entre les classes privilégiées et les masses pauvres s'approfondissait encore, et que les inégalités s'aggravaient pour une partie des masses populaires, la lutte contre la religion et le clergé pouvait

être assimilée non pas à leur libération mais à l'offensive des nantis et de l'impérialisme étranger contre elles-mêmes.

Cependant, une classe ouvrière moderne était née en Iran. Le nouveau régime, baptisé dans l'écrasement de la révolte du Guilan, était congénitalement anti-communiste. Le Parti Communiste, qui s'était quelque peu développé au début des années vingt de 19^{em} siècle, et qui avait été à l'origine des premiers syndicats, fut interdit. La plupart de ses leaders politiques ou syndicaux furent emprisonnés ou s'enfuirent en URSS - où plusieurs d'ailleurs furent liquidés par Staline.

Mais des groupes clandestins n'en subsistèrent pas moins. Et il y eut des grèves importantes, notamment dans l'industrie du pétrole lors du 1^{er} mai 1929. A la veille de la Seconde Guerre mondiale, le mouvement ouvrier, sinon communiste, existait et avait même fait preuve d'une certaine vitalité.

Un mouvement ouvrier combatif trahi

Les sympathies que montrait Reza Chah pour l'Allemagne Nazie devinrent gênantes pour les Britanniques lorsque ceux-ci eurent besoin d'utiliser le territoire de l'Iran pour l'approvisionnement militaire de l'URSS, à partir de juin 1941. En août, des troupes russes et anglaises envahirent l'Iran. Elles contraignirent Reza Chah à abdiquer. Churchill résuma simplement toute l'affaire: *"Nous l'avons amené; nous l'avons remmené"*. Son fils Mohammed Reza, âgé de 21 ans, fut autorisé à prendre officiellement la succession.

Une fois de plus, l'Iran était divisé en zones d'occupations : au nord les troupes soviétiques occupaient l'Azerbaïdjan ; les troupes britanniques occupaient le sud. Elles furent renforcées par l'armée américaine en décembre 1942, et à la faveur de la guerre, les Etats-Unis devinrent de plus en plus présents en Iran. Ils finirent par superviser les secteurs clés du gouvernement iranien, et prirent de fait le contrôle de son

armée et de sa gendarmerie.

Les années de 1941 à 1953 furent celles de l'apogée du parti Toudéh - ce qui signifie parti des masses. C'était le successeur indirect du Parti Communiste. Il avait été fondé en octobre 1941 par des membres du Parti Communiste d'avant-guerre, des vétérans de l'organisation des premiers syndicats, et des intellectuels emprisonnés par Reza Chah depuis 1937.

Le nouveau parti, délibérément, ne se disait pas communiste : il se déclarait partisan de la Constitution de 1906, et se donnait pour objectif d'unir les forces démocratiques contre l'oligarchie au pouvoir. Il prenait d'ailleurs soin de se montrer conciliant envers le clergé et la religion.

Le Toudéh se développa considérablement, au point de devenir le seul parti sérieusement organisé à l'échelle du pays. Il attira des écrivains de renom. Aux élections au Parlement, en 1943, il présenta vingt-trois candidats dont huit furent élus. La présence de l'armée russe en Azerbaïdjan contribua certainement à lui mettre le vent en poupe, ainsi que la popularité dont jouissait l'URSS de Staline à l'époque dans une fraction de la petite-bourgeoise.

Mais ce furent le mécontentement général, la situation de crise et l'espoir de changements qui amenèrent à lui de nombreux travailleurs dans une grande partie du pays. A Téhéran bien sûr, mais aussi par exemple à Ispahan, qui fut l'une de ses places fortes : quand son leader local, Fedakar, fut élu au Parlement, les treize usines de la ville s'arrêtèrent et une foule de trente mille travailleurs l'accompagna à l'aéroport.

Dès 1941, des militants avaient commencé à reconstituer des syndicats, dont la Confédération, sous direction Toudéh, regroupa jusqu'à quatre cent mille.

A partir de 1945, quand la victoire des Alliés fut acquise, les dirigeants du Toudéh se décidèrent à organiser les travailleurs

de l'industrie pétrolière. Jusque là, en effet, ils s'interdisaient l'organisation et s'opposaient aux grèves dans les industries liées à l'effort de guerre. A Abadan, pour le 1er mai 1946, le Toudéh put organiser un défilé de quelque quatre-vingt mille travailleurs. Cette force, le Toudéh la plaça entièrement au service de la politique de Staline. Et celle-ci ne visait évidemment pas à aider au déclenchement d'une révolution sociale en Iran. L'heure n'était qu'à l'entente avec les forces nationales considérées comme progressistes, et il ne s'agissait pas de se heurter aux puissances impérialistes.

Staline tenta tout de même de se servir de sa position de force en Azerbaïdjan, dans le cadre de ses marchandages avec les puissances impérialistes.

Dans les provinces du nord, la débandade de l'armée iranienne devant l'invasion soviétique s'était traduite par le réarmement des tribus, kurdes en particulier. En Azerbaïdjan, les notables profitèrent du vide momentané pour tenter de réintroduire dans les écoles la langue de la région, une langue apparentée au turc, l'Azéri, que Reza Chah avait banni, et pour mettre sur pied une milice, tandis qu'on enregistrait une série de grèves à Tabriz. Un gouvernement autonome de la province fut instauré en décembre 1945, sous la direction de Pichévari, ancien ministre de la République du Guilan en 1921, qui avait ensuite vécu en exil en URSS.

A peu près parallèlement, des notables kurdes profitèrent des circonstances pour fonder dans la ville de Mahabad leur propre République, qui reposait sur les privilégiés traditionnels.

L'année 1946 allait être une année décisive. C'était le moment où, selon ce qui avait été convenu entre les Alliés à la fin de la guerre, les troupes des uns et des autres devaient se retirer de l'Iran. Staline se fit tirer l'oreille. Il marchanda, avec le Premier ministre iranien Qavam, le retrait de ses troupes contre une promesse de participation majoritaire dans une compagnie

pétrolière qui serait créée pour opérer dans le nord du pays.

L'attitude conciliante de Qavam était en grande partie dictée par la situation sociale menaçante. Au début de 1944, un soulèvement des ouvriers d'Ispahan qui donnèrent l'assaut aux réserves de grains des propriétaires, suivi de la grève générale dans toute la ville, avait été un signal alarmant.

La montée du mouvement ouvrier culmina lorsque, le 14 juillet 1946, une grande grève éclata dans le Khouzestan, ce fief de l'impérialisme britannique. Partie des travailleurs du pétrole, sur des revendications économiques, elle engloba quelque soixante mille travailleurs, y compris ceux des services publics et le personnel domestique des Européens, qui se dressèrent contre le gouvernement militaire de la province et le contrôle britannique. Cela dura quatre jours, durant lesquels on se battit dans les rues. Les grévistes avaient télégraphié à Téhéran pour demander l'aide de la Confédération syndicale. Celle-ci se borna à faire état d'une promesse de l'état-major de ne pas faire intervenir les militaires contre les grévistes.

Bien sûr, ils intervinrent, et, dès le premier affrontement, firent quarante-six morts et des centaines de blessés. Le gouvernement envoya de toute urgence auprès de la Compagnie pétrolière un groupe de médiateurs qui comprenait plusieurs leaders nationaux du Toudéh. Quand la Compagnie céda sur les revendications économiques immédiates, ils s'employèrent à persuader les travailleurs de ne pas insister et d'arrêter la grève.

Au mois d'août, en guise sans doute de récompense pour ces bons et loyaux services, Qavam prit trois membres du Toudéh dans son gouvernement. Les travailleurs d'Iran ont eu, eux aussi, leurs "camarades ministres".

Et le Toudéh parlait de la "voie parlementaire légale vers un changement social". Mais le rapport des forces avait changé. Féodaux, bourgeois, militaires, religieux, hommes du Chah, et

derrière eux l'impérialisme, passaient désormais à la contre-offensive. Les ministres Toudéh furent renvoyés au mois d'octobre.

Et les autorités déclenchèrent l'attaque contre les travailleurs combatifs et les syndicalistes, qui, un peu partout, furent licenciés par centaines, arrêtés, déportés, enrôlés de force dans l'armée et même, pour quelques-uns, exécutés. Sur un autre front, le gouvernement avait aussi maintenant les mains libres il fit donner ses troupes contre les régimes autonomes de Mahabad et de Tabriz qui, abandonnés par l'armée russe, n'avaient plus guère de moyens de résister.

Toute cette affaire ne contribua pas à la popularité du Toudéh. Ce qui le discrédita encore un peu plus, ce fut la campagne acharnée qu'il se mit à mener en faveur des prétentions de Staline sur le pétrole du nord de l'Iran. Aux élections de 1947, il n'eut que deux élus. Il fut interdit en 1949.

Combat contre les compagnies pétrolières (1951-53)

C'était désormais le mouvement nationaliste qui commençait à tenir le devant de la scène. Son leader le plus prestigieux et le plus populaire était Mohammed Mossadegh. C'était un fils de princesse, grand propriétaire terrien. Partisan d'un régime libéral, se référant à la Constitution de 1906, il avait fait de la prison sous Reza Chah. Mais c'était avant tout un nationaliste, opposant à l'accord pétrolier avec l'URSS, et désormais le champion de la lutte contre la toute-puissance de la compagnie pétrolière britannique. Il regroupa derrière sa personnalité à la fois des politiciens hostiles au Chah, les marchands du Bazar, et la petite-bourgeoise de type moderne, éduquée à l'occidentale. Cette coalition prit le nom de "Front National". Elle trouva un écho dans les masses urbaines pauvres, et l'appui du clergé, dans un premier temps.

En mars 1951, le Parlement, sur l'initiative de Mossadegh, adopta une recommandation réclamant la nationalisation du pétrole. En avril, les ouvriers du Khouzestan firent une nouvelle grève générale; des grèves de solidarité et des manifestations de rues eurent lieu à Téhéran et dans plusieurs grandes villes.



Manifestation contre le Chah, en 1952 à Téhéran, devant le Parlement Sur la banderole on lit : « Pas touche à notre Nation ! »

Le Chah appela Mossadegh comme Premier ministre, le 29 avril, et la crise se concentra sur la question du pétrole. Le 30 avril, sa nationalisation fut votée à l'unanimité, et la Compagnie Nationale Iranienne des Pétroles fut créée. Pour les masses, la nationalisation représentait une victoire sans précédent, une

revanche sur des décennies d'humiliation nationale. La population clamait *“Le pétrole, c'est notre sang”*. Mossadegh fut considéré comme un héros : il osait défier cet Etat dans l'Etat qu'était l'Anglo-iranien, avec ses jardins, ses piscines, ses logements, ses restaurants, etc., réservés à l'usage exclusif des Anglais. Certains bâtiments affichaient même, paraît-il: *“Interdit aux chiens et aux Iraniens”*.

L'Anglo-iranien reversait alors au gouvernement de Téhéran moins de la moitié de ce qu'elle payait en impôts au gouvernement de Londres. Son bénéfice net pour la seule année 1950 avait été supérieur à l'ensemble des royalties touchées par l'Iran en cinquante ans d'exploitation. La Compagnie, le gouvernement anglais derrière elle, n'était pas disposée à renoncer à une telle manne et elle riposta à la nationalisation par un refus catégorique de tout compromis, la fermeture de la raffinerie d'Abadan, le départ des techniciens, et surtout par son veto contre toute tentative de l'Iran de commercialiser sa production de pétrole. Avec un temps de retard, les compagnies pétrolières américaines se déclarèrent solidaires, et aucun autre pays ne voulut les affronter.

C'était le blocus

Alors, des émeutes secouèrent les grandes villes. En juillet 1952, une crise éclata avec le Chah lorsque Mossadegh prétendit vouloir contrôler lui-même l'armée. Mossadegh reçut alors le soutien massif de la population de Téhéran qui s'insurgea, affronta l'armée et ses tanks pendant cinq journées, et finit par devenir quasiment maîtresse de la ville, bien qu'il y eût des centaines de morts.

Jusque là, le Toudéh n'avait guère soutenu Mossadegh. Un de ses principaux slogans était : *“Les grands nous volent et Mossadegh n'est qu'un bourgeois”*. Il le présentait comme un agent de l'impérialisme américain.

Mais il fit alors un revirement. Pendant cette crise de l'été 1952, le Toudéh et le Front National appelèrent ensemble à une grève générale en vue de faire plier le Chah, qui céda. Mossadegh apparaissait comme plébiscité. Mais c'est alors que devant la mobilisation populaire et l'appui du Toudéh, les Américains décidèrent de l'évincer du pouvoir.

Parallèlement, les religieux lui retirèrent leur soutien. Ils repassaient dans le camp de la monarchie: la situation devenait trop dangereuse à leurs yeux, car le Toudéh retrouvait de l'influence dans les masses.

Ainsi, en juillet 1953, il fut capable de mobiliser dix fois plus de monde que le Front National. Mossadegh fut finalement renversé le 19 août 1953 par un coup d'Etat fomenté nominalelement par le général Zahédi, en fait organisé et financé par un général de la CIA, l'ambassadeur américain et l'entourage du Chah. On fit largement appel aux voyous des bas-fonds de Téhéran pour donner une apparence de soutien populaire au Chah, rétabli sur son trône menacé par les bons offices des agents de l'impérialisme.

Au cours des journées où l'affaire se joua, bien que sachant que le coup se préparait, Mossadegh avait refusé d'accepter le soutien du Toudéh. Il avait fait réprimer ses manifestations de rue. Pour l'organe de presse du Front National qui parut le matin même du coup, le danger communiste était le plus menaçant et il fallait l'écartier en priorité.

Les militants communistes, de leur côté, attendirent les consignes du Parti pour bouger et les consignes ne vinrent pas. Le Toudéh avait au sein de l'armée une organisation de près de six cents membres dans le corps des officiers et sous-officiers. Eux aussi attendirent des ordres qui ne vinrent pas.

'Retour à la normale en Iran', titrèrent les journaux anglais. Le Front National fut interdit, Mossadegh jugé et emprisonné, un de ses ministres fut exécuté. Mais la répression fut

particulièrement impitoyable envers les communistes. Il y eut des milliers d'arrestations, de condamnations, des centaines d'exécutions. L'infrastructure clandestine du Toudéh fut largement démantelée et pas seulement dans l'armée.

La dictature du Chah au service de l'impérialisme

La monarchie militaire allait fonctionner pour le compte lié de l'impérialisme américain et du despote Pahlavi. D'emblée, elle mit sur pied un instrument de répression, avec l'aide de la CIA: la police politique, la Savak, armature même de l'Etat. Son nom finit par suffire à inspirer la terreur ; au bout de quelques années, elle se mit à pratiquer systématiquement la torture.

Le Chah mit beaucoup de soin à empêcher l'apparition de rivaux possibles. Les généraux eux-mêmes ne pouvaient se rencontrer, ou venir à Téhéran, s'ils n'y étaient pas en poste, sans son autorisation personnelle expresse.

Et l'impérialisme américain fut bien servi. Son premier soin avait été de mettre la main sur le pétrole. En 1954, un consortium de compagnies pétrolières fut mis sur pied, dont des compagnies américaines prenaient 40%. Nelson Rockefeller put affirmer à Eisenhower en 1962 :

« Nous avons pu nous assurer le contrôle total du pétrole iranien... A l'heure actuelle, le Chah ne saurait entreprendre le moindre changement dans la composition de son gouvernement sans consulter notre ambassadeur accrédité auprès de lui ».

Au début des années soixante, sous la pression de l'administration Kennedy, le Chah annonça quelques mesures de libéralisation et quelques réformes, englobées pompeusement sous le nom de "Révolution Blanche", qui comportaient des mesures pour les campagnes.

Celles-ci végétaient à un stade quasi-féodal. Une grande partie

des paysans étaient des métayers, cultivant surtout pour le tribut à payer en nature aux propriétaires, tandis qu'une moitié de la population rurale était sans terres et sans droits.

Les réformes visèrent à moderniser ce système archaïque, à le moderniser pour qu'elles aboutirent à introduire de nouveaux rapports, de type capitaliste, basés sur la commercialisation de la production agricole, à étendre le règne de l'argent à la campagne. Il ne s'agissait pas de réduire les propriétaires à la misère ! Ils eurent mille moyens de tourner les nouvelles lois.

De toute façon, ils récupéraient en argent ce qu'ils perdaient en droits féodaux sur la terre, et la politique du Chah ouvrit de larges possibilités de reconversion pour leur fortune devenue capital. Le bouquet, ce fut en 1968 : une loi supplémentaire permit d'expulser des paysans pour créer de grandes exploitations de type industriel, bénéficiant évidemment des meilleures terres et de l'aide de l'Etat.

Ces fermes de type capitaliste reçurent, entre autres privilèges, le monopole de la culture la plus profitable : celle du pavot, d'où on extrait l'opium, ré autorisée justement à ce moment-là, en 1969, après treize ou quatorze ans d'interdiction.

Bien des paysans qui avaient tout de même pu racheter quelques terres quelques années auparavant se retrouvèrent alors expulsés... Ceux qui se trouvaient sur les terres les plus ingrates, qui n'intéressaient pas les capitalistes, n'étaient guère mieux lotis, le régime leur refusant les crédits ou le fuel à bon marché, et même, dans ces zones officiellement qualifiées de "marginales", les routes, l'électricité, les écoles ou les dispensaires.

A la fin des années soixante, il y avait bien eu en effet provenant des changements dans les zones rurales. Une grande partie de la paysannerie avait été déracinée. Si bien que le pays cessa alors de couvrir ses besoins alimentaires et

devint le premier client des multinationales de l'agro-business pour le Proche-Orient.

L'impérialisme trouva une autre grande source de profits, indirecte, avec la mise sur pieds de l'armée du Chah. Officiellement, cette armée était nécessaire pour protéger le monde dit libre contre l'URSS. En fait, comme l'écrivit un célèbre journaliste américain, Walter Lipmann, "*... la raison majeure de notre soutien de l'Iran n'est pas son importance stratégique lors d'une guerre mondiale éventuelle, son seul but est de maintenir le gouvernement du Chah qui nous est favorable*".

Et en effet, cette armée ne fut jamais employée que contre les Kurdes, contre divers groupes de nomades, contre les émeutes dans les villes et contre les étudiants - ou comme gendarme de la région, face aux peuples des Etats arabes.

Ce rôle de gendarme, les puissances impérialistes ne tenaient plus en effet alors à l'assumer elles-mêmes directement. Lorsque la Grande Bretagne se décida à retirer ses forces du Golfe arabo-persique, au début des années soixante-dix, le Chah prit le relais. A titre de démonstration, il envoya ainsi en 1973 un corps expéditionnaire au secours du sultan d'Oman menacé par une guérilla dans une de ses provinces.

Les trusts américains fournirent des armes à qui pouvait payer. Et le Chah pouvait payer : en 1973, les prix du pétrole brut furent multipliés par quatre, et les revenus de l'Etat iranien passèrent des trente-quatre millions de dollars de 1953 à cinq milliards de dollars.

Ce fut l'un des plus grands booms de la vente d'armes de l'histoire. Le Chah d'Iran devint le plus grand client de l'industrie militaire américaine. Commentaire du *New York Times*, en 1973, à la suite d'une commande de deux milliards de dollars à l'industrie aéronautique :

“... cette affaire est hautement profitable aux Etats-Unis. car elle va permettre aux fabricants d’armes de se tirer de la dépression post-vietnamienne, et elle va aider à combler le déficit de la balance des paiements”.



«Iran = Répression»

Affiche contre le voyage du Chah à Paris

Des contradictions sociales explosives

Le boom du prix du pétrole eut bien sûr des retombées en Iran. La population n'eut droit qu'à voir passer la richesse, mais les riches, eux, s'enrichirent plus que jamais. Autour de l'Etat et de la Cour, des sommets de l'armée bien placés auprès des multinationales, de la haute administration censée répartir la manne et complètement corrompue, se développa encore plus qu'avant toute une clientèle, une couche de parasites, avides des fameux "pétrodollars".

La famille du Chah donnait l'exemple : elle amassa une fortune qui n'a pas été vraiment chiffrée. Lorsque le Chah fut chassé, en 1979, on a parlé de vingt milliards de dollars... Un notable parti des revenus du pétrole, par exemple, avait ainsi disparu

des comptes de la Trésorerie de l'Etat pour prendre secrètement le chemin des banques occidentales.

Par la même occasion, ce fut une époque bénie pour les industriels des pays occidentaux. Un de ces personnages avait déjà dit au journal *Le Monde*, quelques années avant : *“Ici, il n’y a pratiquement pas de limites aux profits”*. L'Iran devint un Eldorado pour les hommes d'affaires. Ils se bousculèrent dans les salles d'attente des ministres.

Les grands de ce monde n'avaient rien à redire au régime du Chah. Les dirigeants russes ne faisaient pas la fine bouche : on échangeait des visites. De même ceux de la Chine, dès lors que le Chah eût reconnu leur gouvernement.

En Occident, aux Etats-Unis en particulier, le Chah était alors présenté comme un grand modernisateur dont les seuls problèmes venaient de ce qu'il gouvernait un pays arriéré.

Mais qu'importait, à ceux qui en profitaient, que, devant les commandes massives, l'infrastructure du pays ne suivît pas, que les entrepôts fussent saturés aux frontières et que les marchandises pourrissent, faute de camions ou de chauffeurs pour les conduire, que des matériels soient abandonnés dans le sable au bord de routes d'ailleurs insuffisantes. Et qu'importaient aux Grands de ce monde en fin de compte les horreurs et les massacres perpétrés par la Savak. Ce n'était pas leur problème.

La capitale, Téhéran, présentait pourtant un concentré des contradictions sociales en train de devenir explosives. Il y avait en fait deux Téhéran juxtaposés, deux planètes.

Au nord, à l'ombre d'un pouvoir mégalomane qui cultivait la nostalgie impériale et imposait le culte du Chah, des palais, des villas somptueuses, des voitures et des vêtements de luxe. On se transportait pour une réception de Noël à Nice, ou pour un déjeuner à Munich ; les princesses faisaient venir d'Europe

l'eau minérale pour leurs chiens. Le bon ton voulait qu'on exhibât sa richesse et qu'on rivalisât avec ostentation dans l'imitation du mode de vie et des mœurs de la grande bourgeoisie occidentale.

Mais tous ces riches et ces récents enrichis dansaient sur un volcan. Depuis les années cinquante, la population totale de l'Iran s'était multipliée par deux, dont la moitié désormais dans les villes. Téhéran, avec quelque chose comme cinq ou sept millions d'habitants, avait pratiquement quintuplé sa population en vingt ans.

Les paysans chassés des campagnes par la misère, l'endettement ou l'absence de tout travail, y avaient massivement afflué. Et le sud, c'était d'abord des zones de logements-taudis pour les plus favorisés, si on ose dire, les ouvriers ayant un emploi relativement stable, même misérablement payé ; et puis des zones entières de bidonvilles proliférant jusque sur le désert, sans eau, sans électricité, où survivait dans l'espoir d'un emploi occasionnel une population déracinée, qui avait quitté des villages en retard de plusieurs siècles pour rejoindre le 20^e siècle : le 20^e siècle, en effet, car tel est le visage qu'il offre aux masses de plus en plus considérables des agglomérations du Tiers Monde, celui du dénuement le plus total.

De ce que les dirigeants appelaient la modernisation de l'Iran, les masses populaires ne pouvaient voir que le mépris et l'arrogance des privilégiés, quand ce n'était pas la brutalité et la contrainte. L'Occident et le Chah se retrouvèrent associés dans la même haine. Ainsi que, du même coup, tout ce qui se réclamait du modernisme, puisque c'était les exploiters, les profiteurs et plus généralement les privilégiés, qui se faisaient les porteurs des idées irrégieuses et des mœurs nouvelles...

L'opposition à la dictature

Les forces politiques nationales qui avaient marqué la période de l'après-guerre avaient été réduites au silence. Pourtant, dans les années soixante, une relève de gauche s'était forgée au sein de la jeunesse universitaire. Des petits groupes clandestins de discussions débattaient de la Chine, du Vietnam, de l'Algérie, de Cuba, lisaient Régis Debray et Franz Fanon, critiquaient l'électoratisme et l'attentisme de leurs aînés du Toudéh et du Front National mossadeghiste, et se voulaient pour la plupart marxistes.

Juin 1963 : Khomeiny contre le Chah

De leur côté, au début des années soixante, les religieux, et surtout les jeunes mollahs, discutaient beaucoup eux aussi, en particulier du rôle que le clergé devait jouer, selon eux, dans la vie politique.

C'est alors que Khomeiny se lança dans l'opposition ouverte, lorsque le Chah entreprit sa "Révolution Blanche". Une partie des religieux se sentait sans doute lésée par les projets de réforme agraire, mais Khomeiny axa ses anathèmes surtout contre le projet de loi électorale qui donnait aux femmes le droit de vote, et aux minorités non-musulmanes l'accès aux postes publics. Il déclarait y voir un "complot des impérialistes et des sionistes".

Dans un premier temps, Khomeiny proposait apparemment un compromis : "Pourquoi le gouvernement essaie-t-il, par tous les moyens, de s'aliéner le soutien du clergé ? Pourquoi ne se repose-t-il pas plutôt sur lui ?... Il refuse de comprendre que sans le clergé le pays n'a pas de colonne vertébrale...".

Mais le roi traita tous les mollahs de "sodomites" et d'"agents à la solde des Britanniques". Khomeiny, lors d'un discours incendiaire, dénonça publiquement le monarque : "*Monsieur le*

Chah, votre Excellence, vous n'êtes qu'un misérable". Son arrestation, le 3 juin 1963, déclencha des émeutes et des manifestations de masse que le Chah fit réprimer dans un bain de sang. En 1964, Khomeyni, relâché, lança de nouveau des attaques, cette fois contre des privilèges accordés aux Américains vivant en Iran. L'impérialisme américain, ennemi n° 1 de tous les musulmans, devint un de ses principaux thèmes, en même temps que la détresse du peuple. Du coup, il fut envoyé en exil, d'abord en Turquie, puis en Irak.

En Iran, Khomeiny laissait des disciples qui maintenaient les contacts, qui collectaient des fonds en son nom, et qui poursuivaient la propagande et l'agitation politiques dans des sortes de cellules clandestines ayant pour couvertures des activités éducatives ou des associations islamiques relativement à l'abri de la répression - un réseau militant dirigé par l'ayatollah Motahari. Ce réseau restait assez lâche, ne représentant encore qu'une minorité du clergé.

Les mouvements de la guérilla

Les Modjahedines du Peuple

Les événements de 1963 donnèrent naissance à une autre formation politique d'opposition radicale en Iran. En 1961, Mehdi Bazargan, un proche de Mossadegh, et militant musulman, et un ayatollah qui était resté fidèle à Mossadegh jusqu'au bout, l'ayatollah Taleghani, avaient fondé un Mouvement de la Libération de l'Iran. Ils préconisaient un Islam rénové, combinant ses valeurs traditionnelles avec une phraséologie socialisante.

Mais la répression sanglante de Juin 1963 convainquit un certain nombre de jeunes de ce mouvement qu'on ne pourrait venir à bout de la tyrannie du Chah que par une lutte armée. Ces jeunes musulmans fondèrent en 1965 l'Organisation des

Combattants du Peuple d'Iran, les Modjahedines du Peuple. La plupart des Modjahedines furent des intellectuels et des étudiants issus le plus souvent de familles de la petite-bourgeoise traditionnelle et pieuse. Eux aussi, comme les étudiants de gauche, les Feddayin, étaient influencés par les luttes de l'Algérie, du Vietnam, de Cuba, plus tard des Palestiniens. Ils se disaient progressistes et révolutionnaires, mais se référaient à l'Islam :

« Notre organisation est arrivée à la ferme conclusion que l'islam et spécialement le chiisme jouera un rôle majeur comme source d'inspiration pour amener les masses à rejoindre la révolution ».

Ces thèmes furent particulièrement popularisés à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, par un penseur politico-religieux revenu d'Europe, Ali Shariati. Il exaltait tout particulièrement dans le chiisme le culte du martyr, moteur de l'histoire selon lui. Il dénonçait la faillite de la démocratie bourgeoise occidentale, et mettait l'accent sur la nécessité pour la jeunesse de retrouver son "identité culturelle" que l'intoxication pro-occidentale de la dictature risquait de lui faire perdre, selon lui.

Les Fédayines du Peuple

Le groupe qui prit plus tard le nom de "Feddayin du peuple d'Iran" se forma dans le milieu de ces années 60, à l'initiative de jeunes intellectuels, dont certains venaient des milieux proches du Toudéh et d'autres de l'aile gauche, laïque, du Front National de Mossadegh. Pour leur programme, le mieux est sans doute de les citer :

“Après mûre délibération, nous arrivâmes à la conclusion qu'il était impossible de travailler parmi les masses et de créer de grandes organisations du fait que la police avait pénétré tous les secteurs de la société. Nous décidâmes

que notre tâche immédiate était de former des petites cellules et de nous lancer physiquement à l'assaut de l'ennemi de façon à détruire l'atmosphère de répression et à montrer au peuple que la "lutte armée" était la seule voie de libération possible".

Ou encore :

"...une guerre de guérilla est nécessaire, non seulement pour la victoire militaire, mais aussi pour mobiliser les masses".

1971-1977 : l'impasse de la guérilla

Le 8 février 1971, un poste de gendarmerie, dans la région montagneuse et forestière du Guilan, fut attaqué par un groupe de Feddayin. Ce fut le signal du déclenchement des opérations de guérilla auxquelles les Feddayin, comme de leur côté les Modjahedines, se livrèrent jusqu'en 1977 en Iran, avec un héroïsme sans limites. Désormais, les affrontements meurtriers avec la Savak ou l'armée, les attaques de banques, les assassinats de personnalités militaires ou policières, iraniennes et américaines, les attentats à la bombe contre des sièges de la police, des locaux de compagnies britanniques ou américaines, n'allaient plus cesser non plus que les arrestations, les tortures à mort et les exécutions.

Cinq à six ans plus tard, l'espoir que les hauts faits des jeunes combattants provoqueraient l'étincelle d'où jaillirait le soulèvement des masses ne s'était pas matérialisé. Et quand, en 197-1978, ils jugèrent bon de décréter la pause des opérations de guérilla, ils reconnurent qu'ils restaient largement coupés de ces masses de plus en plus considérables de pauvres, au sein desquelles gagnait en influence un clergé dont personne ne contestait la démagogie religieuse.

Et pourtant, les Feddayin comme les Modjahedines avaient réussi à survivre en tant que groupes. Malgré les morts par

centaines qu'ils laissèrent dans ce combat, ils avaient recruté régulièrement de nouveaux membres. Ils avaient des armes, des publications clandestines, des cellules dans les universités, parfois aussi des militants dans les usines et les quartiers.

De son côté, le Toudéh, qui avait souffert politiquement du soutien que l'URSS apportait au Chah, semble également avoir retrouvé une certaine implantation clandestine en Iran à cette époque, à l'université de Téhéran et dans les grands centres industriels.

La montée du mécontentement

A partir de 1975, l'inflation s'accéléra. Les exportations pétrolières chutèrent en 1977 de près de 30%. La hausse considérable des loyers commença à rejeter de nombreux petits salariés eux aussi dans la périphérie. L'arrêt d'un certain nombre de grands projets en cours entraîna un accroissement du nombre des sans-travail.

De son côté, une partie de la bourgeoisie du Bazar commençait à regimber. La manne pétrolière lui passait largement sous le nez. Dans la concurrence avec ceux qu'elle appelait les "pétro-bourgeois" pour l'accès aux affaires lucratives, au crédit des banques de l'Etat en particulier, elle était moins bien placée.

Cette petite-bourgeoise marchande traditionnelle se sentait d'autant plus lésée que le Chah lança alors des attaques contre le Bazar et ses boutiques "mangées par les vers", comme il disait. Le Bazar était d'ailleurs la victime désignée de la démagogie du Chah, qui parla même d'imposer l'amélioration de la condition de ses salariés, et entreprit de lui faire porter le chapeau pour la hausse des prix. En 1975-1977, parmi les petits patrons, commerçants et colporteurs, deux cent mille furent frappés d'amendes, 23 000 furent déportés de leur ville, 8 000 connurent la prison.

Dans le même élan, le Chah marcha alors sérieusement sur les

plates-bandes du clergé chiite. Il réduisit brutalement les subventions officielles pour l'entretien des mosquées et des écoles coraniques. Il lança une offensive contre les dispositions islamiques en matière de famille, contre les jeunes filles qui portaient le voile à l'université, contre ce qu'il appelait "la réaction noire" des mollahs, dont certains furent emprisonnés et même assassinés. La plus grande partie du clergé allait militer désormais pour le renversement du Chah.

En 1977, il y avait, selon Amnesty International, entre 25 000 et 100 000 prisonniers politiques en Iran. Pourtant, à la suite des déclarations du président américain Carter sur la nécessité de respecter les Droits de l'Homme, des intellectuels commencèrent à ouvrir la bouche. Ils réclamèrent la reconnaissance de la Société des Ecrivains Iraniens, clandestine depuis 1969. Ils organisèrent une série de soirées culturelles à l'Institut Goethe de Téhéran, où des milliers de gens écoutèrent des poésies à la gloire de la liberté.

En décembre, presque toutes les universités étaient soit en grève, soit fermées. Du coup, l'ancienne opposition des Mossadeghistes se réveilla, elle aussi, et un nouveau Front National fut reconstitué.

Ce regain d'activité politique au sein de l'intelligentsia avait pour thème la reconnaissance des Droits de l'Homme, la correction des abus, l'application de la Constitution restée toujours formellement en vigueur. Cela demeurait très modéré. Mais le soulèvement des masses changea tout.

Signes précurseurs la multiplication des grèves d'une part; et de l'autre, des batailles rangées de plusieurs heures, qui se multiplièrent pendant l'été 1977, dans les bidonvilles de Téhéran, en réaction aux destructions et aux expulsions décidées par les autorités. En représailles, des Feddayin réussirent à faire sauter l'Hôtel de Ville de Rey, au sud de Téhéran. Mais, aux masses populaires qui entraient en

effervescence, il n'y eut que Khomeiny pour à la fois proposer une alternative politique claire, et une forme de lutte impliquant ces masses elles-mêmes.

Les masses dans la rue

Le 7 janvier 1978, le quotidien pro-gouvernemental *Ettela'at* publie un article rempli d'insultes contre Khomeiny. Cela met le feu aux poudres dans la ville religieuse de Qom, où les étudiants en théologie sont mitraillés par l'armée.

Ces événements sanglants de Qom marquent le début d'un cycle de soulèvements et de répression rythmé par les cérémonies commémoratives particulières au culte chiite. En 1978, ces rituels se transforment en actes de protestation politique.

Le quarantième jour après les mitraillages de Qom, des manifestations secouent plusieurs villes, notamment Tabriz. L'armée tire, et de nouveau les morts se comptent par dizaines. Mais la foule a crié "A bas le Chah !"

Les intellectuels et politiciens nationalistes, avec leur modération et leur appel au respect des Droits de l'Homme, sont bien dépassés. Mais les Modjahedines et les Feddayin aussi, avec leurs appareils militaires coupés des masses. Tous laissent les mollahs organiser les manifestations un peu partout, se contentant de s'y rallier, sans chercher à proposer soit autre chose, soit une autre politique.

Pourtant, à partir du mois de mars, on signale des grèves dans une série de villes. Jusqu'au milieu de 1978, les manifestations de rue rassemblent surtout les étudiants, les bazaris, les séminaristes. Désormais la population pauvre des villes entre en scène, y compris les ouvriers d'usines et du bâtiment, et les manifestations deviennent massives.

Les 10 et 11 août, Ispahan se soulève. Malgré une centaine de

morts, malgré la loi martiale, il faut deux jours à l'armée pour en reprendre le contrôle. Et là-dessus, le 19, c'est le drame d'Abadan, capitale de l'industrie du pétrole. L'incendie d'un cinéma en pleine après-midi fait cinq cents morts. Le Chah accuse les religieux intégristes. Mais toute la population attribue cette horreur à la police locale.

Dans l'émoi général, le gouvernement affiche quelques concessions en direction des milieux religieux et promet des élections libres pour l'année suivante. Mais cela ne peut plus rien arrêter. Désormais, les manifestations sont dominées par un cri unanime : "*Mort au Chah!*"

Toute l'opposition alignée derrière Khomeiny

Mais dès ce moment-là, Khomeiny n'est pas seulement occupé à promouvoir une lutte intransigeante contre le Chah. Il l'est tout autant à assurer son hégémonie et son contrôle sur le mouvement populaire. Il déclarait :

« Le mouvement islamique... a été fondé par le clergé avec le soutien de la grande nation iranienne. C'est au clergé qu'il revient de le diriger, à l'exclusion de tout parti, front ou personnalité politique ». Et il menaçait les partis et groupes opposés au Chah qui "avaient rejoint le peuple, uniquement par souci de leur intérêt ».

Or, en face, justement, loin de contester politiquement ou pratiquement à Khomeiny son emprise sur les masses, Toudéh, Modjahedines et Feddayin, sous le couvert d'unité, s'emploient au contraire à lui faire allégeance et à se mettre à sa remorque.

Fin août - début septembre, le Comité Central du Toudéh fait savoir qu'il "invite toutes les forces et les groupes opposés au régime du Chah à former un front de coalition nationale sur la base d'un programme national et démocratique, en mettant de côté toutes les querelles et tous les préjugés, afin de ne pas manquer l'opportunité qui se présente".

Les Modjahedines (si on en croit un ouvrage rédigé à leur gloire par le frère de leur dirigeant, Massoud Radjavi) avaient pour ligne depuis juin :

" La nécessité de l'union de toutes les forces contre la dictature. 2. Tous les slogans doivent être anti-dictatoriaux. 3. Le devoir de toutes les forces progressistes est d'éviter et d'empêcher les divisions. 4. Souligner les cas de désaccord, c'est amener de l'eau au moulin du régime", et enfin : "il faut insister sur le leadership de l'ayatollah Khomeiny en insistant pour que toute négociation en son absence soit condamnée".

Début septembre 1978, c'est la fin du Ramadan. Des défilés de plusieurs centaines de milliers de personnes amènent à nouveau leur lot de morts. Khomeiny appelle à commémorer ces martyrs. La manifestation prévue à Téhéran est interdite. Or un demi-million, un million de personnes peut-être, bravent l'interdiction et répondent à son appel.

Le 8 au matin, la loi martiale est décrétée pour six mois dans les plus grandes villes du pays. L'administration en est confiée au général Oveyssi, le boucher de la répression de 1963. C'est un vendredi, qui restera connu comme le "vendredi noir" : il commence par une tuerie parmi les étudiants rassemblés près de la place Jaléh. Toute la journée, des batailles de rues opposent la jeunesse de Téhéran aux fusils-mitrailleurs et aux mitrailleuses lourdes de l'armée. Il y a, en ce "vendredi noir", deux mille et peut-être quatre mille tués rien qu'à Téhéran.

Ce 8 septembre 1978, une étape est franchie. "Nous tuons le Chah" devient un slogan populaire.

La classe ouvrière entre dans la lutte

Depuis le mois d'août, la classe ouvrière ne fait pas que participer aux grandes manifestations. Un peu partout, les travailleurs se mettent en grève. A la mi-October, ce sont les

trente mille ouvriers de l'aciérie d'Ispahan, de même que ceux de l'usine de tracteurs de Tabriz, ou que les mineurs de charbon. Et dans ces grèves, les revendications sont d'abord politiques : libération des prisonniers politiques, arrestation des responsables du massacre du 8 septembre et des personnalités corrompues, voire dissolution de la Savak.

Le coup le plus dur pour le régime vient de la raffinerie d'Abadan qui s'arrête presque totalement le 18 octobre.

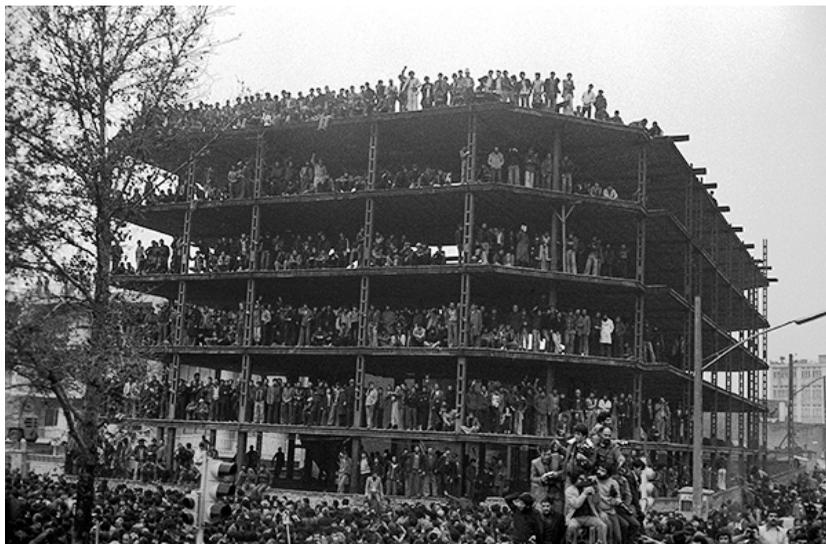
A cette époque, si la population de l'Iran avait doublé par rapport à 1953, le nombre des salariés concentrés dans l'industrie moderne, le pétrole, les mines, la construction et les transports, avait été, lui, multiplié par cinq au moins - entre un million et demi et deux millions de personnes. En général, c'était donc un prolétariat de formation récente, qui n'avait connu que la dictature et qui, s'il avait parfois mené des grèves, n'avait aucune expérience d'organisation.

A Abadan, c'est une classe ouvrière plus ancienne qui - au moins en partie - a connu les grandes luttes pour la nationalisation du début des années 50. Et elle fait même figure de privilégiée, avec la stabilité de l'emploi, de meilleures conditions de travail et de vie. L'entrée des travailleurs du pétrole dans la lutte, à l'automne 1978, a un retentissement particulier.

Ainsi, la classe ouvrière iranienne, bien réelle, entre en lutte aux côtés du reste des masses populaires contre la dictature haïe du Chah. Elle le fait même à sa manière, sur son terrain, dans les usines, par la grève. Et l'attention que lui portent les masses populaires montre le poids potentiel qu'elle pourrait avoir dans le mouvement.

Hélas, il n'y a aucun parti politique pour souligner cette possibilité et lui proposer une politique qui lui permettrait de prendre la tête du mouvement des masses.

Alors, la classe ouvrière peut bien entrer en lutte d'une manière spécifique, se doter même d'organisations autonomes comme des Comités de grève qui surgissent ici ou là, attirer l'attention du reste des masses, elle reste noyée dans le reste du mouvement populaire. Et loin de proposer sa politique et son leadership au mouvement, elle s'aligne au contraire avec celui-ci derrière les mollahs et Khomeiny, aidée en cela par le Toudéh et les Feddayin comme par les Modjahedines, tous ceux en quelque sorte qui avaient prétendu, à un moment ou à un autre, à un degré ou à un autre, être les représentants de ses intérêts.



Une manifestation monstre à Téhéran, 1979

Du “vendredi noir” au “dimanche rouge” de Téhéran

De la mi-octobre jusqu'au 5 novembre 1978, un vent de relative liberté paraît souffler en Iran. Les journaux, après trois jours de grève qui font relâcher la censure, reparaissent à Téhéran et

informent de ce qui se passe en province. A l'université, une foule de jeunes défile à l'occasion d'une semaine de solidarité avec les prisonniers politiques.

Des centaines de ceux-ci sont libérés : ex-guérilleros, bien sûr, mais aussi simples lecteurs d'ouvrages interdits, par exemple jeunes de 16 ans ou vétérans des geôles viennent à l'université raconter leur calvaire. De tels récits, par des personnes souvent mutilées, sont un choc pour beaucoup.

La révolte de la jeunesse devant les cruautés du régime devient plus dure que jamais, sa politisation s'accroît aussi. Des sortes de manifestations politiques concurrentes sur le campus attestent de la lutte des idées entre la gauche et les Modjahedines en particulier, quelquefois au bord de l'affrontement, mais s'ils se livrent à une compétition entre eux, ces différents groupes ne le font pas avec Khomeiny, qui reste le leader incontesté, au-dessus de tous. C'était pourtant lui et sa politique qui importaient.

Ces quelques semaines de répit relatif après le massacre du 8 septembre, alors que la grève du pétrole commence à toucher sérieusement le gouvernement à son point sensible, sont brèves.

Au début novembre, même pas deux mois après la proclamation de la loi martiale, une marche silencieuse traverse Téhéran jusqu'à la maison du populaire ayatollah Taleghani qui vient d'être libéré de prison. Le 4, c'est l'explosion des étudiants et des lycéens, des jeunes, qui se répandent en attaquant tous les symboles de l'impérialisme et du régime. L'armée fait à nouveau des dizaines de morts. Le 5, l'armée coupe la ville en deux pour empêcher sans doute que les bas quartiers n'envahissent ceux des nantis. La foule met Téhéran en feu : banques, ambassade de Grande-Bretagne, cinémas. C'est le "dimanche rouge" de Téhéran.

Depuis un mois, Khomeiny se trouve près de Paris, à

Neauphle-le-Château, dans les Yvelines. L'Irak, pour plaire au Chah, l'a en effet expulsé. A Neauphle, entre autres visiteurs, il a reçu Karim Sandjabi, du Front National, et Mehdi Bazargan, du Mouvement de Libération de l'Iran. Le 5 novembre, le matin du "dimanche rouge", Sandjabi annonce qu'il est parvenu à un accord avec Khomeiny, accord sur la base de la volonté d'instaurer un régime "*fondé sur les principes de l'Islam, de la démocratie et de l'indépendance*".

Devant le déferlement populaire, les politiciens du Front National s'alignent complètement eux aussi derrière Khomeiny.

L'armée contre les grévistes du pétrole

Ce même 5 novembre, le Chah nomme un gouvernement militaire, avec le général Azhari à sa tête. Les journaux disparaissent, l'armée quadrille les villes et entend contraindre les travailleurs à reprendre la production du pétrole.

A Abadan, le 4 novembre, un millier de travailleurs occupent les bâtiments de l'administration pendant la nuit. Vers minuit, le gouverneur militaire, contrairement à ses promesses, envoie la troupe. Résultat : 11 blessés dont deux vont mourir. Les enseignants manifestent en solidarité avec les ouvriers. A partir du 7, toutes les nuits, les militaires arrêtent des ouvriers à leur domicile. La direction annonce aux délégués des grévistes : "*Si vous ne reprenez pas le travail, vous serez tués*". L'armée ré-intervient, faisant de nouveaux morts et blessés. Les villes d'Abadan et de Khorramchahr sont en état de siège, particulièrement les cités ouvrières. Un gréviste dit à un journaliste : "*...Il n'y a pas vraiment d'organisation. C'est l'armée qui nous a forcés à nous organiser et même à nous armer. Nous écoutons Khomeiny et nous lisons les tracts des Modjahedines*".

Eh oui, les prolétaires d'Iran étaient au cœur de la lutte, et payaient un lourd tribut à cette lutte. Mais parce qu'ils étaient

sans organisation propre et sans conscience de leurs intérêts spécifiques de classe, ils la menaient non pour eux-mêmes, mais derrière un homme et des partis qui représentaient fondamentalement leurs exploiters, même si à court terme, ils combattaient le même ennemi.

Pendant le mois de novembre, la production de pétrole remonte sensiblement. Mais les travailleurs des champs de pétrole et des raffineries ne sont pas matés. La grève reprendra au mois de décembre. Cette grève, jointe à toutes les autres à travers le pays et la paralysie des exportations, donnèrent bien le coup de grâce au régime impérial, et à ce titre, les ouvriers grévistes eurent droit à force coups de chapeau de la part de l'opposition au Chah.

Quelques témoignages laissent pourtant penser que les khomeynistes rencontrèrent des difficultés, en particulier lorsqu'ils voulurent faire assurer la production pétrolière à usage interne.

Mais pour que la classe ouvrière constitue une force politique indépendante, il aurait fallu bien autre chose que les réticences et les méfiances de la part de certains travailleurs. Il fallait une politique qui lui permette de se constituer en force autonome, dans un premier temps, pour, dans un second, être capable de mener une lutte laïque autonome pour la classe ouvrière. Ils n'avaient pour eux-mêmes aucune autre perspective que le suivisme vis-à-vis de Khomeiny.

Les journées de décembre 1978

Pendant ce temps, alors que le pétrole venait à manquer même dans les demeures impériales, l'aéroport international de Téhéran était le théâtre depuis plusieurs semaines d'un véritable défilé de grands du régime, de princesses, d'anciens ministres, de milliardaires, de familles entières de la grande bourgeoisie, qui fuyaient le pays : plus de cent mille entre le

début d'octobre et la fin décembre. A la mi-septembre, déjà, les employés de la Banque Centrale donnaient une liste de 177 personnages ayant transféré, d'après eux, plus de deux milliards de dollars à l'étranger.

Malgré le gouvernement militaire, l'approche du mois de décembre fait monter la tension. Dans le calendrier en vigueur en Iran, c'était le mois de Moharrem, mois de deuil religieux.

Le Chah décide d'interdire les manifestations traditionnelles. Khomeiny enjoint de ne pas hésiter à verser son sang pour protéger l'Islam et renverser le tyran. Le 1^{er} décembre, alors que les grévistes de l'électricité plongent Téhéran dans l'obscurité, des millions de gens montent sur les toits des maisons malgré le couvre-feu, et pendant des heures scandent *"Allah est le plus grand"*. Certains même, hallucinés, affirment avoir vu le visage de Khomeiny se dessiner dans la lune, et le Toudéh n'a pas peur d'écrire dans son journal :

« Nos masses laborieuses, en lutte contre l'impérialisme dévorant conduit par les Etats-Unis assoiffés de sang, ont vu le visage de leur bien-aimé imam et guide, Khomeiny, le briseur d'idoles, apparaître dans la lune. Ce ne sont pas quelques grincheux qui pourront nier ce que toute une nation a vu de ses propres yeux ».

Certes, les plus hallucinés n'étaient pas dans les rangs du peuple...

Et ce n'est pas sous l'effet d'hallucinations que les jeunes se battent dans les rues pendant cinq jours consécutifs, alors que l'armée tire, et que les journalistes voient des employés municipaux laver le sang dans les rues à grands jets d'eau, sous la surveillance des chars.

Lors des journées dites de Tassua et Achura, les 10 et 11 décembre, l'ayatollah Taleghani appelle à une procession et la plupart des organisations d'opposition, le Front National, les

associations des professions libérales, etc. appellent à s'y joindre. Et si le peuple des quartiers pauvres, en particulier ses jeunes et ses très jeunes, continue de fournir les participants les plus actifs, cette fois les gens des classes moyennes occidentalisées, des femmes élégantes, des messieurs en beaux manteaux et en cravates, descendent des quartiers plus calmes pour marcher aussi à travers la capitale.

Le 10, une foule évaluée à un million et demi ou deux millions de personnes ; le 11, encore plus de monde, y compris parfois des militaires, sont rassemblés. Les femmes musulmanes, dont la masse est constituée par les femmes des *bazaris*, défilent en rangs séparés de ceux des hommes, tout en noir dans leur tchador.

Mais il se trouve aussi bien des intellectuelles, des médecins, des professeurs, pour s'emprisonner elles-mêmes dans cette tenue - pour retrouver, disent certaines, leur "iranité" et communier avec le peuple dans l'allégeance à Khomeiny.

L'armée, qui a dû s'abstenir d'intervenir à Téhéran pendant ces deux jours, se venge sauvagement en province dans les jours suivants. Elle déclenche un massacre à Ispahan, tire sur les personnes qui vont donner leur sang dans les hôpitaux, poursuit les brancardiers jusque dans les salles. A Machhad, les militaires attaquent carrément l'hôpital, tuent, blessent et saccagent. Même les médecins ex partisans du Chah finissent par se révolter. La foule, elle, lynche le chef local de la Savak.

Le retour de Khomeiny en Iran

Au début de 1979, le Chah trouve un grand bourgeois, Chapour Bakhtiar, en rupture de ban avec le Front National, pour former un gouvernement civil. Mais le 11 janvier, tout un symbole, c'est Washington qui annonce que le Chah va prendre des vacances à l'étranger.... Le 19, Khomeiny ordonne une grande manifestation qui réclame le départ de Bakhtiar et

l'établissement d'une République Islamique. Ce n'est qu'alors, le 22 Janvier 1979, que les Feddayin organisent une manifestation indépendante. Auparavant, ils avaient toujours défilé derrière les portraits de Khomeiny. Cette manifestation rassemble dix mille personnes, que les bandes d'activistes, ou plutôt de gros bras islamiques, attaquent au cri bien significatif de "Il n'y a pas d'autre parti que le parti de Dieu".

Le retour de Khomeiny donne lieu à un immense déferlement humain des millions de personnes, de l'aéroport jusqu'au grand cimetière au sud de la ville, où l'ayatollah prononce un long discours dans lequel il s'adresse particulièrement aux sommets de l'armée : *"Nous voulons que vous soyez indépendants, monsieur le général, monsieur le colonel, préférez-vous être des valets? Nous avons dit à votre place que nous ne voulions pas que l'armée soit dominée par les Américains, que nous voulions que vous soyez maîtres chez vous... Qui a dit que nous allions vous supprimer? Nous voulons garder l'armée, mais une armée qui soit au service du peuple, pas des autres"*.

Il est difficile d'être plus clair. Khomeiny voulait arriver au pouvoir avec l'accord des chefs de l'armée. Significativement, il avait attendu le feu vert de l'armée pour revenir en Iran, c'est-à-dire que concrètement elle cesse de bloquer l'aéroport. Il y avait fallu des manifestations populaires, mais Khomeiny avait attendu le temps nécessaire. Jamais il n'a été question pour lui de porter atteinte à l'armée. Quand l'état-major ordonnait des massacres à répétition, c'est les mains nues qu'il envoyait la population contre une armada de blindés.

A Neauphle-le-Château, il s'opposait à certains de ses conseillers qui parlaient de résistance armée. Un de ses messages enregistrés sur ses fameuses cassettes vaut la peine d'être cité :

« ... Comment (les soldats) peuvent-ils refuser d'obéir quand ils sont tenus par la discipline de l'armée ? Mais le

jour viendra où ils se libéreront de la discipline du Diable pour rejoindre celle de Dieu. Si on leur ordonne de tirer sur vous, dénudez vos poitrines. Votre sang et l'amour que vous leur manifesterez en mourant emporteront leur conviction. Le sang de chaque martyr réveillera des milliers de vivants ».

De l'Etat du Chah, il ne lui importait que de couper la tête, en somme. Il ne fallait pas que les masses en révolution risquent d'en briser le bras armé. Le nouveau régime pouvait en avoir besoin ! Sur ce point décisif, aucune force ayant une existence sensible, et pas davantage les Feddayin que les autres, ne s'est distinguée de la politique de Khomeiny.

On peut pourtant penser que, vu l'ampleur et la détermination du mouvement populaire, des initiatives en direction des soldats en vue de faire passer une partie de leurs armes dans les mains de la population auraient pu être possibles.

On peut d'autant plus le remarquer que l'extrême gauche iranienne avait dans le passé déclaré vouloir amener le peuple à la lutte armée...

Alors même que le Chah est enfin parti, que le "Conseil de Régence" qu'il a laissé derrière lui ne représente absolument rien, que les manifestants s'exaspèrent et commencent parfois à réclamer des armes, Khomeiny et son entourage sont en contact avec des représentants des Etats-Unis et les chefs de l'armée; ils négocient une passation de pouvoir en douceur.

Février 1979 : l'insurrection de Téhéran

L'intervention des masses va couper court à ces négociations secrètes. C'est l'insurrection de Téhéran, les 9, 10 et 11 Février 1979, qui, au prix de nouvelles vies, contraint finalement Bakhtiar à céder la place au contre-gouvernement khomeyniste présidé par Bazargan. Le soir du 9 février, les soldats d'élite de la Garde Impériale, baptisés les "Immortels", lancent une

expédition punitive contre une base de l'Armée de l'Air, dont un millier de militaires se sont la veille ralliés publiquement à Khomeiny. La population alertée arrive en masse au secours de ceux-ci. C'est le point de départ de l'insurrection. Toute la ville se soulève.

Alors que les "Allah est le plus grand" emplissent l'air, la foule prend d'assaut les dépôts d'armes, les bâtiments publics, les commissariats, les casernes, les uns après les autres. Des barricades surgissent un peu partout. Des enfants attaquent des chars avec des cocktails Molotov.

Très souvent, Feddayins et Modjahedines sont à l'avant-garde, voire à l'initiative des différentes actions. Le peuple insurgé se rend enfin maître de Téhéran.

Le 11, les chefs suprêmes de l'armée annoncent leur neutralité. Bazargan déclare à la télévision : *"Le chef d'Etat-major, dans un entretien personnel, a affirmé sa collaboration avec mon gouvernement"*. C'est de l'Etat-major que l'équipe de Khomeiny entendait en effet voir venir la décision. Et Bazargan demande aux citoyens d'accueillir les "frères soldats et officiers".

Le lundi 12 février 1979, la monarchie est abolie en Iran. Bazargan s'installe dans le palais du Premier Ministre.

L'insurrection de Téhéran avait de quoi inquiéter Khomeiny. Il ne l'avait ni préparée, ni voulue.

En 48 heures, la population de Téhéran en armes a imposé ce qu'elle n'avait pas pu obtenir par des mois de manifestations pacifiques. Malheureusement, ce qu'elle a imposé, ce n'est pas son propre pouvoir.

Khomeiny établit sa dictature

La révolution aussitôt commencée est aussitôt déclarée terminée par ceux qu'elle a portés au pouvoir. Khomeiny ordonne d'empêcher que "les armes tombent aux mains des

ennemis de l'Islam". *"Je n'ai pas encore donné l'ordre du djihad"*, proclame-t-il (c'est-à-dire de la "guerre sainte" des musulmans).

Malheureusement, si les masses populaires de Téhéran ou d'autres grandes villes d'Iran se sont armées *malgré* Khomeiny, c'est tout de même en son nom qu'elles l'ont fait, et pour son compte.

Dès les jours suivants, les Comités mis en place par les religieux dans les quartiers et les lieux de travail, les Comités Khomeiny, s'employèrent à poursuivre la récupération systématique des armes. Les miliciens islamistes eurent le droit de tirer sur les personnes circulant armées sans autorisation.

Dès le 19 février, Khomeiny déclarait: *"Je n'admettrai pas l'anarchie"*.

Parallèlement, l'autre mesure d'urgence du nouveau régime fut d'appeler "nos chers ouvriers", comme disaient les religieux, à reprendre le travail, en particulier la production pétrolière.

Bien sûr, il fallut sacrifier des têtes, exécuter quelques fournées d'officiers, de responsables, de policiers et de *savaki* trop haïs et trop compromis avec le régime du Chah.

Ce n'était que la part du feu indispensable. L'armée, certes ébranlée par l'insurrection de Téhéran, mais que l'état-major, en se ralliant relativement vite, avait préservée pour l'essentiel, la haute administration et une bonne partie de la Savak, sortirent de cette épuration globalement intacte. Dès le 18 avril, Khomeiny proclamait une "journée de l'armée" avec défilé à Téhéran. En juin, il annonçait une amnistie en faveur des militaires et des policiers, et, à partir de juillet, il devenait interdit de porter plainte contre eux.

De même, la Savak fut remplacée par la Savama, mais si le sigle changeait, beaucoup de ses membres restaient les mêmes.

Cependant, la hiérarchie militaire avait été l'enfant chérie du Chah ; ses membres avaient été formés aux Etats-Unis, et Khomeiny ne pouvait à juste titre que craindre des complots de sa part. Ainsi, après le raid américain contre l'Iran en avril 1980, on apprit que plus de deux cents militaires iraniens avaient participé à une conjuration.

Ce problème posé par l'armée fut sans doute l'une des raisons qui poussèrent Khomeiny à promouvoir et organiser des corps de répression armés plus directement loyaux à son régime et à sa personne : le corps des gardiens de la révolution, les *pasdaran*, et diverses autres milices islamiques, recrutées en grande partie dans la jeunesse misérable, et encadrées par des milliers de mollahs ou d'apprentis-mollahs. Ces milices avaient, de plus, une possibilité d'encadrer et contrôler la population, ce qui était hors de portée de l'armée.

Durant des semaines, et même des mois, après le renversement de la monarchie, les villes d'Iran, puis plus tard les campagnes, plus sporadiquement, connurent un bouillonnement politique et social. Des comités apparurent dans les quartiers et lieux de travail, généralement impulsés ou en tout cas pris en mains par des militants islamiques, mais traduisant en même temps, y compris de façon déformée, l'aspiration générale de la population à exercer un certain pouvoir. Mais ces comités, structurés au niveau des villes sous la direction de religieux, en vinrent à tenir lieu de police khomeyniste.

Dans les usines, l'effervescence et l'enthousiasme régnèrent pendant quelques temps. Des sortes de conseils de travailleurs, les *Shoras*, apparurent dans un certain nombre d'entre elles. Les ouvriers cherchaient à détecter les agents de la Savak, revendiquaient pour leurs salaires, mais aussi pour pouvoir nommer les dirigeants de leur entreprise lorsque - comme c'était souvent le cas - les anciens avaient mis la clé

sous la porte.

La plupart des *Shoras* n'étaient pas consciemment des structures de contestation, même s'il leur arrivait de gêner la production.

Et même si la classe ouvrière put, durant cette époque, faire quelques pas dans l'apprentissage de la discussion libre et de l'organisation élémentaire, les militants islamiques conservèrent en fin de compte le contrôle de ces comités de travailleurs, qui furent transformés en simples instruments du régime.

Ces comités auraient-ils pu être l'embryon d'organes indépendants de la classe ouvrière ? Peut-être. Mais il aurait fallu que la gauche, qui y avait des militants, propose une autre politique que celle de soutenir le nouveau régime.



Manifestation pendant la révolution iranienne à l'occasion de la journée internationale des femmes du 8 mars.

La première opposition ouverte que le nouveau régime rencontra fut celle des populations opprimées des différentes

minorités, pour lesquelles l'empire des Pahlavis avait été une "prison des peuples": dans le Baloutchistan ; le Turkménistan ; le Khouzestan pétrolier, où la population est en partie arabe et non persane ; et surtout au Kurdistan, avec ses traditions de lutte pour l'autonomie, sinon l'indépendance, où les organisations nationalistes réclamaient une forme d'autonomie.

Et puis les couches petites-bourgeoises occidentalisées des villes, qui s'étaient consciemment ralliées à Khomeiny jusque-là, se sentirent alors atteintes par l'ordre moral qu'il instaura en l'espace de quelques semaines. Une des toutes premières, manifestation de rue qui fut critique par rapport à Khomeiny, eut lieu lorsque celui-ci prétendit imposer à toutes les femmes la porte du voile. Plusieurs milliers d'intellectuelles, employées, étudiantes, manifestèrent dans la rue en signe de protestation, le 8 mars. Les islamistes les attaquèrent avec violence.

La gauche victime de Khomeiny et de sa propre politique

Il était clair que la liberté d'expression politique n'en avait plus pour longtemps. Un référendum eut lieu les 30 et 31 mars pour ou contre la République islamique, qui ne fut perturbé que dans les régions demandant l'autonomie. La République islamique fut proclamée. Le Toudéh et les Modjahedines avalent appelé à voter oui. La gauche et les progressistes continuaient ainsi à courir derrière Khomeiny et à n'avoir pour politique que d'essayer de se faire admettre par le nouveau régime.

Les Modjahedines, qui, comme tous les autres groupes notables, avaient disparu politiquement dans les foules brandissant le portrait de Khomeiny, se déroberent volontairement aux débats d'opinion, durant le printemps 1979, en particulier radio-télévisés, pour ne pas "*désigner clairement les contradictions idéologiques propres au front du peuple*".

Le 1^{er} mai 1979, il y eut quatre manifestations distinctes, d'environ cent mille personnes chacune. La manifestation organisée par le parti de Khomeiny, le Parti de la République Islamique qui venait d'être fondé, se plaçait sous le signe de l'anti-communisme, et le politicien Baní-SAR y invita les travailleurs à renoncer à l'arme de la grève. Les Modjahedines se réfugiaient derrière des citations plus ou moins "sociales" du Coran. Le Toudéh saluait la naissance de la République islamique. Les Feddayin, et d'autres groupes plus petits, se placèrent, eux, sous le signe de slogans hostiles à l'impérialisme, tout en réclamant pour les travailleurs le droit de grève et le droit de participer à la rédaction de la Constitution.

Ainsi, seuls les Feddayin tentèrent de se démarquer un petit peu. Mais il s'agissait bien davantage d'affirmer leur existence que de s'opposer au régime. Leur thème central d'intervention était l'instauration d'une "armée vraiment populaire", d'une "armée pure", comme ils disaient. Et cette épuration "radicale", ils la réclamaient aux comités Khomeiny, au gouvernement Bazargan, à Khomeiny lui-même, qui refusa tout simplement ne serait ce que de les recevoir... C'est seulement au mois d'août, lorsqu'une loi interdit aux journaux de critiquer la révolution islamique et que le pouvoir fit fermer un quotidien libéral, que les organisations progressistes et de gauche réagirent par des manifestations hostiles. Selon le reporter du *Monde*, "le régime a été pris à partie pour la première fois, aux cris de "A bas le fascisme"".

Pas par le Toudéh, qui approuva les mesures contre la liberté de la presse! Il est vrai que, poussant toujours l'allégeance le plus loin, il garda le silence sur la répression des minorités nationales, commencée dès la fin mai contre les Arabes du Khouzestan.

A la fin de l'été, Khomeiny envoya l'armée contre les Kurdes. Le siège de la ville de Mahabad fit environ six cents morts. Les

Gardiens de la Révolution fusillèrent à tour de bras.

Le point final à la mise en place de la nouvelle dictature vint alors. Les organisations de gauche furent interdites et leurs locaux furent assaillis par les miliciens de Khomeiny - les nervis du Parti de la République Islamique, qui se réclament du “parti de Dieu”, les *Hezbollahi*. L’alignement quasi-complet derrière Khomeiny n’avait servi à rien aux partis de gauche, même pas à protéger leur existence formelle.



Exécution sommaire de Kurdes en 1980

L’affaire de l’ambassade américaine

Pourtant, le 4 novembre, survint un nouvel événement. Des étudiants khomeynistes occupèrent l’ambassade américaine de Téhéran, prenant son personnel en otage, pour réclamer l’extradition du Chah, alors à New York.

Cette prise d’otages américains dans leur “nid d’espions”, comme disaient les khomeynistes (une ambassade protégée telle une véritable forteresse en pays ennemi), apparut comme un défi spectaculaire.

La crise, qui se prolongea pendant l'année 1980, vit des grandes manifestations anti-américaines à travers l'Iran. Les groupes démocratiques, progressistes, de gauche, refirent acte d'allégeance à Khomeiny, sous le prétexte que cette affaire prouvait malgré tout qu'il était anti-impérialiste.

Les Feddayin organisèrent des marches devant l'ambassade, ralliant les étudiants islamiques. Ce qui n'empêchait pas les *Hezbollahi* de les attaquer aux cris de "Nous ferons de l'Iran le cimetière des Feddayin", à quoi ceux-ci se contentaient de répondre

"Nous ferons de l'Iran le cimetière des Américains"

Au début de 1980, la majorité des Feddayin abandonna le soutien armé qu'ils apportaient aux Kurdes, et collabora avec le régime, aux côtés du Toudéh. Celui-ci fit voter oui au référendum d'approbation de la Constitution que les experts khomeynistes venaient de mettre au point - ce que ne firent même pas les Modjahedines. C'était une Constitution réactionnaire même par rapport à celle de 1906.

Elle pose en principe que la tâche de diriger est réservée exclusivement aux représentants de Dieu sur la terre. Pour le Toudéh, le programme de Khomeiny "recoupait" le sien "point par point".

Le premier président de la République islamique, élu le 25 février 1980, Baní SAR, poursuivit la répression contre les Kurdes et contre la jeunesse universitaire. Les bureaux des organisations politiques dans les universités furent fermés de force, des *Hezbollahi* armés se déchaînèrent sur les campus, brûlant la littérature de gauche, faisant des dizaines de morts, tandis que des étudiants de gauche se plaignaient de ce que les balles qui les atteignaient eussent été mieux placées dans le corps d'Américains...

La guerre contre l'Irak et la stabilisation de la dictature

Le 22 septembre 1980, l'Irak, hostile au nouveau régime et désireux de se poser en relais du Chah comme gendarme de la région, attaqua l'Iran. Un mois plus tard, l'armée irakienne s'était emparée du port pétrolier de Khorramchahr. La guerre qui se déclenchait ainsi suscita en Iran un profond réflexe nationaliste. Les volontaires affluèrent, y compris des Modjahedines, des Feddayin ; l'armée des volontaires, encadrée par les Gardiens de la Révolution, devint une armée parallèle, une armée des pauvres, inexpérimentés, mal armés, très jeunes, mais qui, par son ardeur et ses sacrifices, permit à l'Iran d'abord de résister, ensuite de contre-attaquer.

La guerre et la mystique nationaliste permirent au régime de militariser la vie sociale. Au nom de l'effort de guerre, les ouvriers qui réclamaient ou, pis encore, qui se mettaient en grève, furent mis au ban de la nation, désignés à la vindicte des pauvres sans travail et des familles des morts sur le front. Des milices contrôlèrent les usines. Le Toudéh et ses alliés appuyèrent l'appel à la production et aux sacrifices des travailleurs.

La guerre permit donc au régime de s'en prendre de front à la classe ouvrière. Et elle permit à Khomeiny d'en finir avec l'organisation des Modjahedines.

Et pourtant ceux-ci ne se résolurent à rompre franchement avec Khomeiny qu'en juin 1981, lorsque, comme leur leader Massoud Radjavi l'a lui-même indiqué, "il n'y eut plus d'autre solution possible". La répression contre eux fut particulièrement acharnée ; ce fut une guerre d'extermination dans laquelle plusieurs milliers de Modjahedines, ou baptisés tels, périrent, souvent sous la torture, et des dizaines de milliers furent emprisonnés. Ils se retrouvèrent réduits à une politique

d'attentats terroristes vengeurs, atteignant spectaculairement une série de puissants du régime. Et leur seule perspective politique consista alors à s'allier avec l'ex-président Banísadr, évincé par Khomeiny en Juin 1981. Ils se réfugièrent d'ailleurs ensemble en France.

De toute façon, le régime de Khomeiny ne peut tolérer aucune concurrence politique, et finalement même pas l'existence d'un parti aussi larbin que le Toudéh. Le tour de celui-ci vint en février 1983. Mille cinq cent dirigeants et cadres furent arrêtés et beaucoup fusillés. Moins d'un an auparavant, son secrétaire général avait adressé aux plus hautes personnalités du régime une lettre ouverte dans laquelle il écrivait notamment:

“Frères honorables... vous n’êtes pas sans savoir qu’après la victoire de la révolution, le parti Toudéh d’Iran a repris ouvertement ses activités suivant la ligne de l’Imam Khomeiny, le guide de la révolution... Vous savez pertinemment que notre rôle fut considérable dans la dénonciation des complots du front uni des contre-révolutionnaires” (il s’agit des Modjahedines et de Baní SAR essentiellement) “et ce grâce à notre expérience et à notre connaissance politico-sociale”.

Lors de la répression, un de ses dirigeants déclara :

“Aujourd’hui, même après l’arrestation de nos dirigeants, notre politique d’appui à la révolution islamique n’a pas changé”.

Nationalisme et populiste d'une dictature réactionnaire

Khomeiny a pris le pouvoir sous le double signe du nationalisme et de la religion. Sa force a été de pouvoir utiliser tout un réseau qui servait, depuis des siècles, de force conservatrice au service d'une société d'oppression et

d'exploitation, celui du clergé chiite, pour encadrer une mobilisation massive et profonde des couches populaires lancées à l'assaut de la dictature. Il a pu utiliser une idéologie réactionnaire, moyenâgeuse, comme drapeau d'une révolte populaire contre l'oppression, l'injustice et la tyrannie. Il a joué sur les préjugés religieux largement répandus et anciens. Mais il a joué aussi sur les aspirations à la liberté et à la justice. Il a su mélanger les uns et les autres, et dans un premier temps tout au moins, sembler donner satisfaction aux uns et aux autres.

Khomeiny a triomphé parce qu'il a apporté aux pauvres un sentiment de revanche sociale. Le régime a mis ceux qu'il appelle les "deshérités" au premier plan de sa propagande. C'est parmi les sans-travail, les misérables, qu'il a recruté ses miliciens, les militants de ses comités. Ce n'est certes pas pour autant que la population détenait le moindre pouvoir, mais ces positions ont apporté sans doute, en tout cas à une partie d'entre elle, la satisfaction d'être au moins considérée.

Aux pauvres, il a apporté aussi un sentiment de revanche politique. Il est devenu l'incarnation du défi des masses populaires d'Iran à la première puissance mondiale, les Etats-Unis d'Amérique.

Pendant 8 ans l'Iran est en guerre, non avec les Etats-Unis, mais avec l'Irak, un autre pays musulman, un autre pays pillé par l'impérialisme. Cette guerre a eu pour effet de stabiliser le régime ; le front, les diverses milices, la bureaucratie de l'Etat emploient de larges fractions de la population et les religieux, en répartissant un minimum de moyens de subsistance, ont renforcé le réseau d'assistance sociale autour des mosquées. Mais elle a eu aussi certainement pour effet d'accroître les difficultés et les misères du peuple iranien.

Avec les exportations pétrolières et la guerre, les affaires ont repris pour les entrepreneurs et les bourgeois, le marché noir

est florissant, il y a des possibilités de s'enrichir. Les mollahs et leur entourage ne sont pas les derniers à se servir. A sa manière, l'Iran de Khomeiny est en train de devenir semblable à l'Iran du Chah. Les puissances impérialistes y ont aussi repris pied, les affairistes internationaux y ont retrouvé des sources de profits.

Et il y a toujours l'armée du Chah, fondamentalement la même. Et si Khomeiny poursuit aujourd'hui la guerre avec l'Irak, réduit à la défensive, cela ne peut avoir d'autre but que de faire la démonstration de sa capacité à s'imposer dans la région, à devenir à son tour le gendarme des peuples. Il poursuit la guerre pour la même raison que Saddam Hussein l'a commencée. Et pour la même raison qui faisait agir le Chah avant lui. Décidément, l'Iran de Khomeiny est bien en train de redevenir semblable à l'Iran du Chah, même si les turbans des mollahs ont encore la préséance sur les uniformes chamarrés des officiers.

Le drame, c'est qu'aucune autre force que le clergé ne s'est posée en candidate pour proposer aux masses déshéritées en révolte d'autres perspectives. La petite bourgeoisie occidentalisationnée les ignorait. Devant leur soulèvement, elle a capitulé. Elle s'est réfugiée dans l'ombre de l'ayatollah, voilée dans le tchador - lâchement. La politique des groupes qui se disaient marxistes ou progressistes, vacillant envers Khomeiny entre le soutien servile et la critique respectueuse, n'a fait que traduire ce comportement.

Il faut dire que si la révolution avait été dirigée par des nationalistes laïcs, du type progressiste - se disant socialistes même - il n'en serait sans doute allé différemment.

Certes, probablement, certains aspects les plus réactionnaires, les plus barbares du régime social auraient été gommés. Le pouvoir direct des religieux, c'est l'obscurantisme et l'inquisition à l'ordre du jour, c'est la réaction au pouvoir.

Cependant, les perspectives de transformation économique et sociale réelles de l'Iran ne pourraient en être bien meilleures. La preuve en est l'autre camp, celui de l'Irak. Là, le pouvoir des laïcs socialisants et progressistes du Baas n'en est pas moins une dictature militaire et policière féroce, écrasant les minorités nationales ; l'oppression et la misère des masses ne sont pas moindres. C'est le nationalisme, que ce soit celui dont ces dirigeants se parent, ou se paraient, d'une auréole progressiste, ou celui qui, comme en Iran, s'est placé sous la férule de ses curés, qui conduit à l'impasse.

Pourtant les masses ne sont pas vouées par on ne sait quelle fatalité à emprunter la voie de la réaction. Il n'est pas inévitable que leurs aspirations à l'égalité et à la dignité, à une vie meilleure à vivre, soient récupérées par des bandes noires.

La classe ouvrière mondiale a d'autres perspectives à leur offrir, des perspectives d'avenir et de progrès. Et la classe ouvrière des pays pauvres fait partie de la classe ouvrière mondiale, On l'a vu en Iran, elle peut avoir un rôle important, décisif, à jouer. La classe ouvrière iranienne a montré sa force dans le cours des événements. Elle a su par ses grèves, montrer qu'elle existait, qu'il y a dans ses rangs des travailleurs courageux, responsables, organisateurs malgré la difficulté de la lutte qu'ils ont eue à mener. Mais il ne s'est pas trouvé de force révolutionnaire conséquente, ambitionnant pour elle un autre rôle, autrement enthousiasmant, que celui de servir de troupes dans une croisade de curés pour le pouvoir.

Car pour que cela soit possible, ce qu'il lui faut, ce ne sont pas des militants petit-bourgeois coupés des masses, et surtout au fond purement nationalistes, même quand ils se disent marxistes, mais une organisation révolutionnaire communiste militant sur le terrain et le programme du prolétariat international.

Houshang SEPEHR - Mars 1998

Partie 2

La République islamique d'Iran en 21^{ème} siècle*

* Les articles par des collaborateurs de la Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran. www.iran-echo.cm

Les héritiers de Khomeini affrontent les étudiants*

Par Houshang SEPEHR, 4 mars 2000

Les démonstrations massives d'étudiants qui ont secoué Téhéran et les autres villes au cours de la seconde semaine de juillet représentent un changement important en Iran.

L'histoire contemporaine de l'Iran est pleine d'événements similaires contre les régimes despotiques. La révolution de 1979, rappelons-le, avait germé, s'est développée et avait été soutenue essentiellement dans les universités.

Même Khomeini, dont nombreuses sont les citations qui ne témoignent d'aucune sympathie envers les étudiants et les universités, était plein de louanges pour les étudiants en septembre 1979, six mois après la chute du Chah : « Les étudiants iraniens, qui avaient affronté les privations, la torture et les épreuves durant de longues années d'oppression par le régime du Chah ont été soumis à toutes les formes de pression, à la détresse et à l'intimidation parce qu'ils ont osé se soulever contre la dictature, le despotisme et qu'ils ont refusé de se soumettre aux forces du mal ».

Mais six mois plus tard, quand il eut compris qu'il ne pourrait pas manipuler les étudiants à sa guise, le même ayatollah Khomeiny qualifiait les universités de « centres de corruption » propices aux « rêveries licenciées ». Il leur déclarait la guerre, lançait contre eux sa sanglante « révolution culturelle » et déclarait que « Tous les problèmes affligeant l'humanité ont leurs racines dans les universités ». C'est dans une telle atmosphère que le régime mobilisait ses forces paramilitaires qui investirent les universités, en avril 1980, sous le prétexte de

* Par Houshang SEPEHR, paru dans *Inprecor* N° 482, 2000-03-04

les « islamiser » par une « révolution culturelle ». Il réalisait ainsi deux objectifs : il « purgeait » la sphère éducative des partisans d'opposition, qui constituaient la grande majorité des étudiants et des enseignants, et, en recourant à ses bandes paramilitaires, il instaurait sa loi et son ordre dans le pays.

Presque vingt ans plus tard le régime a essayé d'employer la même méthode dans une situation entièrement différente.

Au cours des deux décennies passés, le régime islamique n'est pas parvenu à laver les cerveaux de la population, bien qu'il se soit assuré le contrôle absolu des universités et d'autres centres culturels et éducatifs, qu'il ait imposé une idéologie islamique et son respect absolu à tous les secteurs de la société et qu'il ait eu recours à une politique d'inquisition moyenâgeuse. Cette résistance culturelle est une menace constante pour le régime islamique.

Le régime sait parfaitement que les revendications de liberté, de démocratie et de justice sociale, portées par les étudiants, sont celles du peuple iranien tout entier. Aussi il a répondu par la répression féroce. Notons que les deux fractions du régime islamique les « fondamentalistes », partisans du pouvoir despotique absolu, et les dits « modérés », qui tentent de préserver aussi longtemps que possible le régime vacillant en ravalant sa façade se sont unies dans la répression de la mobilisation populaire.

Un régime en crise

Après deux décennies du règne du régime islamique l'économie iranienne est aux abois. Près de dix années de réforme économique, menée par l'aile "modérée" du régime incarnée par l'ex-président Rafsanjani, pour répondre aux exigences de la finance internationale et d'organisations telles le FMI et la Banque Mondiale, n'ont pas amélioré la situation.

La corruption a submergé le régime. Nombre d'officiels se sont

immensément enrichis au travers du marché noir, favorisé par le monopole étatique du commerce extérieur. D'autres sont devenus très riches en achetant à très bas prix les industries nationalisées. Le cas de Rafighdoost, ex-chef des pasdarans, qui dirige aujourd'hui la plus grande entreprise étatique en Iran et passe pour un des rares hommes de confiance de Khamenei, est à ce titre exemplaire. Il y a quelques années sa participation dans le scandale du transfert de la somme astronomique de 123 milliards de Rials vers une banque suisse avait provoqué une tempête en Iran. Il est toujours à son poste.

Dépendant des exportations pétrolières, le budget iranien est déficitaire lorsque le cours du pétrole baisse, comme ce fut le cas jusqu'à récemment. Une dette étrangère d'environ 16 milliards de dollars et un endettement courant de la Banque centrale, qui s'élève à 11 milliards de dollars, pèsent sur l'économie du pays et sur les marges de manœuvre du régime. Qui plus est, l'industrie pétrolière vieillissante nécessite des investissements importants : les besoins de l'Iran pour les investissements dans le seul secteur pétrolier sont estimés à 100 milliards de dollars au cours des dix prochaines années.

Le chômage touche de plus en plus largement la population. En absence de statistiques fiables, beaucoup d'analystes estiment le taux de chômage à 40 %, voire plus. La population iranienne s'est accrue rapidement depuis la révolution. Aujourd'hui la moitié des 65 millions d'Iraniens ont moins de 18 ans et on estime qu'il faudrait créer un million de nouveaux emplois chaque année pour embaucher cette jeunesse. Or la croissance du PNB diminue. Estimée à 5 % il y a trois ans, à 2,5 % en 1997, elle aurait été de 0 % l'an dernier. Le problème du chômage est particulièrement aigu parmi la jeunesse urbaine. Et les jeunes diplômés sont particulièrement sensibles à l'absence de débouchés.

Une tentative de laver l'opprobre

Rappelons que, lorsque le régime fut obligé d'accepter la fin de huit ans de guerre avec l'Irak, il avait liquidé plus de 10 000 prisonniers politiques en quelques jours, un acte de barbarisme sans précédent, pour venger son humiliation. Il décidait alors de liquider aussi ses adversaires politiques à l'étranger et lançait de vastes activités terroristes à travers le monde, assassinant plus de cent oppositionnels émigrés. Il s'agissait pour lui d'une mesure préventive, visant à étouffer toute critique à l'étranger et dans le pays.

Mais il est allé trop loin et s'en est vanté trop bruyamment, ce qui eut pour résultat sa condamnation au niveau international. En juillet 1996, cinq des personnalités les plus proéminentes du régime étaient officiellement condamnées par une cour allemande, pour avoir organisé les assassinats des activistes de l'opposition politique à l'étranger.

A la recherche désespérée de crédits auprès d'organisations internationales, le régime n'avait d'autre choix que de chercher à donner le change par une initiative susceptible d'améliorer son image à l'étranger.

C'est précisément dans ce contexte politique et économique que la population iranienne s'est vue offrir la chance de participer à la farce que le régime islamique appelle « élection présidentielle » Normalement les élections sont considérées comme un moyen d'exercer la liberté politique visant à choisir le gouvernement.

Dans le régime islamique elles n'ont pour rôle que de prolonger, d'approfondir et de renforcer la dictature. C'est donc une imposture et une fraude. Normalement les élections sont un moment où la liberté politique atteint son comble. L'élection présidentielle de 1997 fut préparée dans une telle atmosphère de répression, de crainte et de terreur que même Moussavi, qui fut premier ministre entre 1980 et 1988 mais n'appartenait pas

à la fraction dominante, n'a pas osé être candidat. Ces derniers furent triés sur le volet.

Des 234 candidats éventuels seuls quatre ne furent pas rejetés comme inaptes par le Conseil constitutionnel, qui est un chien de garde de la constitution islamique. Parmi les refoulés figurait l'ex-porte-parole du parlement islamique et l'ex-premier ministre. Les quatre candidats sélectionnés furent : Nateq-Nouri, alors porte-parole du parlement islamique, candidat réel du régime ; Khatami, qui avait été en charge du ministère (d'importance secondaire) de la propagande islamique entre 1980 et 1988, un inconnu du public et hors de la scène politique depuis dix ans ; le troisième candidat était l'ex-ministre de la sécurité de très mauvaise réputation ; le quatrième n'avait pas de passé connu.

Khatami président d'un peuple qui a dit « non ! »

Notons que ni durant la campagne électorale, ni depuis lors, Khatami n'a fait de promesses démocratiques, se limitant à vouloir «appliquer de loi» (de la République islamique), d'empêcher quelle ne soit enfreinte et de promouvoir l'ouverture dans le cadre du système. Au mieux il se prononçait en faveur de ce qu'il nommait « la société civile islamique », une sorte de démocratie islamique à l'image du Pakistan, tandis que la théocratie saoudienne est le modèle de l'autre fraction.

Malgré le fait que le régime avait mis tout appareil d'État et toute sa machine de propagande pour promouvoir Nateq-Nouri (ou plutôt à cause de cela), à la surprise de tout le monde, Khatami obtint environ 70 % des votes. Plus surprenant encore était le taux de participation : environ 85 %, un chiffre sans précédent. Avec une forte participation des femmes, de la jeunesse et des intellectuels, Khatami a obtenu 21 millions de voix contre 9 millions pour l'ensemble de ses trois adversaires. Personne n'imaginait un tel résultat.

Le régime était placé devant un fait accompli

Il était évident que ce vote massif pour Khatami signifiait un très grand « non » au régime. Pour la première fois après tant d'années la population avait une chance d'exprimer son aspiration au changement. Elle saisissait l'occasion et l'employait comme un plébiscite pour exprimer le rejet du régime. C'est de cette façon que la soi-disante « aile réformatrice » du régime est née, une étiquette imposée involontairement par les circonstances à Khatami et à ses partisans actuels au sein du régime.

Les femmes à la pointe de la fronde

Après la défaite très remarquable du régime dans l'élection présidentielle, les masses reprirent confiance. La société iranienne, et spécialement les femmes et la jeunesse, saisit tout événement pour défier le système. La jeunesse et les femmes, dont les votes amenaient Khatami au pouvoir, ont ressenti un soulagement particulier devant la limitation des restrictions sociales, repoussant les frontières du droit islamique strict en exposant quelques centimètres de chevelure de sous leur voile omniprésent. Conduire une bicyclette ou assister à un match de football (activités strictement interdites aux femmes) devenait un sujet politique central, provoquant des affrontements violents entre les femmes et la police.

Dans ce climat, les graines d'une presse plus libre ont germé et les écrivains commencèrent à réclamer des droits civiques. Divers strates de la société défiaient le vieil ordre, même certains clercs allaient contre la règle cléricale. Le premier mai de cette année, malgré l'interdit gouvernemental, les ouvriers organisèrent un rassemblement indépendant et se sont affrontés avec la police du régime et les groupes paramilitaires. Même les dirigeants nationalistes bourgeois très lâches saisirent l'occasion pour réclamer des réformes.

Profondément opposé au moindre changement du système, le régime a commencé à montrer ses dents. La presse de plus en plus critique a été reprise en main par la justice islamique, qui a fermé au moins trois journaux réformateurs depuis le début de l'année et a condamné des douzaines de journalistes. Certains ont été harcelés, d'autres emprisonnés. En deux mois le régime a fait assassiner une douzaine d'intellectuels tentant de constituer une association indépendante d'écrivains. Un dirigeant de l'opposition nationaliste et sa femme ont également été victimes des assassins téléguidés par le pouvoir.

Contre la liquidation d'opposants, un mouvement pour la démocratie. C'est pourtant ces assassinats qui se transformèrent en boomerang et changèrent qualitativement la scène politique. Les funérailles des victimes attiraient des milliers de manifestants, transformant des vies somme toute communes en un emblème du désir populaire de penser et d'agir librement. Sous la pression publique irrésistible, le gouvernement devait réagir.

Après des jours d'hésitation et de manœuvres, un comité gouvernemental d'enquête sur ces assassinats fut constitué. Ce comité rapportait quotidiennement au président et, selon le secrétaire du cabinet de Khatami, la suspicion se concentra aussitôt sur le gouvernement lui-même.

Le 6 juillet, le gouvernement révélait ce que tout le monde savait : c'était les agents de l'État qui ont commis les assassinats. Les rapports indiquaient aussi les noms de 12 agents, parmi lesquels figurait M. Emami, un vice-ministre des services secrets. Le 7 juillet, les conservateurs qui dominent le Majlis (parlement islamique) réussissaient à adopter une loi de presse extrêmement restrictive. Le 8 juillet, le quotidien Salaam, était fermé, sous prétexte d'avoir publié un document classé : une lettre, dans laquelle M. Emami, l'agent principal accusé d'assassinat d'une douzaine d'intellectuels, avait

argumenté en faveur précisément d'une telle loi de presse restrictive. Il avait été arrêté un mois auparavant. En le tuant en prison le régime s'en débarrassait (tout en annonçant qu'il s'était suicidé).

La tension montante entre le mouvement pour la démocratie et le régime explosait enfin dans le carnage quand les forces de sécurité et les islamistes ont attaqué les étudiants qui protestaient contre la clôture du quotidien Salaam. Six jours de protestation à travers le pays devaient suivre.

Le 9 juillet, à 4 heures du matin, les foyers d'étudiants étaient sauvagement attaqués par les paramilitaires religieux et par des membres de forces de sécurité d'État. Ils fouillaient plus de 2000 pièces, brûlaient les livres, volaient ce qui leur tombait sous la main, frappaient et arrêtaient plusieurs centaines d'étudiants. Plusieurs étudiants étaient tués, dont un jeune homme défenestré du troisième étage.

Le lendemain la condamnation des actions sauvages des forces de sécurité était générale. La plupart des étudiants emprisonnés furent libérés. A Téhéran plus de 25 000 personnes ont manifesté contre la répression. Des démonstrations similaires avaient lieu dans toutes les grandes villes. Les étudiants formulaient sept revendications :

Liberté d'expression ;

Liberté de la presse ;

Liberté de rassemblements ;

Liberté de partis politiques et d'associations ;

Libération de tous prisonniers politiques;

Suspension de leurs fonctions et jugement des responsables des assassinats politiques de l'année passée ;

Jugement public des responsables du saccage des foyers d'étudiants.

Au cours d'événements similaires les étudiants de la ville de Tabriz étaient sauvagement réprimés. Le conseil islamique des étudiants de l'université de Tabriz avait communiqué au journal Khordad qu'au moins 15 personnes, dont trois femmes, avaient été tuées. Ce qui avait commencé comme un sit-in pacifique a tourné au massacre lorsque la police est venue prêter main-forte aux vigiles islamistes qui attaquaient d'autres manifestants dans la rue. Les paramilitaires avaient enfermé les étudiants dans l'enceinte de l'université pour les passer à tabac durant des heures.

Un commando est venu à l'hôpital pour y enlever les étudiants blessés par balles. Devant l'atrocité des événements de Tabriz, même le ministre de l'enseignement supérieur les qualifiait comme « les plus criminels dans l'histoire des universités iraniennes ».

Au cours de ces journées plus de 1 500 personnes avaient été arrêtées, dont des dirigeants étudiants et des opposants connus. Presque tous les arrêtés étaient âgés de moins de vingt ans, c'est bien la génération du régime islamique qui s'est révoltée.

Le régime a tenté de discréditer le mouvement des étudiants en le rendant responsable des violences et pillages, dus essentiellement à des provocateurs et dénoncés comme tels par les responsables étudiants (un des responsables, membre d'une milice islamiste extrémiste, a été capturé par les étudiants et présenté dans le journal Sobhe-Emrooz). Il s'en est aussi servi pour interdire une demi douzaine de quotidiens indépendant qui ont joué un rôle clé en fournissant l'information et en étant des porte-voix pour la réforme durant les deux années passées.

Le régime étouffe ses divergences pour écraser le mouvement Avec un instinct politique remarquable, les étudiants ont fait le lien entre la corruption du régime et leurs revendications

démocratiques. Les cercles dirigeants du régime ne s'accrochent pas à leur monopole de pouvoir essentiellement à cause de leur dogmatisme ou de leur fanatisme religieux. Ils ont besoin du monopole du pouvoir car il protège et prolonge leurs privilèges matériels.

L'immense sympathie pour les étudiants a visiblement secoué le régime. Pour affronter l'agitation les deux fractions ont mis de côté leurs divergences et ont fait front pour étrangler le mouvement en faveur de la démocratie.

Les partisans de Khatami ont souvent accusé les conservateurs de provoquer l'agitation pour renverser Khatami ou pour bloquer son programme de réforme, tandis que les conservateurs ont allégué que les émeutes étaient un signe témoignant que les réformes de Khatami sont allées trop loin.

Une semaine après la suppression du mouvement des étudiants, Khatami lui-même a mis fin à ces discussions, dénonçant comme une « illusion » l'existence de divergences à la tête de l'État et expliquant que l'agitation était une « déclaration de guerre » contre son programme de réformes. En réalité, au début des événements l'élite au pouvoir était divisée. L'ayatollah Khamenei était en faveur d'une répression rapide et exemplaire des étudiants, ce qui le rangeait du côté des éléments ultra-conservateurs, hostiles aux moindres mesures d'aménagement du système. Pour sa part le président Khatami, après une certaine hésitation, a penché en faveur d'une réaction plus mesurée envers les étudiants, dans l'espoir qu'une ouverture contrôlée permettrait de rebâtir une légitimité populaire. La réaction massive de diverses couches de la société y compris les journalistes et les enseignants universitaires

en solidarité avec les étudiants a visiblement déconcerté le régime.

Dès ce moment, considérant que le mouvement avait franchi « la ligne rouge » et que ses revendications ne pouvaient plus être intégrées par une réforme de façade, Khatami et sa fraction réformiste se sont rangés rapidement et sans la moindre hésitation aux arguments de la ligne dure. Dès le 13 juillet Khatami commandait personnellement la liquidation du mouvement étudiant.

Les éléments durs du régime ont tenté de jouer la crise pour leurs propres buts, employant leurs méthodes de violence contre le mouvement des étudiants, les élargissant pour faire régner la terreur dans les quartiers, et culminant dans la mise en scène d'une marche anti-étudiants le 14 juillet.

Les « partisans du régime » ont été amenés des villes de province, les employés d'institutions de l'état et les soldats étaient forcés de participer à cette marche. Une atmosphère de terreur est descendue sur l'Iran. Les faubourgs et les quartiers de Téhéran ont été colonisés par les bandes des matraqueurs Hezbollah, qui terrorisaient le voisinage et les passants. Les magasins et le bazar ont été forcés de fermer et les téléphones furent déconnectés lors de la démonstration officielle en faveur de « l'unité », c'est-à-dire de la restauration du régime.

Malgré cela, le régime ne fut capable de mobiliser que 60 000 à 80 000 manifestants à Téhéran, ce qui, comparé à une population de près de 12 millions d'habitants et tenant compte de la capacité de coercition d'une bureaucratie estimée à plus de 4 millions, était un échec. Mais cela n'a pas empêché le régime de s'en féliciter et de parler de millions de manifestants. Ce qui avait commencé comme un mouvement étudiant spontané, authentique soulèvement en défense de la liberté de la presse et des réformes politiques, fut ainsi officiellement confisqué par les extrémistes religieux.

La répression s'est poursuivie. Un des étudiants arrêtés, Manuchehr Mohammadi, dirigeant de l'association nationale

des étudiants, est brièvement apparu à la télévision d'État, confessant ses liens avec des « agents contre-révolutionnaires ». Au début septembre, juste avant la réouverture des universités, le régime annonçait les condamnations à mort de quatre étudiants arrêtés lors des manifestations de juillet, et un peu plus tard on apprenait que deux des condamnations avait déjà été approuvées par la Cour suprême. Aucune information sur l'identité des condamnés, aucuns détails sur le déroulement des procès et sur les accusations formulées contre les condamnés ne sont disponibles. Les procès devant les Cours révolutionnaires islamiques se déroulent dans le secret absolu, souvent à l'intérieur des prisons, en absence d'avocats et d'observateurs. Les jugements sont sans appel.

Une boîte de Pandore

La sauvagerie de l'attaque menée par les forces de sécurité du régime et les bandes de matraqueurs Hezbollah, comme la répression qui a suivi, ont montré une fois de plus que le régime n'est pas capable de se réformer lui-même. Même fort de 21 millions de votes, un Khatami ne peut dépasser le seuil sur lequel les réformes de son rusé prédécesseur Rafsandjani ont échoué. Certains dirigeants étudiants ont aussi tiré les leçons du soulèvement réprimé et annoncent déjà la fin de la lutte pacifique et la nécessité d'utiliser d'autres méthodes.

Il est trop tôt pour juger si le climat politique en Iran a été renversé, si l'ère de réforme s'est abruptement terminée ou si, au contraire, il ne s'agit que d'un tiraillement douloureux de sa naissance. Mais une chose est certaine, aujourd'hui l'Iran n'est plus la même qu'en juillet 1997. Si beaucoup d'Iraniens n'ont jamais eu d'illusions dans une quelconque fraction du régime, une grande partie de ceux qui avaient ouvert un crédit à Khatami sont aujourd'hui totalement désillusionnés et frustrés par son changement glacial. Khamenei et sa fraction des

"durs", très humilié, a aussi encaissé un coup important. Il est plus que certain qu'une fois encore il essayera de jouer son rôle de médiateur et juge suprême, de pousser les éléments les plus extrémistes des deux fractions hors de la scène politique et de mettre de l'ordre dans le camp de son rival. Mais, d'une part, il n'a pas la même autorité que Khomeini dans le passé, et d'autre part, la société iranienne n'est plus la même qu'il y a dix ou même seulement deux ans. Les étudiants ont ouvert la boîte de Pandore et personne n'est capable de remettre le monstre de la liberté à l'intérieur ! •

L'ombre de la guerre ou la guerre des ombres? *

Par Houshang SEPEHR, 10 septembre 2006

Cinq jours avant la fin de l'ultimatum lancé par le conseil de sécurité pour la cessation de ses activités nucléaire, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a inauguré en grande pompe au centre de l'Iran une usine de production d'eau lourde. Cette inauguration est un nouveau pied de nez de Téhéran à l'Occident, alors qu'une campagne de propagandes autour des sanctions économiques et des attaques militaires éventuelles a commencé depuis plus de deux ans.

Cette campagne est une guerre psychologique afin que la République islamique accepte les exigences des États-Unis et de leurs alliés. Ces derniers veulent que le régime de Téhéran se soumette aux politiques qu'ils proposent pour le Proche et le Moyen-Orient. Selon l'évaluation faite par les va-t-en guerre, Téhéran a encore besoin de trois, quatre ou cinq années avant d'être membre du club nucléaire. Il y a donc encore de la place pour la diplomatie.

L'occupation de l'Afghanistan et de l'Irak par l'impérialisme des États-Unis et leurs alliés a fait accroître les protestations de masse dans toute la région. En l'absence d'alternatives révolutionnaires et démocratiques, c'est la République islamique d'Iran que profite des mécontentements de masse dans la région. C'est exactement pour cette raison-là que le régime de Téhéran peut se permettre de ne pas reculer immédiatement devant les exigences des États-Unis et de leurs alliés.

Le régime iranien a tiré les leçons du sort du régime de

* Par H.SEPEHR, paru pour le 1^{ère} fois dans [Inprecor N° 520](#)

[/www.inprecor.fr/article-Iran%20-L'ombre%20de%20la%20guerre%20ou%20la%20guerre%20des%20ombres%20%20?id=138](http://www.inprecor.fr/article-Iran%20-L'ombre%20de%20la%20guerre%20ou%20la%20guerre%20des%20ombres%20%20?id=138)

Saddam Hussein en Irak. La différence entre la guerre d'Irak et la menace de guerre contre l'Iran, c'est que le régime de Saddam Hussein ne possédait pas d'armes de destruction massive, alors que celui de l'Iran cherche sans aucun doute à se doter d'un armement nucléaire. Saddam Hussein, à la veille de la deuxième guerre du Golfe non seulement affirmait, en donnant même des preuves, qu'il ne possédait pas d'armes de destruction massive, mais il multipliait les initiatives et concessions destinées à détourner la menace d'intervention. Au contraire, l'Iran et tout particulièrement son président font l'inverse.

Certes, le régime de Téhéran nie être en train de se doter de l'arme nucléaire. Mais, en même temps, les responsables iraniens font tout pour laisser croire qu'ils sont en voie de la posséder. Ils saisissent toutes les occasions pour mettre en avant leurs progrès dans le domaine militaire et, en particulier, dans la maîtrise des fusées capables de frapper Israël. Non seulement ils ne cherchent pas à cacher leur ambition nucléaire, mais au contraire ils la proclament en toute occasion et souvent de façon assez ambiguë pour que l'on puisse croire tout autant qu'il s'agit d'une ambition civile que militaire.

Le régime répète sans cesse que l'Iran ne risque strictement rien car les États-Unis sont affaiblis et durablement enlisés en Irak et en Afghanistan, pour qu'ils ne prennent pas le risque inouï d'ouvrir un nouveau front alors que l'opinion publique américaine exige déjà le rappel des GI. Ils ne cessent de surcroît d'évoquer les types de représailles qu'ils n'hésiteraient pas à utiliser en cas d'attaque, y compris l'envoi de milliers de kamikazes contre les Américains en Irak, en Afghanistan ou dans le monde entier. La nouvelle donne régionale issue de la guerre entre Israël et le Hezbollah libanais, dont le régime de Téhéran est le parrain, rend encore plus difficile une réaction rapide et forte des grandes puissances.

Le nucléaire, héritage du Chah

Le programme nucléaire iranien remonte à 1974. Il comportait bel et bien une dimension militaire, mais nul n'y trouvait à redire puisqu'il s'agissait de contrer l'URSS. L'Iran était l'allié d'Israël, que Washington avait laissé se doter de la bombe. Pour mieux comprendre les circonstances il faut rappeler la situation géopolitique de la région de l'époque. Au début des années 1960, la guerre menée par la Chine sur les confins de l'Inde entraînait ce dernier pays dans la voie nucléaire, avec une aide discrète initiale des États-Unis, relayée ensuite par l'Union soviétique. L'Inde disposait de l'arme nucléaire à la fin des années 1970 et celle-ci devenait opérationnelle dès le milieu des années 1980. Cette situation, jugée intolérable par les militaires pakistanais, aboutissait peu après à une riposte chinoise inévitable : la fourniture par Pékin des moyens techniques d'une contre-bombe pakistanaise qui allégerait le fardeau de la dissuasion chinoise.

Il est arrivé à la Chine, notamment en matière balistique, de passer par l'allié nord-coréen pour éviter toute sanction américaine. Mais le financement de l'opération, très au-delà des moyens limités du Pakistan, aura été assuré à 75% par l'Arabie saoudite, qui y voit toujours l'esquisse d'une véritable « bombe islamique », les Émirats et la Malaisie couvrant le reste. C'est, en échange, le Pakistan qui mettra, dans les années 1980, les Saoudiens en contact avec les Chinois (avec lesquels ils n'entretenaient alors aucune relation diplomatique) pour que le royaume wahhabite puisse acheter des missiles à moyenne portée, acte qui constituait pour le royaume intégriste le premier pas en direction de la nucléarisation. Si Sadate, en échange du Sinaï, avait dû renoncer au programme nucléaire égyptien, en partie gelé et en partie transféré par Moubarak, après l'assassinat de Sadate, vers l'Irak de Saddam Hussein dans les années 1980, différents projets arabes concurrents voyaient le

jour à cette même époque, en Algérie, en Libye et même en Syrie. Aucun de ces projets n'a pour l'instant pu aboutir, et le renoncement de Khadafi sera sans doute définitif.

C'est dans ce contexte chargé que l'Iran a voulu se doter de l'arme nucléaire dès l'époque du Chah. Les Américains y étaient favorables, pour dissuader une éventuelle attaque soviétique sur la frontière nord du pays, qui se trouvait être, avec son prolongement afghan, la seule ligne de défense occidentale au contact de l'URSS non garantie par le nucléaire. Ce fut la France qui se chargea, avec l'usine Eurodif, de fournir aux dirigeants iraniens de l'époque les moyens techniques initiaux.

Par ailleurs, l'Iran entraînait alors auprès de la France dans le capital d'Eurodif, un consortium européen d'enrichissement de l'uranium, et obtenait le droit de prélever 10 % de la production, à des fins civiles, de l'usine de Pierrelatte (qui à elle seule devait couvrir un tiers des besoins mondiaux).

Parallèlement, l'Iran a prêté 1 milliard de dollars à la France, par le canal du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Le remboursement de cette somme devait commencer dès la mise en service d'Eurodif, c'est-à-dire en 1981. Après la révolution de 1979, la participation iranienne à Eurodif fut gelée. Dans son livre « Affaires atomiques », Dominique Lorentz, a bien montré le lien entre l'importance du contentieux Eurodif/Iran et les attentats de 1986-88 en France. L'Iran abandonna ce projet, mais les dirigeants iraniens le relancèrent au milieu des années 1980 contre la menace d'invasion par l'Irak de Saddam. La première guerre d'Irak et surtout les frappes américaines contre Bagdad en 1991, montraient en effet la vulnérabilité de leur pays.

Après 1988, la France capitulait et réglait le contentieux

Eurodif. Le régime de Téhéran, après l'armistice de 1988 avec l'Irak, se tournait vers l'Union soviétique, en échange du soutien de Téhéran aux Russes, contre les mouvements

indépendantistes en Azerbaïdjan et en Asie centrale puis en s'abstenant de tout soutien à la cause tchéchène (laquelle s'appuyait de plus en plus sur l'axe sunnite saoudien-pakistanaï).

L'Amérique est coincée

C'est en usant de ce modèle que les dirigeants iraniens actuels ont alléché tour à tour les Européens en quête d'une politique originale, puis les Américains eux-mêmes qui, derrière la lourdeur des proclamations propagandistes, se sont vus offrir un concours précieux de Téhéran, d'abord en Afghanistan pour y consolider le régime anti-taliban de Karzaï et, à présent, plus fondamentalement encore en Irak : sans l'appui constant du grand ayatollah Sistani, lui-même iranien d'origine, la situation des Américains à Bagdad serait bien plus difficile, bien plus précaire. Car le combat majeur en Irak oppose réellement des combattants étrangers ou formés à l'étranger : d'un côté les troupes alliées des États-Unis et de l'autre, des éléments armés reliés aux Gardiens de la révolution iranienne (Pasdarans et Irakiens précédemment exilés en Iran), comme la brigade Al Badr. Il s'agit d'une guerre de basse intensité entre les États-Unis et l'Iran se déroulant sur le sol irakien.

Mais si les Iraniens ont choisi ici le réalisme pragmatique contre Al Qaïda et l'intégrisme salafiste sunnite, c'est bien entendu pour être payés de retour. La constante modération du régime de Téhéran vis-à-vis de Moscou leur a donné la coopération nucléaire technique des Russes. Leur alliance tacite avec l'Inde leur permet d'isoler leur rival pakistanaï. Leur soutien, aussi unilatéral que non proclamé, à l'occupation américaine de l'Irak leur rapportera certes l'arrivée inexorable d'un pouvoir chi'ite à Bagdad, mais cela n'est guère suffisant. Car en se consolidant, le nouveau pouvoir irakien deviendra plus libéral que son voisin et allié iranien. À ce moment-là, l'échange Téhéran-Washington

deviendra beaucoup moins avantageux, beaucoup plus équilibré qu'il ne l'est aujourd'hui.

C'est pourquoi beaucoup estiment à Téhéran, et pas seulement parmi les extrémistes, qu'il faut se payer tout de suite sans rien ne demander à personne, puisque c'est le meilleur moment pour sortir du traité de non-prolifération et se déclarer ouvertement puissance nucléaire.

Les États-Unis, malgré le bluff des rodomontades, n'ont ni les moyens militaires, ni les moyens politiques (la stabilité de l'Irak serait en jeu), ni même les moyens financiers de la riposte : un simple blocage ponctuel du Golfe persique entraînerait un doublement du prix du brut et une chute en vrille du dollar. Engagés en Irak, en Afghanistan, dans plusieurs pays d'Afrique, en Indonésie et aux Philippines, les États-Unis ne peuvent aujourd'hui conduire une guerre terrestre contre l'Irak. Quant au régime islamiste de l'Irak, pour éviter cette guerre terrestre, il a décidé de fixer militairement les États-Unis en Irak. En témoignent les opérations qui se traduisent par l'encerclement, voire le bombardement de villes irakiennes.

Les principaux dirigeants iraniens et en particulier l'actuelle faction au pouvoir sont convaincus que « l'Amérique est coincée » à cause du fiasco irakien ; de la menace que représenterait pour les États-Unis un engagement massif des populations chi'ites du pays dans l'insurrection au côté des sunnites ; de la rapidité de la détérioration de la situation en Afghanistan; du chaos en Palestine ; de la permanence de la menace terroriste que soulignent les récents attentats d'Égypte et la réapparition de Ben Laden ; de la crainte de l'utilisation de l'arme pétrolière; du coût de plus en plus élevés des opérations militaires lancées par Bush ; de l'évolution de l'opinion publique aux États-Unis même.

On pourrait y ajouter l'exaspération de l'antiaméricanisme dans

le monde entier, le refus de la Chine et de la Russie, liées économiquement et militairement à l'Iran, de cautionner une intervention armée à laquelle même Tony Blair est opposé ; les défaites successives dans leurs pays respectifs des dirigeants politiques occidentaux qui ont cautionné l'intervention en Irak (l'Espagne, l'Italie, le Portugal, la Norvège et le Japon, etc.) ; la flambée des prix du pétrole qui enrichit tous les adversaires ou concurrents des États-Unis ; et finalement le basculement de quasiment toute l'Amérique latine. Pour toutes ces raisons donc les États-Unis ne peuvent pas prendre le risque d'un conflit de plus.

UE en quête de marchés

Officiellement, les États historiques de l'Union européenne (UE) voudraient empêcher les mollahs de disposer d'une bombe nucléaire islamique. Mais plus concrètement, ils voudraient reprendre aux Russes le marché des fournitures nucléaires iraniennes. Dans le rôle du challenger, ils doivent se montrer plus amicaux que les Russes : c'est pourquoi ils peuvent difficilement exiger plus que la suspension des activités nucléaires. Désormais, l'envie de reprendre ce marché très lucratif aux Russes vient se greffer aux actuels et très importants intérêts européens en Iran.

Car les Européens continuent à signer de nouveaux contrats de très grande envergure. Et le marché iranien n'est pas négligeable : en 2004 les importations iraniennes ont atteint 26,6 milliards de dollars ; les machines et équipements industriels (44,8 %), les métaux et minéraux (22,3 %), les produits chimiques de base (14,5 %) et les produits agro-alimentaires (9,7 %) représentent les principaux postes à l'importation en Iran. Dans l'ensemble 51,8 % des importations proviennent de l'Union européenne.

L'Allemagne occupe la première place avec 11,4 % et la France

la seconde avec 8,5 % du marché iranien. Elles livrent surtout des machines industrielles et leurs pièces détachées.

Dans le secteur automobile, la France occupe la première place avec 1,3 milliard de dollars (2e place pour la Chine avec 360 millions de dollars). En mai 2006 Renault a remporté les enchères d'une joint-venture (d'une valeur de 2 milliards de dollars) avec son projet L90 (Logan), dans le but de fabriquer annuellement 300000 véhicules en Iran avec l'espoir de monter en puissance pour atteindre le million chaque année vers 2010. Le stock global de l'investissement français en Iran est (selon les sources françaises) de 35 milliards de dollars hors contrats de Buy-Back signés dans le secteur pétrolier par Total.

C'est pourquoi l'UE fera tout pour que la République islamique échappe aux sanctions du Conseil de Sécurité de l'ONU. Car les sanctions restreindraient les relations économiques avec l'Iran.

L'Europe veut une solution négociée : c'est-à-dire elle veut obtenir le marché de la fourniture à l'Iran des centrales civiles et du combustible nucléaire. Exclue de l'Irak, les Européens considèrent maintenant l'Iran comme une base alternative : y poser un pied c'est obtenir un accès privilégié à son pétrole. Mais cela ne signifie pas que les dirigeants européens sont prêts à s'effacer complètement face au régime iranien. En témoigne les déclarations d'Angela Merkel, le 29 janvier 2006 à Jérusalem, qu'un Iran possédant l'arme nucléaire « n'est pas juste une menace pour Israël, mais aussi pour les pays démocratiques du monde entier ».

De son côté, Jacques Chirac a déclenché une tempête politique en Europe en menaçant « les dirigeants d'États qui auraient recours à des moyens terroristes contre nous, tout comme ceux qui envisageraient d'utiliser d'une manière ou d'une autre, des armes de destruction massive », il déclarait que la « réponse » de la France, dotée d'armes nucléaires, « peut être

conventionnelle, elle peut aussi être d'une autre nature ».

Mais l'Allemagne et la France ont aussi cherché à contrebalancer le bellicisme américain en préconisant des « négociations » et même le gouvernement britannique a déclaré qu'il « n'y a pas d'option militaire » dans cette crise.

Forces et faiblesses des arguments russes et chinois Ni la Russie cliente, ni la Chine, qui cherche à sécuriser son approvisionnement en hydrocarbures iraniens, n'hésiteront à faire usage de leur veto au Conseil de sécurité afin de protéger les arrières de Téhéran.

Un objectif de longue date de la politique russe – qui coïncide avec celle de l'Iran – a été de mettre un terme à la présence politique, militaire, et économique des États-Unis en Iran et de peser de tout son poids sur l'ensemble de la région. Ainsi, la vente à l'Iran du savoir-faire nucléaire et d'armes conventionnelles (plus de 8 milliards de dollars d'armes entre 1999 et 2005) est l'un des moyens les plus efficaces et les plus productifs d'atteindre cet objectif.

Il y a des doutes quant à l'acceptation par les Russes des sanctions économiques contre leur partenaire iranien : un bombardement signifie destruction et contrats de reconstruction et rien (?) sur les ventes d'armes, alors que les sanctions signifient la fin de la suprématie économique de la Russie pour les ventes d'armes et de technologie nucléaire.

La Russie a rejeté la demande des États-Unis de cesser sa coopération nucléaire (civile) avec le régime de Téhéran et spécialement la construction d'une centrale à Bouchehr. Le ministère russe des affaires étrangères a publié un communiqué selon lequel chaque pays est libre de coopérer avec le pays de son choix, chaque pays doit avoir le droit de décider de la façon et des conditions de sa coopération avec un autre pays.

Tout montre que les Russes ont énergiquement aidé les mollahs dans leur entreprise d'enrichissement industriel de l'uranium à usage militaire. La déclaration concernant la liberté de coopération industrielle entre l'Iran et la Russie est à classer dans la catégorie contre-attaque, mais la Russie n'a d'autre choix que de céder : les Russes choisiront la neutralité.

La Chine reçoit de l'Iran 14 % du pétrole nécessaire à son économie en pleine croissance. Fin 2004, la Chine a signé avec l'Iran un accord de 70 milliards de dollars en pétrole et en gaz naturel sur une durée de 30 ans. La compagnie pétrolière d'État chinoise, Sinopec, a obtenu une part de 51 % dans le champ pétrolifère iranien de Yadavan, récemment découvert, dont les réserves sont estimées à trois milliards de barils.

Enfin, l'impérialisme états-unien a multiplié des bases militaires en Asie centrale, pratiquant un encerclement stratégique de la Chine et visant à contrôler les ressources pétrolifères à la fois contre la Russie et la Chine. Les États-Unis poursuivent une politique d'endiguement de la Chine, en renforçant les liens militaires avec le Japon et en livrant à l'Inde (un pays qui n'a pas signé le Traité de Non-prolifération Nucléaire et qui dispose d'un important arsenal nucléaire) des technologies nucléaires très avancées pour faire contrepoids à la Chine.

Les choses évoluent très lentement entre les Américains, les Russes et les Chinois : on peut d'ores et déjà conclure à un accord de principe entre ces grands sur le caractère « indésirable » du régime des mollahs et ce pour de multiples raisons comme le besoin de renforcer la stabilité du Moyen-Orient et de l'Asie Centrale, la nécessité de sécuriser l'approvisionnement en pétrole, la guerre contre le terrorisme et la lutte contre le terrorisme nucléaire... mais si Russes et Chinois peuvent arriver à accepter que les États-Unis se chargent du « boulot », ils aimeraient être sûrs que leurs intérêts en Iran n'en souffriront pas trop.

Mais chacun sait qu'il peut encore aller plus loin et que pour le moment cette affaire est encore dans sa phase médiane... Le régime des mollahs sait qu'il peut éviter de « céder » et quand même multiplier les provocations car il se dit qu'il pourra de toutes les manières signer in extremis (avec l'UE ou avec la Russie) pour « empêcher l'escalade » ou pour « sauver la paix ». En revanche, les occidentaux savent qu'ils peuvent laisser la crise s'amplifier car à tout moment ils ont les moyens de bombarder l'Iran et de détruire ses installations... s'ils le jugent nécessaire.

Israël

Il ne reste donc plus qu'une menace sérieuse sur le passage de l'Iran au statut de puissance nucléaire : c'est Israël. Certes, la dispersion des centres atomiques rend la riposte israélienne hasardeuse.

Certes, la bombe iranienne, qui ne sera véritablement opérationnelle que dans trois ou quatre ans, préviendra définitivement le pays contre un chantage direct par ses voisins saoudiens et pakistanais, avec lesquels les rapports sont bien plus tendus dans la réalité quotidienne qu'avec Israël.

Les options offensives sont, elle, en revanche, des plus limitées : pour une frappe aléatoire sur Israël (les défenses antimissiles de l'État hébreu progressent elles aussi à grands pas), le sous-marin de Tsahal en immersion permanente en mer d'Oman et équipé de missiles de croisière à têtes multiples pourrait vitrifier Téhéran, la zone pétrolière, la capitale religieuse de Qom et encore plusieurs centres nucléaires dispersés, avec une précision de 15 mètres environ. Nul doute que les mollahs, de moins en moins fanatiques, de plus en plus adonnés aux joies simples de l'existence, choisiraient en fin de compte la vie plutôt que la mort.

Aussi comme l'ont fait d'ailleurs, depuis les années 1950, tous

les nouveaux détenteurs successifs de la bombe atomique, l'apparente tragédie qui se noue en ce moment entre Israël et l'Irak peut aussi déboucher sur un coup de théâtre. Les États-Unis ne veulent pas compromettre encore plus leur position en Irak. L'Irak aura gros à perdre s'il sacrifie, tels des pions, ses positions de force chez les chi'ites arabes de l'Irak et du Liban. Et Israël ne pourra pas avancer assez vite sur le terrain palestinien si une crise régionale d'ampleur se déclenche.

Dans l'immédiat, la bombe iranienne gêne bien davantage le Pakistan et l'Arabie saoudite qu'Israël. Et Jérusalem ainsi que Téhéran partagent tout de même une relation très amicale avec l'Inde (et secondairement avec la Turquie). Si un compromis acceptable peut être trouvé, à chaud, dans la crise, peut-être alors le grand basculement du monde oriental est-il en passe de se réaliser sous nos yeux.

Aujourd'hui, il est certain que régime islamique désire se procurer secrètement la bombe nucléaire comme Israël. Par contre le but du régime iranien n'est pas de détruire Israël comme le camp des va-t-en guerre le prétend. Depuis des années l'Irak a renoncé au mythe de la Révolution islamique dans le monde musulman pour privilégier les intérêts de la classe au pouvoir, la seule préoccupation du régime •

Fuite en avant du régime iranien^{*}

Par Houshang SEPEHR, 10 septembre 2006

Après plus d'un quart de siècle de règne du régime islamique l'économie iranienne est aux abois. Près de seize années de réforme économique, menée par les ailes « modérée » et « réformatrice » du régime incarnées par les deux ex-présidents, Ali Akbar Hashemi Rafsanjani et Sayyed Mohammad Khatami, pour répondre aux exigences de la finance internationale et d'organisations telles le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque Mondiale, n'ont pas amélioré la situation.

Corruption et pauvreté

La corruption a submergé le régime. Nombre d'officiels se sont immensément enrichis à travers le marché noir, favorisé par le monopole étatique du commerce extérieur. D'autres sont devenus très riches en achetant à très bas prix les industries précédemment nationalisées. Selon Forbes, Rafsandjani et sa famille se seraient accaparés près du quart des richesses du pays. Ce qui fait de lui l'un des hommes les plus riches du monde, mais surtout l'homme le plus puissant du pays. Les Iraniens disent souvent que leur pays est devenu une SARL Rafsandjani. C'est un régime capitaliste-mafieux, qui divise l'Iran en territoires dont chacun est dirigé par une famille, les Rafsandjani ont le pétrole, la pistache, les ventes d'armes, les Jannati ont le monopole du sucre, les Pasdarans ont les marchés de cosmétiques et la drogue...

Selon un classement des avoirs mondiaux en devises et or détenus dans les banques du monde, la République islamique

* par Houshang SEPEHR, paru dans [Inprecor N°520](#)

www.inprecor.fr/article-Iran%20-Fuite%20en%20avant%20du%20r%C3%A9gime%20iranien?id=139

dispose de plus de 40 milliards de dollars, soit la moitié des avoirs des USA ce qui la situe parmi les pays les plus riches du monde. Toujours selon ce même rapport, la majorité de ces avoirs sont placés sur des comptes nominatifs à la différence de beaucoup d'autres États. Ces chiffres sont d'autant plus notables que, dans le même temps, la dette extérieure de la République iranienne ne cesse de s'accroître. Une dette étrangère d'environ 24 milliards de dollars et un endettement courant de la Banque centrale, qui s'élève à 11 milliards de dollars, pèsent sur l'économie du pays et sur les marges de manœuvre du régime islamique.

Tandis que les pays exportateurs de pétrole, grâce à la manne tirée des exportations d'hydrocarbures à prix record, se permettent de rembourser par anticipation leurs dettes (la Russie 15 milliards de dollars ; le Mexique 7 milliards de dollars ; l'Algérie 8 milliards de dollars), le régime de Téhéran n'a pas réussi à rembourser sa dette et il s'est même surendetté. Cette dette, qui était de 12,5 milliards en 2004, est passée à 17 milliards en 2005 et s'est alourdie à 24 milliards en été 2006.

L'Iran n'a pas pu profiter de l'explosion actuelle des cours du pétrole, car le régime ne vend pas le pétrole iranien au prix du marché mais en Buy-Back, entre 8 et 18 dollars le baril. Et si, selon la Centrale des informations énergétiques des États-Unis, l'Iran est le pays qui a le plus augmenté ses réserves de pétrole et de gaz durant l'année 2005, l'industrie pétrolière vieillissante nécessite des investissements importants : les besoins de l'Iran pour les investissements dans le seul secteur pétrolier sont estimés à 100 milliards de dollars.

Le chômage fait rage parmi les jeunes. En absence de statistiques fiables, beaucoup d'analystes estiment le taux de chômage à 40 %, voire plus. La population iranienne s'est accrue rapidement depuis la révolution. Aujourd'hui la moitié des 70 millions d'Iraniens ont moins de 18 ans et on estime qu'il

faudrait créer un million de nouveaux emplois chaque année pour embaucher cette jeunesse. Or la croissance du PNB diminue. Le problème du chômage est particulièrement aigu parmi la jeunesse urbaine. Et les jeunes diplômés sont particulièrement sensibles à l'absence de débouchés.

Dans un récent rapport de l'ONU, on apprend que plus de 550000

enfants en Iran vivent avec moins de 1 dollar/jour. Ce même rapport fait état de 35,5 % de la population qui vivent avec moins de 2 dollars/jour alors que les cours du pétrole ont triplé depuis deux ans.

Officiellement, ce régime est une république dotée d'un «Parlement», de partis d'opposition et mêmes de «réformateurs», mais dans les faits il demeure un régime totalitaire idéologique sectaire que l'on ne peut même pas qualifier de « dictature » tant le pouvoir des clans est immense et la mainmise des règles religieuses sectaires sur la vie de l'individu iranien est omniprésente.

Par ailleurs, il s'agit d'un régime capitaliste-mafieux qui divise l'Iran en territoires dont chacun est dirigé par une famille, les Rafsandjani ont le pétrole, la pistache, les ventes d'armes, les Jannati ont le monopole du sucre, les Pasdarans ont les marchés de cosmétiques et la drogue.

Coup d'État rampant ?

C'est dans ce contexte politique et économique que la population iranienne fut appelée à participer à la farce que le régime islamique appelle « élection présidentielle ». Le terme « élection » paraît inapproprié dans la mesure où les candidats aux présidentielles sont sélectionnés d'avance par un conseil qui émet un avis sur le niveau de leurs compétences et de leurs vertus religieuses. Pour la première fois à la suite des contradictions et tensions des fractions adverses du régime la

mascarade électorale de 2005 a dû se dérouler en deux actes.

Des plus de 1000 candidats éventuels seuls cinq ne furent pas rejetés comme inaptes par le Conseil des Gardiens, qui est un chien de garde de la constitution islamique.

Les cinq candidats sélectionnés furent : Moïn, alors Ministre de la culture (candidat des réformateurs) ; l'ancien président Rafsandjani, l'homme fort du régime ; Karoubi, alors président du Parlement islamique ; Ahmadinejad, le maire de Téhéran, un inconnu du public et hors de la scène politique ; et le cinquième n'avait pas de passé connu. Le premier tour a créé une surprise : avec 6,5 millions voix l'inconnu Ahmadinejad arriva en tête, devançant le tout-puissant Rafsandjani.

Au deuxième tour seulement 29 millions ont voté sur 47 millions d'inscrits ; Ahmadinejad a eu 17,5 millions de voix. Il était évident que le vote pour Ahmadinejad signifiait avant tout un très grand « non » à Rafsanjani, en tant qu'homme qui incarne le régime depuis le début. Chaque fois qu'on donne au peuple une chance de s'exprimer, il saisit l'occasion et l'emploie comme un plébiscite pour exprimer le rejet du régime.

Mais un autre élément nouveau fait surface dans cette élection : le rôle des Gardiens de la Révolution. Le régime avait mis tout appareil d'État et toute sa machine de propagande pour promouvoir Ahmadinejad. Face à l'échec total de la dite « réforme » dans les domaines économique et politique, il a tourné vers une nouvelle stratégie. Sur le plan économique, un libéralisme pur, sur le plan politique interne une répression absolue — un « modèle chinois » islamique !

Il y a quelques années, une traduction du célèbre livre de Samuel Huntington, « Le Conflit des civilisations et la réforme de l'ordre mondial », est parue à Téhéran. L'éditeur reçut une commande de mille exemplaires, la moitié du tirage. Le distributeur se souvient : « On se demandait qui avait commandé une telle quantité. On eut la réponse quand on vit

arriver un camion militaire appartenant au Corps des Gardes Révolutionnaires Islamiques (CGRI), qui emporta les livres ». Yahya Safavi faisait partie des officiers qui reçurent un exemplaire du livre ; aujourd'hui il est général, commandant en chef des Gardes. Un autre exemplaire parvint à Mahmoud Ahmadinejad, un ex-officier de réserve des Gardes, aujourd'hui président de la République Islamique d'Iran.

Tout au long des dernières années, le pouvoir a glissé, par divers moyens, entre les mains des Gardes. Un ancien officier du CGRI, Ibrahim Asghazadeh, a lui-même dit que la nouvelle élite militaro-politique avait fomenté un coup d'État « rampant ». Pendant que l'ex-président Mohamed Khatami parcourait le monde, cherchant à impressionner le public occidental par des citations de Hobbes et de Hegel, les Gardes ont construit un impressionnant réseau populaire à travers l'Iran et créé deux organisations politiques qui ont pignon sur rue : les Usulagaran, ou fondamentalistes, et les Isargaran, ceux qui se sacrifient, chacune attirant à elle les jeunes générations d'officiers, de fonctionnaires, d'entrepreneurs et d'intellectuels.

En 2003, le réseau s'est emparé du conseil municipal de Téhéran et a nommé Ahmadinejad au poste de maire. Deux ans plus tard, ce dernier émergeait comme le candidat présidentiel des Gardes, battant l'ex-président Rafsanjani, un des hommes les plus riches de planète et qui représentait la vieille garde des mollahs en voie de disparition.

Qui est Ahmadinejad ?

Né en 1956, Mahmoud Ahmadinejad a grandi dans la rudesse des quartiers pauvre du sud de Téhéran. En 1975 en vue de devenir ingénieur il entre à l'université.

Pendant la révolution iranienne Ahmadinejad est devenu un dirigeant de l'Association des étudiants islamiques, un organisme intégriste islamique ultra-conservateur. Il aurait joué

ensuite un rôle dans la prise de l'ambassade des États-Unis à Téhéran en novembre 1979. Durant la répression des universités en 1980, que Khomeiny avait baptisée « la révolution culturelle islamique », Ahmadinejad et son organisation ont joué un rôle crucial dans les purges des enseignants et des étudiants dissidents, dont beaucoup ont été arrêtés puis exécutés. Les universités sont restées fermées pendant trois ans et Ahmadinejad a rejoint les Gardiens de la révolution.

Au début des années 1980, Ahmadinejad a travaillé dans la « sécurité interne » des Gardiens de la révolution en s'y taillant une réputation d'interrogateur et de tortionnaire cruel. Il a été quelque temps un bourreau de la funeste prison d'Evin, où il a participé aux exécutions de milliers de prisonniers politiques dans les massacres des années 1980. En 1981, il rejoint les brigades du terrible procureur-exécuteur Lajevardi, qui opèrent depuis la prison d'Evin où, chaque nuit, elles exécutent des centaines de prisonniers. Il fut alors surnommé « l'acheveur » : celui qui tire la dernière balle à ceux qui agonisent.

Impliqué dans les opérations terroristes du régime à l'étranger, il a été le cerveau d'une série d'assassinat au Moyen-Orient et en Europe, notamment du dirigeant kurde Ghassemlou, assassiné dans un appartement à Vienne en Autriche en juillet 1989. Après avoir servi quelques années comme gouverneur des villes de Makou et de Khoy en 1993, il a été nommé par le ministre de la culture et de l'orientation islamique, comme son conseiller culturel. Quelques mois plus tard, il était nommé gouverneur général de la province d'Ardebil. En 1997, le gouvernement fraîchement installé de Khatami a enlevé Ahmadinejad de son poste et il est retourné à l'université, mais sa principale activité était d'organiser Ansar-e-Hezbollah, une milice islamiste ultra violente.

A son arrivée à la mairie de Téhéran en avril 2003,

Ahmadinejad s'est attelé à bâtir un réseau puissant d'intégristes, Abadgaran-e Iran-e Eslami (littéralement ceux qui développent un Iran islamique). Travaillant étroitement avec les Gardiens de la révolution, Abadgaran a réussi à gagner les élections municipales de 2003 et législatives de 2004. Abadgaran se décrit comme un groupe de jeunes néo-intégriste islamique qui veut raviver les idéaux et la politique du fondateur du régime, l'ayatollah Khomeiny. C'est un des multiples groupes ultra conservateurs mis sur pied sur ordre du guide suprême, l'ayatollah Khamenei pour battre la faction du président sortant Khatami après les élections législatives de février 2000.

Le bilan d'Ahmadinejad est typique de celui des hommes choisis par l'entourage de Khameneï pour donner un nouveau visage à l'identité ultra de l'élite religieuse. Mais la façade est mince. Et le despotisme apparent...

Ahmadinejad est le premier candidat non-mollah à devenir président depuis 1981. Ses origines modestes et son discours démagogique et populiste lui ont gagné, au moins pendant l'élection présidentielle, la confiance d'une partie de la population, tout particulièrement parmi les pauvres gens qui se sentaient délaissés par des chefs religieux corrompus. Mais l'Iran se trouve au bord d'une crise sociale très profonde. Après plus de vingt sept ans de règne des mollahs, les masses ont accumulé beaucoup de colère et de frustration. Les mouvements de la jeunesse et les divisions ouvertes au sein du régime sont les signes clairs d'une crise qui monte•

Sur la nature du régime iranien *

Par Houshang SEPEHR, septembre 2007

L'actuel régime Islamique en Iran est une des dictatures les plus répressives et brutales du monde. Suite à son accession au pouvoir après la révolution de 1979, le régime théocratique a immédiatement entrepris d'étouffer les justes aspirations démocratiques des peuples iraniens. En ce qui concerne les droits les plus élémentaires, la situation en Iran est certainement bien pire qu'elle ne l'a jamais été dans l'histoire récente.

Dans la République Islamique d'Iran, il y a aujourd'hui, beaucoup plus de prisonniers politiques, d'arrestations arbitraires et d'exécutions sommaires, une pratique de torture physique et psychologique beaucoup plus étendue, un respect des libertés politiques et des droits de l'Homme beaucoup moins grand et une forme de censure et de répression des libertés artistiques et intellectuelles beaucoup plus flagrante que jamais auparavant.

La classe ouvrière est privée des droits les plus fondamentaux tels que le droit d'association, de négociation collective et de grève. Les femmes sont confrontées à une oppression sans précédent avec les lois moyenâgeuses et réactionnaires du régime religieux qui les réduisent officiellement au rang de citoyens de seconde. Elles subissent de plus en plus d'actes de violence et sont généralement considérées comme la « source principale du mal » sur la terre. Tous les droits des minorités nationales et religieuses sont supprimés. Le régime mène une

* Par Houshang SEPEHR, [Europe Solidaire Sans Frontières](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article43198)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article43198>

politique d'occupation militaire de leurs régions et utilise les méthodes de répression les plus brutales pour écraser leur résistance.

Néanmoins, l'opposition populaire aux atrocités par le régime islamique grandit. Les ouvriers, les femmes, les étudiants, les intellectuels, les minorités nationales et toutes les couches de la population opprimée ont résisté contre ces attaques et ont continué à lutter pour leurs revendications malgré la riposte extrêmement dure et violente de l'Etat. Pour l'actuel régime, le seul moyen de maintenir sa mainmise sur le pouvoir réside dans sa capacité d'imposer les formes de répression politique les plus brutales à l'immense majorité de la population.

Mais malgré tout cela, depuis la révolution 1979, on constate que ce régime, continue à « tromper » beaucoup d'observateurs occidentaux, notamment dans certains milieux d'extrême gauche. La confusion intrinsèque sur la nature du régime se situe précisément dans le fait qu'il est parfois considéré comme un régime post-révolutionnaire.

On entend souvent l'argument suivant : bien que ce régime soit mauvais, dictatorial et rétrograde, il est néanmoins issu d'une révolution contre la dictature de Chah. D'une façon ou d'autre, cette logique mécaniste et simpliste est alors employée pour accorder un certain air de progressivité à un régime qui pour n'importe quel observateur même avec un sens politique moyen n'est rien d'autre qu'un alliage entre capitalisme libéral et théocratie semi-fasciste.

Les apologistes de la République Islamique, depuis 1979, ont constamment recouru à de telles analyses simplistes pour lustrer le caractère brutal et moyenâgeux de ce régime capitaliste sans pareil dans l'histoire moderne. Ce que tous apologistes ne mentionnent pas est le fait que, oui il est vrais que ce régime est en effet sorti d'une révolution, mais comme une contre-révolution en défaisant cette révolution, en écrasant

le mouvement de masse qui avait renversé le régime de Chah et en établissant son propre ordre bien plus réactionnaire que celui qu'elle a remplacé.

Aujourd'hui, le même régime qui, devant le monde entier, collabore en Afghanistan et en Irak avec George Bush, fait de son mieux pour envoyer la société iranienne entière vers le moyen âge.

Ainsi ce prétendu régime post-révolutionnaire qui n'est qu'une contre-révolution est à la fois: un thermidor, un concept très cher à notre mouvement, plutôt de gendre stalinien (que celui de la révolution française), et une version tiers-mondiste au fort relent d'islam intégriste!

Aujourd'hui, 27 ans après cette événement, un fait bien documenté nous rappelle qu'au milieu de l'année 1979, qu'au niveau supérieur des cercles bourgeois internationaux et iraniens (la conférence de Guadeloupe et à Neuf-le-Château), les puissances concernés étaient arrivées à un compromis simple : vous vous débarrassez de la révolution et nous nous débarrassons de Chah ! gagnant-gagnant, c'est comme ça on dit dans le Business !

Rafraîchir-nous la mémoire. La révolution iranienne de 1977-79 était l'une des révolutions les plus importantes du 20^e siècle, avec un degré incroyable de participation des masses qui a duré deux ans. Pendant les quatre derniers mois menant à l'insurrection en février 1979 il y a eu une grève générale impliquant plus de 4 millions d'ouvriers. Les comités de grève avaient pris naissance partout et les comités de voisinage contrôlaient la plupart des secteurs urbains.

La nuit de l'insurrection dans Téhéran on a estimé que plus de 300.000 revolvers et mitrailleuses ont été dévalisés de diverses casernes militaires et distribués à la population. Ce n'est pas étonnant si la contre-révolution était également l'une des contre-révolutions les plus vicieuses et les plus sanglantes de

l'histoire récente.

On surnommait le dernier Chah d'Iran, à juste titre, « le boucher du Moyen-Orient ! » En presque 40 ans de règne dictatorial, environ 500 prisonniers politiques ont été exécutés. Le nouveau régime, dans ses 10 premières années uniquement, et avec l'estimation la plus basse, a exécuté plus de 40.000 prisonniers politiques, tous les dirigeants et les activistes de la révolution 1979. Si ce n'est pas un thermidor, quoi d'autre ce peut être ?

Les résultats historiques de cette contre-révolution sont également sous nos yeux. Si pendant la dernière décennie du règne du Chah un groupe d'environ 100 familles employait la puissance d'état pour monopoliser l'économie iranienne tout entière, ceci a été maintenant réduit à moins de 60 familles. Si le Chah permettait, à un certain degré limité, un syndicalisme jaune et docile de fonctionner dans son royaume, la République Islamique ne peut même pas tolérer la représentation d'ouvrier dans un système de trilatéral comme l'Organisation Internationale de Travailleurs, un organisme qui gère les intérêts du capitalisme. Seule des associations islamiques contrôlées par les mosquées locales ou les groupes paramilitaires local sont permises.

Aujourd'hui en Iran la majorité de la population est officiellement sous le seuil de pauvreté. C'est un pays riches en ressources naturelles, qui a presque quadruplé ses recettes de ventes de pétrole au cours des 10 dernières années, (120 milliards de dollars en 2005 et 2006).

Jamais dans l'histoire de L'Iran, le fossé qui sépare les plus riches des plus pauvres n'a été si grand. Avec 10 millions de chômeurs pour une population de 70 millions, quelques 15 millions d'iraniens vivent sous le seuil de pauvreté. Plus de 4.5 millions d'Iraniens vivent avec un dollar par jour. La vente des reins ou d'autres organes est maintenant la plus grande source

de revenu pour les pauvres urbains.

Dans une telle situation le régime, partisan d'un libéralisme sauvage, a, à plusieurs reprises, modifié le Code du travail pour le rendre plus favorable aux patronats. Dernier exemple: les entreprises de moins de 20 personnes ont été exemptées de l'application du Code du travail pour ce qui est de la couverture sociale ou de la nécessité de justifier une décision du renvoi. En approuvant cette loi, qui concerne plus de 80% de la force de travail, dont la majorité sont des femmes, le régime a renforcé l'atmosphère de discrimination dans le milieu du travail, et a renforcé la double exploitation des femmes.

En ce moment, il y a des dizaines de milliers d'ouvriers dont les salaires n'ont pas été payés depuis un an. Il n'y a absolument aucune protection en vertu de la loi pour presque 85% de la main-d'œuvre. Le taux de suicide parmi la classe ouvrière iranienne est très élevé atteignant un niveau beaucoup plus important en comparaison de l'Europe de la révolution industrielle.

Quant à l'anti-impérialisme de la République Islamique, un mythe très cher à certains groupes radicaux et révolutionnaires... Le régime capitaliste-islamique n'a eu absolument aucun problème à négocier avec l'impérialisme USA et même avec Israël par l'intermédiaire de George Bush senior. Oublions les rhétoriques quotidiennes anti-terroristes développées par les médias internationaux. Tout le monde sait que sans l'accord et l'appui du régime de Téhéran, les Etats-Unis ne pourraient rester ni en Afghanistan ni en Irak. George Bush peut accuser l'Iran de déstabiliser l'Irak, tandis que le régime iranien peut blâmer la menace de la guerre pour supprimer toute opposition dans le pays. Voyons justement comment la crise nucléaire a aidé tous les deux : le régime iranien veut se racheter dans le monde musulman après sa collaboration avec l'impérialisme d'USA dans l'occupation de

deux pays voisins. Et l'impérialisme d'USA, veut justifier non seulement son occupation militaire de la région tout entière mais également augmenter sa présence et intensifier sa menace.

Mais même ces faits incontestables et durs ne résolvent pas la difficulté des apologistes de régimes. La raison se trouve dans l'incapacité de ces gens là à prendre en compte la spécificité de la révolution iranienne : le thermidor : c'est-à-dire cette vérité historique que c'était la même force contre-révolutionnaire qui a participé réellement au mouvement révolutionnaire elle-même. D'une manière vous pourriez même dire que c'est un paradoxe si c'est elle qui a assuré la conduite de cette révolution. Voyons comment peut être possible ! ?

Il y a naturellement une réponse simple à cette question. Afin de pouvoir contrôler la révolution et l'écraser ultérieurement ils ont dû la mener. Et il y a plus qu'un élément de vérité en cela. En détournant la colère des masses contre l'impérialisme USA et la classe dominante de nouveaux capitalistes autour de Chah, vers l'impasse d'une idéologie moyenâgeuse anti-Occidentale et anti-infidèle, ils sont réussis à dissimuler des masses leur propre nature réactionnaire de classe. Mais les raisons réelles de cette contradiction apparente se trouvent dans le caractère spécifique de la classe régnante iranienne et des changements qu'elle a subis après la révolution dite « blanche » du Chah, durant les années soixante.

On peut dire que les révoltes des pauvres urbains en 1976 et leurs nombreuses confrontations avec les forces militaires du Chah étaient les premiers signes du début de la crise révolutionnaire en Iran. La force motrice de ce mouvement était les masses révolutionnaires progressistes rassemblant des ouvriers, des paysans pauvres, les habitants des bidonvilles des périphéries des grandes villes, les étudiants, des jeunes femmes, et une partie importantes des minorités nationales.

Tous revendiquaient de la justice, de la liberté et de l'indépendance.

La spécificité très particulière de la révolution iranienne qui la distingue des autres est que un an après ces premiers signes, au début 1977, par opposition à ces forces révolutionnaires progressistes apparues également d'autres masses « islamiques » très rétrogrades mais bien organisées et menées par une faction de la hiérarchie shiite en coalition avec un groupe puissant de négociant du bazar. Ce bloc se composant d'une coalition décousue de divers courants politiques bourgeois religieux, allant des libéraux aux fondamentalistes religieux. Cette deuxième force a eu l'appui de masse dans les sections traditionnelles et numériquement significatif de la petite bourgeoisie urbaine et rurale grâce à ses divers réseaux religieux et caritatifs liées à la mosquée locale, qui pouvait également mobiliser l'appui des pauvres et du lumpen- prolétariat.

Rapidement, cette deuxième force très rétrograde et réactionnaire s'est avérée plus puissante que les masses révolutionnaires. Leurs dirigeants avaient déjà établi le Conseil secret de la révolution islamique qui avait négocié avec succès le transfert du pouvoir avec les USA, patron du Chah, et à l'intérieur avec les forces royales d'armée et de sécurité. L'insurrection a eu lieu parce que les commandants de la garde royale n'ont pas respecté cet accord et ont mobilisé leurs unités pour écraser les casernes pro révolutionnaire de l'Armée de l'Air à Téhéran. Réagissant à cette attaque, les sous officiers de cette caserne ont distribué les armes à la population qui a mené l'insurrection armée quelques heures plus tard.

Le bloc qui a pris le pouvoir, a non seulement sauvé l'état bourgeois d'une destruction presque certaine mais a également renforcé les forces réactionnaires par l'addition d'une multitude de groupes paramilitaires nouveaux mobilisés de manière

permanente, comme l'armée des gardiens de la révolution islamique (pasdaran) ou les corps de mobilisation (basij). Très rapidement il a désarmé et écrasé le mouvement révolutionnaire de masse et a décapité ses dirigeants. Au début il a collaboré avec les fractions libérales de l'opposition bourgeoise anti-Chah mais dès qu'il a consolidé son propre pouvoir il a poussé toutes les autres fractions hors du pouvoir. Il a ouvertement établi un régime islamique théocratique. Aujourd'hui, 27 ans plus tard, c'est toujours ce même bloc qui détient le pouvoir en Iran.

Un aperçu rapide et bref de l'histoire de ce conflit avec le Chah montre clairement la nature réactionnaire de ce bloc. Commençons par le clergé. Depuis le 17ème siècle la hiérarchie shiite était historiquement une partie bien établie de l'état asiatique despotique traditionnel en Iran. Elle contrôlait, entre autres, l'éducation et l'ordre judiciaire. Elle possédait ses propres propriétés foncières et sa propre source d'imposition sur la population, elle avait ses propres troupes armées de collecteurs.

A la fin du 19^e et au début du 20^e siècle, une faction puissante de cette hiérarchie a commencé à s'engager ouvertement dans la politique et s'est opposée aux réformes bourgeoises de l'état. On peut dire, qu'ils étaient les ancêtres idéologiques de Khomeiny. Parmi eux étaient certains des mollahs les plus réactionnaires de l'époque. Certains se sont ouvertement associés à l'impérialisme russe et britannique. Ce groupe s'est opposé à Mozaffaredin Chah (1853-1907) et à la Révolution Constitutionnelle de 1905-06. Son mot d'ordre, aujourd'hui glorifié par régime actuel était : Non à la légitimité constitutionnelle ! Oui à la légitimité islamique ! D'une manière très semblable à ce qui s'est produit en révolution 1979.

Ils se sont opposés à la révolution parce qu'ils étaient réactionnaires et ils se sont opposés à la réaction régnante de

l'époque parce qu'ils représentés la vieille réaction, dont l'existence était menacée par un nouveau rival. Une réaction ayant une apparence plus moderne ou plus bourgeoise. Une ressemblance avec ce qui a eu lieu dans l'église catholique qui a éclaté en factions, opposées ou alignées avec les nouvelles relations capitalistes. Une dissolution semblable a eu lieu à l'intérieur de la hiérarchie shiite. À côté des mollahs soutenant les réformes constitutionnelles il y avait les fondamentalistes qui ont voulu une règle islamique. L'impérialisme britannique a eu des agents dans les deux camps, ce qui est « compréhensible » !

Ainsi, les ancêtres idéologiques de Khomeiny étaient simplement contre le concept « de citoyenneté », contre le droit de vote. En un mot, ils considérés la démocratie comme une corruption occidentale conçue par Infidèles pour détruire l'Islam. Bien qu'après la victoire de la révolution constitutionnelle, les chefs de cette faction aient été pendus devant le nouveau parlement, la défaite de cette révolution peu d'années après a renforcé cette faction réactionnaire aux dépens de la section plus progressiste. Après la révolution russe, les intérêts de l'impérialisme britannique ont été mieux servis par un Etat-nation centralisée construit d'en haut, qui pouvait se lever contre la menace bolchevique.

L'accession au pouvoir de Reza Chah et ses réformes d'état, a poussé cette faction au conflit direct avec l'état. Le soutien de l'occident à Reza Chah et à son fils a donné à cette faction très rétrograde un nouveau bail dans la vie politique. La faction progressiste a disparu, emportée par la corruption et a été intégrée au nouvel état bourgeois.

Le dernier coup contre l'infrastructure de l'état asiatique était la prétendue « révolution blanche » du Chah. Au début des années soixante, sous la pression de l'administration Kennedy, le Chah annonça quelques mesures de libéralisation et

quelques réformes, englobées pompeusement sous le nom de "Révolution Blanche". Cela minait sérieusement le rôle, le prestige et surtout le pouvoir matériel du clergé, grand propriétaire terrien. C'est alors que la faction réactionnaire a fortement donné de la voix. Khomeiny, alors un ayatollah de second rang, se lança dans l'opposition ouverte contre la "Révolution de palais". Certes une partie des religieux se sentait sans doute lésée par les projets de réforme agraire, mais Khomeiny axa ses anathèmes surtout contre le projet de loi électorale qui donnait aux femmes le droit de vote, et aux minorités non musulmanes l'accès aux postes publics. Il déclarait y voir un "complot des impérialistes et des sionistes".

Mais le Chah traita tous les mollahs de "sodomites" et d'agents à la solde des Britanniques". Khomeiny, lors d'un discours incendiaire, dénonça alors publiquement le monarque. Son arrestation, le 3 Juin 1963, déclencha des émeutes et des manifestations de masse que le Chah fit réprimer dans un bain de sang. En 1964, Khomeiny, relâché, lança de nouveau des attaques, cette fois contre des privilèges accordés aux Américains vivant en Iran. L'impérialisme américain, ennemi n° 1 de tous les musulmans, devint un de ses principaux thèmes. Du coup, il fut envoyé en exil, d'abord en Turquie, puis en Irak et finalement à Neuf Le châteaux, en banlieue de Paris.

Khomeiny qui a mené la révolte contre les réformes du Chah était déjà une figure connue dans les cercles islamiques avant le coup d'état militaire de 1952 organisé par la CIA qui avait renversé le gouvernement de Mossadegh et remis le Chah au pouvoir. Il prônait déjà l'opposition aux « infidèles occidentaux » et avait déjà publié son projet politique dans un livre intitulé « l'Etat islamique ». Simplement parce que la hiérarchie chiite a trahi Mossadegh et pris la défense du coup d'état, il s'est tenu à l'écart. La révolution blanche lui a donné la possibilité de marginaliser la hiérarchie tous ensemble en faveur de sa propre

faction.

Quant à la deuxième partie du bloc, les grands commerçants de bazar, ils étaient également une partie de la classe régnante depuis plus d'un siècle. À l'heure de la révolution blanche du Chah ils ont eu la domination complète sur le secteur privé de l'économie iranienne. Ils ne ressemblaient nullement à une version iranienne de la prétendue bourgeoisie nationale. Cette couche qui traditionnellement avait des liens très étroits avec la hiérarchie chiite, a volontairement soutenu le coup d'état de 1952. Cependant elle a été fondamentalement menacée par les réformes du Chah. Au cœur de la « révolution » du Chah il y avait une tentative d'industrialisation limitée basée sur la production des biens de consommation pour le marché intérieur sous licence de compagnies étrangères. Ceci a directement menacé les intérêts des couches marchandes. Le gouvernement avait déjà introduit des taxes à l'importation pour réduire leurs activités. Le nouveau groupe de capitalistes « industriels » qui s'est développé autour de la cour royale a peu à peu poussé la couche traditionnelle hors de la classe régnante et a établi sa propre hégémonie sur l'économie iranienne. Bien que les commerçants du bazar aient toujours eu accès à l'énorme richesse et au capital, ils ont été repoussés au stade de citoyens de deuxième rang. Dès lors ils sont devenus les banquiers de la faction réactionnaire à l'intérieur de la hiérarchie chiite.

Nous avons déjà vu cette coalition contre le Chah et ses réformes dix-sept ans avant la révolution 1979. Ce mouvement a été écrasé par le Chah et Khomeiny expulsé vers l'exil.

Quand en 1976 les premiers signes de la crise structurelle du capitalisme iranien sont devenus évidents, cette coalition est entrée de nouveau en action. En l'absence d'autre opposition organisée, à cause de faillite des forces nationalistes bourgeoises et la gauche prosoviétique menée par le parti

Toudeh pendant la dictature de Chah, la hiérarchie shiite avec son vaste réseau mosquées et bien financé par les commerçants du bazar a rapidement assuré la conduite du mouvement de protestation et a imposé ses propres slogans et aspirations comme les revendications de la révolution.

La classe de capitaliste, nationalement et internationalement, a immédiatement reconnu et soutenu cette contre-révolution car elle n'avait aucune autre alternative pour sauver l'état bourgeois. Mais ce n'est nullement un régime capitaliste « normal ». Dans un régime capitaliste « normal » vous vous attendez à ce que probablement deux capitalistes avec la quantité égale de capital obtiennent le même taux de rendement moyen. Dans la république islamique, l'un peut risquer sa peau tandis que l'autre obtient 10 fois la moyenne sans même risquer son capital !

A la longue ce régime doit se transformer selon les besoins de l'état bourgeois qu'il protège. C'est un paradoxe, mais les Neo-cons US peuvent apprécier le régime qui iranien effectue sa politique de privatisation. La seule différence est qu'en Iran, ils disent que la privatisation de l'économie est faite de « manière islamique », c.-à-d., tant que nous sommes maintenus au pouvoir. Les semi mafia et groupes qui se partagent le gâteau national, s'accrochent à la puissance et au pouvoir, à tout prix. La hiérarchie shiite n'est pas comme une junte militaire qui peut un jour accepter de remettre le pouvoir à une forme plus « normale ». Nous avons déjà vu trois vagues de « réformes » venant de l'intérieur du régime. Ils n'ont abouti à rien et les « réformateurs » ont été battus. La logique de toutes vraies réformes réclame le retrait des mollahs de la scène politique et l'abandon du pouvoir. Dès que cette logique deviendra claire, les fondamentalistes organiseront une nouvelle riposte violente. L'une des conséquences des échecs répétés de ces réformes est que, peu à peu, aux yeux des iraniens, la nécessité du

renversement révolutionnaire du régime devient de plus en plus populaire.

Khamenei et Bush savent que « la crise nucléaire » peut leur fournir la couverture pour plonger la société iranienne dans un état de couvre-feu militaire permanent, ce qui leur permet de contrer la remontée des luttes•

Crise du régime et mobilisations populaires*

Par Babak KIA, 4 juillet 2009

A la faveur d'une fraude électorale planifiée et de grande ampleur, le président sortant, Mahmoud Ahmadinejad, a été déclaré vainqueur dès le 1er tour, avec un score invraisemblable. Comble de l'ironie, le pouvoir lui-même reconnaît des irrégularités portant sur 3 millions de suffrages. Les chiffres officiels donnent dans 170 circonscriptions électorales une participation allant de 95% à 140% !

Si le Conseil des Gardiens de la Constitution a autorisé à concourir quatre candidats, issus du sérail, le « Guide Suprême » avait désigné le vainqueur bien avant le premier tour. En menant un véritable coup d'État destiné à écarter du pouvoir les factions dites « réformatrice » et « pragmatique » proches des anciens présidents Khatami et Rafsandjani, Ahmadinejad et le « Guide Suprême », Ali Khamenei, ont ouvert une crise au sommet du régime.

Face à cette accélération du jeu politique, les candidats défaits, Mohsen Rézaï, dirigeant historique des Gardiens de la Révolution, Mehdi Karroubi, ancien président du Parlement et Mir Hossein Moussavi, ancien premier ministre (1981-1989), ont engagé un bras de fer avec le Guide et son poulain. Ce conflit a déclenché un nouvel épisode de la lutte intestine qui oppose les différentes factions. Cette fracture béante au sommet de l'État a ouvert une brèche dans laquelle les aspirations démocratiques de la jeunesse, des femmes et des travailleurs iraniens se sont engouffrées.

* par Babak KIA, paru dans [Inprecor N°551-552](#)

www.inprecor.fr/article-Iran-Crise%20du%20r%C3%A9gime%20et%20mobilisations%20populaires?id=748

La dynamique des mobilisations populaires déstabilise profondément l'édifice de la République islamique et pour la première fois le « Guide Suprême » est devenu la cible des manifestants.

En soutenant Ahmadinejad bien avant le scrutin et en qualifiant sa réélection de « miracle divin », Ali Khamenei vient de porter un coup important à sa propre fonction.

En effet, le Guide Suprême est le premier personnage de l'État. Il dirige les organes clés du pouvoir : les forces armées, notamment le corps des Gardiens de la Révolution (Sepah-e Pasdaran) et les milices islamiques (Bassidjis), les médias d'État, l'appareil judiciaire et surveille le pouvoir exécutif.

La constitution de la République islamique est basée sur le Velâyat-e faghih, le gouvernement du jurisconsulte, incarnation du pouvoir divin et de la domination du religieux sur le politique. En règle générale, le « Guide », qui trace les lignes directrices de la politique du régime, a pour vocation d'arbitrer entre les différentes factions. Mais en prenant part au coup d'État contre le camp « réformateur », Khamenei a mis tout son poids dans la balance et s'est exposé au rejet populaire. Il conforte ainsi la position de celles et ceux qui pensent que le régime n'est pas réformable.

Dynamique des mobilisations populaires

La dynamique de la mobilisation, qui dans un premier temps était centrée vers la dénonciation de la fraude électorale massive, tend aujourd'hui à remettre en cause la République islamique dans son ensemble. Le slogan « mort au dictateur ! » est adressé autant à Ahmadinejad qu'à Khamenei. Cependant la seule chance de la Mollaharchie est que l'opposition légale au clan des « conservateurs » et fondamentalistes (Osul Garayan), dirigé par le Guide Suprême et Ahmadinejad, n'entend pas remettre en cause les fondements de la République islamique. En effet, l'opposition dite « réformatrice », représentée par

Moussavi et Karroubi, veut s'appuyer sur la vague de contestation populaire, tout en la cantonnant dans le cadre institutionnel actuel. Loin de contrôler la dynamique de la rue, les « Réformateurs » voudraient instrumentaliser la mobilisation populaire et l'utiliser contre leurs adversaires. Malgré la répression et le black-out médiatique organisés par le pouvoir, la mobilisation populaire se poursuit. Les manifestations tentent de s'organiser à Téhéran et dans les villes.

Le régime cherche à imposer un degré de violence important afin d'étouffer la mobilisation. Les grandes villes subissent un état de siège quasi permanent, avec bouclage des artères principales et filtrage de la circulation. Les Gardiens de la Révolution et les Bassidjis occupent les points névralgiques de Téhéran.

Afin d'éviter une confrontation directe avec les miliciens et les Pasdaran, la population trouve des formes d'action diverses, mais ne cède pas d'un pouce. Des appels à la grève, y compris à la grève générale, se sont multipliés mais leur extension s'est heurtée, jusque-là, à la répression et à l'absence de droit syndical et de syndicat indépendant. A la pointe de ces initiatives, se sont retrouvés les salariés des entreprises les plus mobilisés ces dernières années, comme ceux de la compagnie de transport en commun de Téhéran (Vahed) ou d'Iran Khodro (premier constructeur automobile du pays avec 60000 travailleurs) ainsi que ceux de la santé ou encore les universitaires.

Contrairement à une vision répandue en dehors de l'Iran par les soutiens d'Ahmadinejad, la mobilisation sociale rassemble la jeunesse, les femmes et les travailleurs. Une des caractéristiques du mouvement actuel est que contrairement à celui de 1999, les étudiants ne sont pas les seuls à affronter le pouvoir. Quand elles peuvent se dérouler, les manifestations à Téhéran débutent dans le sud de la ville, dans les quartiers

populaires, et traversent la capitale vers le nord. La chaîne humaine que ses habitants ont tenté d'organiser le lundi 29 juin devait s'étendre sur douze kilomètres. Cette initiative, peu relatée par les médias, a été partiellement réussie et ce malgré les agressions des forces antiémeute. Chaque soir, les toits de Téhéran résonnent des slogans lancés par la population, s'exposant ainsi aux descentes régulières des miliciens dans les habitations.

Bien entendu, l'absence de direction révolutionnaire et d'organisation indépendante sur le plan politique et syndical constitue un véritable handicap. Cependant, la dynamique de mobilisation et de radicalisation à l'œuvre ne sera pas sans conséquence. Car même si le régime parvenait à reprendre le contrôle de la rue, sa perte de légitimité ouvre une situation d'instabilité profonde et durable.

Le peuple iranien paie un lourd tribut en s'opposant courageusement à la République islamique. Plus de deux cent morts, des centaines de blessés, près de deux mille arrestations et des informations faisant état de séances de tortures infligées aux détenus afin qu'ils fassent des « aveux » publics concernant « leurs liens avec l'étranger ».

Division des élites au pouvoir

Évènement rare, plusieurs grands ayatollahs comme Ali Montazeri, Nasser Makaram Chirazi, Assadollah Zanjani, Moussavi Ardebili ou le grand ayatollah Sanaïe, ont exprimé leur inquiétude quant à la perte de légitimité du régime. Certains d'entre eux, comme le grand ayatollah Ali Montaezeri, soutiennent les manifestants. Or, ceux qui connaissent le monde chiite savent que l'autorité religieuse et morale de ces grands ayatollahs est supérieure à celle du « guide ». Dans le système doctrinal du chiisme, ils sont des « marjaas » (pôles d'imitation pour les fidèles, ce qui n'est pas le cas d'Ali

Khamenei qui a été élevé au rang d'Ayatollah pour pouvoir accéder au poste de Guide). Ces prises de position de hauts-dignitaires du clergé témoignent de l'importance de cette crise qui dépasse largement « la simple » fraude électorale.

La situation actuelle n'est que l'aboutissement d'un processus long et complexe qui s'est engagé au sein du régime pour une part, et dans la société iranienne d'autre part. Avec l'usurpation de la Révolution de 1979 par l'Ayatollah Khomeiny et l'instauration de la République islamique, c'est un système institutionnel à deux têtes qui s'est mis en place. A deux têtes, mais avec une hypertrophie des institutions et fonctions religieuses. Ainsi, parallèlement à la nature théocratique du régime, il existe des institutions à caractère républicain. En Iran, les élections (municipales, parlementaires et surtout présidentielles) n'ont pas pour but la représentation, puisqu'elles ne sont évidemment pas démocratiques.

Les opposants à la République islamique n'ont pas le droit d'exister politiquement et les candidats sont sélectionnés au préalable par une instance supérieure du régime, en l'occurrence le Conseil des gardiens de la Constitution. En revanche, ces élections ont un autre objectif, bien plus fondamental : la légitimation d'un pouvoir « révolutionnaire » qui se veut populaire et se présente comme massivement soutenu par les citoyens. Or, il y a une tension permanente entre un pouvoir, qui en attendant la réapparition du Mahdi (le 12ème imam, disparu en l'an 874) se définit comme l'émanation de Dieu (le Velâyat-é faghîh) et des institutions et fonctions « représentatives » (Parlement, Président de la République « issus de la souveraineté populaire »...).

De la destitution de Bani Sadr par Khomeiny un an après son élection en 1981 au conflit permanent entre Khatami et Khamenei de 1997 à 2005, cette contradiction persiste et ce depuis les débuts de la République islamique.

En République islamique le clergé comme les laïcs, à l'instar d'Ahmadinejad, justifient toujours leur action par des « théorisations » religieuses. Chacune des factions développe ainsi ses propres explications qui peuvent évoluer en fonction de la conjoncture et au gré des retournements d'alliances. Cependant, depuis plus de dix ans, un débat profond traverse le clergé iranien. Ce débat est lié à l'aspect bicéphale du système politique iranien et à la poussée des aspirations démocratiques et sociales de la population. Certains dignitaires religieux, très minoritaires, défendent une déconnexion entre le religieux et le politique. Leur préoccupation part de la volonté de préserver l'Islam des aléas du pouvoir politique. Ces idées ont influencé certains cercles étudiants actifs.

D'autres positionnements, portés au sein du sérail par Moussavi et Karoubi notamment, mettent l'accent sur la « souveraineté populaire ». Les factions dites « réformatrices » pensent que le Velâyat-e faghih doit être électif et que le suffrage universel et le choix du peuple constituent le fondement de l'État islamique.

Que représente Ahmadinejad ?

Face à cette lecture Ahmadinejad, inspiré par quelques membres influents du clergé comme l'Ayatollah Mesbah Yazdi ou l'Ayatollah Kani, considère que le gouvernement islamique doit être fondé sur les principes de la foi islamique. Ainsi, en 1998, Mahdavi Kani n'hésitait pas à déclarer que « pour nous, chaque gouvernement dont le gouverneur est désigné et déterminé par Dieu est légitime même si la population ne l'accepte pas et, à l'inverse, chaque gouvernement dont le gouverneur n'est pas désigné par Dieu est illégitime et usurpateur, même si la population l'accepte ». Ces derniers ne parlent pas de République islamique mais bien de Gouvernement islamique. La faction dite « pragmatique »

incarnée par Rafsandjani, l'homme le plus riche d'Iran et réputé le plus corrompu, défend un positionnement intermédiaire, accordant la primauté au Guide tout en insistant sur la « participation populaire ».

La crise politique actuelle traduit la tentative du camp Khamenei-Ahmadinejad de se défaire du suffrage universel qui, jusqu'à ces élections, permettait aux différentes factions de se départager et de se partager le pouvoir. En s'en « libérant », le clan Ahmadinejad entend contrôler totalement l'appareil d'État ainsi que les moyens économiques et financiers. Ces théorisations autour du gouvernement islamique n'ont qu'une fonction : justifier la mainmise des Pasdaran et d'une partie du clergé sur les richesses du pays, durcir encore le régime afin de contenir la remontée des luttes sociales et démocratiques et éliminer du pouvoir toutes les autres factions. En effet, dans la compétition qui fait rage au sein du sérail, la volonté des « réformateurs », proches du secteur industriel privé, d'ouvrir davantage le marché iranien aux investisseurs étrangers d'une part et de casser certains monopoles d'État aux mains des Pasdaran d'autre part, aiguise le conflit pour le contrôle du pouvoir.

La poussée populaire qui ne se dément pas et la guerre que se livrent les différents clans et les fractions de la bourgeoisie qu'ils représentent s'est intensifiée sous la pression de la crise mondiale

du capitalisme. Partisans du libéralisme économique et de l'insertion renforcée de l'Iran dans la mondialisation capitaliste, les « réformateurs » se heurtent aux intérêts mafieux-bureaucratiques des Gardiens de la Révolution.

L'ascension des Gardiens de la Révolution s'est faite progressivement. Réduire son corps à une armée idéologique et d'élite dévouée au Guide serait très exagéré. La direction du Sepah, qui a pris une place politique et économique

prépondérante, entend diriger l'État et l'asservir à ses propres intérêts. Les Pasdaran soutiennent activement Ahmadinejad qui a fait partie de ce corps d'élite. Il représente leurs intérêts au sommet de l'État. La véritable base sociale d'Ahmadinejad se constitue des couches traditionnelles proches du Bazar qui jouent un rôle économique incontournable, des Bassidjis et de leur famille, d'une partie de la haute bureaucratie d'État et de toutes celles et ceux qui font partie des organisations civiles dirigées ou financées par les Pasdaran.

Ces derniers contrôlent diverses activités économiques et financières. Du bâtiment aux activités de loisirs en passant par le secteur pétrolier et de l'armement, rien ne leur échappe. Leur domaine d'activité n'a pas de limites, même la contrebande et l'organisation de réseaux de prostitution pour les pétromonarchies du golfe sont de leur ressort. Ils ont entre les mains, outre la puissance de feu, une puissance financière considérable. Par sa mainmise sur les Fondations (Bonyad) - ces organismes créés après la révolution de 1979 pour gérer les biens expropriés aux dignitaires de la Monarchie - la direction des Pasdaran est l'un des acteurs majeurs de la vie économique.

Les Fondations sont de véritables holdings aux activités très diversifiées et font partie des sociétés les plus puissantes du Moyen-Orient. Elles représentent plus de 40 % du PIB hors-revenu pétrolier. Véritable État dans l'État, les Fondations échappent au contrôle de l'administration et sont des vecteurs de la corruption et du clientélisme. Seules quelques personnes dont le Guide Ali Khamenei sont informées de leur activité et de celle des Pasdaran.

L'argument selon lequel Ahmadinejad serait le représentant des couches défavorisées n'est étayé par aucun élément un tant soit peu tangible. Comme le montrent de nombreuses enquêtes, sa victoire, lors des élections présidentielles de 2005,

n'a pas été le résultat du vote des « laissés-pour-compte » comme on l'entend trop souvent, y compris dans la gauche occidentale.

En rapprochant les cartes électorales du vote Ahmadinejad en 2005 de celles du taux de chômage par département et des régions les moins développées ou du monde rural on s'aperçoit aisément que le score réalisé est médiocre. En fait, Mahmoud Ahmadinejad a gagné, en 2005, en s'appuyant sur le désenchantement populaire à l'égard des « réformateurs » et grâce au maillage territorial assuré par les Bassidjis et les Pasdaran ainsi qu'aux liens entre les activités économiques et militaires des Gardiens de la Révolution.

Son premier mandat a été marqué par un plan massif de privatisations qui a bénéficié à ses proches, mais aussi par une hausse vertigineuse de l'inflation (30 % par an) et par une forte remontée du chômage. L'utilisation clientéliste de la rente pétrolière (en ce domaine l'Iran n'est pas un cas à part), qui permet de s'assurer du soutien de certaines couches sociales paupérisées, n'a pas suffi.

En effet, ces dernières ont perdu bien plus par le biais de l'inflation que ce qu'elles percevaient via la redistribution arbitraire d'une partie de la manne pétrolière. La dilapidation des revenus pétroliers, qui représentent 85 % des recettes d'exportation et 75 % des recettes budgétaires, a empêché toute modernisation des infrastructures. En l'absence de capacité de raffinage, l'Iran importe 40 % de sa consommation d'essence. Les salaires n'ont jamais autant été comprimés et ce malgré la hausse du prix du baril et des revenus pétroliers du pays. Pour obtenir le paiement de leur salaire les travailleurs du public comme du privé ont dû multiplier les mouvements de grève. A chaque fois, Ahmadinejad et les siens ont répondu par la répression et des arrestations. Loin de briser la détermination des travailleurs, la répression a eu pour conséquence une

radicalisation accrue au sein de la jeunesse, des militantes féministes et de la classe ouvrière en générale.

Dans un pays de près de 71,2 millions d'habitants, où les jeunes représentent 67,9 % de la population, l'absence de perspectives sociales et d'espaces de libertés représente un cocktail explosif pour le pouvoir. La corruption du clergé et des gardiens de la révolution, la violence politique, économique et sociale imposée par le régime des mollahs ont contribué largement à la perte de légitimité de la République islamique. La séquence politique en cours avec le trucage des élections, le soutien du Guide à Ahmadinejad et la violence de la répression accentuent les facteurs de refus de l'ordre en place.

Anti-impérialisme des imbéciles

Rejetée massivement dans sa dimension symbolique, idéologique, sociale et politique, la République islamique ne tient plus que par l'exercice de la violence. Or, les manifestations des dernières semaines en témoignent, la peur de dénoncer le régime dans son ensemble est tombée. Face à l'ampleur de la mobilisation les discours de Khamenei et d'Ahmadinejad tentent de faire appel au sentiment national des Iraniens.

En dénonçant le complot étranger, le clan au pouvoir cherche à isoler les manifestants et à se laisser les mains libres pour une répression aveugle, au nom de la défense des intérêts de la nation. Bien entendu ce type de discours n'a plus d'effet en Iran.

Évidemment, il ne s'agit pas d'être dupe. Les puissances impérialistes lorgnent depuis toujours sur les richesses du pays. Si elles pouvaient agir et installer un régime plus favorable à leurs intérêts elles le feraient.

Il faut néanmoins noter qu'à ce stade, aucune puissance impérialiste ne propose de rupture diplomatique avec la

République islamique. Quant à Obama, il poursuit sa « politique de main tendue ». Au-delà, la meilleure façon de contrecarrer les projets impérialistes est, non pas de soutenir Ahmadinejad et consort, mais bien de construire un mouvement de solidarité internationale avec le peuple iranien.

Il serait aberrant d'analyser la crise ouverte aujourd'hui en Iran comme l'expression d'un complot impérialiste ou de comprendre les mobilisations contre la fraude électorale comme un soutien à une faction pro impérialiste, justifiant y compris la répression. Si le peuple iranien rejette toute ingérence impérialiste, il n'est pas disposé non plus à accepter plus longtemps un pouvoir théocratique réactionnaire, brutal et corrompu. Il a suffisamment de raisons pour descendre dans la rue. La jeunesse, les femmes, les travailleurs ne cessent de lutter pour l'égalité, la justice sociale et pour des droits démocratiques.

A l'image des positions prises par les militants de gauche iraniens, il est nécessaire de soutenir les mobilisations populaires, d'apporter un point d'appui à celles et ceux qui luttent en Iran et ce sans cautionner telle ou telle faction. Certains dans la gauche internationale affirment que les millions de personnes (3 millions de manifestants dans les rues de Téhéran le 15 juin, selon les décomptes de la Mairie de Téhéran, proche d'Ahmadinejad), qui s'opposent physiquement aux forces antiémeute et autres nervis du régime, sont manipulées par les États-Unis, Israël ou la Grande-Bretagne. La théorie du complot ignore les fondements réels de la crise qui relèvent avant tout de facteurs internes. Elle ne tient pas compte non plus des conditions spécifiques de politisation dans un contexte où la dictature a démantelé toutes les organisations politiques et syndicales.

Ces positions empruntent une pente dangereuse qui a déjà été explorée en d'autres temps et qui a fait de nombreux dégâts au

sein du mouvement ouvrier international.

La théorie qui consiste à penser que « les ennemis de mes ennemis sont mes amis » a amené certains secteurs militants à soutenir les crimes du stalinisme, voire à chercher des alliances contre-nature parfois même avec l'extrême droite. Plus proche de nous, il est impensable pour des militants anti-impérialistes et anti-sionistes de dénoncer l'État d'Israël en faisant quelques concessions que ce soit aux discours de type antisémite. Accréditer l'idée qu'Ahmadinejad est un dirigeant anti-impérialiste c'est oublier le rôle joué par le régime iranien dans la relative stabilisation de l'Irak.

La République islamique d'Iran est un des soutiens du premier ministre irakien fantoche Al Maliki, installé par l'impérialisme états-unien. Aujourd'hui, la République islamique participe, à l'invitation des États-Unis, aux conférences internationales concernant la stabilisation de l'Afghanistan.

Quel est cet anti-impérialisme présumé qui collabore avec les forces d'occupation ? L'administration états-unienne le sait, les dirigeants de la République islamique partagent tous la même position concernant le dossier du nucléaire. Ahmadinejad, comme les autres candidats à la présidence, peut manier un langage dur en façade et négocier en coulisses. D'ailleurs en matière de politique étrangère, il n'y a pas de différences profondes entre les factions. Le premier mandat d'Ahmadinejad en ce domaine n'a pas été différent de celui de ses prédécesseurs. La politique extérieure de la République islamique est tout autant dictée par ses intérêts sur la scène régionale et internationale que par la nécessité du régime de souder sa base sociale autour d'un discours populiste aux accents nationalistes.

De l'affaire de la fatwa lancée par Khomeiny contre Salman Rushdie en passant par les discours d'Ahmadinejad niant l'holocauste, à chaque fois que la République islamique a

traversé une période difficile, ses dirigeants ont cherché à créer une tension sur le plan international afin de masquer la gravité de la crise. La virulence de Khomeiny durant les années 1980 à l'égard du « Grand Satan » et de son allié israélien n'a pas empêché la République islamique d'acheter des armes à l'impérialisme états-unien et de se les faire livrer par l'État sioniste. La vision selon laquelle une crise du pouvoir ou un changement de régime en Iran serait une défaite pour la résistance libanaise et palestinienne et ferait le jeu d'Israël relève d'un « anti-impérialisme des imbéciles ».

L'État d'Israël n'a rien à craindre des vociférations antisémites d'Ahmadinejad. Au contraire, les dirigeants israéliens se saisissent de l'émotion créée par les propos du président iranien pour justifier et accentuer leur politique coloniale contre le peuple palestinien. Il ne suffit pas de financer telle ou telle organisation de la résistance palestinienne pour gagner des galons d'anti-sionisme ou d'anti-impérialisme, auquel cas bien des monarchies du golfe et des régimes arabes corrompus seraient à classer dans cette catégorie.

Qu'à cela ne tienne, un anti-impérialiste comme James Petras n'hésite pas à dénoncer une pseudo coalition regroupant « les néo conservateurs, les conservateurs libertariens et les trotskystes » qui auraient « joint leur voix à celles des sionistes, saluant les protestataires de l'opposition iranienne, voulant y voir une avancée d'on ne sait trop quelle « révolution démocratique ». Sans dire un mot des contradictions à l'œuvre en Iran, sans dire un mot de la légitimité des mobilisations et des aspirations pour des droits démocratiques et sociaux, pour l'égalité entre les hommes et les femmes, James Petras et bien d'autres, se laissent malheureusement aveugler par les rodomontades grotesques d'Ahmadinejad.

Accentuant la confusion, les prises de positions de Hugo Chavez en soutien à Ahmadinejad traduisent une approche de

la construction des rapports de forces qui s'appuie davantage sur la diplomatie cynique des États que sur les mobilisations populaires. Elles renvoient fondamentalement à une conception étriquée où la maîtrise des cours de pétrole apparaît comme une arme économique stratégique dans la consolidation des positions acquises face à l'impérialisme, alors que la seule voie sérieuse et progressiste se trouve dans le développement des mobilisations populaires, sociales et démocratiques.

Pourtant nous le savons, l'anti-impérialisme conséquent doit se situer aux côtés des peuples qui luttent pour leur émancipation. Notre combat anti-impérialiste ne peut se dissocier du combat pour la justice sociale, pour la souveraineté des peuples et contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

La *realpolitik* et la dénonciation sélective ne doivent pas faire partie de nos grilles d'analyse et de nos méthodes de lutte. Ce sont les armes de la bourgeoisie. A ce titre il convient de saluer l'appel signé par bon nombre d'intellectuels-militants de gauche, qui de Daniel Bensaïd à Noam Chomsky ou Alain Badiou ont apporté un soutien franc au peuple iranien dans sa lutte contre la dictature et ce sans faire aucune concession aux puissances impérialistes. Le peuple iranien ne doit pas rester isolé. Il a besoin de notre solidarité ! •

Ou va la République Islamique d'Iran ?*

Par Houshang SEPEHR, Août 2009

Ce qui se passe en Iran est une révolte spontanée, ingénieuse et indépendante d'un peuple frustré de trente ans de tyrannie d'un régime obscurantiste religieuse, déclenchées par la fraude électorale. La situation actuelle n'est que l'aboutissement d'un processus long et complexe qui a eu lieu à l'intérieur du régime, une crise profonde au sommet du pouvoir et au sein de la classe dominante d'une part, et dans la société iranienne, de l'autre. Cette conjoncture a ouvert un espace pour un authentique mouvement de masse pour remplacer le régime islamique par une république laïque, démocratique, sociale et moderne.

Y a-t-il le moindre doute sur le caractère populaire et démocratique de ce mouvement ?

Mise à part une partie de la faction au pouvoir, certains cyniques et tenants des théories de la conspiration, auxquels se joignent malheureusement quelques groupes et personnalités gauchistes confuses, personne ne doute que les peuples d'Iran dans leur majorité écrasante ont exprimé fort et clair leur désir d'en finir avec ce système politique actuel. Étant donné que la faction soi-disant « réformistes » ont gâché les précieuses temps et raté leur unique occasion, et ce n'est pour la première fois, c'est le système entier, pas simplement les conservateurs, est mis en question.

En Iran personne ne croient un mot de gouvernement en réclamant que les protestations après l'annonce des résultats d'élection présidentielle, ont été organisées de l'extérieur d'Iran.

* Par Houshang SEPEHR, paru dans [Inprecor N° 553-554](#)

inprecor.fr/article-Iran-O%C3%B9%20va%20la%20R%C3%A9publique%20Islamique%20%20?id=772

En ce qui concerne cette crise, elle a tous les cachets de faillite totale de la république islamique. Au cours des 30 dernières années, le régime a pour survie à ses crises et masquer sa faillite, invoqué constamment des menaces étrangères, véritables ou imaginaires.

Par contre, en occident certains « analystes » de gauche déclarent que les foules de manifestants dans les rues de Téhéran et d'autres villes sont issues des couches les plus aisées de la classe moyenne urbaine et que Moussavi est leur représentant politique. Tandis qu'Ahmadi-néjad conserverait un fort soutien parmi l'écrasante majorité de la population dans les régions urbaines et rurales pauvres. Ces prétendus analystes n'ont la moindre de connaissance ni de la structure de classe de la société iranienne, ni de la nature de la République Islamique, ni des enjeux de cette élection et ses conséquences pour l'avenir du pays et ni des faits concernant les résultats d'élection.

Il nous semble nécessaire, avant d'entrer dans les détails de ce qui s'est passé pendant la campagne et l'élection présidentielle de 2009 et les protestations massives qui ont suivi, de donner un aperçu de la société iranienne et du régime au pouvoir en Iran.

Paradoxe structurel du système politique

Sur le plan sociologique d'une part, l'Iran est l'une des sociétés les mieux éduquées de la région : taux d'analphabétisme inférieure à 10%, une population universitaire de plus de 2,5 millions sur une population d'environ 70 millions, dont 51% étudiantes dans l'enseignement supérieur et très jeune, plus de 60% ont moins de 30 ans d'âge. Il faut rappeler que plus de 70% de la population vit dans les villes.

D'autre part, ce pays est dominé par un système politique-juridique dictatorial et moyenâgeux. La constitution et les divers

lois, dans le but de réglementer la vie privé et publique des citoyens, sont régis par une interprétation rigide de l'islam qui ne laissent la moindre place à la démocratie en générale, aux libertés individuelles et font très peu de concession aux femmes et aux jeunes.

Sur le plan politique, il s'agit d'un système dichotomique sans pareille, d'un régime théocratique sous un masque républicain. L'auteur de cet article a ailleurs donnée une description détaillée du système politique de la République Islamique d'Iran. Nous ne voyons pas ici la nécessité de la répéter.¹ En bref, d'un côté il y a une théocratie qui règne sans élection et tient le pouvoir dans tous les domaines :

Le Guide suprême (représentant de Dieu sur terre, désigné par L'Assemblée des Experts, un ensemble de religieux ; eux-mêmes triés sur le volet et élus selon une procédure complexe qui laisse peu de choix au peuple) ;

Le Conseil des Gardiens de la Constitution (12 clercs désignés par le Guide suprême), le chien garde du régime qui supervise la conformité islamique des lois du parlement et la désignation des candidats aptes à se présenter à la députation et à la présidence de la république ;

L'Assemblée des Experts désignant le Guide suprême ; Le Conseil du Discernement qui régit les litiges entre le Parlement Islamique et le Conseil des Gardiens ;

Le système judiciaire garantit que les lois islamiques sont appliquées, il est contrôlé par les religieux ultra-conservateurs. Son chef est nommé par le Guide Suprême auquel il rend personnellement compte.

¹ - voir Iran : Un Califat déguisé en République, dans [Inprecor N° 520](http://www.inprecor.fr/article-Iran%20-Un%20Califat%20d%C3%A9guis%C3%A9%20en%20R%C3%A9publique?id=140)
www.inprecor.fr/article-Iran%20-Un%20Califat%20d%C3%A9guis%C3%A9%20en%20R%C3%A9publique?id=140

Les forces armées regroupent les Gardiens de la Révolution Islamique (GRI, Pasdarans, Armée idéologique du régime) et les Armées classiques. Les principaux chefs des armées et des Gardiens de la Révolution sont nommés par le Guide Suprême et ne rendent compte qu'à cette personnalité. Les Gardiens de la Révolution ont pour mission de combattre ceux qui sont opposés à la révolution islamique. Ils détiennent le contrôle des miliciens paramilitaires (Bassiji) qui opèrent dans chaque ville.

De l'autre, les fonctions électives comme celles du Président de la république ou les membres du parlement islamique. Toutes les lois adoptées par le Parlement doivent être jugées compatibles à la fois avec la Constitution et surtout avec l'Islam par le très conservateur Conseil des Gardiens. Les membres du gouvernement sont nommés par le président.

Le Guide Suprême est largement impliqué dans la gestion des affaires liées à la défense, à la sécurité et à la politique étrangère. Il est clair que ce système ne ressemble nullement à une république. On peut le qualifier de califat (90%) déguisé en république (10%).

Dès le début de la Révolution islamique, ces deux aspects visiblement contradictoires du système, théocratique et électif ont été souvent en tension. Le premier président de la république, Bani-Sadr, en 1981 a été destitué par l'ayatollah Khomeiny suite à des dissensions majeures.

En 1997, Khatami est élu à la présidence, un « islamiste réformiste » qui prétendait vouloir ouvrir la société civile et assurer une participation bien contrôlée, de certaines couches de la société aux décisions politiques de second degré du pays.

Le Guide suprême ainsi que la hiérarchie de l'Armée des pasdarans perçoivent cette attitude comme une menace contre leurs intérêts. C'est ainsi que la dimension élective du système entre en conflit contre la dimension théocratique pendant les 8 années de présidence de Khatami. La majorité des lois

passées au parlement dominé par les « réformistes islamistes » est rejetée par le Conseil des Gardiens où siègent les conservateurs.

Aux élections suivantes de 2005 avec l'accès d'Ahmadi-néjad à la présidence, la tâche essentielle du tandem formé par le Guide suprême et l'Armée des pasdarans (représentée en la personne d'Ahmadi-néjad) consiste à neutraliser cette dimension électorale en attaquant à la fois de trois fronts. D'abord en manipulant certains appareils clés de l'Etat pour réduire l'autonomie de l'Etat en faveur du pouvoir du président : entre autres dissolution de l'Organisation des Plans qui alloue le budget de l'Etat ; déstructuration de la Banque Centrale qui régit la politique monétaire, réorganisation du système exécutif et administratif de l'Etat afin de réduire l'autonomie des ministres.

L'autre mesure pas moins importante que les précédentes était de rassurer et consolider l'hégémonie absolue de l'Armée des pasdarans dans les domaines politique et économique.

Aujourd'hui 30 % des membres du parlement, un tiers des ministres, les chefs des organisations clés de l'Etat comme de la Radio et la télévision, la majorité des maires, des préfets, des gouverneurs des régions etc.... sont issus de l'Armée des Pasdarans.

Le troisième objectif consiste à éliminer progressivement ce qui reste de la dimension électorale du système et installer une théocratie afin que le régime islamique soit désormais une théocratie totale, une "Etat Islamique" sans la dimension républicaine. Ahmadi-néjad pendant son premier mandat a réussi partiellement à réaliser ce triple projet en réprimant les mouvements sociaux (notamment celui des femmes, des ouvriers, des peuples non perse mais aussi et celui des étudiants, déjà affaiblis sous Khatami).

A la fin de son premier mandat, Ahmadi-néjad parvient à brider

l'appareil d'Etat et à jeter les bases de l'hégémonie totale du bloc au pouvoir, formé par le Guide suprême et une fraction de l'Armée des pasdarans. L'élection présidentielle de 2009 devait parachever l'œuvre du président sortant pour exorciser définitivement le spectre d'une présidence autonome par rapport à la théocratie qu'incarne le Guide suprême. Mais des différences majeures ont existé dans ces nouvelles élections qui ont bouleversé les plans du duo au pouvoir, plans qui n'étaient ni plus ni moins qu'un coup d'Etat rampant.² Cela consistait à faire élire triomphalement le Président sortant afin de lui assurer une légitimité internationale face à une nouvelle présidence américaine et donner aussi une stature intérieure à Ahmadi-néjad pour mater la contestation autant au sein de l'élite du pouvoir (le camp Rafsandjani pragmatiste et la minorité des réformateurs).

D'autant plus que pour la faction dominante du régime une victoire de Moussavi, le candidat « réformiste », coïncidant avec une nouvelle administration aux USA, aurait porté le « danger » de réduire, quoique temporairement, des tensions de surface avec l'Amérique, de ce fait privant le régime islamique de son bouc émissaire externe commode. Cela était inacceptable.

Le bilan d'Ahmadi-néjad

Ahmadi-néjad est un dirigeant d'extrême droite qui a cherché, comme le clergé l'a fait pendant la révolution en 1979, à gagner le soutien des masses en recourant à une démagogie populiste- nationaliste et tiers mondiste que certaines gauches en occident, naïvement et parfois stupidement, confondent avec « l'anti-impérialisme » et « pro-pauvres ». Et le soutien du

² - voir l'article, Iran: Fuite en avant du régime iranien, [Inprecor N°520](http://www.inprecor.fr/article-Iran%20-Fuite%20en%20avant%20du%20r%C3%A9gime%20iranien?id=139)
www.inprecor.fr/article-Iran%20-Fuite%20en%20avant%20du%20r%C3%A9gime%20iranien?id=139

Président Chavez du Venezuela pour eux en est la preuve. Ces gens là qu'ont-ils à dire quant au soutien de Moscou, Pékin ou de la Corée du Nord à Ahmadi-néjad !

Primo, le soutien diplomatique d'un bourgeois nationaliste comme Chavez ne peut pas être un critère dans notre analyse du gouvernement d'Ahmadi-néjad. Secundo, la relation entre les deux pays, en tant que deux exportateurs de pétrole, est déterminée par la quête d'une alliance au sein de l'OPEP. Quant à Chavez nous n'avons pas la moindre illusion sur la nature de son régime, nationaliste peut-être, mais internationaliste certainement pas. Cependant, une comparaison très brève de la situation au Venezuela avec les conditions réelles du peuple iranien, sous le gouvernement d'Ahmadi-néjad peut clarifier les natures profondément différentes de ces deux régimes.

Premièrement, au Venezuela, sous le régime de Chavez des organisations syndicales et des luttes militantes des travailleurs se développent, et les travailleurs peuvent occuper les entreprises abandonnées et les administrer sous contrôle ouvrier. Au contraire en Iran, les travailleurs n'ont ni le droit de se syndiquer, ni le droit de faire grève – et lorsqu'ils bravent ces lois anti-démocratiques, ils s'exposent à la répression la plus brutale. Pendant le 1er mandat d'Ahmadi-Néjad les travailleurs ont été attaqués tous azimut par les capitalistes et également par leur gouvernement.

Parmi ces attaques, le nouveau code du travail très anti ouvrier d'Ahmadi-Néjad. Il n'y a pas une semaine sans des actions de protestation comme des grèves, des manifestations, des rassemblements et sit-ins par des travailleurs, enseignants, infirmiers et etc.

Par exemple en 2006, lorsque 3000 chauffeurs de bus de Téhéran ont pris l'initiative d'organiser un syndicat, le gouvernement a répondu par la répression brutale et des

licenciements massifs des travailleurs. Les dirigeants syndicaux ont également été attaqués par la police – y compris le secrétaire général du syndicat, M. Ossalou. D'abord ils l'ont sauvagement torturé ensuite commandé à 5 ans d'emprisonnement. Il est en prison depuis 2007. Après le spectacle de débats télévisés durant la dernière campagne électorale, depuis le 2 août le régime montre un nouveau spectacle. C'est l'ouverture du procès, selon le régime, « de fomenteurs de troubles et de participants à une révolution de velours », d'atteinte à la sûreté de l'Etat etc... Parmi les inculpés se trouve M. Ossalou, dans le rôle serait d'être un agent de l'impérialisme et d'avoir voulu organiser une révolution pour le compte de puissances étrangères, de l'intérieur de prison !

Lorsque des militants syndicaux, à Sanandaj, ont essayé d'organiser une manifestation, le 1er mai 2007, la police les a brutalement réprimés. Onze dirigeants ont été condamnés à une séance de flagellation et au paiement d'une amende. Lorsque 2000 militants ouvriers ont essayé d'organiser une manifestation du 1er mai, cette année, à Téhéran, la police les a sauvagement réprimés. 150 militants ont été arrêtés (certains sont toujours en prison). Des millions de travailleurs iraniens n'ont pas reçu de salaires depuis des mois. Lors qu'ils essayent de s'organiser, la police les réprime.

Intimidation, licenciement, arrestation, emprisonnement, et torture des militants ouvriers et des syndicalistes sont pratiques courantes dans la République islamique. Mais ces attaques se sont accélérées avec la présidence d'Ahmadi-néjad. Ce régime et son président ne sont pas seulement anti femme, anti jeunes mais avant tout ils sont anti ouvriers. En 2008 et 2009 il y a eu, en solidarité avec les travailleurs Iraniens, des journées de solidarités organisées par plupart des syndicats sur le plan internationale.

Au Venezuela, le régime de Chavez a arrêté le processus de privatisation d'entreprises publiques – et a nationalisé un certain nombre d'entreprises. Au contraire, en Iran, Ahmadi-néjad a accéléré la privatisation des entreprises publiques. Depuis 2007, en moins de deux ans plus de 400 entreprises de tailles importantes ont été privatisées, y compris les télécommunications, l'aciérie Mobarakeh d'Ispahan, le complexe pétrochimique d'Ispahan, l'entreprise Ciment Kurdistan, etc. Parmi les entreprises qui ont été privatisées figurent la plupart des banques, des entreprises du pétrole et du gaz, les assurances, etc. Ahmadi-néjad a été primé par le Fond Monétaire International, l'organisation qui gère les affaires du système capitaliste mondial, pour la bonne conduite de son gouvernement à l'application de ses dictats. C'est un phénomène inédit, jamais vu auparavant ni sous le régime actuel et ni sous ancien régime du chah.

L'effondrement bien programmé de la production agricole, dans la but de la promotion des importations, bénéfiques aux mollahs importateurs, a obligé l'Iran à acheter 1,18 million de tonne de blé aux États-Unis entre 2008 et 2009, et d'importer d'énormes quantités des sucre équivalent de la consommation de 10 années du pays. Cela alors que jusque récemment l'Iran était le troisième exportateur de sucre et quant à culture de blé le pays était autosuffisant.

L'Iran est le deuxième producteur de pétrole et détient 10% des réserves mondiales confirmées de pétrole. Le pays a aussi la deuxième réserve mondiale de gaz naturel. Ayant construit la première et la plus grande raffinerie du monde l'Iran était exportateur d'essence. Aujourd'hui, le manque de raffineries contraint le pays à importer 40% de sa consommation interne pour une valeur de 4 milliards de dollars en 2008.

Les investissements directs étrangers en Iran ont atteint un record 10,2 milliards de dollars en 2007, contre 4,2 milliards de

dollars en 2005 et 2 millions de dollars en 1994. Les transactions étrangères avec l'Iran se sont élevées à 150 milliards entre 2000 et 2007.

20 pays européens, en particulier l'Allemagne, France, le Royaume-Uni, l'Italie, les Pays-Bas et l'Espagne, ont investi plus de 10,9 milliards de dollars en Iran. Les entreprises canadiennes et américaines sont également impliquées dans des projets économiques en Iran, d'une valeur de plus de 1,4 milliards de dollars. Parmi les entreprises américaines se trouve Haliburton, dont l'un des actionnaires principaux est Dick Cheney, l'ancien vice président des USA, qui prétendait vouloir attaquer l'Iran ! Haliburton, en dépit de la sanction commerciale contre l'Iran, a cette année vendue plus de 40 millions de dollars d'équipements dans le domaine de l'exploitation pétrolier. Dernier exemple, en 2008 le montant des exportations directes des Etats-Unis vers Iran ont doublé par rapport à l'année précédent. Tous ça s'est arrivé pendant le premier mandat présidentiel d'Ahmadi-néjad !

Dans le domaine économique, sous la présidence d'Ahmadi-néjad les Pasdarans ont renforcé leur immense empire financier, autonome du gouvernement. Ils ont mis la main sur la production, la distribution et le commerce. Par l'intermédiaires des divers fondations, ses bras économiques que sont juridiquement hors de contrôle du gouvernement et ne rendent

compte qu'au Guide suprême, sans passer par les procédures légales, comme les appels d'offre, ils obtiennent des concessions de l'ordre de milliards de dollars, pour la construction des oléoducs mais aussi pour participer à des secteurs dont celui de Pétro-Pars qui encaissent une partie des revenus du pétrole iranien. Aucun domaine financièrement rentable ne leur échappe, y compris le trafic des drogues (un marché de 10 milliards de dollars en 2006), et même le

commerce du sexe et réseaux de prostitution pour les pétromonarchies du golfe. Derniers exemples, il y a quelques mois et en période de crise économie du système capitaliste mondial, qui frappe surtout les industries automobiles des Etats Unis, dans le but de participer à l'opération de sauvetage de Chrysler de la faillite lancé par Georges Bush, et surtout dans le but de donner un signe de bonne conduite de la par d'Iran d'Ahmadi-néjad, le complexe Saipa, deuxième constructeur automobile en Iran, dont l'actionnaire majoritaire est l'Armée des Pasdarans, a commandé à Chrysler 55000 voitures pour être assemblées en Iran. Le PDG de cet énorme complexe d'industrie n'a que 25 ans, il a été nommé par Ahmadi-néjad en personne !

D'après les données officielles, l'Iran a un taux de pauvreté qui avoisine les 21% de la population, par conséquent 16,5 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, 550 000 enfants vivent avec moins de 1 dollars/jour, 40% de la population gagne 2 dollars/jours alors que le seuil de pauvreté est fixé à 650 dollars par mois. Pire encore ces statistiques correspondent à la période où les cours du pétrole avaient triplés. Ajouter à tout cela, un chômage ravageur avec un taux de 40%, de même qu'une répartition énormément déséquilibrée des revenus. La politique économique d'Ahmadi-néjad pendant son premier mandat a été catastrophique. Inflation (supérieure à 25% par an), chômage (40%), régression du système productif et pauvreté mettent à l'épreuve les couches fragiles de la population. Une étude officielle en 2006, montrait que l'Iran comptait 3,2 millions de toxicomanes, dont 60 % ont entre 14 et 16 ans.

Même si le gouvernement d'Ahmadi-néjad critique l'impérialisme américain ou le régime sioniste d'Israël, dans le but de détourner l'attention des masses des problèmes internes, il n'est même pas conséquent dans sa lutte contre cet

ennemi. L'accord et la collaboration du gouvernement iranien pour l'occupation américaine de l'Irak et de l'Afghanistan sont des faits bien connus. Au lieu de favoriser une lutte de libération nationale unifiée, en Irak, le régime iranien a joué un rôle clé dans la division des Irakiens.

Certes, Rafsandjani et Khatami sont des représentants du capitalisme libéral pro-occidental et pro-impérialiste, mais dans cette course Ahmadi-néjad et la fraction du régime qu'il représente les ont déjà dépassé et sont les champions. La différence entre ces deux bands mafieux et que la démagogie des uns, en position de faiblesse, prend le langage de la « démocratie » tandis que l'autre utilise l'« anti impérialisme ».

Le printemps Iranien au milieu d'un hiver moyenâgeux

C'est dans ce contexte politiquement tendu et économiquement désastreux que la population iranienne fut appelée à participer à la farce que le régime islamique appelle « élection présidentielle ». Le terme « élection » paraît inapproprié dans la mesure où les candidats sont sélectionnés d'avance par un conseil qui émet un avis sur le niveau de leurs compétences et de leurs vertus religieuses.

Le rôle principal des élections était de fournir la légitimité pour les structures non-élues qui tiennent le pouvoir. Par conséquent à chaque élection, le régime fait des efforts effrénés pour avoir un maximum de bulletins de vote dans les urnes. C'est un point clé pour la compréhension de la signification du coup d'état électoral orchestré par Ahmadi-néjad et le guide suprême.

Les élections ont permis aux différentes factions du clergé et du sérail du régime d'examiner la légitimité de leurs solutions, en renforçant leur poids dans la hiérarchie grâce aux résultats électoraux. Par conséquent, alors que les élections n'étaient nullement démocratiques pour la population, elles ont permis une grande liberté à l'ensemble du clergé au pouvoir. Il s'agit

en effet d'une forme de démocratie interne au sein de la classe régnante.

Etat donnée la férocité de la répression, les peuples d'Iran, privés de s'exprimer, utilisaient la rivalité entre les factions pour manœuvrer et obtenir un certain répit. Ils ont fait ceci alternativement par leur voix ou le boycott d'élections.

La participation massive pour élire Khatami en 1997 (son rival était le candidat officiel du régime a été un referendum contre le régime), et le boycott massif des élections du Majles en 2004 (presque tous les candidats réformistes ont été rejetés).

Dans cette élection ce qu'Ahmadi-néjad a réalisé, en alliance avec une section de GRI et une poignée de mollahs, était de priver essentiellement le clergé de sa capacité d'employer les élections comme un instrument pour augmenter la base de pouvoir de leurs factions particulières à l'intérieur du régime. Ce n'était pas qu'un coup de tonnerre dans un ciel bien dégagé. Les élections avaient été systématiquement organisées au cours des 15 dernières années, après la fin de guerre Iran-Irak, pour prendre le contrôle de tous les organes électifs ou non. En parallèle l'appareil militaire-sécuritaire est devenu une force économique importante dans le pays.

Parmi 475 candidats éventuels seuls quatre ne furent pas rejetés par le Conseil des Gardiens. Les quatre candidats sélectionnés furent : Moussavi, ancien Premier Ministre (entre 1981 et 1988) candidat des réformateurs ; Ahmadi-néjad président en exercice qui cherchait à obtenir un deuxième mandat ; Karroubi, l'ancien président du Parlement islamique ; Rezaii, ancien commandant de Pasdarans. Ahmadi-néjad et Moussavi représentent chacun une faction du régime et les deux autres jouait les rôles des figurants dans le grand spectacle. Le candidat « réformateur » Moussavi ne vaut pas mieux. Il était premier ministre dans les années 80, à l'époque du massacre de 30 000 militants de gauche. Tout d'un coup, il

a découvert que la République islamique – à laquelle il ne s'oppose pas, sur le fond – a besoin d'être « réformée », c'est-à-dire de subir quelques changements mineurs, de façon à ce que tout reste comme avant. L'opposition entre Ahmadi-néjad et Moussavi est l'opposition entre deux factions d'un pouvoir réactionnaire envisageant des stratégies opposées pour sauver le régime actuel : l'une veut faire des réformes d'en haut pour éviter une révolution d'en bas ; l'autre redoute que des réformes d'en haut ne déclenche une révolution d'en bas.

Pour mieux comprendre la stratégie du régime pour les élections 2009 il faut souligner que les élections de 2005 n'ont pas attiré une grande foule- après le désenchantement immense des peuples iraniens pendant huit années de présidence de Khatami dit « réformateur » (1997-2005). Le candidat Ahmadi-néjad avec un discours très populiste et démagogue avait promis monts et merveilles pour attirer les électeurs. En fraudant modérément (quelques millions de voix), il parvient à remporter les élections, contre les quatre autres candidats, eux-mêmes choisis parmi plus de mille prétendants.

Par contre la mascarade de l'élection présidentielle de 2009 est de toute autre nature. Tout est mis en œuvre pour que l'apparence d'une élection démocratique soit préservée entre les quatre candidats du sérail, passés au crible du Conseil des Gardiens qui en avait éliminé plus de 400 autres. Pour regagner la confiance ou plutôt les votes perdus d'avance, la faction Guide/Ahmadi-néjad change leur tactique et la règle du jeu. Pendant la période de campagne électoral des débats télévisés relativement libres sont organisés, de nouveaux journaux autorisés à paraître.

C'est exactement pendant cette période de conflit autour du programme nucléaire que le régime a besoin de démontrer sa légitimité à la « communauté internationale ». Ignorant le niveau du mécontentement et de l'opposition qui existe dans le

pays, un show spectaculaire de débat télévisé a été organisé deux semaines avant le scrutin, un événement jamais vu en 30 ans d'existence du régime. La presse et les médias de la faction réformiste ont bénéficié d'une liberté relative de courte durée. Dans le cadre de l'ordre existant, on a permis à chacun des quatre candidats d'exposer les points faibles de leurs adversaires.

La corruption, l'incompétence, les mensonges et la duperie étaient les accusations les plus nobles, et même Ahmadi-néjad, certain du soutien de Khamenei, a franchi les lignes rouges habituelles. Sa cible était Rafsandjani- ex président et rival du Guide suprême- avec sa fortune colossal. Mais l'élite du régime, dans les deux factions, a sous-estimé le niveau de haine et de colère parmi les jeunes, les femmes et les travailleurs qui composent plus de 80% de la population. Ce débat des candidats était la goutte qui a fait déborder le verre de colère du peuple, accumulée durant les 30 dernières années.

Les débats télévisés ont joué un rôle capital dans la promotion de Moussavi contre le président sortant. Alors qu'Ahmadi-néjad nie tout allègrement l'étendue de l'inflation, du chômage, du déclin de l'économie et de la corruption, Moussavi souligne l'ampleur des désastres causés pendant le premier mandat du président sortant. Ce dernier est perçu comme cynique, arrogant et menteur par l'immense majorité des téléspectateurs tandis que son adversaire qui pendant les vingt dernières années n'avait eu aucune responsabilité politique au sein du régime, semblait le moins pire des quatre. Ahmadi-néjad ira jusqu'à attaquer la femme même de Moussavi, un acte intolérable pour des téléspectateurs. Il accuse de corruption certains membres éminents de l'élite politique, dont Rafsandjani, alors que tout au long de sa présidence, il n'avait livré aucun indice fiable au système judiciaire contre ses

personnages incriminés.

En réalité la plupart des Iraniens étaient déjà au courant de la richesse énorme, accumulée par la corruption, de Rafsandjani et de sa famille. C'était les comptes étrangers des membres proches de la famille Khamenei (son fils y compris, dont le compte personnel de 1.6 milliard de lire sterling a été bloqué à Londres) et des diagrammes montrant les postes financiers clés occupées par l'entourage d'Ahmadi-néjad qui ont décrédibilisé ce candidat conservateur- démagogue et menteur et favori de la faction dominante du régime.

Les débats télévisuels ont joué un rôle fondamental, non seulement pour la participation massive des iraniens surtout des jeunes et des femmes qui sont allés voter contre Ahmadi-néjad mais également pour briser le mur de la peur qui régnait dans la société iranien les années précédentes. Cet effet secondaire était beaucoup plus important que les débats eux même. Cette nouvelle situation d'importance capitale s'ajoute aux circonstances exceptionnelles de cette période pré-électorale. Pendant quelques semaines, une intense socialisation, de caractère festif, exubérant et en un mot de révolutionnaire s'est produit dans les rues.

Il est intéressant à savoir que depuis ces jours-là un quotidien intitulé « La Rue » est publié clandestinement par de jeunes révolutionnaires marxistes. Des groupes de jeunes commencent à descendre dans la rue, assoiffée de liberté et font entendre leur voix. Ils demeurent tardivement la nuit pour discuter entre eux. Entre-temps d'économistes, des universitaires, d'artistes et d'intellectuels notoires et aussi des travailleurs s'activent dans cette période pré-électorale en dénonçant la démagogie populiste d'Ahmadi-néjad. N'ayant pas d'autre choix, une grande majorité des iraniens est forcé de voter pour Moussavi. En Moussavi ils voient la négation du régime tout entier.

Le 12 Juin, le jour des élections, une participation massive se produit, dépassant les espérances des tenants du régime (plus de 39 millions sur un nombre d'électeurs potentiels de 46 millions). Mais le lendemain des élections, le choc est rude : le président sortant aurait été élu par plus de 63% de la population contre Moussavi qui aurait réalisé la moitié de son score. Tout indique, aux yeux d'une grande partie de l'opinion publique, une fraude massive, cautionnée au sommet de l'Etat sous une forme maladroite qui ne respecte même pas les règles élémentaires de vérification (dix jours pour le dépôt des plaintes). Trois heures après la fermeture des bureaux de votes, le ministère de l'Intérieur iranien a appelé le quartier général de Moussavi pour le féliciter et lui demander de préparer une déclaration de victoire. Puis soudainement, tout a changé. Plusieurs commandants des Gardiens de la Révolution de l'Iran (GRI) occupent et confisquent le siège de campagne de Moussavi. Ensuite, les résultats des élections truquées sont annoncés, déclenchant la vague de manifestations.

Il est évident que Khamenei, entouré par les conseillers subalternes, a sous-estimé la colère du peuple causé par le résultat tronqué de l'élection - autrement il aurait choisi un pourcentage plus modeste pour la « victoire » d'Ahmadi-néjad. Mais afin d'établir Ahmadi-néjad en tant que chef véritablement légitime des iraniens, Khamenei a eu besoin d'un score plus élevée

que les 20 millions obtenus par Khatami en 1997.

Avec du recul on peut penser qu'il était peut-être possible que le système islamique soit sauvé si le régime s'était contenté d'une victoire d'Ahmadi-néjad avec une plus petite marge ou même un deuxième tour. Alternativement, une présidence de Moussavi, en dépit du problème posé par ses promesses exagérées de la liberté individuelle dans le cadre d'un état religieux, aurait assurément prolongé la vie du régime islamique

pour quelques années, jusqu'à ce qu'une autre génération de la jeunesse iranienne, se détourne des vaines promesses de réforme, et se soient révoltées contre la lâcheté et la réticence au changement des « Islamistes modernistes ».

Les trois semaines qui ont précédé les élections sont appelées par certains « le printemps Iranien », pendant lesquelles les gens et surtout les jeunes et les femmes ont vécu une période en rupture avec la répression, avec l'idéologie islamiste, la phraséologie théocratique et la charia. En un mot avec tous qui est incarné par Ahmadi-néjad, et ont pu goûter à la liberté d'expression et de manifestation démocratiques. Ces jours-là ont profondément ébranlé les fondements symboliques du pouvoir islamiste, où sont remplacés la peur par l'audace, le deuil par la fête et l'individualisme par la solidarité. Le pouvoir a ouvert la boîte de pandore, le jeu organisé par le régime a tourné contre lui-même. Cette mise en scène électorale était pour le peuple, la réalité telle qu'elle aurait dû l'être et une fois qu'il a goûté au fruit défendu, avec la bénédiction du pouvoir qui croyait à tort cette période provisoire, la population était prête à en découdre pour en réclamer la permanence. Cela a totalement échappé à l'Etat islamiste, toutes factions confondues, y compris celle de « réformiste », qui croyaient que les nouvelles générations étaient passives et dociles. Elles étaient tout le contraire.

Une fois les résultats annoncés, il est très rapidement devenu clair que Moussavi est un caractère faible - et sa popularité n'a cessé de chuter, car il essayait d'attraper la queue du mouvement de masse pour le contrôler afin qu'il ne dépasse pas le cadre légal du système. Mais quel est le pouvoir réel derrière cette élection présidentielle truquée, qualifiée de « coup d'Etat électoral » par le camp de Moussavi ? On considère généralement qu'en tant que commandant en chef des forces armées de l'Iran, le Guide suprême, l'ayatollah

Khamenei, est le chef de ce coup d'Etat. Mais la réalité est plus complexe.

Depuis l'arrivée d'Ahmadi-néjad en 2005 les chefs des GRI ne ratent pas l'occasion de parler de la « menace intérieure » contre la révolution islamique. En outre, quelques jours avant les élections du 12 Juin, le chef du département politique des GRI a accusé Moussavi et d'autres réformateurs de tenter de lancer une révolution de couleur (Moussavi a utilisé le vert, la couleur du shiisme comme symbole de sa campagne), et a averti que les Pasdarans « l'asphyxierait avant même qu'elle ne naisse ». Les auteurs de ce « coup d'Etat » sont en fait les membres du haut commandement des GRI.

Qui sont-ils les pasdarans ?

Les membres actuels des pasdarans avaient une vingtaine d'année à l'époque de la révolution iranienne de 1978-1979. Ils ont rejoint les GRI presque immédiatement après la Révolution et mené deux guerres féroces dans les années 1980 : contre l'Armée de Saddam Hussein, qui avait envahi l'Iran en septembre 1980, et contre les opposants du régime à l'intérieur du pays, comme les groupes de gauche et les Moudjahidines du Peuple. En Juin 1981, les GRI ont mené une bataille sanglante contre eux, les tuant par des dizaines de milliers, et ont contraint de dizaines de milliers d'opposants à prendre le chemin de l'exile.

Pendant la guerre avec l'Irak (1981-1988), les GRI ont également été utilisé par le régime comme l'instrument clé pour imposer une répression politique sévère en Iran, avec pour résultat l'élimination physique de la scène politique iranienne de tous les groupes politiques laïques. Cela pour permettre l'installation d'une dictature capitaliste-religieuse. Tout de suite après la fin de guerre avec l'Irak des milliers de prisonniers politiques ont été sauvagement exécutés avec l'accord des

pasdarans. L'ayatollah Khomeiny décède en Juin 1989 et ces jeunes pasdarans se sont alors scindés en deux camps.

Dans le camp dite de la « gauche islamique » on estimait, dans la but d'éviter une révolution, que le régime avait besoin d'une politique d'ouverture et devait mettre fin à la répression féroce des années 1980. De nombreux membres de ce groupe étaient issus de l'appareil de renseignement et étaient par conséquent parfaitement au courant de ce qui se passait dans la société et sentaient le danger d'une explosion sociale et d'une révolution. Leur vision de sauver le régime est de reformer le système dans le cadre islamique. Ils deviennent « islamistes réformistes ».

C'est ainsi que la faction réformiste est née et Khatami, le porte parole de son aile modérée, devint le président de la république en 1995. Les pasdarans du camp opposé très conservateurs et sont restés dans les GRI après la guerre. Ahmadi-néjad et son team de gouvernement appartient à ce camp.

Parallèlement un autre phénomène se développe. Après la mort de l'ayatollah Khomeiny un autre concept de « Etat islamique » encore plus réactionnaire que celui de Khomeiny commence à réapparaître : l'émergence du groupe islamiste ultra réactionnaire appelé la « société Hojjatiyeh ». Il avait été fondé dans les années 1950 et était farouchement opposé à la foi Bahaï et à l'islam sunnite. Il avait même collaboré avec les services secrets du Chah pour lutter contre la propagation du communisme en Iran. Il s'était également opposé à la Révolution de 1979 et au concept de « Vélaayat-e-Faghih » (la gouvernance des juristes islamiques) développé par Khomeiny, qui est le fondement de la constitution de la République Islamique d'Iran et son système politique. Khomeiny a interdit l'Hojjatiyeh en 1983. Leur chef actuel est l'ayatollah Mesbah, un religieux ultra réactionnaire partisan de la ligne dure, qui s'est

ouvertement opposé à toute élection et est le chef spirituel d'Ahmadi-néjad. Parmi les disciples de l'ayatollah Mesbah, on trouve la plupart des ministres du gouvernement actuel, bon nombre des hauts commandants des GRI et sa milice Bassiji, bras paramilitaires des GRI, et même le pouvoir judiciaire.

Depuis qu'il a été élu président en 2005, Ahmadi-néjad a utilisé à maintes reprises les mots de l'ayatollah Mesbah parlant de « Etat islamique d'Iran » plutôt que de « République islamique d'Iran ». Deux semaines avant les élections Mesbah a publié une fatwa - dont le contenu a été révélé par certains membres du ministère de l'Intérieur - autorisant l'utilisation de tous les moyens pour faire réélire Ahmadi-néjad, donnant ainsi le feu vert au trucage des élections. La vision théocratique de l'Hojjatiyeh pour « Etat Islamique » correspond bien avec les ambitions politiques du GRI. Aujourd'hui la faction conservatrice et dominante du régime est l'alliance d'une poignée de mollahs de Hojjatiyeh et les membres du haut commandement des GRI.

Il est vrai que sur le plan politique, le rôle joué par GRI en Iran dans le passé était loin de celui de l'Armée en Turquie ou au Pakistan. Mais les évolutions de la scène politique et le poids de plus en plus prépondérant du GRI témoignent de la montée accélérée du GRI aux dépens du clergé.

Un régime de capitaliste, en utilisant des slogans populistes nationalistes, régnant sur le pays par la terreur et des bands de milice voyou, désirant d'être acclamé par un public non autorisé à s'organiser sous toute forme autre que ce qui est dictée d'en haut, et avec des ambitions militaristes ! Avons-nous vu ceci avant ? Moussavi (en réalité la faction du régime qu'il représente) se trouve placé sans qu'il l'ait voulu dans l'œil d'un cyclone de dimension historique. Et si cette fraction ne veut pas perdre ses privilèges, elle n'a pas d'autre choix que de suivre désormais cette marée humaine. Celle-ci indique que le chef suprême est illégitime. Sa crédibilité en tant qu'autorité

religieuse a été et reste faible. Désormais, sa crédibilité en tant que chef suprême est fragilisée elle aussi. Moussavi n'est sans doute pas Khomeiny. Mais Khamenei ressemble de façon croissante au Chah ou plutôt à un calife.

Qui sont ces millions de manifestants ?

Le lendemain de l'élection, le 13 juin, pendant que le camp de Moussavi a hésité à réagir aux résultats, des étudiants et des activistes de la gauche étaient les premiers à prendre les rues de Téhéran. Ils ont été rejoints par des manifestants des quartiers ouvriers des banlieues de Téhéran qui détestent Ahmadi-néjad.



Manifestation à Téhéran en 2009

En fait dès le début de cet été les ouvriers - qui ont subi une baisse considérable de leur niveau de vie pendant les trois dernières années- la jeunesse sans emploi et les étudiants - qui ont souffert de quatre ans de présence policière dans les campus - ont été à la tête des protestations. Les jeunes

femmes détestent en particulier le régime pour son ingérence constante dans leurs vies quotidiennes. Elles ont, par leur présence tôt dans les rues de Téhéran le 15 juin, encouragé des centaines de milliers de Téhéranais - comprenant, les gens issus des classes moyennes des quartiers de Téhéran - à rejoindre les manifestants. Tout cela a incité et encouragé Moussavi à assister à la démonstration lui-même tard l'après-midi. Ils ont continué à manifester même après que la répression s'intensifie. En l'absence de directive claire de la part de Moussavi ou de l'autre candidat dit réformiste, Mehdi Karroubi, ce sont ceux qui ont lancé un appel pour les manifestations du 9 juillet, l'anniversaire de la répression sanglante du mouvement étudiant de 1999.

Personne ne peut douter de la signification de la journée du 15 juin. Pendant des années des Iraniens sont restés isolés, démoralisés et craintif face au régime. Ce lundi, selon le maire du Téhéran, environ trois millions de personnes étaient dans les rues de la capitale. À Ispahan, la place historique de Chah Jahan - une des plus grandes places dans le monde - a été noire de protestataires. Les villes de Chiraz et Tabriz ont vu des manifestations de tailles sans pareils. Les iraniens avaient finalement parlé et la solidarité qu'ils ont trouvée dans ces protestations leur ont donné une confiance sans précédent et le sens de la victoire.

Comme en 1979, c'est cette confiance qui les encourage à se confronter aux formes les plus brutales de répression avec l'audace et la détermination. Les manifestants sans armes font face au Bassiji, apparemment sans crainte pour leurs vies.

Pendant une protestation dans un bidonville de banlieue de Téhéran, où les batailles régulières de ceux qui vivent au delà de la frontière officielle de Téhéran avec les autorités a eu comme conséquence le déploiement du Bassiji, la foule a crié la « mort au dictateur », attaqué les Bassiji et réussie à les

chasser eux hors de la ville en abandonnant leurs motos. Cela se produit aussi dans les quartiers ouvriers de Téhéran.

Si les quartiers de la bourgeoisie de Téhéran ont été tranquilles en journée (la nuit les gens montent sur les toits dans toute la ville et lancent des slogans contre le régime), par contre les quartiers de la classe ouvrière, les usines, les mines et les bidonvilles ont été la scène de protestations impromptues et importantes.

À la tête de ceux qui ont défié la crainte et la répression et envahie les rues de Téhéran on retrouve les femmes (bon nombre d'entre elles au-dessous de 30) qui n'oublieront jamais comment les Pasdarans les ont arrêtés pour avoir montré une mèche de cheveux et flagellées (dans beaucoup de cas 60-80 fouets).

Des jeunes, hommes et femmes, qui pendant les dernières décennies ont été arrêtés, humilié et emprisonné pas simplement pour avoir exprimé un avis politique, mais dans des centaines de milliers de cas pour ne pas adhérer aux interprétations strictes de règles vestimentaires islamique ou aux codes comportementaux. Elles n'oublieront jamais les brigades des mœurs.

Les étudiants qui en ont assez de l'ingérence de l'Etat dans chaque aspect de leurs vies privés et publiques ; les ouvriers qui font face à la pauvreté, au non-paiement des salaires, au chômage; les habitants des bidonvilles qui sont en conflit permanent avec les autorités pour le manque d'eau ou d'électricité ; les parents de ceux tués par le régime, et pas simplement dans les protestations récentes, dans lesquelles au moins 350 personnes ont perdu leurs vies, mais également les familles de plus de 30 000 militants exécutés par le régime pour leurs idées politiques entre 1981 et 1983, pendant les années 80 et 90s (et n'oublions pas que les bourreaux de plus de 6000 des prisonniers politiques assassinés dans les prisons se

trouvent autant dans le camp dit réformiste que dans le camp conservateur) : personne ne pardonnera ni oubliera les criminels responsables.

Ces divisions, au sommet, ont ouvert un espace pour un authentique mouvement de masse. Et pour éclairer l'esprit de notre sceptique anti impérialiste, voyons quelle est l'attitude de l'avant-garde ouvrière iranienne. Pendant la campagne électorale, la plupart des organisations syndicales et ouvrières (qui sont illégales) n'ont appelé à voter pour aucun des candidats en lice, car, expliquaient-elles, aucun des candidats ne représentait les intérêts des travailleurs. Cette position était parfaitement correcte. Cependant, une fois le mouvement de masse engagé, le syndicat des chauffeurs de bus de Téhéran (Vahed) a exprimé son soutien sans faille au mouvement. De même, les travailleurs d'Iran Khodro ont organisé une grève d'une demi-heure pour soutenir le mouvement.

Le 18 Juin, le Syndicat des conducteurs de bus de Téhéran a publié un communiqué pour soutenir le mouvement. Il s'agit d'un des secteurs les plus militants de la classe ouvrière iranienne, qui, il y a deux ans a bravé une répression brutale pour défendre ses droits syndicaux. Avant les élections, le Syndicat avait à juste titre déclaré qu'aucun des candidats ne défendait les intérêts des travailleurs iraniens. Mais tout aussi correctement, il salue aujourd'hui « *le magnifique mouvement de millions de personnes de tous âges, tous sexes, toutes confessions religieuses et toutes nationalités* ». Le communiqué poursuit : « *Nous soutenons ce mouvement du peuple iranien pour construire une société civile libre et indépendante – et nous condamnons toute violence et toute répression.* »

Quelle différence entre cette déclaration et les discours de Moussavi et ses réformistes, même les plus radicaux ! Encore plus significative est la mobilisation des travailleurs de l'usine Iran Khodro, la plus grande entreprise du secteur automobile de

tout le Moyen-Orient (100 000 salariés, dont 30 000 dans une seule usine). Le jeudi 18, ils ont organisé une action de grève en soutien au mouvement du peuple. Voici l'intégralité du communiqué annonçant la grève :

« Nous déclarons notre solidarité avec le mouvement du peuple d'Iran. C'à quoi nous assistons aujourd'hui est une insulte à l'intelligence du peuple et à son vote. Le gouvernement bafoue les principes de la Constitution. Il est de notre devoir de nous joindre au mouvement du peuple. Aujourd'hui, jeudi 28/3/88, nous, travailleurs d'Iran Khodro, cesseront le travail pendant une demi-heure pour protester contre la répression des étudiants, des travailleurs et des femmes. Nous déclarons notre solidarité avec le mouvement du peuple d'Iran. La journée : de 10h à 10h30. La nuit : de 3h à 3h30. Les travailleurs d'Iran Khodro».

Ces deux déclarations et l'action de grève des travailleurs de Khodro sont très importantes. Ce sont deux des secteurs les plus combatifs de la classe ouvrière iranienne, et l'avant-garde du mouvement syndical qui commence à réémerger. L'idée d'une grève générale a été soulevée, mais pas encore appliquée. C'est la question décisive. En 1979, c'est la grève des travailleurs du pétrole qui a donné le dernier coup mortel au long processus de renversement du régime du Chah.

Le 1^{er} juillet des milliers d'ouvriers d'une mine dans la province de Khouzestan ont commencé une grève et quand les forces de sécurité sont arrivées pour les disperser, les ouvriers ont crié «mort au dictateur ». Le 5 juillet les ouvriers de l'usine de canne à sucre de Haft Tapeh se sont remis en grève à nouveau, accusant les autorités de ne pas satisfaire leurs revendications précédentes. Les discussions au sujet d'une grève se poursuivent et la semaine dernière, trois semaines après le début des protestations, une organisation qui s'appelle « Le Comité ouvriers pour la défense des protestations

populaire » a publié un certain nombre de communiqués concernant l'organisation des manifestations, mesures de sécurité, conseils d'autodéfense face aux attaques des Bassiji, et des suggestions détaillées concernant la désobéissance civile.

Chaque jour qui passe les deux candidats réformistes perdent d'avantage le soutien de people. Après avoir attendu deux semaines, espérant une percée avec le Conseil des gardiens, Karroubi, Moussavi et l'ancien Président réformiste Khatami ont finalement publié une déclaration commune dénonçant le résultat troqué de l'élection. Ils refusent de légitimer le nouveau gouvernement. Cependant, les Iraniens ordinaires sont très furieux à l'égard de Moussavi qui mène une « *querelle ordinaire entre des membres d'une même famille islamique* ». Pendant ce temps, l'allié des réformistes au sein du Assemble des experts, Rafsandjani cherchait le maximum nombre de voix afin de destituer ou faire au moins pression sur le Guide suprême.

Comme toujours, les « réformistes » se rendent compte que leur destin est bien attaché à l'existence du régime. Pourtant en cherchant des solutions dans le cercle pouvoir, tout en promettant l'impossible aux foules dans la rue, ils creusent leurs propres tombes. Ils savent qu'en juin 2009 ils ont seulement reçu l'appui de beaucoup d'Iraniens parce que la population a opté pour le moindre mal. Une fois que le régime les niait cette occasion limitée et claquait la porte, les jours du soutien de Moussavi et de Karroubi seront comptés. Cependant, personne ne devrait sous-estimer l'effet que ce schisme sans précédent aura au sommet du régime.

Comme déjà mentionné plus haut la république islamique a une structure de pouvoir très compliquée et sans pareil. La pouvoir se situe en réseaux complexes de cercles du clergé, exécutifs, juridiques et militaires et paramilitaires. Jusqu'ici toutes ces forces, malgré leurs différences et allégeances factieuses, ont

obéi au Guide suprême.

En fait tout, au long des 30 dernières années, le rôle le plus important jouait par Khomeiny et son successeur Khamenei, en tant que Guide suprême, était d'arbitre tout puissant entre les diverses factions du régime. Le 19 juin de cette année tout ceci s'est terminé, quand Khamenei a déclaré la validité sans équivoque des résultats d'élection présidentielle et a pris la partie d'Ahmadi-néjad. Il est donc juste d'identifier le Guide suprême comme le principal perdant dans la situation actuelle.

Les réformistes sont également perdants. Chaque jour qui passe, leur appui au sein de la population continue de chuter. Ils sont coincés dans un piège en essayant de sauver un ordre islamique.

Mais il y a des gagnants aussi - les peuples de l'Iran, les manifestants, ceux qui risquent tous les jours leurs vies contre le régime et ses puissances militaires et paramilitaires. La répression est féroce. Cependant, ceci montre seulement le désespoir du régime. La manière innovante dans laquelle les iraniens ont à chaque occasion exprimé leur haine du régime actuel leur a donné l'espoir et la confiance, qui les assure que le conflit en cours se finira avec le renversement du régime. Il s'est créé trop d'ennemis, particulièrement parmi la jeunesse, les femmes, les travailleurs et les pauvres, pour que n'importe qui puisse accepter sa survie.

Les parents de ceux qui on été arrêtés dans des manifestations récentes se rassemblent chaque midi à l'extérieur des prisons, exigeant la libération de leurs enfants et des autres prisonniers et réclame la justice pour ceux tués par le Bassiji dans les rues ou dans les prisons sous le torture. La plupart des gens refusent non seulement quatre années de plus d'Ahmadi-néjad mais le régime dans son totalité est trop terribles à supporté- ils n'arrêteront pas leurs protestations, avec ou sans Moussavi et Karroubi.

Solidarité

Les images de la répression brutale contre la jeunesse, les travailleurs et les femmes d'Iran ont provoqué une vague d'indignation, dans le monde entier.

Le régime a eu sa dernière chance d'attirer les peuples iraniens avec des promesses d'un ordre légèrement moins répressif sous couvert d'une présidence de Moussavi. Mais il a raté l'occasion. Cependant, confronté à la répression féroce à l'intérieur et à la menace permanente de l'attaque militaires, le genre de solidarité dont le peuple de l'Iran n'a certainement pas besoin est celui offert par les Etats impérialistes et leurs associés de « changement de régime » à l'intérieur de pays. Les ennemis des travailleurs - parmi le camp de Moussavi, parmi les monarchistes ou dans la gauche confuse - chercheront l'appui des Etats européens et du gouvernement des États-Unis, tandis que les défenseurs des travailleurs iraniens resteront vigilants en choisissant leurs alliés.

Pour l'instant, l'oligarchie Militaro-religieuses, qui a consolidé son pouvoir et ses privilèges, a fait très clairement savoir qu'elle souhaite un gouvernement islamique où la souveraineté populaire est réduite à rien. La légitimité tirée de la puissance divine se suffit à elle même. C'est le sens du discours de Khamenei vendredi dernier. Cette oligarchie ne se laissera pas priver de son pouvoir.

Mais au milieu de tous ces événements qui agitent l'Iran, une chose est certaine. Il est trop tard pour faire marche arrière désormais. Tous les éléments montrent que le mouvement populaire s'installe sur le long terme, quelle que soit la violence des miliciens Bassiji, qui sont issus de la classe ouvrière et méprisés par les classes moyennes et supérieures instruites. Et des fissures vont émerger au sommet.

Tôt ou tard une dictature militaire brutale d'une mollararchie divisée, appuyé par des légions de miliciens Bassiji tentera de

s'imposer. Mais cette solution ne pourrait pas durer.

Ce coup d'Etat électoral a eu deux conséquences irréversibles pour les peuples iraniens. La première c'est la fin de la peur des peuples terrorisés par la brutalité du régime qui régnait pendant des années en Iran. La deuxième conséquence, est de libérer les iraniens une fois pour toutes de toutes les illusions quant à la capacité du régime à se reformer. Quand Moussavi demande au peuple de rester à l'intérieur de leur maison et qu'au contraire la population manifeste par millions, les réformistes prennent une lourde gifle. En effet, nous avons assisté à un spectacle dans lequel des « réformistes » courent après le peuple pour ne pas être jeté de côté et ce n'est pas la première fois ! Ensuite Moussavi et son coéquipier Karroubi ont dû apparaître dans les démonstrations suivantes, clairement désespérés pour regagner l'initiative et contrôler le mouvement de protestations afin qu'il ne dépasse la ligne verte. Et à chaque étape ils ont lutté pour suivre la colère populaire.

La répression sanglante des manifestants, la lâcheté des bourgeois réformistes repoussera plus loin les chefs réformistes et les marginalisera. La route est maintenant ouverte pour que le système dans sa totalité soit défié par le bas. La route sera longue et difficile. Il n'est pas difficile de discerner les raisons. Le régime a prouvé qu'il n'a aucune difficulté en imposant une répression sauvage. C'est un régime idéologique, organisé sur les lignes fascistes et combattra pour survivre. Il a une force militaire et une milice paramilitaire bien organisée avec des intérêts financiers très importants.

Il est difficile de prévoir ce qui se produira dans les prochains jours. Cependant, on peut être sûr que rien ne sera identique.

Personne n'oubliera le fait que les deux factions ont franchi beaucoup de « lignes rouges » exposant la corruption, la duperie et l'échec de chacun. Il s'agit donc d'une très importante, délicate et longue confrontation. Il est essentiel que

ceux qui luttent en Iran obtiennent le large soutien efficace de la gauche et des progressistes afin qu'ils ne tombent dans la fausse conception de ce type de gauche qui n'a pas de préoccupations pour la démocratie et les libertés civiles.

Notre association « Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran » en défendant les intérêts des travailleurs en Iran, en maintenant une position ferme et consistante, à la fois anti-impérialiste, et d'opposition au régime, est en bonne situation pour étendre relayer une grande campagne de soutien aux luttes des peuples iraniens. De cette manière nous faisons bon accueil à la collaboration de toutes les forces iraniennes et internationales qui partagent ces principes. Nous ne pouvons pas nous unir aux défenseurs de Moussavi, ni à ceux qui cherchent la guerre ou les sanctions, pour éviter un changement par de bas. Nous ne suspendrons pas nos critiques à ceux qui tolèrent la guerre impérialiste ou les sanctions économiques - des mesures qui nuisent aux travailleurs iraniens en premier lieu•

Résistible ascension des gardiens de la révolution iranienne *

L'empire économique des pasdarans

par Behrouz AREFI, Behrooz FARAHANY, 1 février 2010

Alors que l'Iran célèbre ce mois-ci le trente et unième anniversaire de sa révolution, le mouvement d'opposition qui s'affirme depuis juin 2009 met en relief les bouleversements sociaux opérés dans le pays. Confronté à ces transformations et à la crise actuelle, le régime hésite entre le compromis et la répression. L'évolution des pasdarans reflète les aléas de la révolution islamique elle-même.

Peu après l'avènement de la République islamique d'Iran, en 1979, la désorganisation de l'armée héritée du régime monarchiste et la crainte d'un coup d'Etat incitèrent l'ayatollah Ruhollah Khomeiny à créer une autre force militaire. Fondée le 22 avril 1979, cette dernière fut appelée « armée des déshérités », puis légalisée par l'article 150 de la Constitution sous le nom de Sepah-e Pasdaran-e Enghelab-e Islami (« corps des gardiens de la révolution islamique »). Sa mission : « *Sauvegarder la révolution islamique, la sécurité et l'ordre public.* »

L'aggravation de la crise interne au régime en 1980-1981, l'élimination de M. Bani Sadr, son premier président, et le déclenchement par les Moudjahidines du peuple [1] d'une révolte armée conduiront les pasdarans à mener la répression pour asseoir le pouvoir de Khomeiny. Quand l'Irak déclare la

* par B. AREFI, B.FARAHANY [Europe Solidaire Sans Frontières](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article17209)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article17209>

guerre à l'Iran, en septembre 1980, ils s'affirment comme la seule force organisée en mesure de défendre le régime, tant à l'intérieur que sur le front. Les pasdarans interviennent dans l'élaboration des plans de guerre comme dans le contrôle des importations de denrées servant au système de rationnement. Ils assurent la protection des responsables de l'Etat et participent aux comités révolutionnaires se réclamant de l'imam.

Le démantèlement de l'opposition radicale et les premières victoires sur le front irakien entraînent la fin de la période « révolutionnaire » iranienne : dans une déclaration en huit points datée du 6 décembre 1982, Khomeiny reconnaît la légitimité de la propriété et du secteur privés, et demande aux pasdarans de se concentrer sur l'effort de guerre.

En 1989, après la mort du fondateur de la République islamique, les pasdarans favorisent les élections de M. Ali Khamenei au poste de Guide suprême [2] et de M. Rafsandjani à la présidence. Et si, dans les années 1990, leur organisation perd en influence politique, elle raffermi son emprise économique sur le pays. L'article 147 de la Constitution stipule en effet : « *Le gouvernement doit utiliser, en période de paix, le personnel et les moyens techniques de l'armée dans le cadre des activités d'assistance, d'éducation, de production, et du djihad de la construction, en parfait accord avec les mesures de la justice islamique, sans que cela porte atteinte à sa capacité de combat.* ».

Créé en 1990, le Khatam Al-Anbia (quartier général de la construction), connu aussi comme « complexe Ghorb », coordonne les activités des multiples sociétés chapeautées par les pasdarans.

La montée en puissance des proches de M. Rafsandjani, qui amassent des fortunes, alerte M. Khamenei et les milieux conservateurs. Quand, en mars 1996, les « réformateurs » de

M. Rafsandjani effectuent une percée au premier tour des élections pour la cinquième Assemblée islamique, le Guide appelle les pasdarans à la rescousse. M. Khamenei ne possède ni le charisme, ni l'aura politique, ni même l'autorité religieuse d'un Khomeiny, et il a besoin de soutiens. Dans un discours remarqué, le 6 avril 1996, le général Yahya Rahim Safavi, commandant en chef, annonce :

« Nous devons entrer en scène pour ce second tour, et, avec notre vote, ne pas permettre qu'un seul libéral susceptible de créer des complications pour le peuple et le pays arrive à l'Assemblée. » [3]

Cette intervention renverse les rapports de forces au sein du régime et arrête la progression des « réformateurs ». L'élection surprise de M. Mohammad Khatami à la présidence, en 1997, aux dépens du candidat des conservateurs, n'en montre pas moins l'instabilité de l'équilibre.

Durant les deux mandats de M. Khatami (1997-2005), les pasdarans s'engagent contre ses réformes. Dans le même temps, ils contrôlent le tiers des importations iraniennes, à partir d'une soixantaine de quais construits sur les rives du Golfe et d'une dizaine d'aéroports -dont celui de Payam, proche de Téhéran et appartenant officiellement au ministère des postes et télécommunications -, ainsi que de « vingt-cinq quais [de dédouanement] sur l'aéroport international de Mehrabad », selon une déclaration faite en 2007 [4] par M Mochafegh, l'un des conseillers de M. Mehdi Karoubi, ancien président du Parlement.

Comme nombre de ministres et de secrétaires d'Etat appartiennent au commandement des pasdarans, Khatam Al-Anbia obtient par exemple, sous le mandat de M. Mahmoud Ahmadinejad à la mairie de Téhéran (2003-2005), la réalisation de travaux publics d'envergure, dont l'autoroute et le métro, pour un montant de 2,2 milliards de dollars. En 2005, le poids

des pasdarans se trouve encore renforcé lorsque les partisans de M. Khatami, divisés, sont défaits, et que M. Ahmadinejad remporte la présidentielle contre M. Rafsandjani — ce dernier symbolisant aux yeux de beaucoup l'affairisme.

Une machine de guerre inutile ?

Selon le blog de M. Mir Hossein Moussavi, candidat malheureux à la dernière élection présidentielle, Ghorb contrôle à présent plus de huit cents sociétés, actives dans de multiples domaines : armée (avec la fabrication de fusées et de missiles) ; construction et développement (projets de routes, barrages, mines, infrastructures d'irrigation, etc.) ; pétrole et gaz (le groupement s'est vu attribuer, en juin 2009, la construction d'un oléoduc de six cents kilomètres vers l'Inde, pour 2,2 milliards de dollars) ; communications (à l'été 2009, le consortium Tosseh Etemad Mobin, lié aux pasdarans, a pris le contrôle de plus de 50 % de la compagnie étatique de télécommunication Sherkat Mokhaberat Iran, sans aucun appel d'offres — coût de la transaction : 8 milliards de dollars) ; finances (la transformation en banques des deux caisses de crédit de bienfaisance des pasdarans et des *bassidji* - « volontaires », miliciens - est en bonne voie).

Dernier projet présenté par les pasdarans en novembre 2009 : la construction du chemin de fer de Chah Bahar, dans le sud-est du pays, pour 2,5 milliards de dollars. « *Nous ne sommes pas une machine de guerre inutile (...) en période de paix* » [5], commente sobrement le général Mohammad Ali Djafari. Mais il se sent obligé de répondre, dans la presse et au Parlement, aux critiques comparant ses activités à celles de la Mafia : « *Les mafias militaires que l'on voit dans beaucoup de pays, notamment chez certains de nos voisins, et Sepah [les pasdarans] n'ont absolument rien de comparable.* »

Depuis les manifestations provoquées par l'élection frauduleuse

de juin 2009 [6], les gardiens de la révolution jouent un rôle central dans la répression et le soutien à M. Khamenei. Leurs cent vingt-cinq mille membres sont répartis dans divers corps d'armée et contrôlent également les troupes de *bassidji*.

En octobre, le général Abdollah Araghi, commandant du corps Rasoul-ol-lah des pasdarans, a affirmé que son organisation avait assumé la responsabilité de la sécurité durant les mois qui ont suivi le scrutin [7]. Quelques semaines plus tard, M. Yadollah Djavani, directeur du bureau politique des pasdarans, réclamait l'arrestation et la condamnation des chefs de l'opposition réformatrice, dont MM. Karoubi et Moussavi [8]. Les pasdarans ont officiellement appelé la population, le 29 décembre, à manifester pour soutenir le Guide, en accusant ses opposants d'être des agents de l'étranger [9]. Sur leur site Internet (Gerdab.ir), des photographies prises lors des manifestations sont accompagnées d'appels au « *peuple musulman* » à dénoncer les participants.

Néanmoins, l'opacité qui entoure l'élargissement de leurs activités aux champs économique et politique déplaît à divers courants pourtant favorables à la République islamique - le bazar de Téhéran, certains secteurs du privé ou des fractions politiques modérées. Et les pasdarans eux-mêmes ne sont pas exempts de divisions, une partie de leur base étant issue des milieux défavorisés et n'approuvant pas non plus cette orientation affairiste et coercitive. Ces divergences soulignent la difficulté du choix auquel fait face la République islamique, entre la recherche d'un compromis et la tentation de la répression•

P.-S. : * Paru dans Le Monde diplomatique – Édition imprimée - février 2010 — Page 10.

Notes

[1] Fondée en 1965, cette organisation s'est engagée dans la lutte contre le chah. Elle a participé à son renversement en 1979, avant de

rompre avec l'ayatollah Khomeiny en 1981 et de s'engager dans l'opposition armée. Féroce réprimés, nombre de ses cadres se réfugient à l'étranger. En 1986, elle installera une base militaire en Irak (durant la guerre irano-irakienne) et fera alliance avec le régime de Saddam Hussein.

[2] Désigné par l'Assemblée des experts, le Guide suprême est le plus haut responsable politique et religieux, la figure la plus importante de la République islamique d'Iran.

[3] *Kayhan*, Téhéran, 17 avril 1996.

[4] www.aei.org/outlook/ 27433

[5] www.sepahnews.com

[6] Lire Ahmad Salamatian, « Dans le chaudron du pouvoir iranien », *Le Monde diplomatique*, juillet 2009.

[7] BBC en farsi, 4 octobre 2009.

[8] Sobh Sadegh, Téhéran, 21 novembre 2009.

[9] www.khabaronline.ir

Extraits du testament de Farzad Kamangar *

Mai 2010

Enseignant de 35 ans, Farzad Kamangar était membre du syndicat non reconnu des enseignants kurdes. Il a été arrêté en mai 2007, torturé et condamné à mort. Avec quatre autres prisonniers politiques kurdes, il a été exécuté en secret, le dimanche 9 mai 2010 à la prison d'Evin à Téhéran. Il avait été accusé de « mettre en danger la sécurité nationale » et d'être « un ennemi de Dieu ». Farzad vivait sous la menace de la peine de mort depuis février 2008 suite à un simulacre de procès qui a duré moins de cinq minutes.

Je m'appelle Farzad Kamangar, connu sous le nom de Syamand, instituteur depuis 12 ans. Pendant l'année précédant mon arrestation, j'enseignais au collège technique de Kamyaran, étais membre du conseil d'administration du syndicat des enseignants techniques du Kurdistan et également le porte-parole de ce syndicat, jusqu'à l'interdiction de ses activités par le gouvernement.

Je faisais aussi partie de l'équipe de rédaction de la revue pédagogique Rouyan (la revue de l'éducation nationale au Kurdistan) jusqu'à ce que cette revue soit également interdite. J'ai également été membre de l'Association de protection de l'environnement de Kamyaran (ASK).

En 2005, lorsque la Ligue de défense des droits de l'Homme a commencé ses activités locales, j'y ai adhéré en tant que journaliste... En août 2006, je suis venu à Téhéran pour m'occuper de la santé de mon frère, un activiste kurde, et j'ai

* Paru dans [Echo d'Iran](#)

http://www.iran-echo.com/lettre_adieu_kamangar.html

été aussitôt arrêté. J'ai été transféré dans un sous-sol sans ventilation et sombre dont j'ignore l'adresse. Les cellules étaient vides et dépourvues de tout objet, lit ou couverture [...].

Lors des interrogatoires, je recevais des coups de fouet sur tout le corps pour toute référence à mon identité kurde, ma religion (sunnite, NDLR) ou même à cause de la musique kurde que j'avais sur mon mobile. Ils me faisaient asseoir sur une chaise, déshabillé et les mains liées dans le dos. Ils me donnaient des coups aux endroits sensibles du corps ou me menaçaient de viol, et me harcelaient avec un bâton. Ma jambe gauche a été fortement endommagée pendant cette phase d'arrestation et j'ai même perdu connaissance à cause des coups reçus sur la tête et des électrochocs que j'avais subis et depuis mon réveil, j'ai des problèmes d'équilibre et des tremblements involontaires qui continuent jusqu'à ce jour...



Farzad et ses élèves

Au bout de quelques jours et après de multiples sévices, j'ai été

à nouveau transféré à la section 209 d'Evin, où j'ai été interrogé et battu dans une pièce au premier étage. Fin août, mon état de santé s'est aggravé à cause des tortures subies... J'ai passé les mois de septembre et octobre à l'isolement et j'ai tellement subi de torture que j'ai fait une grève de la faim pendant 33 jours. Lorsqu'ils ont convoqué ma famille pour les menacer en ma présence, je me suis jeté du haut des escaliers pour mourir. Ensuite, encore un mois d'isolement, sans visite ni de coup de fil. Et pas de droit de sortir de la cellule pendant ces trois mois d'isolement.

Début décembre, j'ai été transféré à la maison d'arrêt des services de sécurité de Kermâncêh, alors que je ne savais toujours pas de quoi j'étais accusé ! Là, ils m'ont déshabillé et battu encore une fois, puis m'ont donné des vêtements souillés et m'ont conduit, toujours en me tapant dessus... Avec deux ampoules qui pendaient du plafond et sans ventilation, la cellule semblait être une ancienne toilette froide qui empestait. Il y avait juste une couverture très sale. L'espace était si exigu (environ 1m60 x 50 cm) que je me cognais la tête au mur en me réveillant. Pour pallier le manque d'air, je collais mon visage par terre, à la fente de la porte où un petit courant d'air pénétrait. Ils tapaient sur la porte plusieurs fois par heure, pour que je n'arrive pas à dormir. Parfois ils éteignaient la lumière et me laissaient dans le noir...

Dans les quinze derniers jours de ma détention, j'ai été transféré dans une cellule encore plus sale et très froide. J'étais insulté et battu tous les jours. Une fois, je me suis même évanoui après le coup que j'avais reçu aux parties génitales...

Une nuit, ils m'ont déshabillé et m'ont menacé de viol. J'ai dû commencer à me taper la tête contre le mur pour les faire arrêter. Ils m'ont obligé à avouer avoir eu des relations sexuelles... J'entendais les plaintes et gémissements des autres prisonniers. Certains se suicidaient même. Mi-mars, j'ai

été transféré à Téhéran, mais toujours sans droit de visite. Je subissais la pression psychologique, car ils menaçaient en permanence d'arrêter ma famille et continuaient à m'insulter...

Après une longue attente, mon dossier fut envoyé au tribunal, en juin 2007. Mes interrogateurs disaient qu'ils demanderaient la peine maximale pour moi... Ils me détestaient pour ce que j'étais : kurde, journaliste et militant pour les droits de l'Homme. Malgré toutes les pressions, ils n'arrêtaient pas...

Mes geôliers ayant décidé de m'enlever la vie, je décide de donner

mes organes aux personnes qui en ont besoin pour leur donner la vie. Qu'elles soient au flanc du mont Sabalan, sur les rives de Karoun, dans le désert ou regardant le lever du soleil en haut de Zagros. Je veux donner mon cœur rebelle à un enfant, plus rebelle encore, qui confie ses rêves aux étoiles, les prenant à témoin pour ne pas trahir ses rêves d'enfance une fois grand.

Je voudrais que mon cœur batte dans la poitrine de celui qui pense aux enfants qui dorment le ventre vide, comme mon élève Hamed (16 ans) qui m'écrivait « Même mon souhait le plus petit ne se réalise pas dans la vie ! » avant de se pendre.

Laissez mon cœur battre dans un nouveau corps, peu importe la langue qu'il parle ou la couleur de sa peau, juste qu'il soit l'enfant d'un ouvrier, pour que la peau rêche des mains de son père me rappelle mes luttes contre les inégalités. Un enfant qui serait peut-être dans quelques années instituteur dans un village éloigné, pour que les enfants viennent l'accueillir sourire aux lèvres, pour partager avec lui leurs rêves et chagrins.

Peut-être qu'alors, ils connaîtront un monde sans faim et qu'ils n'auront plus entendu les mots prison, torture, cruauté et inégalité•

Iran: crise au sommet sur fond de crise sociale *

Par Behrooz Farahany, 16 décembre 2011

Il y a environ un an a été mise en place une réforme des subventions aux produits de première nécessité, dans la droite ligne des dogmes néolibéraux du FMI. Résultat, les prix ont explosé et le niveau de vie des salarié-e-s a un peu plus chuté.

Ce phénomène ne s'est pas réellement vu atténué par les tentatives du gouvernement de Mahmoud Ahmadinejad d'amortir la chute, d'une part, en étalant sur 5 ans les suppressions des subventions sur l'essence, le gazole, le sucre, le blé, le riz, le lait, l'eau et l'électricité et, d'autre part, en distribuant des aides monétaires aux couches les plus défavorisées. Il voulait ainsi éviter des «émeutes de faim» semblables à ce qui s'est passé partout dans le tiers-monde. Ces aides devaient couvrir 50% à 70% des augmentations des denrées et des biens de base.

Mais, comme prévu, l'inflation galopante n'a fait qu'une bouchée de ces aides. Des centaines des milliers de familles sont passées de pauvreté à misère. Le chômage a en effet continué à grimper, même selon les chiffres officiels. Depuis trois ans le gouvernement d'Ahmadinejad a en effet changé les critères de comptabilisation des chômeurs: désormais quelqu'un qui n'a pas de travail fixe mais qui a travaillé une heure par semaine est considéré comme salarié et non pas comme chômeur.

Cependant, même avec cette nouvelle modalité d'évaluation, les chiffres officiels du chômage ont atteint les 14,5% cet été 2011. Ils se situent en réalité autour de 20-25%, selon les

* Par Behrooz FARAHANI, paru dans [Alencontre](#)

<http://alencontre.org/moyenorient/iran/iran-crise-au-sommet-sur-fond-de-crise-sociale.html#more-5562>

calculs d'économistes indépendants. Il faut noter que Ahmadinejad a pratiquement fermé l'Office d'Etat des statistiques et interdit à quiconque de publier des chiffres macroéconomiques.

Il faut signaler que tous les économistes néolibéraux iraniens – qu'ils soient résidents d'Iran ou à l'étranger – ont soutenu cette réforme. De plus, peu après le lancement du programme, le gouvernement iranien a reçu, en août 2011, les félicitations du FMI (à l'instar d'anciens dirigeants qui n'étaient autres que Moubarak et Ben Ali!).

Il faut ajouter à cela l'impact des sanctions unilatérales des Etats-Unis et de l'Europe qui coupe l'accès du pays au circuit du crédit et empêchent les grandes sociétés industrielles et agroalimentaires de s'approvisionner en produits semi-finis, pièces détachées nécessaires au fonctionnement de l'outil industriel et autres fournitures industrielles indispensables. Il en résulte un délabrement du tissu économique-industriel, avec une exception pour l'industrie militaire qui, avec un budget dépassant le quart du budget national, ne subit pratiquement aucune restriction.

Une montée des luttes sociales

Comme l'on pouvait s'y attendre, les travailleurs et autres salarié-e-s iraniens sont entrés en résistance. Une vague ininterrompue des grèves et protestations secoue le pays. La grande grève des travailleurs de la pétrochimie ne constitue que la partie visible de l'iceberg perçue à l'extérieur de l'Iran.

Les syndicalistes iraniens ont jusqu'à présent payé et paient toujours un lourd tribut dans ces batailles. Les arrestations de syndicalistes se multiplient. La tactique de harcèlement consiste à arrêter un militant et à ne le libérer que contre une caution démesurée. Cela provoque des «dégâts» financiers considérables et rend la vie impossible à leurs familles.

Néanmoins, le nombre des grèves et des manifestations de protestation n'a jamais été si élevé que ces derniers mois.

Signalons qu'une campagne internationale de soutien est actuellement en cours en faveur du syndicaliste Réza Chahabi, en prison depuis plus de 19 mois. Il a besoin le plus rapidement possible d'une opération chirurgicale, sous peine de devenir paralysé, ou même de perdre la vie. Une pétition en ligne est notamment disponible sur le site www.amnesty.org.uk.

Des tensions importantes au sommet de l'Etat

L'épisode de l'occupation de l'ambassade britannique (fin novembre 2011) est révélateur de la profonde division qui, une fois de plus, existe au sommet de la république islamique d'Iran.

En réalité, les événements ont infirmé les prédictions de ceux qui clamaient, haut et fort, «le succès» remporté par le régime islamique dans sa politique d'étouffement du mouvement de protestation post-électoral, en 2009-2010, grâce à une répression farouche et tous azimuts. Une lutte de pouvoir sans merci est engagée entre différentes factions.

- Le cercle proche de l'ayatollah Ali Khamenei, qui était uni contre le mouvement des réformateurs mené par Moussavi et Karoubi (actuellement en résidence surveillée et coupés du monde extérieur), a volé en éclats, suite à la politique menée par Ahmadinejad et ses proches. Ce bloc, dit «des Principalistes» se veut le garant des principes fondateurs de la république islamique et surtout du principe du règne absolu du Guide suprême. Il s'est divisé d'abord en deux, puis, peu après, en plusieurs sous-fractions incapables de former un bloc suffisamment uni en vue des élections législatives de l'année prochaine.

Des élections déjà boycottées par la quasi-totalité de l'opposition et même par des réformateurs proches de l'ex-

président Khatami, même si ce dernier continue d'envoyer des signaux contradictoires.

- Les conflits entre le Majlès, «Parlement islamique», contrôlé par la fraction dure des Principalistes menée par Larijani et son frère, chef du pouvoir judiciaire, se multiplient. Qu'il s'agisse de délibérer sur les nominations des ministres ou de voter les propositions émanant du gouvernement. De plus, les arrestations des proches d'Ahmadinejad sur base de diverses accusations de corruption, fraude fiscale et même d'abus du pouvoir font la une des journaux!
- Paradoxalement, Ahmadinejad tente de jouer le rôle de «réformateur de l'intérieur» et, par ce biais, compte attirer une partie des protestataires légalistes et d'autres tendances proches des revendications du mouvement vert pro-Moussavi. Ses propos sur une «approche iranienne» de la lecture de l'islam, ou ses diatribes contre ceux qui dérangent la vie privée des «gens ordinaires» vont tous dans ce sens.

Après avoir volé les élections de juin 2009 et écrasé le mouvement de masse avec une brutalité extrême, Ahmadinejad tente maintenant d'usurper le mouvement de grogne des Iraniens contre le système-régime islamique, et compte pour cela sur une partie de l'appareil répressif, des technocrates et les déçus du Mouvement vert. Mais cette démarche n'aura pour conséquence que d'amplifier d'autant plus la crise déjà sérieuse au sommet du pouvoir•

La situation des femmes *

par Behrooz FARAHANY

Socialement et politiquement les femmes iraniennes ont été les premières victimes de l'installation d'un régime clérical islamique en Iran. Khomeiny, même en exil, avait exclu de déroger aux règles de la charia islamique concernant, entre autres, l'interdiction faite aux femmes d'occuper les postes de responsabilités juridiques.

La tendance à marginaliser socialement les femmes ne date pas de l'ère Khomeiny. Le clergé en Iran a toujours joué un rôle de premier plan dans l'opposition à tout progrès de la condition des femmes.

Depuis la Révolution constitutionnelle de 1906 jusqu'à la prise du pouvoir par le clergé en 1979, celui-ci n'a pas cessé de combattre les avancées relatives aux droits des femmes.

En ce qui concerne Khomeiny, sa protestation contre le régime du Chah au moment de la réforme agraire (1963) était avant tout une opposition aux nouveaux droits accordés aux femmes par le régime monarchique.

Concernant les droits des femmes, on peut ainsi résumer les grandes lignes de l'idéologie des ayatollahs chiites iraniens. Dans leur vision du monde, les droits des femmes ne sont pas déterminés par les êtres humains et les conditions sociales d'une période déterminée, mais par leur « place naturelle et définie par Dieu ». Le rôle social de la femme est d'être avant tout une épouse soumise à l'homme qui garantit son pain quotidien. Le devoir sacré de la femme est la reproduction, et donc de mettre au monde des enfants. Le slogan favori des ayatollahs est « Le paradis est sous les pieds des mères ! ». Être femme et mère au foyer est le « travail divin » accordé aux

* Par Behrooz FARAHANY avec la collaboration d'Annick Coupé (Union syndicale Solidaires).

https://solidaires.org/IMG/pdf/dossier_iran.pdf?4438/589ccd79f55b9d8dc1e004e10ffde2ff37e531ce

femmes ! Dans cette vision du monde, les hommes ont le pouvoir de « mettre fin au contrat » de mariage quand ils le souhaitent. En bref pour eux, l'inégalité est dans l'ordre naturel et divin des rapports entre les humains et, selon la volonté divine, les femmes sont inférieures aux hommes en droit.

Cela dit, il faut noter que le regard paternaliste et misogyne de la société iranienne ne date pas du régime islamique. Le Chah lui-même était un exemple flagrant de misogynie en son temps. Il l'avait assumé ouvertement dans un célèbre entretien dévastateur avec Oriana Fallaci, en 1973, dans lequel il explique que les femmes sont à peine bonnes pour la cuisine et incapables de grandes prouesses. Une autre histoire montre la domination masculine à cette époque : au milieu des années 70, la sénatrice Mehranguiz Manouchehrian avait proposé d'éliminer l'obligation pour les femmes mariées d'obtenir l'autorisation de leur mari pour sortir du territoire. Non seulement cette demande a été violemment rejeté, mais Mme Manouchehrian a été forcée de démissionner.

Les femmes, tout « naturellement », ont été les premières victimes de l'établissement du régime islamique en Iran, et cela s'est notamment traduit dans le monde du travail.

Pour mieux comprendre ce phénomène il faut comparer les statistiques du régime monarchique et ceux du régime islamique.

Nous disposons de trois statistiques concernant la période monarchique : les recensements des années 1956, 1966 et 1976 :

En 1956, 9,2% des femmes travaillaient et la part du travail féminin était de 9,7% de la population active.

En 1966, 12,6% des femmes travaillaient et la part du travail féminin était de 14,5% de la population active.

En 1976, 12,9% des femmes travaillaient et la part du travail féminin était de 14,8% de la population active. La population des femmes et des filles de plus de 10 ans s'élevait à 11,236 millions. Il faut souligner qu'en 1976 les femmes avaient une participation très active dans le monde du travail, et plus jamais ce pourcentage n'a été atteint contrairement à la propagande

officielle du régime islamique.

Malheureusement, ces statistiques ne comportent pas de chiffres précis concernant la répartition de cette force du travail féminine entre les différents secteurs.

Mais nous disposons des divers rapports qui donnent un aperçu assez clair : 50% de ces travailleuses sont employées dans la production dont 2,59% dans le secteur agricole, 7,40 % dans la grande industrie et 12,77 % dans les services.

Le reste d'entre elles sont actives dans le travail non couvert par le Code du travail, comme le travail domestique. Mohammad Sodagar, un des rares chercheurs qui s'est occupé de ce problème résume la situation comme suit :

« Les femmes ont accès à des postes techniques, professionnels, commerciaux et bureautiques. Très peu obtiennent des postes de responsabilités commerciales et administratives.

En général les travailleuses subissent la double pression du système capitaliste et de l'ordre patriarcal. Elles forment la majorité des démunis de la société.

La plupart des emplois offerts aux travailleuses sont très peu payés et considérés comme très dévalorisants. La quasi-totalité des tisseurs de tapis et des travailleurs de services de nettoyages privés et publics sont des femmes.

Et même si, selon la loi, payer des salaires moindres pour les femmes est interdit, à travail égal il existe une énorme différence de salaire, de primes de d'augmentation de salaires entre les hommes et les femmes.[1] »

En ce qui concerne le régime islamique, nous disposons de deux recensements datant de 1986 et 2000. D'après des études récentes, la situation des femmes ne s'est pas améliorée depuis.

Les femmes étaient 164,4 millions en 1976 et 24,1 millions en 1986. La part du travail féminin dans la population active était de 10,20 %. Selon ces statistiques, entre 1976 et 1986 la part des travailleuses dans le secteur public a baissé de 14,70% à 11,8% et dans le secteur privé de 13,50% à 7%. Dans la

grande industrie, la part de travail des travailleuses est passée de 10,50 % avant 1979, à 3,9% après 1979.

Pendant cette décennie, 428 000 travailleurs ont perdu leurs emplois dont 419 000 dans le textile, l'habillement et la corroierie. C'est-à-dire que sur les 428 000 travailleurs devenus chômeurs il y avait 240 000 travailleuses, ce qui est absolument disproportionné par rapport à la proportion du travail féminin dans l'ensemble du monde du travail. Cela ne peut être expliqué que par une politique hostile aux femmes.

La distribution dans différents secteurs est la suivante : 50 % des femmes travaillent dans les services, 16,60 % dans l'agriculture, 13,03% dans l'industrie et 27% dans le bâtiment.

Durant cette période, un changement significatif s'est opéré dans le secteur des services : la part des travailleuses est passée de 20% en 1975 à 42% en 1996. Cette augmentation de part du travail féminin dans un régime islamique qui tente de pousser les femmes « vers la cuisine », s'explique en partie par le résultat paradoxal d'une politique sexiste de séparation des hommes et des femmes dans les écoles et les hôpitaux : cette politique implique nécessairement l'embauche de femmes pour s'occuper des filles et des femmes dans ces domaines et ainsi empêcher les contacts avec les hommes.

Les raisons de cette baisse évidente de la force de travail féminin pendant la première décennie du règne de la république islamique peuvent être résumées comme suit :

- interdiction formelle d'embauche des femmes dans certains établissements comme l'Organisation des Industries nationales,
- incitation de départ à la retraite volontaire des femmes en offrant la possibilité d'acquisition d'années de cotisations,
- fermetures des crèches dans certains établissements publics,
- séparation des ateliers de travail féminin et masculin, et réduction du nombre d'ateliers féminins,
- propagande intense sur le « rôle sacré » des femmes en tant que mère et encouragement explicite au « retour des femmes au foyer »,
- proposition de postes à mi-temps aux travailleuses,

- licenciement pure et simple des femmes travailleuses,
- récession économique et conditions exceptionnelles provoquées par la guerre.

Des études très sérieuses menées par des spécialistes montrent que les femmes iraniennes ont résisté et n'ont pas cédé devant les tentatives de mise à l'écart et les intimidations directes et indirectes du régime².

Mais l'islamisation de la société laisse ses empreintes sur le travail féminin. Ainsi ce travail est concentré dans les secteurs des services, de l'éducation et de la santé. De plus, comme on l'a déjà vu, le nombre de femmes fonctionnaires a augmenté afin de rendre possible la politique sexiste généralisée concernant la séparation des femmes et des hommes dans les établissements publics. Le corollaire de cette situation est la baisse du taux du travail féminin dans le secteur privé.

Le seul point dans lequel le régime islamique peut se vanter d'avoir dépassé le régime monarchique est le taux d'alphabétisation et le niveau des études des femmes.

La part des femmes ayant fait des études secondaires et supérieures qui était de 18,5% à l'époque monarchiste (1977) est passée à 43% en 1997. En 2006-2007, 52,4 % des étudiants étaient des femmes.³ Le régime islamique leur barre néanmoins l'accès au marché du travail. Pas étonnant que dans ces conditions les femmes ayant fait des études constituent l'épine dorsale du mouvement féministe en Iran.

Ces mêmes études montrent que les travailleuses iraniennes tout en étant, comme les hommes, sous la coupe du régime islamo-capitaliste souffrent des inégalités suivantes :

- salaire inférieur à travail égal,
- concentration dans des cercles limités du monde du travail,
- participation inégale dans les processus décisionnels,
- des critères d'embauches inégaux,
- des possibilités inégales de formation et de spécialisation,
- accès inégal aux ressources de production,
- possibilité inégale de promotion professionnelle.

Un exemple montre le degré de la résistance du régime islamique concernant les parités hommes-femmes au travail. Après de longues campagnes, une loi est votée en 1993, c'est-à-dire 24 ans après la prise du pouvoir par les ayatollahs, concernant « les minima et maxima des salaires pour les hommes et les femmes mariés avec enfant » embauchés dans les établissements publics, sans distinction de sexe. Mais cela veut dire que c'est une parité seulement pour une partie des femmes travailleuses : celles qui sont dans le secteur public et uniquement celles qui ont des enfants ! Pour les autres qui sont sans enfant ou dans le secteur privé ? Désolé il n'y a rien prévu pour vous•

Bibliographie : Marie Ladier-Fouladi, « Iran, un monde de paradoxes » (Atalante, 2009).

1. Extrait de M. Sodagar « Développement du capitalisme en Iran », tome II, page 673 (en persan).
2. Voir l'excellent article de G. Sepidroudi et H. Mohseni dans « Inégalités sexuelle dans la classe ouvrière iranienne » (2004).
3. Marie Ladier-Fouladi : « Iran, un monde de paradoxes », p. 63 (Atalante, 2009).

La peine de mort en Iran*

La prison, la torture (justifiée comme châtement ordonné par Dieu) et la peine de mort contre les « ennemis de Dieu », font partie des fondements de l'État islamique iranien. Dès son avènement, le régime a été impitoyable envers ses opposants. Cette répression constante a toujours été accompagnée de phases sanglantes comportant l'utilisation massive de la peine capitale. Deux chercheurs iraniens, Hassan Makarémi et Nader Vahabi ont publié des études sur ces sujets dont nous publions ci-dessous des extraits.

Sous le régime islamique l'exécution de prisonniers se décline en six étapes

Première étape : les responsables politiques et militaires du régime du Chah

Ces exécutions ont commencé au milieu du mois de février 1979 et se sont poursuivies jusqu'en octobre. Leur nombre total s'élève à environ 500 personnes.

Deuxième étape : les militaires liés au coup d'État de Nojeh

Le 7 juillet 79 un groupe d'officiers des trois armes avait préparé un coup d'État, depuis la base militaire de Nojeh à l'ouest de l'Iran. Leur réseau a été repéré et ses membres ont tous été jugés sur le champ par un tribunal militaire. Le nombre d'exécutés s'élevait à environ 200.

Troisième étape : les minorités religieuses

Depuis l'avènement de la République islamique, les religions non chiites (zoroastriens, juifs, chrétiens, sunnites, bahais) ont

* Paru dans *Echo d'Iran n°14 (mars 2012)*

www.iran-echo.com/echo_pdf/echo14.pdf

été victimes de la répression. L'ensemble des croyants non chiites n'ont pas été libres de pratiquer leur culte et d'exprimer librement leurs croyances. Le régime a imposé le port du foulard aux femmes, musulmanes ou non.

L'archevêque Dibadj, âgé de 59 ans, a par exemple été emprisonné durant 9 ans, puis exécuté en 1993.

La même année, l'archevêque Houspian Mehr, âgé de 48 ans en 1993 a été enlevé et assassiné. Ces deux affaires ont fait l'objet de protestations internationales. Il n'y a pas de chiffre exact concernant les opposants religieux exécutés.

Quatrième étape : exécutions de masse pendant la guerre avec l'Irak (1981-1988)

Suite au limogeage du Président Bani Sadr en juin 1981 et à la répression de la manifestation pacifiste du 20 juin 1981, une forte terreur a régné dans tout le pays. Pendant les cinq mois qui ont suivi, on a compté chaque jour entre 100 et 150 exécutions. Sur l'ensemble de cette période, le nombre d'exécutés s'élève à 2 665. Il atteint 12 500 en 1984. Ces exécutions ont notamment concerné divers militants de gauche et des personnalités indépendantes.

Cinquième étape : massacre de prisonniers politiques pendant l'été 1988

Après acceptation de la résolution 598 de l'ONU mettant fin à la longue guerre contre l'Irak, les prisons du pays ont été « purgées » de leurs prisonniers politiques. À défaut de pouvoir s'appuyer sur un recensement officiel ou sur des investigations auprès des familles et dans les fosses présumées, il est difficile d'avoir une estimation exacte du nombre de prisonniers exécutés en quelques dizaines de jours et enterrés dans des fosses communes. En 1990, Amnesty International a établi ce nombre à 2 500 victimes. Depuis, la collecte d'informations auprès des familles par les partis politiques dont les membres

étaient concernés ou par des militants des droits de l'Homme, a permis d'établir des listes nominatives de 4000 à 5000 victimes. Cette information a fait l'objet de dénégations des autorités iraniennes et d'un silence orchestré. La majorité de ces exécutés, a été éliminée en l'espace de quelques mois en 88 sur la base d'une fatwa de Khomeiny les accusant d'activités subversives pilotées depuis l'étranger. Il est important de signaler que le caractère sommaire des ces exécutions était tellement visible que Montazari, considéré à l'époque comme le futur successeur de Khomeiny, avait vivement protesté.

Sixième étape : les exécutions de 1988 à nos jours

Dans un rapport publié à Londres e avril 2006, Amnesty International a révélé que plus de 20 000 condamnés à mort attendaient leur exécution dans le monde et que 94% des 2 148 exécutions officielles perpétrées en 2005 ont eu lieu dans les pays : les États-Unis, l'Iran, la Chine et l'Arabie Saoudite. Selon une estimation, environ 2000 personnes auraient été exécutées dans les 15 ans ayant suivi la disparition de Khomeiny en 1989.

Tableau 1 : les six étapes des exécutions de prisonniers

Les cibles	Nombre approximatif d'exécuté	Dates
1 Des responsables du régime du Chah	500	De février 79 à l'automne 79
2 Tentative de coup d'État de Nojeh	200	Juillet 79
3 Les minorités religieuses	Inconnu	De 79 à nos jours
4 Premières exécutions massives	15 000	Du 20 juin 81 à juillet 88
5 Exécutions massives après la fin de la guerre	12 000	D'août 88 à novembre 88
6 Exécutions de 1988 à nos jours	2 000	De 88 à nos jours
Total	>29 30 000	

Les exécutions en dehors des prisons

Première étape : l'élimination d'opposants dans les rues

Suite à la chute du Chah, pour la première fois depuis 1953, tous les partis politiques ont pu exister librement. Mais le régime islamiste a organisé des groupes islamistes ultra-violents, les Hezbollahis, pour attaquer les meetings, les librairies et les locaux des forces de gauche. La plupart du temps ces groupes étaient composés de 50 à 200 personnes, toujours vêtus en civil. Ils ont assassiné environ 80 personnes dans les rues entre début 1979 et juin 1981. Aucune arrestation n'a été opérée parmi eux.

Deuxième étape : la répression ethnique

De mars à octobre 79 des émeutes sociales et politiques ont éclaté dans les régions peuplées de minorités ethniques : Sanandadj, Mohabad, Torkman Sahra et le Khouzestan.

L'unique réponse du régime face à ces émeutes a été la répression. À titre d'exemple, au printemps 1979, un tribunal de fortune a été créé dans le désert afin d'exécuter immédiatement les émeutiers. On ne dispose pas du nombre exact de personnes exécutées.

Troisième étape : les assassinats en chaîne

Avant 1989, les condamnations à la peine capitale résultaient d'un décret religieux édicté par Khomeiny. Après sa mort, personne ne disposait de sa légitimité religieuse et politique. De ce fait, le nombre de condamnations commença à baisser.

D'autres méthodes furent alors mises en place. À titre d'exemple, sous la présidence de Khatami (1997-2005), environ 10 assassinats ont été organisés par une bande de terroristes issus du service des renseignements. Parmi les premières victimes de ces assassinats figurent Dariuch Frouhar et sa femme Parvaneh, ainsi que quelques écrivains.

Ces bandes, baptisées « bandes cachées » du ministère des renseignements ont kidnappé des gens dans la rue, les ont assassinés et ont abandonné leur cadavre dans le désert. Le nombre de ces assassinats s'élève à environ 80 personnes.

Quatrième étape : l'assassinat d'opposants en exil

Depuis l'avènement de la République islamique, le pouvoir a essayé d'envoyer certains membres des services de renseignements à l'étranger pour chasser les opposants. Le but du régime était d'effrayer les opposants et de les empêcher d'agir politiquement contre le régime depuis l'étranger. Parmi les personnalités ayant été assassinées à l'étranger, on peut citer, Chah Pour Bakhtiar (le dernier Premier ministre du Chah) et Abderrahmane Ghassèmlou (le leader du parti démocrate du Kurdistan), les écrivains Mohamad Mokhtari et Mohamad Jafar Pouyandeh. Le nombre d'opposants assassinés à l'étranger s'élève à environ 200.

Tableau 2: les quatre étapes d'assassinats hors des prisons

Les cibles	Nombre approximatif d'exécuté	Dates
1 Dans les rues	80	mars 1979 à juin 1981
2 Minorités ethniques	Entre 5 000 et 6 000	1979 à nos jours
3 Assassinats en série	80	Depuis 1989
4 Assassinats à l'étranger	200	De 1979 à nos jours
Total	Entre 5 000 et 6 360	

Le total des personnes assassinées dans les prisons et en dehors des prisons serait donc situé entre 34 700 et 36 380.

Montée sans précédente du nombre de pendaisons

L'Iran est au deuxième rang derrière la Chine pour le nombre d'exécutions dans le monde. Un nouveau record a été battu en 2011 avec 639 exécutions, contre 468 en 2007, 406 en 2008, 419 en 2009 et 345 en 2010.

Selon le régime iranien la plupart auraient été condamnés pour des trafics de drogue. Mais des associations de défense des libertés soulignent que plusieurs exécutions au moins ont concerné des militants des droits de l'Homme. En ce qui les concerne, les autorités iraniennes ne fournissent aucune statistique concernant le nombre d'exécutions annuelles, ni aucune information sur les personnes condamnées à mort•

1. Contrairement à d'autres minorités comme les chrétiens, juifs et zoroastriens, reconnues comme communautés religieuses, les autorités religieuses chiites, sans exception, considèrent les bahaïs comme « hérétiques » et condamnés à disparaître. Sous le régime des ayatollahs la minorité bahaï est systématiquement pourchassée, harcelée, emprisonnée et éliminée. Les rapports d'Amnesty International parlent de plus de 200 exécutions de bahaïs.

Conflit Iran-Israël : Accalmie ou menaces réelles?*

Par : Babak KIA, 18 octobre 2012

Plus d'un an après les dernières mobilisations populaires contre le régime des mollahs, la République islamique d'Iran fait face à un mécontentement grandissant.

Sous l'effet de la dégradation des conditions de vie, de la répression des mouvements démocratiques et des luttes sociales, l'impopularité du pouvoir iranien va croissant. Les arriérés de salaires se comptent en dizaines de mois dans de nombreuses entreprises privés, les licenciements s'accumulent et le taux de chômage, qui atteint les 35 %, continue de croître.

En quelques semaines, les prix de détail se sont envolés, conséquences de la dégringolade de la monnaie nationale, le rial. La devise iranienne a perdu 40 % de sa valeur face au billet vert en une semaine. Le prix du panier de produits alimentaires traditionnels a flambé de 137 % ces quatre dernières années. Les experts indépendants estiment que le PIB réel du pays connaîtra deux nouvelles années de repli. Le niveau historiquement bas du rial et la forte détérioration des conditions de vie témoignent de l'impact des sanctions contre le programme nucléaire de Téhéran adoptées par les États-Unis et l'Union européenne. Sanctions dont les conséquences frappent avant tout les travailleurs et les couches les plus pauvres de la population.

C'est dans ce contexte de marasme social et économique que les ambassadeurs de l'Union européenne viennent d'adopter, le

* Par Babak KIA, paru dans [Europe Solidaire Sans Frontières](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article26731)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article26731>

12 octobre dernier, une nouvelle série de sanctions visant les transactions financières et instaurant, entre autres, l'interdiction d'importation du gaz iranien. Dans la foulée, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne ont entériné ce lundi 15 octobre un nouveau paquet de sanctions visant les secteurs bancaire, industriel et maritime de la République islamique. Ces mesures s'ajoutent à l'interdiction d'importation du pétrole iranien imposée depuis juillet 2012. Depuis, la production de pétrole iranienne, au plus bas depuis la fin des années 1980, a baissé d'un million de barils par jour. Il faut rappeler que le secteur des hydrocarbures représente environ 50 % du PIB du pays et 80 % des entrées en devises.

Crise économique et sociale, crise politique au sommet du régime, affaiblissement de l'allié syrien, menaces d'intervention militaire de la part de l'état d'Israël, sanctions économiques et commerciales : la République islamique est dans une position particulièrement périlleuse. Et le régime en a conscience. Signe de faiblesse du pouvoir, depuis quelques semaines, la diplomatie iranienne donne des signes de « souplesse » et propose l'arrêt de l'enrichissement de l'uranium à condition qu'un pays tiers livre la République Islamique en uranium enrichi à 20 % pour son réacteur de recherche médicale de Téhéran.

Du fait des incertitudes liées à la présidentielle aux États-Unis et aux élections législatives anticipées de janvier prochain en Israël, une attaque contre les installations nucléaires de la Mollarchie semble très improbable. C'est une guerre économique qui est menée contre la République islamique. Mais le contexte peut changer dans les mois qui viennent. En effet, Netanyahu entend profiter de la chute probable de Bachar El Assad, l'allié stratégique de Téhéran pour porter un coup décisif au Hezbollah libanais et à l'Iran. L'ambition israélienne est claire : s'assurer durablement le leadership

militaire dans la région. La question du programme nucléaire de Téhéran n'étant qu'un prétexte à cette politique qui bénéficie du soutien des monarchies du Golfe, en premier lieu de l'Arabie Saoudite.

Ainsi, à la faveur des élections législatives anticipées, Netanyahu entend obtenir les pleins pouvoirs pour engager une intervention contre l'Iran. Si l'administration Obama garde ses distances vis-à-vis de cette éventualité, ce n'est qu'une question de timing. Il y a fort à parier qu'en cas de réélection d'Obama, ou pire, en cas de victoire du candidat républicain, les USA pourraient bien céder aux va-t-en-guerre israéliens. À défaut d'une riposte populaire et internationaliste capable de stopper la course à la guerre, le Moyen-Orient se rapproche dangereusement d'un nouveau désastre aux conséquences planétaires•

Iran : la modernité face à la dictature *

Par Ladan Afra, 4 février 2013

Du fait de son régime politique despotique, d'une rare violence, et par la nature rétrograde des lois islamiques qui la régente, la société iranienne dans son ensemble est souvent présentée comme une société pré-moderne, vision assez répandue qui laisse à penser que son développement serait conditionné à une transition démocratique.

Du coup, le discours de l'opposition libérale, qui accorde à la question de la modernité une place centrale dans le débat politique, tend à se faire entendre et à trouver un certain soutien à l'extérieur. Et pourtant, les données économiques et sociologiques viennent contester cette représentation d'une société « traditionnelle et archaïque » que les dignitaires religieux font véhiculer, et qui contribue à mettre en relief la critique libérale.

Un pays moderne

La réforme agraire du début des années 1960 fit passer pleinement le pays à l'économie capitaliste. L'exode rural, qui a explosé à cette époque, n'a jamais cessé de croître jusqu'à aujourd'hui où le taux d'urbanisation dépasse 75 %. Six grandes villes comptent plus d'un million d'habitants. Téhéran, la capitale, en recense plus de 8 millions. Le faible développement de l'industrie n'empêche pas le PIB par habitant (PPA) d'être estimé à 11 570 dollars en 2009 (à titre de comparaison, la même année le PPA est de 33 349 dollars en France et de 5 933 dollars en Égypte). La pyramide des âges montre une population très jeune composée à plus de 70 % de

* Par Ladan AFRA, paru dans [Hebdo Tout est à nous !](#)

<https://npa2009.org/content/iran-la-modernit%c3%a9-face-%c3%a0-la-dictature>

moins de 35 ans. Le taux d'alphabétisation y est supérieur à 80 %. En dépit de la ségrégation sexuelle et des lois répressives et inégalitaires qui frappent les femmes en Iran, la nouvelle génération de femmes assure une présence remarquable dans les études supérieures où elles sont majoritaires, à contre-tendance d'un marché du travail largement masculin.

Un système inégalitaire

Les disparités de revenu sont très contrastées. Le coefficient de Gini, qui mesure le degré d'inégalité dans la distribution des revenus, avoisinait les 40 % en 2005 (contre 33 % en France à la même époque). Depuis, la crise économique et les sanctions internationales n'ont fait qu'accroître la misère des plus démunis. Le revenu minimum, équivalent du smic, est fixé au tiers du seuil de pauvreté, et le code du travail ouvrant le droit à la sécurité sociale, n'est appliqué que dans les entreprises qui emploient plus de 10 salariés (seulement 20 % de l'ensemble des travailleurs sont embauchés dans des entreprises ayant plus de 20 salariés). Des régions entières de province sont maintenues dans un état de pauvreté extrême. Dans un pays qui compte environ 12 millions d'enfants en âge d'être scolarisés, 3 millions d'entre eux se retrouvent à errer dans les rues. Certains travaillent temporairement pour contribuer au revenu familial, d'autres sont véritablement livrés à eux même.

Une nécessaire révolution sociale

Ces facteurs sociologiques et économiques témoignent du fait que l'acte majeur que doit accomplir la société iranienne n'est pas une transition vers la modernité, mais bien une révolution sociale. Il y a des décennies que la société iranienne a fait son entrée dans l'ère moderne. L'urbanisation, l'élargissement de l'éducation, le changement de la structure familiale se sont accomplis sans que ces évolutions dans la société n'aient été accompagnées d'une démocratisation et d'une laïcisation de la structure politique. Ces évolutions se sont même produites sous une dictature des plus féroces. Plus généralement, avec l'essor du néo-libéralisme, les modèles de développement qui

valorisaient la démocratie ont été refoulés au profit d'un modèle d'État autoritaire jugé nécessaire au développement économique et à la modernité. Le discours selon lequel la modernité est une unité organique combinant économie de marché, démocratie et laïcité, et rationalisme, a volé en éclat.

Autoritarisme politique et fondamentalisme traditionnel sont aujourd'hui les gardiens de l'économie de marché. La République islamique fut l'État dont le capital a eu besoin, à une période de son développement, pour faire face aux tremblements sociaux-politiques, et l'islam le récipient idéologique de toutes les politiques garantes du fonctionnement du capitalisme en Iran : préserver la propriété privée et maintenir l'ordre social, réprimer les travailleurs en lutte et éliminer les communistes hérétiques. Pour se débarrasser de ce régime meurtrier qui s'est installé dans la durée, la révolution sociale demeure la seule alternative possible•

Iran : tractations autour du nucléaire *

Par Babak KIA, 21 novembre 2013

Sur fond de crise économique et sociale violente, le régime de Téhéran entend obtenir un compromis avec les puissances impérialistes. C'est le sens du nouveau round de négociation engagé entre la République islamique d'Iran avec le groupe 5+1 (cinq membres permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne).

La population subit la politique économique du régime marquée par le clientélisme, la corruption des différentes factions qui se partagent le pouvoir et le parasitisme des Gardiens de la Révolution qui contrôlent environ 40 % de l'économie du pays. À cela s'ajoute le poids de l'embargo criminel imposé par les grandes puissances.

Ainsi, en 2012 le taux de croissance du PIB était de -5,2 %. Le taux de chômage, qui varie selon les différentes statistiques officielles de 15 à 20 %, est en réalité plus proche des 35 % et l'inflation avoisine les 40 %. Le pouvoir d'achat de la population a chuté de 72 % entre 2005 et 2012. Plus de 50 % des 77 millions d'Iraniens vivent sous le seuil de pauvreté.

Cependant, les sanctions imposées par les puissances impérialistes n'ont pas stoppé le programme nucléaire de Téhéran. Elles ont juste permis aux dignitaires du régime et aux Gardiens de la révolution de s'enrichir en organisant le marché noir et la contrebande.

* Par KIA Babak, paru dans [*l'Anticapitalite*](#)

<https://www.npa2009.org/node/39516>

Compromis avec les grandes puissances

Mais le régime doit faire face à ses divisions internes qui s'exacerbent à mesure que le pays s'enfonce dans la crise, au rejet d'une frange de plus en plus large de la population et enfin aux bouleversements que connaît le Moyen-Orient sous l'effet entre autres, de la politique colonialiste de l'État d'Israël, des guerres impérialistes en Irak et en Afghanistan, des révolutions arabes et de la situation syrienne.

Les effets combinés de ces crises et les impasses de l'impérialisme ont ouvert une nouvelle période dans les relations entre la République islamique d'Iran et les grandes puissances. Le régime de Téhéran a des ambitions de puissance régionale, et compte discuter avec les États-Unis un compromis « gagnant-gagnant ». Cela passe par une nouvelle phase de négociations et de compromis avec les grandes puissances impérialistes, autour du nucléaire, de la levée progressive des sanctions et de la question syrienne. C'est le sens des tractations qui ont repris 20 novembre à Genève.

Les négociations seront sans doute longues et difficiles mais il est évident que les États-Unis et la République islamique souhaitent parvenir à un compromis. La France quant à elle n'a pas les mêmes intérêts immédiats d'où une position maximaliste. Fabius et Hollande se font aujourd'hui les portavoix de l'État colonialiste d'Israël et du royaume des Saoud, symbole de l'intégrisme et de l'archaïsme dans la région.

Quant aux peuples d'Iran, ils n'ont rien à attendre des puissances impérialistes et de la dictature théocratique qu'est la République islamique. Depuis l'élection de Rohani, une nouvelle vague de répression est à l'œuvre à l'encontre des travailleurs en lutte pour leurs droits. Cela s'accompagne d'une série d'exécutions de prisonniers, notamment de prisonniers politiques kurdes. Plus que jamais les forces progressistes ont besoin de notre solidarité•

Les gouvernements en Iran et la question de classe*

Par B. Arash, 16 décembre 2013

L'arrivée au pouvoir d'Hassan Rohani [septième président, entré en fonction en août 2013, élu en juin] ne fait pas d'exception à cette procédure contrôlée. Le régime iranien s'est montré toujours préparé à payer le prix de l'exclusion des rivaux même potentiellement dangereux. Si des opposants communistes avaient été exécutés pendant les années 1980, Rafsandjani, premier président après la guerre Iran-Irak et fidèle de longue date à la République islamique, a été «tristement» disqualifié pour la présidentielle quelques semaines avant l'élection. Proche de Hashemi, Rohani a été néanmoins visiblement proche du guide suprême, Ali Khamenei, et fait partie de son cercle de confiance. Cela se confirme par les événements de ces derniers mois.

En Iran, en absence de libre circulation de l'information, particulièrement en ce qui concerne le pouvoir politico-économique des Gardiens de la Révolutions et du guide suprême et de son entourage, les analyses politiques s'effectuent souvent à travers des exégèses des discours des politiciens et des signes de la sphère publique, ainsi qu'à travers des comportements antérieurs des responsables politiques. Dans cette situation, toute analyse est susceptible de rencontrer d'éventuelles surprises.

Malgré la difficulté de l'analyse, il y a des tendances invariables pendant ces dernières années au sein de la République

* Par B.Arach, paru dans [ECHO d'Iran](http://www.iran-echo.com/arash_classe.html)

http://www.iran-echo.com/arash_classe.html

islamique, ce qui relève des continuités déterminantes entre les gouvernements successifs, y compris celui d'Ahmadinéjad et d'Hassan Rohani. L'article 44 de la Constitution de la République Islamique de l'Iran, ordonnant la privatisation, après une modification forcée par le guide suprême, n'a jamais été contesté par un président ou par un groupe politique au pouvoir. Ce principe est un axe central de tous les programmes économiques des différents gouvernements. C'est exactement cette privatisation par un Etat oligarchique qui est devenue en réalité une distribution du bien «public» entre les oligarques et qui a fait apparaître, par conséquent, une nouvelle bourgeoisie étant – vu la situation du pays – en grande partie militaire. Ce genre de programmes économiques ne peut se réaliser, bien évidemment, qu'à travers une restriction forte et violente de toutes les activités militantes et des organisations politiques non étatiques. Cette attitude fait partie du comportement de tous les gouvernements après la guerre entre l'Iran et l'Irak.

Cependant Hassan Rohani n'est ni réductible à ce qu'on appelle la volonté du guide suprême, ni un cas à part parmi les présidents iraniens: toujours encadrés par le guide suprême dans l'ordre de la république islamique. En ce qui concerne sa place dans la sphère politique de l'Iran, d'un côté son cabinet se compose principalement de technocrates proches d'Akbar Hashemi, avec une vingtaine d'années d'expérience dans le gouvernement. D'un autre côté, ses alliés politiques indiquent sa proximité avec une grande partie des «réformistes», qui, sur le plan économique, n'avaient pas une identité distincte et qui ont toujours suivi le chemin dessiné par l'équipe d'Hashemi.

Jetant un coup d'œil sur son cabinet, on peut admettre que l'orientation économique du gouvernement Rohani est déterminée, de manière volontaire, selon une orientation bien claire sur l'économie, et pas seulement à cause de l'exigence structurelle du régime.

L'orientation économique du gouvernement

Hassan Rohani, dans son livre *La sécurité nationale et le système économique de l'Iran*», met le doigt sur le chômage, lié à la crise du travail et à l'instabilité du marché économique, en tant qu'une menace pour la sécurité nationale. Il insiste que même dans les pays pratiquant un marché libre, l'Etat intervient pour empêcher la réduction des salaires lors des conflits entre les syndicats et les patrons. Laissons, pour le moment, la question de savoir si cette «intervention contre la réduction des salaires», vu son passé, est un geste sincère de la part du gouvernement ou non. Admettons néanmoins que le chômage d'un taux de 12% en Iran reste le problème central de l'économie iranienne du point de vue du gouvernement. Quelle sera la solution apportée au problème du chômage par le gouvernement?

«Monsieur le président a suggéré qu'on étudie et qu'on change les noms des métiers par des noms **chics** pour que la tendance vers le travail **chic** augmente» [1], voici comment le ministre du Travail esquisse son programme pour rendre les métiers dits inférieurs plus attractifs. Parlant de la productivité et de «la culture de travail», Rabiei ajoute que la plupart des travailleurs admettent travailler deux heures dans la journée, mais reçoivent le salaire d'une journée complète. Mais faut-il alors diminuer les salaires et exacerber les systèmes disciplinaires dans les lieux de travail? En l'absence de notion de «délégué ouvrier», c'est le ministre du Travail qui joue le rôle des «partenaires sociaux». Cela montre dans quelle mesure la gestion de travail en Iran est unilatérale.

De plus, dans le programme économique proposé par le ministre du travail [2], le rôle des syndicats, des ouvriers et des patrons est plutôt d'augmenter l'harmonie entre la force de travail et les entreprises. C'est dans une perspective de coordination – et non de lutte sociale – que les syndicats

doivent être «soutenus». Même un coup d'œil sur la liste des arrestations des syndicalistes pendant ces dernières années montre que ce «soutien» des activités syndicales relève purement d'apparences.

Selon les analyses de Mohammad Maljoo, l'économiste iranien, le 11^{em} gouvernement, doit faire face à deux crises parmi d'autres, à savoir «la crise de l'accumulation du capital» et «l'exclusion sociale»[3]. D'une part, la stratégie principale du gouvernement vise la croissance économique en donnant un rôle central au secteur privé. La solution du gouvernement est basée sur cette analyse selon laquelle l'inégalité sociale et la croissance économique sont historiquement inversement liées en Iran.

D'autre part, l'intérêt principal de la classe capitaliste et de la couche supérieure de la classe moyenne se trouve dans la croissance, tandis que la demande la plus importante de la classe ouvrière et de la couche inférieure de la classe moyenne consiste dans la mise en œuvre d'une politique de redistribution. Alors, faut-il adopter cette idée de croissance pour satisfaire les intérêts de deux classes? La critique de Maljoo contre cette analyse consiste à dire que il oublie, d'une part, le rôle du pétrole dans l'économie iranienne et, de l'autre, le fait que la diminution de l'inégalité peut également inciter la croissance économique en Iran.

Mais les économistes du gouvernement – admettant que la croissance économique peut produire un surplus de richesse pour une éventuelle redistribution – insistent sur le fait qu'il ne faut pas lancer un processus de redistribution immédiat, car cela empêche un surplus plus élevé, et, par conséquent, une meilleure distribution dans l'avenir. Mais quand arrivera-t-il ce moment si attendu de la redistribution? Selon nos expériences: jamais. L'ajournement de la redistribution veut dire, en réalité, l'inexistence permanente de la redistribution. Il ne faut pas

oublier la situation dans laquelle la négociation sur ce genre de décisions, le moment de la redistribution, se déroule. Le résultat de la négociation est déterminé par les rapports de forces du pouvoir actuel. Dans un système politique fermé comme celui de l'Iran, la classe ouvrière n'a aucun pouvoir réel, même pour participer à une prétendue négociation. Et oublions la mobilisation et la lutte sociale!

Ce n'est pas qu'on attende, avec un optimisme naïf, une impartialité de la part de l'Etat vis-à-vis de cette situation. Mais il est difficile d'imaginer que Mohammad Nahavandian, le président de la Chambre iranienne du commerce, de l'industrie, des mines et de l'agriculture (ICCIMA) – une instance créée pour la mise en coopération entre des hommes d'affaires et les patrons des unités industrielles, des mines et de l'agriculture – est désigné en même temps comme chef de cabinet. Le représentant officiel de la bourgeoisie iranienne est nommé en tant que l'un des personnages les plus puissants du gouvernement.

Ali Rabiei, le ministre du Travail actuel – et le conseiller de sécurité de l'ex-président Mohammad Khatami – a déclaré dans un entretien, peu de temps après l'élection présidentielle, l'émergence d'une classe moyenne particulière en Iran qui n'appartient pas nécessairement à la couche économiquement supérieure [4]. Plutôt une classe moyenne culturelle, elle est à l'avant-garde du changement en Iran. Rabiei ajoute qu'il y a un phénomène de «pénétrabilité» dans la société iranienne. Il consiste dans l'affirmation que des comportements et des croyances politiques de la classe moyenne pénètrent, au cours du temps, d'autres groupes de la société, y compris «la classe défavorisée». En admirant la classe moyenne, il la désigne comme la classe progressiste et l'avant-garde pour le changement en Iran. Le vocabulaire choisi par les analystes proches du gouvernement est plein de termes, jamais

explicitement définis, comme la classe moyenne, inférieure et supérieure, favorisée et défavorisée. Ce choix de vocabulaire est une tentative consciente afin de mener une politique qui va contre les intérêts de la classe ouvrière. Alors, existe-il clairement une justification d'ordre idéologique derrière le fait que les réformistes n'ont jamais essayé de cibler la classe ouvrière en tant que base populaire de leur politique électorale?

Une partie des dissidents réformistes ont avoué, dans les discussions informelles, que la classe ouvrière pour eux était toujours la base électorale de la politique des réactionnaires, ce qui explique la méfiance totale des réformistes à l'égard de la classe ouvrière au début du mouvement contestataire en 2009, appelé le «mouvement vert».

La désespérance de la classe ouvrière iranienne semble continuer pendant ce gouvernement à cause de l'orientation de classe des réformistes. De plus, cette préférence politico-économique des réformistes et de leurs proches met en danger non seulement l'avenir de la classe ouvrière, mais aussi leur propre avenir politique. Le désarroi de la classe ouvrière pourrait être manipulé et utilisé de manière trompeuse dans le cadre des conflits internes au régime. Cela pourrait conduire, dans un certain laps de temps, à une situation similaire à celle de l'élection de 2005•

[1] <http://www.mehrnews.com/detail/News/2134491>

[2] <http://icana.ir/Fa/News/233596>

[3] http://sharghdaily.ir/?News_Id=21456

[4] <http://puyesh.net/fa/news/1753/>

Haut du formulaire

Bas du formulaire

Haut du formulaire

Bas du formulaire

Iran : Derrière la «réforme», la crise*

Par Houshang SEPEHR, 24 janvier 2014

Pour une majorité d'électeurs et électrices, l'élection présidentielle (de juin 2013) a été l'occasion d'infliger un camouflet au Guide Ali Khamenei, premier personnage de la République Islamique d'Iran et de prendre une revanche sur la Réélection frauduleuse d'Ahmadinejad en 2009.

Ainsi, Hassan Rohani s'est imposé à la surprise générale et dès le premier tour, face aux candidats dits «principalistes» ou fondamentalistes proches du Guide. Présenté comme «modéré», Rohani a été de 1982 à 1988 un membre influent du Conseil suprême de défense et dès 1989 Secrétaire général du Conseil suprême de sécurité nationale, un des principaux organes répressifs du régime. Il a été également le négociateur en chef sur le dossier nucléaire sous la présidence de Khatami entre 2003 et 2005. Membre du Conseil des experts, une des plus hautes instances du pays, Rohani est un homme du sérail, garant des institutions dictatoriales de la République islamique.

Pour le régime, ces élections devaient être une vitrine de l'adhésion populaire à la République islamique. La «victoire» d'Ahmadinejad en 2009, l'irruption dans la rue d'un vaste mouvement de contestation que le pouvoir a écrasé et le bilan désastreux des années Ahmadinejad ont réduit les marges de manœuvre du pouvoir.

Cependant, comme à l'accoutumée, le scrutin s'est déroulé sous contrôle. Seuls ceux qui reconnaissent les institutions de la République islamique peuvent se présenter. Et encore! Ainsi parmi les 800 actes de candidature, le régime en a retenu 8. Au

* Par Houshang SEPEHR, paru dans [*Echo d'Iran-N°16*](#)

http://www.iran-echo.com/echo_pdf/echo16.pdf

passage, les candidatures de Mashaie (dauphin d'Ahmadinejad) et de Rafsandjani (un des hommes clés du régime) ont été refusées.

Dans ce contexte, la population a voté pour le candidat qui apparaissait le moins lié aux fondamentalistes. Ainsi, Saïd Jalilli, principal négociateur iranien sur le dossier nucléaire, et Ali Akbar Velayati, conseiller personnel du Guide en matière de politique étrangère, ont été lourdement battus.

La division du camp fondamentaliste (pas moins de 6 candidats) et le ralliement du candidat «réformateur» ont certes favorisé la victoire de Rohani. Pourtant cette élection est paradoxale. En réalité, le Guide et les Gardiens de la Révolution ont dû laisser faire. Ils entendent tirer parti de la situation en interne et sur le plan international. Ils comptent sur Rohani pour désamorcer un temps les tensions internationales autour du programme nucléaire, pour éloigner le spectre d'une intervention militaire israélienne contre les sites nucléaires et pour obtenir un allègement des sanctions commerciales et économiques. Sur le plan intérieur, le régime entend utiliser la victoire de Rohani comme une soupape alors que la jeunesse et une grande partie de la population souhaitent en finir avec la République islamique.

Mais cela indique avant tout que la crise de régime s'est accentuée sous le dernier mandat d'Ahmadinejad (2009-2013). En effet, après avoir marginalisé le camp dit «réformateur», les proches du Guide se sont entre-déchirés. Ces quatre dernières années ont été marquées par les tensions incessantes entre Khamenei et Ahmadinejad. La crise au sommet traverse l'appareil d'Etat et le corps des Gardiens de la Révolution dont la direction a considérablement renforcé son emprise sur l'économie.

Cette crise de régime s'exacerbe à mesure que le pays s'enfonce dans le marasme social et économique. Avec plus de

60% de chômage chez les jeunes, l'explosion des licenciements et une inflation à 40% le mécontentement social est profond. Mécontentement qui se traduit notamment par des grèves ouvrières toujours réprimées. A cela s'ajoute évidemment la nature dictatoriale de la République islamique qui tend à réduire tous les espaces de libertés. Dans ce contexte, le caractère parasitaire des Gardiens de la Révolution qui contrôlent près de 40% de l'économie iranienne et le détournement de la rente pétrolière par les tenants du pouvoir contribuent largement au rejet de ce régime et aux divisions de sommet.

Dans le système politique et institutionnel de la République islamique, le pouvoir est détenu par le Guide, son bureau et par les Gardiens de la Révolution. De la politique étrangère (soutien à la dictature de Bachar el-Assad en Syrie), en passant par le dossier nucléaire, la redistribution des ressources, tout est sous contrôle. Seule l'irruption des couches populaires, des travailleurs et de la jeunesse pourra mettre fin au régime dictatorial et réactionnaire de Téhéran. Les peuples d'Iran saisiront toutes les possibilités pour mettre fin au règne de la Mollaharchie. Ils ont besoin de notre soutien! •

Les ambitions régionales de la République islamique d'Iran*

Par Babak KIA, octobre 2015

L'accord sur le dossier du programme nucléaire iranien conclu à Vienne le 14 juillet dernier par la République islamique d'Iran et le groupe des 5+1 (cinq Etats membres du Conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne) signe le nouveau statut de la mollaharchie au Moyen-Orient.

Cet accord voulu par le Guide de la Révolution, Ali Khamenei, premier personnage de la République islamique et par la Maison-Blanche s'inscrit dans la suite logique du texte signé en avril dernier à Lausanne. Historique et prévisible, cet accord est l'aboutissement de deux années de négociations et met fin à plus de 12 ans de crises sur le nucléaire iranien.

Dans le marasme profond que traverse le Moyen-Orient, Téhéran et Washington ont fait le choix du compromis. Le rapprochement s'est d'abord opéré en Afghanistan contre les talibans puis en Irak à la chute de Saddam Hussein. Enfin, la décomposition et la partition, de fait, des Etats irakien et yéménite, la perte de contrôle du régime d'Assad sur la majeure partie du territoire syrien et l'émergence de Daech ont accéléré ce processus. Cela d'autant plus que l'impérialisme états-unien et la République islamique ont désormais un ennemi commun: l'Etat Islamique.

Alors que la monarchie saoudienne et la Turquie d'Erdogan ont fait le jeu de Daech, le régime de Téhéran fait figure de nouvel allié et de puissance régionale incontournable pour la Maison-

* Par Babak KIA, paru dans [*Echo d'Iran*](#)

http://www.iran-echo.com/echo_pdf/echo19.pdf

Blanche. Par cet accord, l'administration états-unienne entend intégrer davantage la République islamique à son dispositif régional, mais cela ne va pas sans contradictions, comme l'indique l'hostilité de l'Etat colonialiste d'Israël, celle des monarchies réactionnaires du Golfe ou le retour en force de la puissance impérialiste russe.

Enfin, l'accord de Vienne permet aux puissances impérialistes de brider et de contrôler le programme nucléaire de Téhéran. Les inspecteurs de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) auront accès aux sites nucléaires et à certains sites militaires. Téhéran devra réduire le nombre de centrifugeuses (de plus de 19'000 à 5000) et diminuer fortement son stock d'uranium enrichi. L'enrichissement d'uranium sera limité à 3,67% pendant quinze ans et sur le seul site de Natanz.

Accord historique, intérêts communs et bouleversements régionaux

Ce compromis historique, le premier depuis 1979, est le produit des bouleversements accélérés qui frappent le Moyen-Orient.

Le chaos régional actuel signe la fin de la longue période historique ouverte par le dépeçage de l'Empire ottoman à la fin de la Première Guerre mondiale. En effet, les puissances impérialistes française et britannique ont, sous l'égide de la SdN en 1920 – dans la foulée de la fin de la Première Guerre mondiale et des accords Sykes-Picot (1916) –, créé des Etats aux frontières artificielles sur les décombres de l'Empire ottoman. Les grandes puissances ont pris le soin de mettre au pouvoir, dans chacun des Etats créés, des forces minoritaires et inféodées aux impérialismes. Ainsi, les droits des peuples et des minorités nationales et religieuses ont été bafoués au profit des intérêts des grandes puissances qui n'ont eu de cesse de soutenir les régimes dictatoriaux de la région.

Aujourd'hui, avec la montée en puissance de l'Etat islamique et celle de la province autonome kurde (au nord de l'Irak)

auxquelles il convient d'ajouter la décomposition des Etats yéménite, irakien et syrien, une redélimitation en germe des frontières du Moyen-Orient est en cours. D'une certaine manière, ces projets politiques et «nationaux» sont tous réactionnaires. Ils témoignent d'un repli politique sur le plus petit dénominateur commun, à savoir l'identité religieuse et/ou ethnique. Ainsi par son projet et sa pratique, Daech entend constituer une entité politique «homogène» et «nettoyée» de ses minorités. Il s'agit d'une «purification» sur des bases religieuses, ethniques et profondément réactionnaires.

Cette politique «d'homogénéisation» n'est pas le seul fait de l'Etat islamique. Il en va de même de la politique saoudienne à l'égard des populations chiites qui vivent dans les zones riches en ressources naturelles du royaume.

Quant au gouvernement turc d'Erdogan, il mène une lutte criminelle contre le peuple kurde et toutes les oppositions afin d'empêcher la création d'un Etat kurde qui modifierait la géographie politique de la région. De même, la Turquie refuse toute situation qui mènerait à la création d'une entité autonome des Kurdes de Syrie. Cela explique pour une grande part sa complaisance à l'égard de l'Etat islamique.

Plus globalement, cette politique d'Ankara s'inscrit dans la lignée historique de la politique de l'Etat turc. A savoir la négation du droit des minorités et de l'existence politique et culturelle même de ces minorités. Les attentats de Suruç (20 juillet 2015) et d'Ankara (10 octobre 2015) sont un coup porté contre le peuple kurde et plus largement contre les courants d'opposition démocratiques et de gauche en Turquie. Ils constituent les fruits pourris, directs et indirects, de la politique de l'Etat turc.

Enfin, dans ce panorama régional chaotique il convient de ne pas négliger l'instabilité croissante du Liban et des pétromonarchies du Golfe ainsi que la fragilité chronique du

royaume jordanien.

De manière générale, les dynamiques à l'œuvre ne sont maîtrisées par aucun des protagonistes régionaux et internationaux et nul ne peut en prévoir les développements.

Ces bouleversements majeurs sont la conséquence directe des interventions impérialistes qui se sont succédé depuis 1991, de l'offensive néolibérale des dernières décennies qui a sapé les bases des pouvoirs en place et réduit leurs marges de manœuvre clientélistes. A ces éléments il convient d'ajouter la corruption des élites dirigeantes, le caractère dictatorial des Etats de la région et les soulèvements populaires au Maghreb et au Moyen-Orient. Tout cela a contribué à remettre en cause les «équilibres» passés. Ce d'autant plus que l'impérialisme états-unien a réorienté son dispositif militaire vers l'Asie du Sud-Est et contre la Chine qui occupe désormais un rôle central dans les documents stratégiques américains.

En effet, à Washington, la Chine est considérée comme un danger, surtout sur le long terme. D'ailleurs, les tensions diplomatiques et les manœuvres d'intimidation militaires ne cessent de se multiplier entre les deux grandes puissances, notamment en mer de Chine. Ce changement stratégique s'est accompagné d'un certain désengagement de l'impérialisme états-unien au Moyen-Orient.

Plus globalement, le chaos régional prolongé témoigne de l'incapacité des puissances impérialistes (Etats-Unis, Union européenne, Russie) à «stabiliser» le Moyen-Orient. La crise du système capitaliste et la montée des contradictions inter-impérialistes sont les facteurs premiers de cette situation

Dans ce contexte, les puissances régionales que sont la Turquie, le Royaume saoudien, Israël ou la République islamique d'Iran ont vu leur autonomie et leurs marges de manœuvre se renforcer.

Le désengagement relatif de l'impérialisme états-unien et l'impasse sur le terrain militaire ont laissé le champ libre à l'intervention impérialiste de la Russie en Syrie. L'intervention aérienne de Moscou a pour but de sauvegarder le régime sanguinaire de Bachar el-Assad, de défendre les intérêts géopolitiques de la Russie et de lui conserver son unique port en Méditerranée, le port stratégique de Tartous en Syrie. Elle intervient à un moment où le régime d'Assad se trouve en grand danger. Dans un premier temps, cette intervention permet la survie politique d'Assad. Elle permet également à Poutine de reprendre pied dans la région et de renouer des liens importants avec les gouvernements irakien et égyptien.

Enfin, il faut noter la collaboration sur le plan du renseignement ainsi que les manœuvres aériennes conjointes entre la Russie et l'Etat colonialiste d'Israël. Ce dernier élément indique à quel point se fourvoient celles et ceux qui à gauche osent prétendre encore que le régime d'Assad ferait parti d'un supposé camp anti-impérialiste ou anti-sioniste. Aujourd'hui, comme hier, le pouvoir syrien n'a jamais été anti-impérialiste ou pro-palestinien.

L'intervention impérialiste russe est massive et coordonnée avec la République islamique d'Iran qui a dégagé au sol des moyens humains importants. Ceux-ci s'élèvent à plus de 5000 miliciens, de conseillers et de militaires. Ainsi, le régime des Mollahs a déployé en Syrie des forces issues des unités d'élite des Gardiens de la révolution, elle a organisé des milices à partir d'Afghans exilés en Iran notamment. Ces Afghans, particulièrement racisés par la République islamique, constituent la chair à canon du régime de Téhéran. A ces forces il faut ajouter l'intervention du Hezbollah libanais qui participe à la guerre contre le peuple syrien et contre ses aspirations légitimes à la liberté et la justice sociale.

La mollaharchie victorieuse?

C'est dans ce contexte particulièrement incertain que sont intervenus les accords sur le programme nucléaire iranien. Ils prévoient le maintien des sanctions relatives aux missiles balistiques et aux importations d'armes offensives. D'autre part, le transfert de matériels sensibles pouvant contribuer au programme balistique iranien sera interdit pendant huit ans. La vente ou le transfert de certaines armes lourdes de et vers l'Iran resteront proscrits pendant cinq ans.

Par contre, Téhéran obtient la levée progressive des sanctions adoptées par l'Union européenne et les Etats-Unis visant les secteurs de la finance, de l'énergie et du transport. La mollaharchie pourra disposer des avoirs de l'Etat iranien estimés à 150 milliards de dollars et bloqués aux Etats-Unis depuis 1979. Enfin, la République islamique, qui pourra vendre ses hydrocarbures sans limitation, entend profiter de son «retour en grâce» pour ouvrir son marché intérieur aux multinationales déjà sur les rangs. Les visites des dirigeants et industriels européens à Téhéran ou le déplacement du président iranien Rohani en France en novembre annoncent un rapprochement qui dépasse le cadre de l'accord sur le dossier nucléaire.

Bien sûr, la levée des sanctions iniques qui ont frappé les peuples d'Iran est une bonne chose. En effet, les sanctions pèsent fortement sur les conditions de vie des peuples d'Iran et sur l'économie du pays. Elles alimentent le chômage de masse, l'hyper inflation et les pénuries. Elles ont conduit à l'explosion du marché noir largement contrôlé par les Gardiens de la révolution dont la direction s'est considérablement enrichie.

Sur le plan interne le régime présente ces accords comme une victoire. En effet, la mollaharchie a toujours justifié les difficultés économiques et sociales du pays par le poids des sanctions et l'hostilité des grandes puissances. Bien sûr, cette «explication» évite de remettre en cause la politique économique et sociale

de la théocratie iranienne. Une politique au service des plus riches, des dignitaires du pays, de leur famille et des Gardiens de la révolution. Avec un chômage massif, notamment dans la jeunesse, des records d'inflation, une baisse importante des recettes pétrolières due à l'obsolescence des infrastructures et à un effondrement des prix sur le marché mondial et l'absence de libertés démocratiques (notamment syndicales) les peuples d'Iran subissent de plein fouet la politique injuste et dictatoriale du régime et sont d'autre part les premières victimes des sanctions impérialistes.

L'accord sur le nucléaire peut ouvrir de nouveaux espaces à celles et ceux qui veulent en finir avec la mollaharchie. En effet, le régime aura plus de mal à justifier ses échecs et sa corruption par la politique des grandes puissances.

Les revendications sociales et démocratiques chercheront à s'exprimer davantage, ce d'autant plus que durant plusieurs décennies, le régime a dépensé en pure perte des centaines de milliards de dollars pour son programme nucléaire. Consciente du danger, la République islamique s'est engagée, depuis la signature de l'accord de Vienne, dans un nouveau cycle de répression contre les militants du mouvement ouvrier notamment, afin d'étouffer toute velléité de contestation. La mort récente sous les tortures dans les geôles de la mollaharchie du dirigeant syndical Shahrokh Zamani et l'arrestation de nombreux leaders syndicaux témoignent de ce durcissement répressif.

Les militants ouvriers, les syndicalistes enseignants et les militants kurdes ou ceux pour l'égalité des droits paient un lourd tribut. Le régime des mollahs qui aujourd'hui fait figure d'allié pour les grandes puissances impérialistes reste le pouvoir théocratique, réactionnaire et dictatorial qu'il a toujours été.

La politique régionale de la République islamique d'Iran

Plus globalement, la levée des sanctions et l'accès aux avoirs bloqués redonneront au régime de Téhéran des marges de manœuvre pour mener sa politique clientéliste et renforcer sa présence dans la région. Ainsi, la mollaharchie pourra augmenter encore l'aide matérielle et humaine apportée au gouvernement irakien et aux milices chiites qui, sous couvert de lutte contre Daech, mènent une guerre «sectaire» contre les populations sunnites.

La politique sectaire menée par le pouvoir de Bagdad, soutenu pour la République islamique, a largement favorisé l'enracinement de l'Etat islamique. Celui-ci puise sa force dans le délitement de la société irakienne et l'exclusion des populations sunnites par les gouvernements irakiens. Gouvernements soutenus par les Etats-Unis et la République islamique d'Iran.

En miroir de la politique saoudienne, Téhéran va poursuivre son action déstabilisatrice au Yémen et à Bahreïn. En effet, la politique régionale de la République islamique d'Iran s'inscrit dans une guerre indirecte contre la monarchie ultra-réactionnaire des Saoud. Téhéran et Riyad sont les principaux soutiens des courants réactionnaires de l'islam politique et favorisent les logiques d'affrontements sectaires et interreligieux qui mettent la région à feu et à sang.

Derrière ces antagonismes se cache une lutte d'influence et d'intérêts entre les deux théocraties réactionnaires qui «mobilisent» les populations sur la base de leurs identités religieuses et/ou ethniques. Cette guerre par forces interposées est un désastre pour la région et pour les populations. Elle ne sert que les intérêts étatiques et capitalistiques des Etats théocratiques que sont l'Arabie saoudite et la République islamique d'Iran. Ainsi, au Yémen, l'intervention criminelle

menée par le royaume saoudien et ses alliés participe de cet affrontement qui ravage la région. Cet engrenage tragique fait l'affaire des grandes puissances. En effet, les Etats de la région se sont engagés dans une nouvelle course à l'armement dont l'issue ne peut être que la continuation de la guerre. Le grand bénéficiaire est l'industrie de l'armement qui se voit ainsi offrir des perspectives de profits considérables. A ce titre, le déplacement du premier ministre français dans les monarchies du Golfe et en Arabie saoudite et la dizaine de milliard de dollars de commandes, notamment en termes de moyens militaires, témoignent parfaitement de cette politique cynique menée par les grandes puissances.

Enfin, le régime de Téhéran pourra également accroître son soutien à la dictature de Damas et au Hezbollah libanais qui combattent sauvagement le peuple syrien. En effet, du point de vue de Téhéran, le soutien saoudien aux forces intégristes sunnites en Syrie constitue une menace inacceptable. La République islamique refuse la chute du régime d'Assad car cela constituerait un revers majeur pour son influence régionale. En effet, la Syrie est «le pont» stratégique direct entre Téhéran et le Hezbollah libanais. D'autre part, derrière la chute du pouvoir de Damas, pourrait se profiler un affaiblissement, voire un effondrement du gouvernement irakien. Or, cela reviendrait pour la République islamique d'Iran à une sorte d'encercllement par l'Arabie saoudite.

Afin de comprendre cela, il ne faut pas négliger les ambitions régionales de la mollaharchie. Celles-ci sont largement exprimées par les médias et la presse proche des Gardiens de la révolution et des secteurs les plus nationalistes de la théocratie iranienne. En effet, les affirmations selon lesquelles Téhéran contrôlerait trois capitales arabes, à savoir Bagdad, Beyrouth et Damas sont courantes dans la bouche des dignitaires iraniens. Cela indique l'importance qu'accorde la

République islamique d'Iran aux conflits régionaux en cours.

Echec des interventions impérialistes

Bien sûr, l'échec de la campagne de bombardements contre Daech menée par les Etats-Unis et leur «coalition internationale» et le rapprochement avec Téhéran ouvrent une nouvelle configuration. En effet, il est désormais probable que le régime des mollahs, la Russie et les puissances occidentales se mettent d'accord pour sauver le régime syrien. En effet, il faut noter que l'intervention russe ne pouvait avoir lieu sans un certain «laisser-faire» de la Maison-Blanche. L'administration Obama cherche à obtenir une solution politique basée sur le maintien du régime Assad mais avec un départ de Bachar el-Assad à moyen terme. En soi cela ne constitue pas un point de désaccord avec Moscou. L'intervention russe permet de sauver le pouvoir de Damas tout en éliminant les composantes politiques démocratiques et révolutionnaires encore actives en Syrie.

A n'en pas douter, le revirement de François Hollande qui a engagé la France dans le bombardement des positions de Daech en Syrie ou les interventions impérialistes de Moscou et de Washington ne font qu'enfoncer davantage la région dans le chaos. Les interventions impérialistes n'ont fait qu'accentuer le désastre humanitaire et renforcer l'adhésion de certaines populations à l'Etat islamique. Les scénarios impérialistes n'empêcheront pas la décomposition et la partition de la Syrie et de l'Irak.

Pour la liberté, l'égalité et la justice sociale

En Iran comme dans toute la région, les aspirations à la liberté, l'égalité et la justice sociale sont fortes. Ces aspirations légitimes se heurtent à la contre-révolution menée par les grandes puissances, les différents gouvernements de la région

et ce, qu'ils soient «laïques» comme en Syrie ou en Egypte ou qu'ils représentent une des multiples tendances de l'islam politique, toutes autant réactionnaires, comme en Arabie saoudite, en Turquie ou en Iran.

Les peuples saisiront toutes les possibilités pour mettre fin aux injustices et aux régimes théocratiques et dictatoriaux du Moyen-Orient. Les mobilisations sociales et démocratiques récentes en Irak et au Liban montrent que les peuples de la région ne sont pas résignés. Nous devons les soutenir dans leur lutte pour se débarrasser des ingérences impérialistes et des pouvoirs tyranniques qui les oppriment et des différents courants de l'islam politique.

Face au chaos et aux partitions basées sur les identités ethniques et religieuses, les forces progressistes et socialistes doivent opposer une perspective de classe, démocratique, laïque, internationaliste et fédéraliste, fondée sur l'égalité des droits entre les peuples et le partage des richesses•

Iran : Après les élections, les problèmes demeurent*

Par : Babak KIA, 26 février 2016

Le 26 février 2016, les Iraniens ont eu à élire les députés siégeant au Parlement islamique, ainsi que les membres de «l'Assemblée des experts» composée de dignitaires religieux. Cet organe est notamment chargé d'élire le futur Guide.

Deux grandes listes se faisaient face dans chacun de ces scrutins: celle de la majorité sortante regroupant des «conservateurs et principalistes» proches du Guide Khamenei; celle dite «modérée et réformatrice» liée au président Rohani en place depuis 2013. La candidature de milliers de personnes a été refusée. Un second tour se tiendra en avril pour attribuer les sièges non pourvus.

Les premiers résultats indiquent une forte poussée dans les grandes villes en faveur du président Rohani et de sa politique d'«ouverture»: ainsi, à Téhéran, ces listes ont remporté l'ensemble des sièges. Le président «conservateur?» sortant de l'Assemblée des experts est battu, alors que l'ancien président de la République Hachemi Rafsandjani, personnage clé du régime, corrompu notoire et soutien de Rohani, sera sans doute le prochain président de cette Assemblée.

L'accord sur le nucléaire et la levée des sanctions internationales ont favorisé le succès du camp Rohani. Celui-ci a aussi fait miroiter une amélioration de la situation. Derrière ce mirage se cache l'accélération de la politique libérale, avec notamment la casse en règle du Code du travail, l'ouverture

* Par KIA Babak, paru dans [NPA](#)

<https://npa2009.org/actualite/international/iran-apres-les-elections-les-problemes-demeurent>

totale du marché aux capitaux étrangers, l'accélération des privatisations. Les désillusions seront rapides et la question sociale reprendra le dessus.

Les proches du Guide et la direction des Gardiens de la révolution sont hostiles à l'ouverture du marché iranien aux transnationales

occidentales. Ils ont bénéficié amplement des privatisations et dirigent des secteurs industriels et commerciaux importants. Ils dirigent également les grandes et riches fondations qui ont la mainmise sur des pans entiers de l'économie. Ces fondations ne rendent de compte qu'au Guide et sont exemptées d'impôts.

Harcèlements, arrestations et condamnations

Ces élections sont un arbitrage entre deux segments de la bourgeoisie, entre deux insertions dans le capitalisme. Quant aux électeurs et électrices, ils ont voulu accentuer les tensions et les contradictions internes au régime, tout en éliminant autant que possible les secteurs liés aux Gardiens de la révolution et au Guide.

Sur les questions sociales, démocratiques, et celles relevant des droits humains ou de l'égalité entre hommes et femmes, les différentes factions au pouvoir partagent la même politique. Depuis l'accession de Rohani à la présidence de la République en juin 2013, le régime a exécuté plus de 2 000 prisonniers. En ce qui concerne le nombre de peines capitales, le pays est au deuxième rang, derrière la Chine et devant l'Arabie saoudite. La pratique systématique de la torture se poursuit.

Les militants ouvriers et des droits démocratiques sont systématiquement harcelés, arrêtés, condamnés à la prison ferme et licenciés. Condamné à la prison pour activité syndicale, Reza Shahabi avait bénéficié d'une permission sanitaire en raison de la gravité de son état de santé. Deux jours seulement après les élections, les autorités veulent le

renvoyer croupir derrière les barreaux...

A l'instar de Press TV (voir à ce sujet [l'article publié sur ce site en date du 1er mars 2016](#)], le média dédié à la propagande internationale de la mollaharchie, les organes de presse du régime diffusent régulièrement des «aveux» de militants emprisonnés extorqués sous la torture. Le retour de la République islamique à la table des «grands» de ce monde ne change rien à sa nature dictatoriale, théocratique et réactionnaire•

Les relations entre l'Iran et la Syrie *

Par Béhrrouz AREFI, 31 mai 2016

Les deux pays ont entamé leurs relations bilatérales en 1946. L'Iran a été le premier pays à reconnaître l'indépendance de la Syrie. L'Iran après avoir reconnu l'Etat d'Israël en 1950 (deuxième pays à majorité musulmans après la Turquie), n'avait pas de relations privilégiées avec les pays arabes (sauf la Jordanie).

Avant la révolution de 1979

L'Iran du Chah fournissait l'essentiel de la consommation d'Israël en hydrocarbures. Malgré les rapprochements avec Israël et son rôle du gendarme dans le Golfe persique, le Chah avait établi des relations normales avec les pays arabes (à l'exception de l'Egypte de Nasser). L'antagonisme entre les deux régimes baasistes (de l'Irak et de la Syrie) a offert une occasion au régime du Chah pour normaliser ses relations avec la Syrie d'Hafez Al-Assad.

* Par Béhrrouz AREFI, paru dans [ECHO d'Iran](#)

http://www.iran-echo.com/echo_pdf/relations_entre_iran_syrie.pdf

L'Iran avait des différents frontaliers et stratégiques avec l'Irak. Les deux pays étaient membres deux alliances rivales liées l'une à l'Occident, l'autre à l'Union soviétique (URSS). L'Iran du Chah a été un membre actif de traité nommé CENTO (Central Treaty Organisation, initialement nommé Pacte de Bagdad en 1955 et rebaptisé CENTO après le retrait de l'Irak en 1959.)

Le 6 mars 1975, sous l'égide du président algérien Boumediene, un accord a été signé entre le Chah et Saddam Hussein sur les différends frontaliers et l'accès aux eaux de Chatt-el-Arab. Cet accord n'a pas empêché le rapprochement entre le Chah et Hafez Al-Assad: ce dernier a entamé une visite d'Etat de 4 jours, le 28 décembre 1975 lors de laquelle le Chah a accepté d'accorder une aide de 200 millions de dollars à la Syrie. Mais, malgré ce rapprochement, le régime syrien a continué son aide aux opposants iraniens (religieux et autres), dont certains lui ont rendu la monnaie de la pièce après la révolution islamique.

Après la révolution

La chute du Chah a abouti à remodeler la géopolitique de la région. Parmi les pays arabes, le seul pays qui a amélioré ses relations avec la République islamique a été la Syrie. Initialement, deux raisons pouvaient expliquer ce rapprochement :Israël avait perdu un allié important;

La Syrie et l'Irak étaient en rivalité malgré leur proximité idéologique et notamment leur appartenance au baasisme [le Parti Baath – «résurrection» – créé en 1947, s'imposa en Syrie dès 1963, avec une parenthèse entre 1966 et 1970 et en Irak de 1968 à 2003 ; au-delà des différents, initialement cette formation faisait référence au «socialisme arabe» et au «nationalisme panarabe»].

La Syrie était parmi les premiers états à solliciter une relation forte avec le nouveau pouvoir en Iran et le premier pays arabe

à avoir reconnu le nouveau gouvernement iranien. Israël perdait un allié stratégique et Hafez Al-Assad (ne pouvait pas l'ignorer. Il a même dit que « l'imam Khomeiny a cassé une branche de la pince que la Chah et Israël avaient utilisé pour faire pression sur les voisins.

La guerre Irak-Iran (1980-1988) a favorisé une relation stratégique entre l'Iran et la Syrie. Les avancées de l'armée irakienne ont inquiété le régime syrien qui a pris des décisions significatives pour aider le régime iranien. Selon « le centre de documentation de la révolution islamique » cite par « Tasnim News Agency » (dépendant des Pasdarans de la révolution islamique), La Syrie faisait partie des rares pays qui ont soutenu l'Iran pendant la guerre de 8 ans contre l'Irak. Ce pays a apporté une aide militaire et politique d'envergure.

Le premier objectif de la Syrie était d'empêcher la victoire de Saddam Hussein : un Irak victorieux prendrait une place plus importante sur l'échiquier moyen-oriental et donc affaiblirait le régime syrien.

Parmi les premières décisions de Hafez Al-Assad (1970-2000) figurait la fermeture du pipeline qui transportait le pétrole irakien (500'000 barils par jour) du nord de l'Irak sur les côtes de la méditerranée. Ainsi, l'Irak a perdu 30% de ses ressources pétrolières. Le général Safavi, ancien commandant des pasdarans («gardien de la révolution») et conseiller militaire de Khamenei raconte: *«Après nos avancées sur le port de Khorramchahr (en 1982), nous avons rencontré Hafez Al-Assad à Damas. Nous lui avons demandé la livraison de missiles. Il a répondu qu'il avait donné la garantie aux Soviétiques de ne pas livrer ces armes à pays tiers, mais l'armée syrienne peut nous entraîner avec les siens. Finalement, nous sommes allés solliciter le colonel Kadhafi et le chef libyen nous a livré 20 missiles Scuds. Et ensuite nous pouvions aussi menacer des villes d'Irak, en particulier Bagdad, avec nos missiles et*

changer l'équilibre des forces au niveau militaire». Selon le document cité ci-dessus, l'aide logistique et technique de la Syrie a permis à la République islamique d'organiser son industrie de production de missiles militaires.

Selon la même source, le régime syrien a livré aussi des renseignements militaires de première importance. Les Syriens ont livré aux Iraniens des informations «secrètes» sur les bases militaires des forces irakiennes et aussi sur l'ensemble des armements russes de l'armée irakienne.

Après la guerre [la guerre entre l'Iran et l'Irak a duré de 1980 à 1988], les relations entre deux pays – Iran et Syrie – ont ouvert sur une nouvelle page. L'Iran a commencé à exprimer sa reconnaissance en fournissant du pétrole même gratuitement. Les aides syriennes ont rendu un service non négligeable à l'Iran pendant les huit années de guerre et les ayatollahs n'oublient pas facilement.

L'Iran et la Syrie ont consolidé leurs liens dans tous les domaines : économique-politique, militaire, culturel, industriel et surtout sécuritaire.

Rappelons que les chiffres de 2008 concernent les dix premiers mois de l'année et l'échange total atteint 350 millions de dollars. Bien entendu, la balance positive est en faveur de l'Iran.

L'Iran a exporté des voitures, des wagons de chemin de fer, des matériaux électriques et BTP, des machines agricoles, des pneus et des fruits secs. La Syrie a exporté du coton, des polymères, les vêtements, de l'huile d'olive, du bois aggloméré, papier et des déchets métalliques dont du cuivre. Mais cela, c'était avant les événements de 2011 – le soulèvement de mars 2011 en Syrie – qui ont abouti à la guerre actuelle. Le régime syrien ayant perdu beaucoup de ses ressources, a dû demander l'aide du «grand frère» iranien.

Selon la déclaration d'Adib Mayale, directeur de la Banque

centrale de Syrie, (*La Voix de Russie*, 28 mai 2013), l'Iran a accordé un autre crédit d'un milliard de dollars pour que la Syrie puisse se procurer du pétrole et d'autres produits nécessaires (venant s'ajouter à d'autres financements antérieurs).

Année	Exportations M \$	Importations M \$	Volume d'échanges M \$
2001	52,5	1,7	54,2
2002	62,5	34,5	97
2003	71	3,5	74,5
2004	115,67	4,45	120,12
2005	186,3	6,7	93
2006	171	10,5	181,5
2007	328	14	342
2008	320	16	336

Les échanges commerciaux de deux pays sont présentés dans le tableau ci-dessous: les chiffres sont en millions de dollars (selon le bulletin de l'ambassade de la R.I.I à Damas).

Selon une information mise en ligne le 29 juin 2013 sur le site *Tabnak* (un site proche de Rezaï, ex-commandant des Pasdarsans), Qadri Jamil (vice-ministre syrien de l'économie) avait déclaré au *Financial Times* que la Syrie recevait 500 millions de dollars par mois de la part de l'Iran, de la Russie et de la Chine, sans détailler la part de chaque pays cité. Il a ajouté, en outre, que la République islamique avait ouvert une ligne de crédit illimitée en faveur de la Syrie.

Auparavant, le directeur de la Banque centrale de Syrie avait confirmé que le crédit mis à disposition par l'Iran pour l'importation du pétrole dépasse 4 milliards de dollars. Le 9 mai

2016, Hayan Salman, vice-ministre de l'économie et du commerce extérieur de Syrie a annoncé, lors d'une visite en Iran, que l'échange commercial entre les deux pays avait atteint 1 milliard de dollars.

Le 13 décembre 2011, le Parlement iranien a voté un décret de libre-échange entre les deux pays. Avant d'analyser le choix iranien de soutenir le régime syrien dans sa guerre actuelle, il est utile de souligner l'importance stratégique de la Syrie lors de ces derniers 36 ans.

Pendant la guerre Iran-Irak, au-delà des aides qu'on vient de citer, quand les troupes irakiennes fondaient sur l'Irak, la Syrie a positionné ses troupes sur la frontière occidentale d'Irak, obligeant Saddam Hussein à positionner une partie de son armée à la frontière avec la Syrie. Et, cette mesure a changé énormément la configuration de la guerre.

Après la guerre, La Syrie a été la voie principale pour acheminer les armements iraniens vers le Hezbollah du Liban. Dans plusieurs documents officiels, la Syrie est présentée comme le pont entre l'Iran et le Hezbollah. Un document diplomatique iranien désigne la Syrie comme le pays qui a facilité et garanti la présence de l'Iran au Liban et la construction du Hezbollah.

La relation entre les régimes iraniens et syriens n'est pas basée sur la religion, même si la famille au pouvoir en Syrie appartient à une branche de l'islam qui se réclame du premier imam chiite de l'histoire; même la présence en Syrie de lieux saints chiites favorise ces liens. Par ailleurs les dirigeants iraniens n'ignorent pas que le régime syrien n'est en rien un régime religieux.

Malgré la proximité stratégique entre ces deux régimes, la Syrie n'a pas pris toujours des positions favorables au régime de Téhéran. Pendant la guerre Iran-Irak, et malgré le soutien massif du régime syrien, quand les troupes iraniennes n'étaient pas loin de prendre la presqu'île de Fao, la Syrie a condamné

l'Iran en s'associant aux pays arabes du Golfe persique. Par ailleurs, la Syrie a participé au sommet arabe d'Amman en octobre 1987 qui a condamné l'Iran.

Assad, comme son père Hafez, n'a pas manqué de prendre des décisions contre ses «amis iraniens» quand il s'agissait de mettre en avant «l'unité arabe». Il a soutenu les Emirats Arabes Unis concernant leur conflit sur les trois îles du Golfe.

Sous la présidence d'Ahmadinejad (président de 2005 à 2016), les diplomates iraniens ont rencontré les opposants syriens, dont les membres des Frères Musulmanes. Ahmadinejad, a critiqué, modérément, la politique de répression, en prévision, alors, d'un possible changement de pouvoir.

La République islamique a accueilli favorablement les soulèvements dans les pays arabes et les a baptisés «l'éveil islamique». Mais, quand le soulèvement s'est produit en Syrie où le peuple réclamait la liberté, le ton a complètement changé en Iran. Aux yeux des autorités islamiques, les événements de Syrie étaient le résultat d'un complot de l'Occident et d'Israël.

Serat, le site d'un think-tank proche des services de sécurité iranienne résume les facteurs les plus importants de soutien sans faille de l'Iran envers le régime syrien :

Le rôle d'intermédiaire de la Syrie entre l'Iran et le Hezbollah;

L'équilibre politique dans la région;

La volonté de freiner les intérêts américains et israéliens dans la région. C'est pourquoi l'Iran est le plus grand soutien du régime syrien.

Le site Serat ajoute que la Syrie présente des avantages stratégiques pour l'Iran: l'ouverture d'une grande porte vers le monde arabe; la mise en place d'un «barrage» face à Israël et les Etats Unis.

Mais l'aspect le plus important de ce lien est la construction d'un pont solide liant l'Iran au Liban et au Hezbollah.

Certains responsables de la République islamique admettent que cette relation privilégiée crée un bouclier pour éviter l'instabilité à l'intérieur de l'Iran même. Ils sont tous d'accord sur un point: l'alliance de l'Iran et de la Syrie n'est pas basée sur des dimensions idéologiques ou religieuses.

L'Iran et la «guerre civile» en cours

Les dirigeants de la République islamique œuvrent pour garder Assad au pouvoir, mais ils veulent également tisser des liens avec tous les alaouites et aussi les autres minorités paramilitaires du pays pour sauvegarder leurs propres intérêts. Depuis l'intensification du conflit, l'Iran a augmenté ses aides militaires au régime syrien. Ce rôle est attribué à l'armée Qods, la branche extérieure des Pasdarans dirigée par le général Soleymani.

Le régime iranien a toujours eu des déclarations contradictoires à propos de la présence de l'Armée Qods.

Le 16 septembre 2012, Mohamad Djafari, commandant en chef des Pasdarans, avait déclaré que *«la présence des forces de Qods en Syrie n'est pas militaire»*. Il avait ajouté que l'Iran avait seulement fourni des conseillers militaires à l'armée d'Assad en ajoutant que *«si la Syrie était l'objet d'attaque militaire, l'Iran la soutiendrait militairement»*. Pourtant, une photographie a circulé prouvant la participation de Esmail Gha'ani, le commandant en chef adjoint de Qods, dans une opération militaire en juin 2012.

Après la signature en juillet 2015 des accords concernant le programme nucléaire iranien, et la présence ouverte de la Russie dans les opérations militaires en Syrie, la République islamique a été en obligation de ne plus cacher la présence de ses forces armées. La mort en Syrie du général Hassan Hamedani, un des commandants de Qods, le 7 octobre 2015, puis la mort de dizaines de pasdarans et d'officiers des forces spéciales de l'armée régulière iranienne a obligé le régime à

confirmer sa présence militaire en Syrie.

Le chef de l'armée régulière iranienne a voulu dégager sa responsabilité en déclarant que les officiers des forces spéciales étaient partis en Syrie sous l'égide d'une «autre force» que celle dont il avait la responsabilité, en sous-entendant ainsi que cette initiative avait été prise par les pasdarans, ce qui a ajouté à la cacophonie.

En Iran, le guide suprême Khamenei essaie de donner un sens religieux à l'engagement de militaires iraniens. Il présente les forces de Daesh comme «les terroristes takfiri» c'est-à-dire des mécréants. Le régime iranien n'hésite plus à présenter l'Arabie saoudite, comme un des parrains de Daesh, aux côtés des gouvernements américain et israélien. Les dernières pertes de l'armée de Qods datent d'il y a peu (mai 2016) où 13 militaires iraniens ont perdu la vie. En Iran, en raison du contrôle exercé par le régime sur les médias, l'information sur la perte des Forces militaires du régime ne circule pas librement. Il faut attendre pour que les réactions et les protestations sur la participation des Pasdarans ainsi que leurs pertes soient diffusées. L'armée Qods utilise aussi des «mercenaires» afghans (des réfugiés afghans en Iran, en réalité) dans cette sale guerre. Selon le quotidien Le Monde (1/02/2016):

«Longtemps, la présence d'Afghans chiites, venus combattre en Syrie aux côtés de l'armée gouvernementale, est restée inconnue. Mais les preuves sur la présence de ces mercenaires, le plus souvent recrutés en Iran, où nombre d'entre eux sont réfugiés, s'accumulent. Alors que Téhéran, principal soutien du régime de Bachar Al-Assad, continue de nier la présence de ses soldats sur le sol syrien – à l'exception de conseillers militaires –, de nombreux sites Internet iraniens publient des images de funérailles de miliciens afghans chiites, tombés en «martyrs» en Syrie ».

Selon les sites iraniens et afghans, le régime de Téhéran exerce des pressions sur les familles de réfugiés Hazaras (chiites d'origine afghans) pour obliger les jeunes à rejoindre les Pasdarans en Syrie, en prenant leurs familles en otage. On leur alloue un «salaire» de 500 dollars par mois pour ces «soldats» qualifiés de «volontaires».

Un institut proche du ministère iranien des Affaires étrangères conclut que l'aspect principal des relations entre la Syrie et l'Iran est «sécuritaire» à l'échelle régionale. Il les présente comme en conformité avec la doctrine de l'école de Copenhague en relation internationale. Il est utile d'ajouter que cette école de pensée est basée sur la «sécurité sociétal » et est une théorie proche des pensées de Huntington, l'auteur de l'ouvrage «Le choc des civilisations».

Cet institut énumère plusieurs facteurs qui ont rendu «sécuritaire» la relation des deux pays aux yeux de l'Iran :

La politique de la Syrie au ton anti-américain, ce qui créait des relations de proximité avec l'Iran;

Les frontières communes de la Syrie avec Israël et le territoire contrôlé par le Hezbollah au Liban;

La convergence entre le nationalisme arabe et l'identité irano-islamique ;la stratégie de l'Iran en Syrie visant à sauvegarder la sécurité de la République islamique d'Iran face à l'Occident.

Conclusion

La situation de l'Irak et surtout de la Syrie a permis à la République islamique d'Iran de réaliser son souhait d'intervenir pour jouer un rôle sur la scène géopolitique régionale et mettre en évidence son hégémonie dans la rivalité avec l'Arabie Saoudite et la Turquie.

La survie du régime syrien vise à garantir à l'Iran la continuation de ses liens avec le Hezbollah. En fournissant des armes à

celui-ci, le régime iranien veut pouvoir jouer un rôle déterminant dans cette région, en particulier vis-à-vis d'Israël. Les missiles iraniens fournis au Hezbollah sont en effet en capacité d'atteindre Tel Aviv.

C'est pourquoi les responsables de la République islamique répètent sans cesse que la sécurité de la Syrie est partie intégrante de la sécurité de l'Iran.

Désormais le champ d'action de la République Islamique s'est étendu à la Méditerranée et Israël. Tout cela est devenu un élément clé des relations nouvelles tissées avec les Etats-Unis et d'autres pays occidentaux non seulement pour répondre aux sanctions économiques (ou en amoindrir les effets), répondre de la sorte à un approfondissement de la crise socio-économique, mais aussi être, dans une région stratégique et «soumise à des chocs», un acteur devant être pris en compte par les «grandes puissances» qui, elles, peuvent y trouver quelques débouchés économiques•

Intervention prononcée par Béhrrouz AREFI, représentant de la Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI-France) lors du Forum «L'Autre Genève» sur la Syrie, organisée à l'Université de Genève, les 27 et 28 mai 2016, sous les auspices sur site A *l'Encontre.org* et des Femmes syriennes pour la démocratie.

La République islamique d'Iran. Une dictature capitaliste, réactionnaire et corrompue*

Par Babak KIA, 31 octobre 2016

Plus d'un an après la signature de l'accord sur son programme nucléaire avec les «grandes puissances», la République islamique d'Iran reste confrontée à une crise économique et sociale majeure.

Cette crise profonde s'accompagne de tensions permanentes au sein du régime. Le camp conservateur proche du Guide Khamenei voit toujours avec méfiance le compromis sur le dossier nucléaire. Les différentes factions proches des Gardiens de la Révolution l'analysent même comme une défaite diplomatique et une trahison du président Rohani. L'affrontement entre le camp du Guide et les factions dites «modérées» ou «réformatrices» proches de Rohani porte sur «l'ouverture» aux grandes puissances impérialistes et au type d'intégration au marché mondial.

Si le camp du Guide détient la quasi-totalité des leviers du pouvoir, il n'a pu empêcher le compromis sur le nucléaire et ce en raison des faiblesses même du régime, de sa profonde impopularité, des crises majeures qui traversent la société iranienne, du poids des sanctions internationales et de l'instabilité régionale. Sur le terrain de «l'ouverture», les courants «modérés» ou «réformateurs» au sein du pouvoir se sont appuyés sur une partie des aspirations populaires exprimées notamment lors des mobilisations de 2009 contre la réélection d'Ahmadinejad à la présidence de la république.

* Par KIA Babak, paru dans [Alencontre](http://alencontre.org/moyenorient/iran/la-republique-islamique-diran-une-dictature-capitaliste-reactionnaire-et-corrompue.html)

<http://alencontre.org/moyenorient/iran/la-republique-islamique-diran-une-dictature-capitaliste-reactionnaire-et-corrompue.html>

Après l'écrasement du «mouvement vert» incarné par Moussavi et Karoubi en 2009, les factions «libérales» du régime ont appuyé l'élection de Rohani et ont soutenu sa politique de compromis avec l'impérialisme états-unien. Ce ralliement a permis à la République islamique d'Iran de traiter au sein du sérail les dissensions et a ainsi élevé un obstacle à l'intervention directe de la population. Rohani a été l'incarnation du point d'équilibre au sein du régime. Mais cette tentative de stabilisation de la situation politique ne sera pas durable.

En effet, toutes les crises qui ont poussé à la mobilisation populaire de 2009 se sont approfondies. La crise sociale et économique, la misère et le chômage, l'inflation, la négation des droits démocratiques et sociaux, l'absence de perspective pour la jeunesse se sont aggravés.

Dans les faits, la politique économique et de compromis avec l'impérialisme développée par Rohani est celle de Rafsandjani, un des piliers du régime depuis l'avènement de la République islamique en 1979 et sans doute l'un des plus corrompus. Mais les «réformateurs» et les «modérés» ne s'affrontent jamais directement avec le camp conservateur et encore moins avec le Guide lui-même.

Cependant, cette confrontation n'en est pas moins réelle. Ainsi, l'accord sur le nucléaire aurait pu laisser envisager un rapprochement diplomatique important avec l'administration Obama sur les divers conflits qui frappent le Moyen-Orient. Or, il n'en est rien. Depuis le compromis sur le dossier du nucléaire, la République islamique d'Iran a accentué sa confrontation avec les alliés des Etats-Unis dans la région et notamment avec la monarchie saoudienne. En effet, la politique régionale de la République islamique d'Iran est aux mains des Gardiens de la Révolution et du Guide Khamenei. Les tensions entre Téhéran et Riyad, que ce soit au travers de guerres par procuration et par forces interposées comme au Yémen, en Irak

et en Syrie, ou sur le terrain de la joute verbale sur les lieux saints et le pèlerinage du Hadj, sont de plus en plus violentes. Cela est bien sûr l'expression des conflits d'intérêts qui opposent les deux puissances régionales rivales, mais traduit aussi les divergences profondes au sein de la mollaharchie. Le Guide faisant tout pour limiter le rapprochement avec Washington afin de circonscrire la progression des factions «modérées et réformatrices» du régime.

Certes, sur le terrain militaire, les convergences d'intérêts sont flagrantes en Afghanistan ou en Irak et certaines interventions des Gardiens de la Révolution ne peuvent se faire qu'avec l'aval et la bénédiction de l'impérialisme états-unien. Ainsi, l'intervention en cours pour reprendre Mossoul à l'Etat islamique est menée par les forces irakiennes, les peshmergas de l'autorité autonome du Kurdistan d'Irak, les forces de l'Etat turc, les milices chiïtes irakiennes encadrées et financées par la République islamique d'Iran et avec la participation des forces d'élites des Gardiens de la Révolution, tout cela avec l'appui aérien et logistique de la coalition internationale dirigée par Washington.

Mais cela ne se traduit pas sur le terrain diplomatique et politique. Le Guide de la Révolution refuse toute avancée en ce sens. Il s'oppose ainsi sur le plan intérieur à la politique souhaitée par une partie du régime, notamment par Rafsandjani, mais aussi par les factions «modérées» et «réformatrices».

Plus largement, sur la scène régionale, la République islamique d'Iran participe avec le Hezbollah libanais et la Russie à la coalition qui soutient activement le régime criminel de Bachar el-Assad. Bien entendu, depuis l'intervention militaire directe de Moscou en Syrie, le rôle de la République islamique est passé au second plan. Néanmoins, sans le soutien financier de la théocratie réactionnaire de Téhéran et sans l'appui des

Gardiens de la Révolution, le régime sanguinaire de Damas ne serait pas en capacité de se maintenir. La Syrie est un sujet majeur d'affrontement entre les puissances impérialistes états-unienne et russe, tout en étant un terrain de confrontation indirect entre la mollaharchie et la monarchie des Saoud. Les deux puissances régionales les plus réactionnaires s'affrontent par forces interposées en mettant la Syrie, mais aussi l'Irak et le Yémen à feu et à sang. Cette opposition barbare est le résultat des ambitions régionales antagoniques de deux régimes dictatoriaux.

La lutte contre l'EI (Daech) n'est qu'un prétexte et permet à la République islamique d'Iran et à l'Arabie saoudite de s'ingérer en profondeur dans la destinée des peuples de la région. La religion n'étant qu'un prétexte idéologique à la rivalité économique (au sein de l'OPEP notamment), géostratégique et politique. Dans leur confrontation, Riyad et Téhéran n'hésitent pas à instrumentaliser et à encourager la religiosité et les sectarismes qui se développent sur fond d'une misère croissante dans la région. Les reculs de Daech, voire sa défaite totale, ne mettront pas fin au terreau de misère sur lequel prospèrent les sectarismes et les guerres civiles, ni aux ambitions antagoniques de la République islamique et de l'Arabie saoudite.

La politique régionale de la République islamique est rejetée par la majorité de la population. Le coût financier est exorbitant pour le pays alors même que les besoins élémentaires d'une grande partie des Iraniens sont loin d'être satisfaits. Par ailleurs, cette politique est vécue par certaines couches de la population comme un frein à la «normalisation» des relations entre le pays et les grandes puissances.

Entre «modérés» et conservateurs quelles divergences d'intérêts?

Derrière l'opposition entre les factions «modérées» et le camp des conservateurs, du Guide et des Gardiens de la Révolution se cache un affrontement pour la mainmise sur l'économie et les ressources du pays. En effet, la politique de Rohani et de ses alliés est tournée clairement vers la levée des sanctions internationales, pour une ouverture du marché iranien aux multinationales et aux puissances occidentales.

Or, le camp du Guide s'est justement enrichi grâce aux sanctions et au marché noir qu'il organise. Il s'enrichit de son contrôle total sur le système bancaire du pays, alors même que l'ouverture au marché mondial implique une intégration des banques iraniennes au système financier international. Enfin, l'intégration de la République islamique dans le système économique international supposerait des réformes fiscales profondes qui menaceraient les Fondations. En effet, ces Fondations (Bonyad), à la comptabilité opaque, ne sont pas redevables d'impôt et ne rendent de compte qu'au Guide et à son cabinet.

Ces Fondations, à vocation officiellement caritative et religieuse, constituent de richissimes holdings, regroupant parfois plus d'une centaine d'entreprises. Elles jouent un rôle majeur dans la redistribution clientéliste d'une partie des richesses du pays et dans l'organisation de la corruption.

D'après le quotidien économique iranien *Sarmayeh*, les fondations contrôleraient 35 à 40% du PIB iranien, qui s'élève à 120 milliards d'euros. La plupart de ces fondations ont vu le jour après la révolution de 1979. Elles furent chargées par le nouveau régime de saisir les avoirs des grandes familles proches du Chah afin, officiellement, de redistribuer l'argent au peuple via des œuvres caritatives. Mais très rapidement, elles sont devenues des piliers économiques, sociaux et politiques

de la République islamique. Elles ont étendu leurs activités à des secteurs aussi variés que l'immobilier, la construction, le textile, l'agroalimentaire, la pharmacie, les hôpitaux, les universités, bien sûr le pétrole...

Ces fondations contrôlent même certaines zones franches. Ainsi, la Fondation Astan-e Qods Razavi, chargée de gérer le tombeau de l'imam Reza à Mashhad, est propriétaire d'une centaine d'entreprises et de la zone franche de Sarakhs à la frontière avec le Turkménistan. Créée en 1996, cette zone franche est une véritable cité industrielle, plaque tournante du commerce légal et du marché noir «institutionnel» vers les pays d'Asie centrale disposant même d'un aéroport. «L'argent n'ayant pas d'odeur», ces Bonyad – souvent dirigées par la hiérarchie des Gardiens de la Révolution et marquées par leur religiosité idéologique – ont également investi dans des complexes touristiques de luxe et dans le secteur des loisirs.

Ainsi, la Fondation des Dëshérités (l'une des plus importantes) est propriétaire de téléphériques, de pistes de ski et des restaurants qui accueillent à la montagne la jeunesse dorée de Téhéran. La capacité d'autofinancement secrète de ces grandes fondations permet aussi de financer des activités clandestines, par exemple des réseaux non officiels de renseignement et d'actions extérieures liés aux Gardiens de la Révolution.

Les divergences d'intérêts constituent donc une fracture importante qui traverse les sommets de la mollaharchie. L'accord sur le programme nucléaire avec les grandes puissances, la levée progressive des sanctions et l'ouverture, même timide, du marché iranien accentue les contradictions à l'œuvre au sein du sérail. Cependant, l'ensemble des protagonistes et courants politiques internes du régime partagent l'intérêt de maintenir en place le carcan capitaliste et réactionnaire qu'est la République islamique.

La République islamique et l'impérialisme...

Ainsi, la République islamique, qui doit faire face à un mécontentement généralisé de la population, mène dans le même temps une politique sociale violente en détruisant notamment le Code du travail et en supprimant les maigres protections sociales des salariés du secteur privé et des fonctionnaires.

En effet, dans cette période post-accord nucléaire, l'obsession du gouvernement Rohani est de rendre le marché du travail attractif pour les transnationales et les investisseurs étrangers. La modification du Code du travail en discussion prévoit notamment la possibilité de rétablir le travail des enfants de moins de 15 ans. Les protections en matière contractuelle seront levées et la possibilité «d'établir» des contrats oraux sera étendue. Les salaires seront «négociés» directement entre l'employeur et le salarié, le niveau du salaire minimum sera instauré entreprise par entreprise, en fonction de la «réalité économique». C'est dans ce contexte que des grandes multinationales renouent avec Téhéran. Ainsi, Peugeot tend à reconquérir sa position de leader occidental sur le marché automobile iranien. Le lancement en 2016 d'une joint-venture nommée IKAP (Iran Khodro Automobiles Peugeot) vient sceller le retour de la marque française sur le marché iranien.

De son côté, Renault également a créé une coentreprise avec Iran Khodro et Saipa (marques iraniennes dans le capital desquelles les Gardiens de la Révolution se retrouvent actionnaires). Airbus a, quant à lui, signé un protocole d'accord avec la République islamique portant sur 114 moyen-courriers (A320) et des long-courriers (A330). Sur le plan commercial, le «Grand Satan» n'est pas en reste. Ainsi, la société états-unienne Boeing a annoncé la signature d'un accord avec Iran Air portant sur la vente de 80 appareils et sur la location de 29 autres.

La mollaharchie: une dictature contre les travailleurs, les femmes et les peuples

Dans ce contexte, les droits démocratiques et sociaux restent bafoués systématiquement. Face aux aspirations légitimes des travailleurs, de la jeunesse, des femmes et des minorités nationales, le pouvoir n'a qu'une seule «arme» en sa possession: celle de la répression. Ainsi, la République islamique d'Iran se situe en deuxième position (derrière la Chine) dans le sinistre tableau des records du nombre d'exécutions de prisonniers, notamment des mineurs. En ce qui concerne le nombre de peines capitales, le pays est même devant l'Arabie saoudite. Depuis l'accession de Rohani à la présidence de la République en juin 2013, le régime a exécuté plus de 2000 prisonniers.

Les luttes ouvrières sont systématiquement réprimées et les dirigeants arrêtés, condamnés, torturés. Très récemment plusieurs syndicalistes et activistes du mouvement ouvrier ont été condamnés à de longues années de prison ferme. C'est le cas notamment d'Ebrahim Madadi, Davoud Razavi, Reza Shahabi, tous membres de la direction du Syndicat Vahed (Régie de transports en commun de Téhéran et sa banlieue). Ce dernier a été de nouveau condamné à un an de prison ferme, après avoir purgé une peine de 6 ans, sous prétexte d'«*agissements contre la sécurité nationale*». La liste des syndicalistes condamnés depuis le début de cette année 2016 ne cesse de s'allonger.

Les militants des droits de l'Homme ne sont pas mieux lotis. Ainsi, Narges Mohammadi, journaliste, avocate, directrice du Centre pour les défenseurs des droits humains (CDDH), a été condamnée à 16 années de prison pour avoir «*formé et dirigé un groupe illégal*» qui appelle à l'abolition de la peine capitale. Emprisonnée depuis mai 2015, Nargess Mohammadi avait été condamnée une première fois en avril 2016 dans un procès

entaché d'irrégularités, sous l'influence du ministère des Renseignements. Nargess Mohammadi est très populaire en Iran et avait reçu en mai 2016 une médaille de la ville de Paris pour son travail en faveur de la défense des droits de l'Homme.

Depuis l'accession au pouvoir de Rohani, aucun progrès n'a été enregistré quant à la situation faite aux femmes. Pire, d'autres lois rétrogrades et anti-femmes ont été adoptées. L'une d'elles en l'occurrence a suscité l'indignation générale: la légalisation du mariage entre un père et sa fille adoptive. Cette loi a été mise en œuvre par le gouvernement Rohani le 19 novembre 2013. Une loi où le rôle du père est confondu avec celui du mari et avec laquelle les enfants ne peuvent être en sécurité, une loi qui légalise la pédophilie et normalise le crime, selon les militants des droits humains.

Au-delà des inégalités institutionnalisées par la théocratie réactionnaire de Téhéran, les femmes subissent une violence sociale majeure. A titre d'exemple, l'agence officielle *Mehr* (proche des conservateurs et des Gardiens de la révolution) a annoncé fin août 2016 que la majorité des détenus en Iran sont des femmes. Et plus de 50% d'entre elles sont en attente de jugement depuis plusieurs années parfois.

Les minorités nationales et religieuses, notamment les Kurdes, les Azéris, les Baloutches, les populations arabes et sunnites du sud de l'Iran, sont quant à elles toujours opprimées et durement réprimées par le régime et son bras armé, les Gardiens de la Révolution.

Enfin, les réfugiés afghans continuent de subir un effroyable racisme d'Etat. Quand ils ne sont pas surexploités, les jeunes réfugiés afghans font office de «chair à canon» du régime et sont enrôlés de force dans des milices envoyées sur les fronts syrien ou irakien. C'est avec le cynisme sans nom qui caractérise les grandes puissances impérialistes qu'en mars dernier l'Union européenne a entamé des discussions avec la

République islamique afin de contenir l'immigration afghane en Iran. Ainsi, dans l'accord prévu, l'UE se propose d'allouer d'urgence 6,5 millions d'euros supplémentaires d'aide humanitaire aux Afghans qui s'étaient retrouvés en Iran, y compris 1,5 million d'euros pour scolariser les enfants afghans dans ce pays. Ces accords interviennent au moment où le gouvernement afghan vient de protester énergiquement contre la République islamique pour avoir mis en cage et exhibé publiquement des dizaines de réfugiés afghans à Shiraz. Leur crime était d'être entré illégalement sur le territoire iranien...

En mai 2017, la République islamique organisera de nouvelles élections présidentielles. Rohani se présentera sans aucun doute pour un second mandat. Il va de soi que, quel que soit le vainqueur de cette sinistre mascarade, les élections ne changeront rien à la situation des peuples d'Iran. Seule une perspective laïque et socialiste sera de nature à freiner l'avancée de la barbarie dans la région•

Le rôle de l'Iran dans la tragédie syrienne*

Par : Behrooz FARAHANY, Décembre 2016

Il y a 11 ans, l'équipe d'Hachemi Rafsandjani [décédé le 8 janvier 2017], opérant sous le nom de «Conseil de Discernement», a rédigé une directive intitulée «Les perspectives de la République Islamique d'Iran dans les 20 prochaines années» approuvée par le Guide Suprême.

La volonté affirmée de devenir une puissance régionale

Dans les grandes lignes de ce document est affirmée la volonté de «devenir la première puissance économique, scientifique et technologique de la région de l'Asie du Sud-Ouest» comprenant l'Asie centrale, le Caucase, le Proche-Orient et les pays voisins.

La recherche de la suprématie militaire n'apparaît pas dans ce dossier, mais les sous-entendus sont clairs. Afin de parvenir à ce but il est conseillé de développer des relations privilégiées avec des forces et pays amis. Partout il est conseillé de promouvoir des relations étroites avec les forces religieuses.

La même année est parue une analyse concernant l'Irak après l'invasion américano-anglaise. Elle porte le titre «L'Iran et le nouvel Irak, les défis à venir» rédigée par le «Centre des Recherches stratégiques» dépendant de l'équipe de Rafsandjani. Les grandes lignes de cette stratégie y sont appliquées au cas de ce «pays devenu ami» suite à l'invasion impérialiste occidentale de 2003.

Dans ce document, il est clairement stipulé que l'Iran doit intervenir directement dans la politique irakienne, en appuyant

* Par Behrooz FARAHANY, dans [Europe Solidaire Sans Frontières](https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article39978)
<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article39978>

les partis chiites contre les autres forces. Il y est également défendu le principe du maintien de l'intégrité territoriale d'Irak, et proclamé l'opposition aux revendications séparatistes. Contrer «les influences» d'autres forces régionales dans ce pays est souligné comme un des impératifs de cette politique à l'égard d'Irak.

Bien entendu, cette stratégie de recherche d'une suprématie régionale se heurte de plein fouet aux ambitions des autres puissances régionales (comme l'Arabie saoudite, Israël, et la Turquie) et exacerbe les rivalités.

On sait depuis longtemps qu'une alliance non officielle anti-République islamique est formée autour d'un axe «Riyad – Jérusalem» à laquelle les pays du Golfe persique sont «affiliés». Mais la Turquie d'Erdogan a aussi ses visées stratégiques et s'appuie sur les minorités turkmènes présentes en Irak et en Syrie.

L'importance stratégique de l'alliance avec le régime syrien

Dans ce cadre, la Syrie a longtemps été considérée comme un allié important, bien que controversé, de la République islamique d'Iran. La Syrie est le seul pays arabe à avoir explicitement soutenu l'Iran durant les huit années de la guerre Iran-Irak (1980-1988). Le fait que la dynastie Assad soit d'origine alaouite (confession apparentée au chiisme) et l'existence des sanctuaires chiites en Syrie ont contribué à renforcer une relation stratégique entre les deux Etats.

Pour Téhéran, l'impératif de maintenir des liens étroits avec le Hezbollah libanais a renforcé cette alliance.

En conséquence, contrairement à d'autres pays arabes où l'Iran a soutenu certains soulèvements populaires, le régime islamique s'est rangé dès mars 2011 aux côtés du président syrien Bachar el-Assad, définissant la révolte du peuple syrien comme une sédition «d'inspiration étrangère».

Face à la brutalité de la réponse du régime syrien quelques inquiétudes se sont toutefois fait entendre au sein de la direction iranienne. Mais sous l'impulsion directe du Guide de la révolution, Ali Khamenei, l'impératif de la défense de «l'Axe de Résistance» Iran-Hezbollah-Syrie, a été considéré comme la seule ligne officielle. Et cela non seulement face à Israël mais également contre le terrorisme des groupes islamistes «takfiri» (mécréants), tels que Daech et autres salafistes.

Une implication militaire croissante aux côtés de Bachar el-Assad.

Au début du conflit, l'Iran a limité sa participation à la fourniture de services techniques ainsi qu'à un soutien financier au régime syrien. Cette action passait principalement par Qods, le bras armé basé en Irak des Gardiens de la Révolution Islamique d'Iran (Pasdaran, GRII), dans le cadre d'opérations transfrontalières.

Fin 2012, Qods a joué un rôle crucial dans la création des Forces de défense nationale (FDN), une organisation paramilitaire syrienne aidant l'armée régulière. Celle-ci rassemblait environ 100'000 combattants de différentes sectes religieuses. De 2011 à début 2013, l'Iran a envoyé des membres des forces d'élite du GRII en appui au régime d'Assad, et fourni une formation et un soutien logistique à l'armée syrienne.

Mais avec la dégradation constante de la position du régime syrien vers la fin 2013, la Russie a peu à peu assumé ce rôle, tandis que l'Iran augmentait sa présence sur le terrain. Le général Soleimani, patron incontesté de la force Qods, a joué un rôle prépondérant dans cette implication directe de Poutine.

Selon les sources, le nombre total de Pasdaran et de paramilitaires iraniens opérant en Syrie se situait entre 6500 et 9200 en avril 2016.

Depuis, sans aucun doute, ce nombre est allé crescendo, surtout avec la mobilisation opérée pour la reprise d'Alep, surnommé «La mère des batailles». Lorsqu'il est apparu que les forces syriennes étaient insuffisantes pour combattre les forces qualifiées de «takfiri», le pouvoir iranien a facilité le déploiement de milices chiites étrangères. Elle a commencé par faire appel à son allié le plus proche, le Hezbollah, qui a pris part au combat en Syrie dès 2012.

Le régime iranien a également envoyé des groupes chiites irakiens (Kata'ib Al-Imam-Ali en particulier), leur fournissant la formation et les armes.

Par ailleurs les Pasdaran ont commencé à recruter des combattants chiites d'Afghanistan et du Pakistan, constituant respectivement les Fatemiyon et les Brigades Zaynabiyun – sous les ordres directs du commandant général des Pasdaran, le général Mohammad Ali Jafari. Les salaires et les équipements nécessaires ont été pris en charge par le régime iranien.

En avril 2016, l'Iran a commencé à expédier «Les Takavaran», les forces spéciales de l'armée régulière iranienne. Ces troupes sont considérées comme étant largement les plus entraînées des forces armées iraniennes.

A maintes reprises, les journaux iraniens ont annoncé «le martyr» de «ces défenseurs des lieux saints», appartenant aux différentes brigades de l'armée comme la «Brigade 65 Nohed» ou la «Brigade 258 Shahrood». Bien qu'appartenant à l'armée régulière, ces forces sont sous le contrôle de commandants supérieurs des Pasdaran, nommés directement par général Jafari, le commandant suprême des Pasdaran.

Force est de constater que le régime iranien ne cache plus son engagement direct dans la guerre civile en Syrie. Les médias du régime couvrent même d'éloges «les martyrs de l'islam».

L'Iran aurait fourni aux forces gouvernementales syriennes et aux milices chiites des armes légères, ainsi que des armes avancées, comme des roquettes, des lance-roquettes, des fusils Kalachnikov, et des missiles antichars. Ces forces ont principalement opéré dans les provinces d'Alep, Latakieh, Homs, Hama, Idlib et Tartus.

Il ne faut pas perdre de vue la convergence globale des analyses du régime islamique et celles de Poutine. L'Iran coordonne également, au niveau ministériel et opérationnel, ses actions sur le terrain avec la Russie.

Les dirigeants iraniens ont déclaré explicitement qu'en ce qui concernait la Syrie, il n'y avait pas de divergences entre les stratégies de Moscou et de Téhéran.

Il est toutefois clair que le régime iranien est attaché explicitement au maintien en l'état: 1° du clan Assad au pouvoir; 2° des institutions étatiques existantes.

En ce qui la concerne, la Russie a sur ce point des positions plus ambiguës, même si elle défend le régime dans son ensemble.

L'ampleur de l'engagement en Syrie des forces du régime des ayatollahs peut être mesurée à la lumière de ses pertes humaines. D'après certaines estimations, près de 700 iraniens appartenant à l'armée régulière, aux Pasdaran ou aux milices auraient été tués en Syrie. Ce chiffre à lui seul met à nu l'ampleur et le coût de l'intervention de Téhéran pour maintenir Bachar el-Assad au pouvoir.

Officiellement, l'Iran soutient que seuls des «conseillers militaires» ont été déployés en Syrie. Mais les médias d'Etat ont signalé de nombreuses victimes sur les champs de bataille. Les Pasdaran ont annoncé officiellement début décembre 2016 que 13 de leurs combattants ont été tués près d'Alep. Cela montre que les forces iraniennes sont engagées d'une manière directe

dans les atrocités de cette guerre civile terrible, aux côtés des forces de Bachar el-Assad.

Etant donné que l'Arabie saoudite soutient des groupes djihadistes combattant le pouvoir syrien, et que les deux pays ont des politiques étrangères opposées au niveau régional, les ayatollahs vont continuer à intervenir dans des conflits entre sunnites et chiites au Yémen et à Bahreïn.

En effet, la politique régionale de la République Islamique d'Iran s'inscrit dans une lutte d'influence contre la monarchie réactionnaire des Al Saoud. Il ne faut pas oublier que les ayatollahs et les Al Saoud sont les principaux soutiens des courants réactionnaires de l'islam politique et favorisent les logiques d'affrontements sectaires et interreligieux qui divisent les populations sur la base de leurs identités religieuses, mettent la région à feu et à sang•

Iran : après le tremblement de terre, le tremblement social*

Par : Houshang SEPEHR, 8 janvier 2018

La classe ouvrière iranienne, longtemps réprimée et brutalement exploitée, a fait irruption sur la scène, ébranlant le régime bourgeois-clérical iranien. L'Iran a été secoué ces derniers jours par des protestations contre la hausse des prix des produits alimentaires, le chômage de masse, les inégalités sociales toujours plus grandes, le programme brutal d'austérité et la répression politique. Les manifestations ont commencé jeudi 28 décembre dans la deuxième plus grande ville d'Iran, Mashhad, (ville sainte, sanctuaire de l'Emâm Reza), puis se sont étendues à une quarantaine de villes et villages du pays, ainsi qu'à la capitale Téhéran.

La portée et l'intensité de ce mouvement, l'adoption rapide de slogans contre le gouvernement et le système politique ont surpris les autorités iraniennes et les observateurs occidentaux. Pourtant, cette irruption a été précédée par des mois de protestations des travailleurs contre les suppressions d'emplois, les fermetures d'usines ainsi que les salaires et avantages sociaux impayés.

Selon des sources gouvernementales, 21 personnes sont mortes et environ 2 000 ont été arrêtées dans des affrontements entre manifestants et forces de l'ordre. Un responsable de Téhéran a admis que 450 personnes étaient détenues dans cette ville depuis le samedi 30 décembre et que 70 personnes ont été arrêtées dimanche soir à Arak, une ville

* Par Houshang SEPEHR dans [Europe Solidaire Sans Frontières](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article42842)
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article42842>

industrielle située à 300 kilomètres au sud-ouest de la capitale. Selon une responsable du régime, parmi le millier de personnes arrêtées, 95% à moins de 25 ans. Le régime a annoncé la mort dans la prison d'Evin de Sina Ghorbani, un protestataire âgé de 23 ans.

Dès le début du mouvement le gouvernement a réduit, et même bloqué, les applications des réseaux sociaux Telegram et Instagram afin de supprimer les informations sur les manifestations futures et l'importance du mouvement.

L'ampleur et l'intensité des manifestations ont ébranlé le régime bourgeois-clérical iranien et incitent maintenant ses factions rivales à se rassembler pour réprimer le mouvement. Au cours du week-end de 30-31 décembre, le président iranien Hassan Rohani a déclaré que les Iraniens avaient le droit de manifester pacifiquement et que son gouvernement prendrait bientôt des mesures pour répondre aux revendications socio-économiques des manifestants, ajoutant : « Nous n'avons pas de plus grand défi que le chômage ». Mais ses ministres et porte-parole, les agences de sécurité jurent maintenant vouloir éradiquer le mouvement de protestation. Le corps des Gardiens de la révolution islamique se dit prêt à utiliser une « poigne de fer ».

Les dirigeants du régime - du guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, au général Sanayee, en passant par l'ancien président « réformiste » et allié du mouvement de 2009, Mohammad Khatami – « justifient » leur répression brutale par des allégations fallacieuses accusant les manifestants d'être manipulés par Washington et ses alliés régionaux, Israël et l'Arabie Saoudite, ceci dans le cadre d'une campagne incendiaire pour provoquer un changement de régime à Téhéran.

Mais la vague actuelle de protestations a un caractère de classe bien différent de celle de 2009 sous la bannière du soi-disant « mouvement vert ». En 2009 le mouvement de

contestation contre la réélection frauduleuse de l'ex-président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad avait été violemment réprimé.

Sur la base des meilleurs rapports disponibles ayant filtré à travers la censure du régime iranien ou apparus dans les médias occidentaux, il est évident que la vague actuelle de protestations est, au fond, une rébellion naissante de la classe ouvrière. Certes, les manifestations sont socialement hétérogènes et il y a beaucoup de confusion politique parmi les participants. De plus, comme on pouvait s'y attendre, les monarchistes et d'autres éléments de droite alliés à l'impérialisme cherchent à le détourner à leur profit.

Mais les manifestations, bien que n'étant pas encore un mouvement de masse, ont été principalement composées de travailleurs, de pauvres, de chômeurs, de jeunes et des femmes des quartiers pauvres. Ils expriment une colère de classe profondément enracinée dans un pays où 3,2 millions de personnes, soit 12,7% de la population active, sont officiellement au chômage. Le taux de chômage réel des jeunes est de l'ordre de 40% et, plus de 50% vivent dans la pauvreté. Cependant, selon World Wealth and Income Database, 1% des iraniens les plus fortunés possèdent 16,3% de la richesse, soit l'équivalent de ce que possède 50% de la population. Les 10% les plus riches détiennent 48,5% de la richesse nationale (sur la base des données de 2013).

Montée de l'opposition de la classe ouvrière

Il n'y a pas de fumé sans feu. La vague actuelle de protestations a éclaté après des mois d'agitation ouvrière et de manifestations populaires, notamment contre les suppressions d'emplois, le non paiement des salaires, l'indifférence des autorités envers les millions d'épargnants ruinés par l'effondrement frauduleux de nombreuses institutions

financières non réglementées. L'abandon total des victimes des tremblements de terre meurtriers récents ainsi que la corruption astronomique ont eu un rôle important dans le déclenchement de ce mouvement.

En septembre dernier, par exemple, à Arak, les travailleurs de deux usines privatisées dans les années 2000 ont affronté la police pendant deux jours, après que les forces de sécurité soient intervenues pour disperser les manifestants mobilisés contre le non paiement de leurs salaires. Selon un rapport de l'Agence France-Presse, « des manifestations mineures ont commencé à faire des remous dans les semaines qui ont précédé les troubles actuels », « des centaines de travailleurs du pétrole et de camionneurs protestant contre le paiement tardif des salaires, les fabricants de tracteurs à Tabriz contre la fermeture de leur usine, et les travailleurs de pneus de Téhéran contre le non paiement des salaires ». Ces protestations ont été traitées avec indifférence par les médias occidentaux, tandis que les autorités iraniennes ont fait de leur mieux pour les occulter.

Dans les jours précédant la vague actuelle de protestations, une discussion intense et généralisée a fait rage sur les médias sociaux à propos des inégalités sociales grandissantes. Le déclencheur de cette vague de colère a été la publication du dernier budget d'austérité du gouvernement. Il prévoit l'augmentation du prix de l'essence de 50%, tout en réduisant davantage les subventions au prix de l'énergie. Les subventions aux produits alimentaires de base et aux services essentiels ont été supprimées entre 2010 et 2014, durant les présidences d'Ahamadinejad et de Rohani.

Le mouvement de 2009 était centré presque exclusivement à Téhéran, en particulier dans ses quartiers les plus riches du nord. En revanche, la vague actuelle de protestations a été beaucoup plus large géographiquement. Sont également

touchées les villes plus petites et plus pauvres qui ont constitué la base politique d'Ahmadinejad et de la faction dite « dure » de l'élite politique du régime, qui combine l'orthodoxie chiite avec les appels populistes aux éléments plébéiens de la société iranienne.

De manière encore plus significative, et contrairement au mouvement de 2009, la mobilisation antigouvernementale actuelle est motivée par l'opposition aux inégalités sociales. Les « Verts », qui ont massivement soutenu l'élection de Rohani en 2013 et sa réélection en mai dernier, ont évité les manifestations actuelles. D'éminents représentants des « Verts » ont exprimé leur profonde inquiétude quant au caractère « sans chef », « violent et non-démocratique » des manifestations !

Pour leur part, les manifestants n'ont pas lancé d'appel en faveur des principaux dirigeants verts et des malheureux candidats à la présidentielle de 2009, Moussavi et Karroubi, toujours assignés à résidence. Au lieu de cela, ils ont mis en avant des slogans hostiles au régime clérico-capitaliste dans son ensemble.

Le rapprochement de Rohani avec Washington et l'austérité

La crise sociale aiguë que connaît l'Iran est le produit d'une pression économique et militaro-stratégique des États-Unis ainsi que des sanctions économiques, de la crise économique mondiale et surtout de l'effondrement des cours mondiaux du pétrole, de l'échec des politiques économiques néo-libérales et surtout des mesures d'austérité brutales que Rohani a mis en place dans le but de courtiser l'investissement occidental.

Pendant des années Rohani, suivant son mentor politique, le défunt président Hachémi Rafsandjani a été le défenseur de longue date du rapprochement avec des puissances

impérialistes occidentales. En 2013, en soulignant les conséquences socialement explosives des sanctions économiques américaines et européennes sur l'Iran, ils ont convaincu l'ayatollah Khamenei et les autres composantes clés du régime de la nécessité d'un changement de cap. D'où une nouvelle tentative de compromis avec Washington et l'Union européenne.

Comme dans le cas des dirigeants du mouvement Verts, quatre ans auparavant, cette politique était liée à une nouvelle tentative d'éliminer ce qui restait des concessions sociales faites à la classe ouvrière à la suite de la Révolution de 1979. Au cours des quatre dernières années, le gouvernement de Rohani a poursuivi la privatisation et la déréglementation, comme son prédécesseur Ahamadinejad, tout en suivant les prescriptions du FMI en matière d'austérité, ainsi qu'en remaniant les règles régissant les concessions pétrolières afin de séduire les géants pétroliers européens et américains.

En fin de compte, en janvier 2016, les sanctions américaines et européennes les plus sévères ont été levées ou suspendues en échange du démantèlement par Téhéran d'une grande partie de son programme nucléaire. Mais dans la mesure où la levée des sanctions a stimulé l'économie, les avantages ont presque exclusivement profité aux couches les plus privilégiées de la population.

La réponse de Rohani, comme en témoigne le dernier budget, est d'accentuer l'austérité pour les masses, tout en augmentant les budgets des institutions religieuses et du clergé.

Une nouvelle étape de la lutte

Les manifestations de la première semaine de janvier annoncent une nouvelle étape dans la lutte des classes en Iran. À travers le Moyen-Orient, y compris en Israël, il existe des signes d'une opposition croissante de la classe ouvrière. La

question critique est la lutte pour armer l'opposition ouvrière naissante d'une stratégie socialiste internationaliste. Les travailleurs et les jeunes iraniens doivent se battre pour la mobilisation de la classe ouvrière en tant que force politique indépendante, en opposition à l'impérialisme et à toutes les factions de la bourgeoisie nationale.

Toutes les forces de droite préconisant au sein du mouvement antigouvernemental une orientation vers Washington et/ou les autres puissances impérialistes doivent être combattues et politiquement isolées. C'est l'impérialisme qui, au cours du siècle dernier, a étouffé les aspirations démocratiques et sociales des peuples du Moyen-Orient. Ce sont les puissances impérialistes qui ont dévasté la région pendant un quart de siècle de guerres, et qui menacent aujourd'hui de plonger le peuple iranien et toute la région dans une conflagration encore plus sanglante.

La bourgeoisie iranienne, comme en témoigne plus d'un siècle d'histoire depuis la révolution constitutionnelle de 1906, est totalement incapable d'établir une véritable démocratie et de s'affranchir de l'impérialisme. Car pour cela, il faudrait une mobilisation révolutionnaire des masses d'une ampleur qui mettrait en péril les propres intérêts et ambitions de classe de la bourgeoisie.

Les travailleurs et les jeunes devraient aussi rejeter ceux qui affirment que la montée des masses résoudrait tout, car en réalité ils dénigrent la lutte pour un programme révolutionnaire et son leadership. Il faut tirer les leçons de l'histoire, y compris du « printemps arabe » de 2011 et de la révolution iranienne de 1979.

La révolution iranienne de 1979 qui, il y a quarante ans, a renversé le régime tyrannique du Chah parrainé par les États-Unis, était une explosion sociale massive, anti-impérialiste. Et c'était la classe ouvrière qui avait porté le coup fatal. Ce fut une

vague grandissante de grèves politiques qui a brisé le dos du régime du Chah. Et dans les mois qui ont suivi, les travailleurs ont saisi les usines, les plaçant sous le contrôle des conseils ouvriers. Mais la classe ouvrière était sans organisation indépendante de classe et politiquement subordonnée au parti stalinien Tudeh, ainsi qu'à diverses forces de gauche petites-bourgeoises.

Mais malheureusement la plupart de ces organisations couraient derrière l'aile soi-disant anti impérialiste de la bourgeoisie nationale dirigée par l'ayatollah Khomeini et le clergé chiite. Ayant pris le contrôle de l'appareil d'Etat, ceux-ci ont réprimé sauvagement toutes les formes indépendantes d'expression et d'organisation de classe. Ils ont stabilisé l'ordre capitaliste dans le cadre d'un système théocratique inédit.

Aujourd'hui, en Iran une remontée de la classe ouvrière doit et peut régler les comptes avec le système politique islamique, la bourgeoisie iranienne dans son ensemble ainsi que l'impérialisme, mais à condition de s'inscrire dans la perspective d'une révolution socialiste internationale.

La tâche des socialistes révolutionnaires est de se tourner vers ce mouvement, et de se battre pour armer la classe ouvrière internationale d'une compréhension de la logique de ses besoins, de ses aspirations et de ses luttes. Le capitalisme est incompatible avec les besoins de la société. Les travailleurs, la classe qui produit les richesses du monde, doivent unir leurs luttes à travers les frontières et les continents pour établir le pouvoir politique des travailleurs, pour entreprendre la réorganisation socialiste de la société et mettre fin à la guerre impérialiste•

Aux racines de la révolte*

Par : Houshang SEPEHR, Babak KIA, 10 janvier 2018

La République islamique d'Iran est secouée depuis le 28 décembre 2017 par des protestations populaires contre la hausse des prix des produits alimentaires, le chômage de masse, les inégalités sociales toujours plus grandes, le programme brutal d'austérité et la répression politique.

Les manifestations ont débuté à Mashhad, deuxième ville du pays, puis se sont étendues à près de 80 villes et villages ainsi qu'à la capitale, Téhéran. Malgré une répression violente et un quadrillage militaire important, les manifestantEs, souvent jeunes et issus des couches populaires, descendent dans les rues à la nuit tombée et défient le régime avec courage. Depuis le 28 décembre, le pouvoir reconnaît la mort de 22 manifestantEs et l'arrestation de près de 1 700 personnes. Selon les autorités judiciaires, 95 % des personnes arrêtées ont moins de 25 ans. À la faveur de cette nouvelle vague de répression, le régime a procédé à l'interpellation de militantEs étudiants et ouvriers reconnus, et ce sans qu'un lien direct ne soit établi avec les mobilisations actuelles.

Un mécontentement profond

La portée et l'intensité de ce mouvement, l'adoption rapide de slogans radicaux contre le gouvernement et le système théocratique et dictatorial ont surpris les autorités iraniennes et les observateurs occidentaux. Pourtant, ce mouvement a été précédé par des mois de protestations des travailleurs.

* Par Houshang SEPEHR, KIA Babak, [Europe Solidaire Sans Frontières](http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article42891) <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article42891>

Le mécontentement profond porte notamment sur l'explosion des inégalités sociales, les suppressions d'emplois, le non-paiement des salaires et des pensions de retraites, sur l'indifférence des autorités envers les millions d'épargnantEs ruinés par l'effondrement frauduleux de plusieurs institutions financières non réglementées. L'abandon total des victimes des récents tremblements de terre meurtriers ainsi que la corruption généralisée du pouvoir ont eu également un rôle important dans le déclenchement de la révolte populaire.

Une combinaison de facteurs

La crise sociale aiguë que connaît l'Iran est le produit d'une combinaison de facteurs : la corruption des élites au pouvoir et la confiscation des richesses du pays par la mollaharchie et les Gardiens de la révolution, la pression militaro-stratégique des États-Unis et les sanctions économiques, la crise économique mondiale et l'effondrement des cours mondiaux du pétrole, les politiques libérales et les mesures d'austérité brutales que le président Rohani a mis en place dans le but d'attirer les investisseurs occidentaux.

En effet, la politique économique violente menée par la République islamique accentue les conséquences sociales des sanctions internationales. En 2013, Rohani a convaincu le Guide Khamenei et les autres composantes clés du régime de la nécessité d'un changement de cap. Ce changement de cap devait permettre de dégager un nouveau compromis avec les puissances impérialistes étatsunienne et européenne.

Aggravation des attaques

Cette politique s'accompagne d'une aggravation des attaques contre les concessions sociales faites à la classe ouvrière suite à la Révolution de 1979. Au cours des quatre dernières années et dans la continuité des politiques menées par Ahmadinejad, le

gouvernement de Rohani a accéléré les privatisations, la déréglementation et le démantèlement du code du travail. Ainsi, la mollaharchie a suivi les prescriptions du FMI en matière d'austérité et a remanié les règles régissant le secteur pétrolier et gazier pour séduire les géants européens et étatsuniens.

En janvier 2016, les sanctions étatsuniennes et européennes les plus sévères ont été levées ou suspendues en échange du démantèlement par Téhéran d'une grande partie de son programme nucléaire. Mais les bénéfices liés à cette levée des sanctions ont exclusivement profité aux couches privilégiées de la société et aux élites au pouvoir.

Malgré cela, le régime entend aller plus loin dans les attaques contre les classes populaires. Comme en témoigne le dernier budget en discussion au Parlement, Rohani entend renforcer l'austérité pour les masses, tout en augmentant les budgets des institutions religieuses et du clergé.

Pauvreté grandissante

La présentation du budget a été la goutte d'eau. Alors que l'Iran connaît un taux de chômage officiel de 12,7 % et qu'environ 40 % de la jeunesse est sans emploi, le budget prévoit l'augmentation du prix de l'essence de 50 % et la réduction des subventions au prix de l'énergie. Les subventions aux produits alimentaires de base et aux services essentiels ont été supprimées entre 2010 et 2014, durant les présidences d'Ahmadinejad et de Rohani. Dans le même temps le prix des produits alimentaires de base explose. Ainsi, le prix de l'œuf a par exemple augmenté de 40 % cette année. Tout cela, combiné à une inflation générale galopante (12 % selon le régime) est un nouveau coup dur porté au pouvoir d'achat des travailleurs et des couches les plus pauvres.

Selon les estimations gouvernementales, le nombre d'Iraniens pauvres est d'environ 15 millions, et 3 millions souffrent de

malnutrition. Selon le World Wealth and Income Database, 1 % des Iraniens les plus riches possèdent 16,3 % de la richesse. Ils possèdent l'équivalent de la richesse de 50 % de la population (sur la base des données de 2013).

Une dictature capitaliste réactionnaire

Dans le même temps des milliards d'argent public sont octroyés aux fondations religieuses. Ces fondations, qui n'ont de compte à rendre qu'au Guide et qui sont exonérées d'impôts, font partie des plus grandes holdings du Moyen-Orient. Dirigées par des dignitaires du régime et par le commandement des Gardiens de la révolution, elles détiennent des pans entiers de l'économie iranienne. Dans sa présentation du budget, le régime fait apparaître publiquement la somme de 1,7 milliard d'euros accordées aux fondations. Ce n'est évidemment que la partie émergée de l'iceberg. Selon Rohani lui-même, 1/3 du budget annuel de l'État échappe au contrôle du gouvernement et du Parlement. Cette part directement contrôlée par le Guide Khaménei est accaparée par les Gardiens de la révolution et par les différentes fondations. En 2013, le Guide contrôlait une fortune s'élevant à environ 95 milliards de dollar par le biais du Setad (« Setad ejraiye hazrate emam » qui veut dire « Siège pour l'exécution des ordres de l'imam »). Cet organisme possède des parts dans pratiquement chaque secteur de l'économie du pays, de la finance au pétrole en passant par l'immobilier et les télécommunications.

La République islamique d'Iran est une dictature capitaliste réactionnaire et corrompue, en cela ce régime n'est pas réformable. Il est urgent de soutenir la mobilisation sociale actuelle et au-delà, l'ensemble des militants qui luttent pour le renversement de la mollaharchie, pour la justice sociale, l'égalité et la liberté•

Iran : Un tournant politique radical*

Par Houshang SEPEHR, 27 février 2018

Dans les livres d'histoire de l'Iran moderne, la première semaine de janvier 2018, qui a connu une vague de soulèvements populaires dans de nombreuses villes du pays, sera enregistrée comme une nouvelle étape historique. Un tournant après lequel la scène politique iranienne n'a plus été la même. Indépendamment des conséquences immédiates de cet évènement :

- soit le mouvement des salarié-e-s et populaire imprimera de façon déterminante sa marque sur l'évolution du mouvement,
- soit celui-ci sera écrasé de façon sanglante.

En attendant, une chose est certaine: il sera désormais impossible pour le régime actuel de continuer à gouverner comme avant. Les manifestations récentes ont miné tous les fondements politiques, culturels et idéologiques du régime capitalisto-islamique, ainsi que le mythe de ce qui est appelé la «révolution islamique».

Les faits et les chiffres

Les manifestations qui ont commencé le 28 décembre 2017 à Mashhad, la deuxième ville d'Iran, se sont rapidement étendues à plus de 80 villes, dont Téhéran, la capitale, et Qum, la capitale religieuse. Les participants étaient pour la plupart des jeunes de moins de 30 ans, mais dans certains cas des parents avec leurs enfants. Certains bâtiments officiels et banques d'Etat ont été incendiés par les manifestants. Des portraits de

* Par Houshang SEPEHR, paru dans [Alencontre](http://alencontre.org/moyenorient/iran/iran-un-tournant-politique-radical.html)

<http://alencontre.org/moyenorient/iran/iran-un-tournant-politique-radical.html>

Khamenei et Khomeiny, les deux symboles du pouvoir en place, ont été brûlés ainsi que le drapeau du régime.

Par rapport aux manifestations de masse ayant eu lieu en 2009 après l'élection frauduleuse d'Ahmadinejad à la présidence, ces manifestations présentent plusieurs différences importantes:

1° Dès le premier jour, elles s'opposent directement à la pauvreté et à la corruption systémique;

2° Elles incluent la large participation de la classe ouvrière (du prolétariat), beaucoup de chômeurs et de retraités, des hommes et des femmes;

3° A partir du troisième jour, elles se politisent et se radicalisent rapidement. On entend des slogans réclamant la fin de la République islamique, la mort du Guide suprême Khamenei, du président Rohani (la traduction libérale de Rohani: «le clergé»), des «gardiens de la révolution», ainsi que la fin de l'intervention militaire de l'Iran en Syrie et au Liban;

4° Dans certains cas, des femmes ont courageusement enlevé leur foulard ou leur voile dans les lieux publics, et ont encouragé d'autres à suivre leur exemple;

5° Après le choc et la confusion des deux premiers jours, le régime toutes tendances confondues (les durs, les intégristes, les modérés et les réformateurs) a décidé d'écraser violemment la protestation de masse par tous les moyens. Le bilan est lourd: selon les autorités, 27 morts dans les rues, 4972 arrestations, dont à ce jour 12 morts sous la torture en prison et 493 toujours en détention.

Depuis la révolution 1979, ce soulèvement est le premier événement de grande envergure qui porte la marque de la lutte de classe et l'absence de tout signe, symbole, personnalité et slogan religieux. Les manifestations reposaient sur celles et ceux n'ayant pas de place dans les discours dominants: les sans voix sans chef, ni guide, ni organisation. Les foules qui se

sont mobilisées mêlaient ouvriers et ouvrières, étudiant-e-s, jeunes et retraité-e-s.

Jamais les plus pauvres, les marginaux des villes, les masses habituellement silencieuses et discrètes ont été si nombreuses dans les rues: travailleurs précaires, marchands ambulants, travailleurs saisonniers ou temporaires, sans emploi.

Ces manifestations comportaient une dynamique explosive en raison de leur couverture géographique, de la radicalité des slogans et la diversité des approches. Il s'agit d'un phénomène inédit depuis la révolution 1979. Les règles du jeu politique ont été soudainement changées. Celles et ceux qui avaient été relégués au plus profond de la politique habituelle se sont soudainement levés et ont imposé leur langage et leur manière de faire.

Economie politique des émeutes

Ceux qui expliquent que «des mains invisibles» auraient été derrière la révolte devraient commencer par regarder celle, bien visible, de la crise économique et sociale. Ce sont elles qui ont déclenché les émeutes socio-économiques et politiques. Tous les dictateurs face aux crises sociales parlent de «complot». Ils sont suivis par certains de leurs amis campistes se réclamant de la «gauche anti-impérialistes». La seule «conspiration» est celle du système bourgeois-clérical dont la logique est contraire aux intérêts de la majorité de la population. Le processus accéléré de prolétarianisation des petits producteurs, ainsi que l'ampleur de l'effondrement des couches intermédiaires ont creusé un profond fossé entre le capital et le travail. Sans aucun doute, les racines profondes de cette crise se trouvent dans le mode de production capitaliste et la mondialisation. Mais en Iran, ce qui a augmenté la gravité de la crise et l'a rendue explosive, c'est le déploiement d'une politique économique militariste néolibérale durant les deux dernières

décennies.

Le processus de redistribution de la richesse du pays vers les bandes capitalo-mafieuses détenant le pouvoir politique, ainsi que la corruption astronomique aux dépens des couches populaires très appauvries, a commencé dans les années 1990, aux lendemains de la guerre entre l'Iran et l'Irak. Cette redistribution des richesses a eu lieu par le biais d'une accumulation accélérée et sauvage du capital reposant sur la destruction des petites exploitations agricoles et entreprises artisanales, des importations massives et la privatisation de biens publics à des prix dérisoires.

En janvier 2017, les sanctions économiques contre l'Iran ont été levées suite à la signature, le 14 juillet 2015, de l'accord sur le nucléaire entre l'Iran et les grandes puissances. Rohani et son gouvernement se vantaient alors d'avoir obtenu un succès politique et surtout économique énorme. Les économistes iraniens à son service, néolibéraux disciples de l'Ecole de Chicago, de Hayek et de Friedman, présentaient des chiffres vantant les succès de la politique d'économie de Rohani.

Et aujourd'hui que voit-on? Des émeutes contre la pauvreté! *«Bien dit, vieille taupe. Comment peux-tu travailler si vite sous terre?» (Hamlet, Shakespeare)*. Cet animal aveugle chemine obstinément, creusant avec patience ses galeries dans l'épaisseur obscure de l'histoire. Elle surgit ensuite parfois en plein soleil. Elle incarne le refus, dans les moments difficiles, de se résigner à toute idée de «fin de l'histoire».

Quand les masques tombent

Ce mouvement, qui a notamment pris pour cible le Guide suprême Khamenei a de multiples causes :

1° La chute terrible du niveau de vie des travailleurs, de différentes couches populaires, et de la petite bourgeoisie;

2° La déception de la base sociale du régime face à l'évolution de la situation, et sa frustration face à l'incapacité de celui-ci (tous courants confondus) à améliorer les conditions de vie;

3° Le choc provoqué par la non-teneur des promesses électorales de Rohani, ainsi que le basculement rapide du gouvernement vers une politique droitière et ultralibérale dès les premières mesures prises au début de son deuxième mandat présidentiel;

4° L'émergence d'une nouvelle couche appauvrie dont le surnom peut être traduit par «les dépouillés». Il s'agit de centaines de milliers des gens ordinaires ayant perdu leurs maigres épargnes suite à des escroqueries bancaires à grande échelle commises avec la complicité du gouvernement.

5° Ces escroqueries coïncident avec la révélation du niveau astronomique de la corruption des personnes au pouvoir. Les slogans comme «*Notre pays est un foyer de voleurs, il est le plus corrompu du monde*» soulignent le dégoût de la population face aux niveaux astronomiques de corruption du régime.

En dépit d'une censure rigide, la rivalité croissante entre les factions du régime, en particulier après la signature de l'accord nucléaire, a permis à la corruption d'entrer dans les médias. Les gens étaient particulièrement irrités par les énormes sommes détournées (un tiers du budget du pays) vers les institutions cléricales. En ces temps difficiles, la grande majorité de la population estime que cet argent aurait dû être consacré à l'aide sociale. Il n'est donc pas surprenant qu'à côté des slogans contre la totalité du régime, il y en ait eu d'autres qui visaient le clergé en tant que groupe: «*les gens mentent, les clercs se prennent pour Dieu*», ou «*mollah, honte à toi, lâche le pays*».

Le moment tant attendu d'un règlement compte historique avec le clergé semble être arrivé.

6° Le tremblement de terre d'une magnitude de 7,5 sur l'échelle de Richter qui a frappé l'ouest du Kurdistan iranien à l'automne dernier a montré l'incompétence et l'indifférence de l'administration, ainsi que la méfiance totale du peuple dans sa capacité à faire face. En 24 heures, les habitants de Kermânchâh, la ville la plus proche de l'épicentre du tremblement de terre, ont envoyé plus de 1000 camions chargés d'aide aux victimes abandonnées par le gouvernement. Leur exemple a été suivi par des habitants de nombreuses autres régions. C'était comme si les gens avaient perdu tout espoir que le gouvernement ait une réponse réaliste et efficace à la catastrophe.

Au final, le récent soulèvement est le résultat de la convergence de tous les points cités ci-dessus. Ce sont eux qui ont porté un dur coup aux espoirs de la population. Celle-ci a pris conscience qu'aucune faction du régime n'était mieux que l'autre. Elle a compris que la participation à la mascarade électorale, ne laissant pas d'autre choix qu'entre le mauvais et le pire, ne pouvait rien résoudre. Cette compréhension a mis fin au scénario qui a duré plus de vingt ans.

Les foules qui ont pris la rue et brûlé le drapeau du régime ainsi que les portraits de ses dirigeants n'acceptent plus les jeux électoraux, les manipulations politiques et les duperies du système. Après des décennies d'étouffement de leurs voix, leurs cris tirent la sonnette d'alarme.

Les points faibles du mouvement

Les récents soulèvements ont été spontanés et sans organisation. Des milliers de noyaux et de réseaux horizontaux organisés autour d'activistes des droits civiques et de militants sociaux ont joué un rôle de premier plan dans l'initiation et la coordination des mouvements. A l'ère des satellites et de l'internet, le recours aux nouveaux moyens de communication a

fourni des moyens supplémentaires pour développer et organiser des mouvements collectifs et facilité l'expression de la spontanéité et de l'horizontalité.

C'est en particulier le cas dans les pays à régime dictatorial où les organisations politiques, syndicales et associatives sont embryonnaires. Il en a été ainsi lors des événements récents en Iran. Leur caractère spontané a sans doute été au début un point d'appui important pour démarrer le mouvement et en permettre la sécurité. Mais celle-ci ne garantit ni la persistance, ni le développement de la mobilisation. Son leadership dispersé et disparate, tout en reflétant la diversité sociale et politique de la population, n'est pas nécessairement une réponse à la nécessité de convergence et de consolidation.

Dans les mobilisations de début janvier 2018, une convergence a eu lieu concernant les slogans désignant ce que les manifestant-e-s voulaient voir disparaître: «*Non à...*»; «*A bas...*»; «*Mort à...*», etc. Mais les «slogans positifs», concernant ce qu'ils souhaitent voir apparaître étaient toujours absents. Ces mobilisations sont restées un mouvement de protestation qui sait ce qu'il ne veut plus, mais qui n'a pas encore trouvé ce qu'il veut à sa place. En l'absence d'organisation et de leadership représentant une alternative progressiste claire au régime, ces manifestations sont destinées:

Soit à l'échec et à subir la répression,

Soit à être manipulées par des intérêts étrangers,

Soit à être détournées par le premier démagogue populiste venu.

C'est à ce stade, que de nombreuses forces politiques représentant des intérêts de classes antagonistes vont essayer de prendre le contrôle du mouvement et de le dévoyer de ses propres fins. Il n'est pas surprenant que Donald Trump – qui

deux mois auparavant a interdit aux citoyens iraniens d'entrer aux Etats-Unis, les accusant de terrorisme – devienne tout d'un coup un « ardent ami » des peuples révoltés d'Iran.

Pas surprenant non plus que Reza Pahlavi, le fils du Chah détrôné (qui a passé ses dernières quatre années dans les boîtes de nuit et les casinos de Las Vegas), se prétende être au côté du mouvement ouvrier iranien et se permette de lancer un appel à la grève générale!

Si nous voulons que ce soulèvement, comme tant d'autres, ne s'éteigne pas comme une étincelle, mais qu'il perdure et aboutisse, il faut surmonter ses points faibles. La prise de la conscience historique, politique et de classe, ainsi que les capacités propres d'un mouvement collectif sont des facteurs déterminants dans la survie et la consolidation de celui-ci. D'où vient l'importance d'un leadership indépendant, organique et persistant. Non seulement dans sa loyauté envers les intérêts politiques et de classe des exploité-e-s, mais aussi dans la lutte contre les tentatives de manipulation.

Ceci n'est pas seulement une condition pour la structuration du leadership décentralisé actuel, mais aussi pour répondre à la nécessité d'intégrer les leçons des expériences du passé, ainsi qu'au développement d'une conscience politique de classe avec un programme articulé sur les intérêts des masses laborieuses.

Et maintenant?

Il est certain que ni la répression policière, ni la duperie démagogique et idéologique ne pourront être en mesure de dissimuler et de résoudre les contradictions existantes, ni colmater la brèche ouverte par ce soulèvement. Avec certitude on peut prédire que le prochain soulèvement ne mettra pas longtemps à venir.

«Les révolutions prolétariennes, par contre, comme celles du XIX^e siècle, se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble déjà être accompli pour le recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et de se redresser à nouveau formidable en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leurs propres buts, jusqu'à ce que soit créée enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière, et que les circonstances elles-mêmes crient: c'est ici qu'est la rose, c'est ici qu'il faut danser »

Karl Marx (Le 18 brumaire de Louis Napoléon Bonaparte)

Les images de la répression brutale contre la jeunesse, les travailleurs et les femmes d'Iran ont provoqué une vague d'indignation dans le monde entier. Vu la lâcheté des opposants bourgeois-cléricaux «réformistes», et que le système dans sa totalité est défié par le bas, la route est maintenant ouverte, mais elle sera longue et difficile.

Il n'est pas difficile d'en discerner les raisons. Le régime a prouvé qu'il n'a aucune difficulté pour imposer une répression encore plus sauvage. Le régime iranien n'est pas seulement un régime capitaliste, mais c'est aussi un régime idéologique, organisé de façon fasciste, et il combattra pour survivre. Il a des forces militaires puissantes, ainsi qu'une milice paramilitaire bien organisée ayant des intérêts financiers propres très importants.

Il est difficile de prévoir ce qui se produira. Cependant, on peut être sûr que rien ne sera plus comme avant. Il s'agit donc d'une très importante, délicate et longue confrontation. Il est essentiel

que celles et ceux qui luttent en Iran obtiennent un large et efficace soutien des forces de gauche, ainsi que des progressistes. La lutte pour la démocratie et les libertés civiles doit être une des dimensions de nos combats communs.

Notre association Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (SSTI), en défendant les intérêts des travailleurs d'Iran, en maintenant une position ferme et constante, à la fois anti-impérialiste et d'opposition au régime, fera tout son possible pour étendre et relayer une grande campagne de soutien aux luttes du peuple iranien.

Nous cherchons à agir avec toutes les forces iraniennes et internationales qui partagent ces principes. Il n'est par contre pas possible de nous unir aux défenseurs de l'une ou de l'autre faction du régime, ni à ceux qui souhaitent la guerre ou des sanctions étrangères, dans l'espoir d'éviter ainsi un changement par le bas. Nous ne suspendrons pas nos critiques contre ceux qui tolèrent la guerre impérialiste ou les sanctions économiques, soit des mesures qui nuisent en premier lieu aux travailleurs et travailleuses, aux masses populaires d'Iran•

Crise socio-économique, répression et élans démocratiques*

Par : Nasser, 10 mars 2019

A son quarantième anniversaire (11 février 1979), la République Islamique d'Iran s'enfoncé dans une crise économique, sociale et politique profonde et sans précédent. Le régime des ayatollahs, comme toujours, tente de présenter les puissances impérialistes et surtout les Etats-Unis («le grand Satan») et leur embargo économique contre l'Iran comme responsables de la grave crise actuelle. Mais cette posture «anti-impérialiste» du régime ne trompe plus personne en Iran: elle ne peut plus dissimuler l'entière responsabilité de ce régime réactionnaire et corrompu et de ses politiques économiques et sociales anti-populaires dans la grave crise qui frappe le pays. Ce sont bien les conséquences désastreuses de ces politiques qui condamnent plusieurs dizaines de millions d'Iranien.nes à la pauvreté et à la misère. La gravité de la crise économique et sociale actuelle et ses caractères structurels – qui accentuent l'impact de l'embargo – sont fortement liés au fondement profondément réactionnaire et anti-démocratique de la République islamique et de ses politiques économique et sociale menées depuis 1979, dont nous allons sommairement analyser ses traits essentiels, dans la suite de cet article.

Le 11 février 1979 le peuple iranien, dans un élan révolutionnaire, a renversé le régime corrompu du chah d'Iran

Il a mis fin à 37 ans de règne d'un régime oligarchique,

* Par Nasser, paru dans [ECHO d'Iran](http://www.iran-echo.com/echo_pdf/quarantieme_anniversaire.pdf)

http://www.iran-echo.com/echo_pdf/quarantieme_anniversaire.pdf

protecteur des intérêts de l'impérialisme états-unien au Moyen-Orient afin de mettre en place un régime démocratique, indispensable pour diriger le pays sur la voie du développement économique et la justice sociale. Mais en l'absence de mouvements radicaux et progressistes organisés – démantelés et liquidés pendant le règne du chah – la révolution iranienne a été confisquée par le courant le plus réactionnaire de la petite bourgeoisie traditionnelle qui, sous la bannière de l'Islam politique, impose à ce pays un régime dictatorial et anti-populaire. Ainsi le court rêve de la démocratie des Iranien.nes, exprimé au cours de la révolution de 1979, s'est transformé en un long et terrible cauchemar d'une théocratie qui utilise l'islam comme étendard idéologique.

La guerre Iran-Irak

La longue guerre criminelle entre et l'Iran et l'Irak, qui a opposé les deux régimes réactionnaires de Saddam Hussein et de Khomeiny au cours de la décennie 1980, a eu des conséquences humaines et économiques dévastatrices pour les deux pays (1,2 million de morts dont 800'000 côté iranien). Mais elle a été une aubaine pour le régime des ayatollahs qui en a profité pour détruire toutes les institutions démocratiques (les partis politiques, les syndicats, les associations) et liquider surtout les mouvements et les militants politiques radicaux, surgis avec la période révolutionnaire.

On évalue au minimum à 8'000 le nombre d'exécutions des prisonniers politiques à la fin de la guerre. Ces mesures répressives, en détruisant toutes les instances démocratiques de contrôle et en réduisant au silence tous les esprits critiques, ont créé les conditions nécessaires permettant au régime des ayatollahs de soumettre le pays à la politique ultra-libérale d'ajustement structurel, formulée par le consensus de Washington, et imposée par le Fonds monétaire

international et la Banque mondiale. Autrement dit, deux organismes financiers du système capitaliste mondialisé. En fait les mesures imposées par ces institutions aux pays fortement endettés du Sud devaient permettre à ces pays de dégager des moyens financiers nécessaires pour faire face à leurs engagements vis-à-vis des gouvernements et des banques des pays capitalistes.

Mais, dès le début de la décennie 1990, la République Islamique, malgré l'absence d'un endettement extérieur significatif, était parmi les rares régimes dans le monde qui acceptaient volontairement cette thérapie de choc comme une stratégie de développement économique. Le court rapport publié par les représentants du FMI et de la BIRD [1], de retour de leur voyage en Iran en 1990, résume ainsi la volonté «réformatrice» des dirigeants iraniens: *«Les dirigeants iraniens ont annoncé leur ferme volonté de mettre en œuvre une adaptation profonde de la politique macroéconomique du pays, en renforçant la place du secteur privé et en supprimant des contraintes économiques qui sont incompatibles avec cette orientation.»* [2]

Sur le plan économique: inflation, chômage et dépression

Ainsi au cours des 30 dernières années, quel que soit le gouvernement, soi-disant réformiste ou radical, la pratique a été d'appliquer des mesures prescrites par la politique d'ajustement structurel (privatisation des entreprises publiques, dévaluation de la monnaie nationale, ouverture complète du pays aux importations, suppression des subsides sur les produits de première nécessité, etc.). Ce fut la principale orientation de la politique économique de la République Islamique. La posture «anti-impérialiste» de toutes les factions du régime des ayatollahs n'est que le cache-misère de cette politique réactionnaire, au service d'une bourgeoisie rentière et corrompue, au pouvoir depuis la révolution iranienne de 1979.

Les conséquences de cette politique en matière économique et sociale démontrent son impact désastreux sur la situation de toutes les couches populaires en Iran.

La conjugaison entre l'application des mesures de la politique d'ajustement structurel et la corruption d'une bourgeoisie commerçante et rentière enfonce l'économie iranienne dans une crise structurelle profonde qui en 2018 atteint son niveau le plus important. Selon le FMI et la BIRD, en 2018 la croissance de l'économie était inférieure à 1.5% et en 2019 sera inférieure à 3.8%. Le secteur industriel, victime de l'ouverture du marché iranien aux importations des produits bon marché asiatiques, traverse actuellement une crise sans précédent. Ainsi, sur 37'000 entreprises situées dans les zones industrielles, plus de 7000 sont à ce jour à l'arrêt. De plus, 40% des autres entreprises ont une activité en dessous de 50% de leurs capacités productives. Et selon les prévisions les plus optimistes, au cours des deux prochaines années, et pour la première fois, la production du secteur industriel du pays sera en baisse.

En République Islamique, la stagflation (l'existence conjointe de l'inflation et du chômage) devient une maladie récurrente de l'économie du pays. Ainsi, au cours de 40 ans de régime islamique, le taux d'inflation annuel n'a jamais été en dessous de 10%. Et en 2018 ce taux est supérieur à 30%. Dans une lettre ouverte, des dizaines d'économistes et universitaires iraniens prévoient un taux d'inflation de 40 à 50% pour l'année 2020. Au cours de la même période, l'économie iranienne est frappée par un taux de chômage structurel de 15 à 20%. Ainsi selon l'évaluation de la banque centrale iranienne, en 2018 ce taux était de 20% de la population active, et pour les jeunes de 16 à 25 ans il a atteint 25 à 30% de la population, en tenant compte du fait que quelqu'un qui travaille plus de deux heures par semaine n'est officiellement pas considéré comme un

chômeur. Ce taux de chômage élevé est la conséquence, d'une part, d'une forte croissance démographique favorisée par le régime islamique, et d'autre part, de l'incapacité du secteur industriel en crise à faire face à une telle demande de travail.

L'Iran est actuellement le deuxième pays producteur de gaz naturel et le quatrième pour ses réserves de pétrole. Cela a permis au régime des ayatollahs d'avoir plus de 700 milliards de dollars de revenu grâce à l'exportation du gaz naturel et du pétrole entre 1980 et 2018.

Malgré ces immenses ressources financières, la politique économique de la République islamique n'a pas permis au pays de mettre en place une véritable politique de développement industriel. L'Iran reste un pays producteur de matières premières, très dépendant de la production et de l'exportation du pétrole. Ainsi, en 2018, le pétrole a représenté 80% des exportations et 40% de ses recettes budgétaires. Par contre la redistribution de cette manne pétrolière et le transfert de pans entiers des biens publics, par une privatisation en faveur d'individus ou de fondations inféodées au régime, ainsi que de holdings appartenant à des forces armées, ont favorisé le développement d'une bourgeoisie rentière corrompue et parasite.

Sur le plan social: pauvreté, famines, inégalités

Au cours de l'année 2018, la crise récurrente de l'économie iranienne atteint son paroxysme. Ainsi la monnaie iranienne, victime d'un quintuplement du volume des liquidités entre 2005 et 2016, a perdu 90% de sa valeur vis-à-vis du dollar. Cet effondrement entraîne une très forte inflation par le coût des importations, par l'augmentation des coûts de production et par les faillites de plusieurs centaines d'entreprises, ce qui s'est traduit par une forte aggravation du chômage.

Sur la pauvreté

En l'absence de données statistiques fiables publiées par les sources officielles, quelques chiffres cités par des chercheurs et universitaires indépendants nous permettent d'avoir une certaine idée de la situation sociale iranienne.

En prenant en compte le seuil de pauvreté et le salaire minimum en Iran, plus de 40% des salarié.es iranien.nes sont pauvres. Selon M. Raghfari, universitaire iranien, sur la base des mêmes hypothèses 50% des 80 millions d'Iranien.nes sont dans une situation de pauvreté.

Selon M. Torabi, chercheur universitaire, en 2016 le revenu minimum mensuel nécessaire pour une famille de 4 personnes était de 4 millions de tomans, tandis que le salaire minimum mensuel était de 800'000 tomans, autrement dit 20% du revenu minimum. Un parlementaire de la région de Sistan (au sud-est de l'Iran), explique ainsi la situation économique de la population de cette région: *«En Sistan et Baloutchistan, plus de 90% de la population survivait sous le seuil de pauvreté. Plus de 70% d'entre eux sont en situation de pauvreté absolue et plus de 30% souffrent de malnutrition.»*

Le travail des enfants est un autre indicateur de la misère en Iran. Les chiffres officiels parlent de 2 millions d'enfants obligés de travailler. Mais les chiffres officieux évaluent à plus de 7 millions le nombre d'enfants travailleurs en Iran. Enfin, la gestion calamiteuse des ressources en eau a aggravé les sécheresses, et favorisé l'exode massif de la population rurale et le développement des bidonvilles autour des grandes villes du pays. Ainsi, au cours des dernières décennies, plus de 33'000 villages du pays ont été abandonnés par leurs habitants. Selon Noriman Mostafai, directeur général d'une organisation d'aide aux sans-abri, *«actuellement les bidonvilles iraniens comptent 11 millions d'habitants, c'est-à-dire l'équivalent de la*

moitié de la population villageoise ayant fui ses terres et ses foyers».

Les fortes inégalités sociales sous le régime monarchique furent la principale cause de la révolution des peuples d'Iran en 1979.

La justice et l'égalité sociale étaient la principale promesse avancée par le courant islamiste pour confisquer la révolution iranienne au profit d'une clique réactionnaire. Mais quarante ans plus tard, l'Iran reste un pays fortement inégalitaire. Les statistiques de la banque centrale iranienne révèlent une aggravation de cette inégalité au cours des six dernières années. Ainsi, en 1990, 10% des ménages les plus riches disposaient de 37% du revenu distribué et en 1996, ce chiffre dépasse 40% de ce revenu. De plus, selon l'Institut des statistiques iranien, les dépenses de consommation des 10% des ménages les plus riches sont 11 fois plus importantes que celles des 10% des ménages les plus pauvres du pays.

Conclusion

En 1979, les peuples iraniens, par une révolution héroïque, ont mis fin au règne despotique du Chah en espérant mettre en place un régime démocratique et de justice sociale. Mais, l'absence d'organisations démocratiques de masse et la complicité des pays impérialistes, a permis à la clique islamiste-réactionnaire de confisquer la révolution. La République islamique a transformé notre pays en laboratoire d'expérimentation de l'idéologie réactionnaire qu'est l'islam politique. Pour imposer, cette funeste idéologie, les ayatollahs et leurs hommes de main ont établi un régime de terreur. Pour briser la résistance des militants politiques, syndicaux et démocratiques, le pouvoir islamique a utilisé toutes les méthodes moyenâgeuses. Ainsi, au cours de cette période noire, plusieurs dizaines de milliers d'Iranien.nes ont été

sommairement exécuté.es, torturé.es, violé.es ou emprisonné.es.

Parallèlement à ces méthodes répressives, le régime islamique a mis en place un vaste système de propagande, pour justifier et légitimer la domination et le pillage des richesses du pays par une bourgeoisie rentière parasite. Tout ceci au nom de l'islam. L'habillage religieux réactionnaire est utilisé par le régime pour faire accepter ce système d'exploitation et de domination.

Mais malgré toute sa capacité répressive, le régime n'a pas réussi à éteindre les aspirations à la démocratie, à la justice sociale et à l'égalité.

Régulièrement, les luttes sociales et démocratiques occupent le devant de la scène. Régulièrement les femmes, la jeunesse, les travailleurs et les minorités nationales s'affrontent courageusement à la violence de l'État.

Malgré les emprisonnements, les tortures et les exécutions, les peuples d'Iran expriment à chaque fois que cela leur est possible leur soif de liberté et de justice. Quarante après la chute du Chah, il est plus urgent que jamais d'en finir avec le régime anti-populaire, corrompu, réactionnaire et criminel de la République Islamique•

[1] Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, une des institutions composant la Banque mondiale

[2] Pour plus d'information sur cette première décennie de la République islamiste, on peut consulter l'ouvrage de Chapour Haghghat « *Iran, la révolution islamiste* », Bruxelles, éditions Complexe, 1985.